



Résolutions et Décisions du Conseil 2014



Résolutions et Décisions
du
Conseil
de
l'Union internationale des télécommunications

Publié par le
Secrétariat général de l'Union internationale des télécommunications
Genève



© UIT 2014

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, par quelque procédé que ce soit, sans l'accord écrit préalable de l'UIT.

Sommaire

	<i>Page</i>
1 Finances	1
2 Questions de personnel.....	61
3 Conférences et réunions.....	87
4 Secrétariat général	135
5 Secteurs	141
6 Relations extérieures.....	157
7 Divers	183
Appendices	193

Table des matières

	<i>Page</i>
1 FINANCES.....	1
1.1 Budget	1
R 1337 Budget biennal de l'Union internationale des télécommunications pour 2012-2013.....	1
R 1349 Souplesse dans la mise en œuvre du budget biennal de l'Union pour l'exercice 2012-2013	15
R 1359 Budget biennal de l'Union internationale des télécommunications pour 2014-2015.....	16
1.2 Autres questions financières	31
R 925 Conditions financières de participation des Nations Unies, des institutions spécialisées et des autres organisations internationales aux conférences et réunions de l'UIT	31
R 1111 Excédents de recettes de Telecom.....	34
R 1324 Parts contributives aux dépenses de l'Union – République démocratique de Somalie.....	35
R 1325 Parts contributives aux dépenses de l'Union – République des Iles Marshall	35
R 1338 Fonds pour le développement des technologies de l'information et de la communication (FDTIC).....	36
R 1339 Parts contributives aux dépenses de l'Union	37
R 1341 Rapport de gestion financière pour l'exercice annuel 2010	37
R 1350 Rapport de gestion financière pour l'exercice annuel 2011	38
R 1351 Comptes des activités liées à ITU TELECOM World 2011.....	38
R 1361 Rapport de gestion financière pour l'exercice annuel 2012	39
R 1362 Comptes des activités liées à ITU TELECOM World 2012.....	39
R 1370 Rapport de gestion financière pour l'exercice annuel 2013	40
D 387 Paiement des publications éditées par l'Union	40
D 482 Mise en oeuvre du recouvrement des coûts pour le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite.....	41
D 545 Non-paiement des droits perçus au titre du recouvrement des coûts pour le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite.....	48
D 565 Nomination des membres du Comité consultatif indépendant pour les questions de gestion (CCIG).....	51

	<i>Page</i>	
D 566	Vérification des comptes de l'Union 52	52
D 571	Accès en ligne gratuit aux Règlements administratifs, aux Résolutions et aux Décisions du Conseil ainsi qu'à d'autres publications de l'UIT 52	52
D 574	Accès en ligne gratuit aux rapports finals des Conférences mondiales de développement des télécommunications..... 55	55
D 578	Passation par pertes et profits d'intérêts moratoires, de créances irrécupérables et d'une créance d'un membre bénéficiant d'une exonération..... 57	57
D 581	Passation par pertes et profits d'intérêts moratoires et de créances irrécupérables 59	59
2	QUESTIONS DE PERSONNEL..... 61	61
2.1	Conditions d'emploi 61	61
R 260	Congés pour service militaire 61	61
R 261	Situation des familles des fonctionnaires de l'Union susceptibles de répondre à un ordre de mobilisation 61	61
R 626	Avis de vacance d'emploi 62	62
R 647	Modifications des conditions de rémunération prévues au régime commun des Nations Unies..... 62	62
R 685	Procédure de recrutement sur le plan international 63	63
R 792	Propositions d'amendements aux Statut et Règlement du personnel 63	63
R 1004	Privilèges, immunités et facilités accordés au titre des activités de l'Union 63	63
R 1142	Maladies professionnelles..... 65	65
R 1149	Instauration à l'Union d'un régime d'assurance pour soins de longue durée..... 65	65
R 1352	Conditions d'emploi des fonctionnaires élus de l'UIT 66	66
R 1368	Conditions d'emploi des fonctionnaires élus de l'UIT 67	67
R 1369	Amendements au Statut du personnel applicable aux fonctionnaires nommés 68	68
D 548	Conditions d'emploi des fonctionnaires élus – Indemnité spéciale de logement..... 69	69
D 579	Âge obligatoire de départ à la retraite à l'UIT 70	70
2.2	Gestion des ressources humaines..... 72	72
R 1106	Mise en œuvre des recommandations du groupe tripartite consultatif sur la gestion des ressources humaines 72	72

R 1107	Classement des emplois	73
R 1108	Gestion des emplois	74
R 1187	Principe de l'égalité des sexes dans la gestion, la politique et la pratique des ressources humaines à l'UIT	74
R 1299	Création d'un plan stratégique pour les ressources humaines	75
D 2	Liste des emplois des cadres permanents et temporaires, ainsi que leur titulaire	76
D 517	Renforcement du dialogue entre l'Administration de l'UIT et le Conseil du personnel de l'UIT	76
D 558	Programme de départ volontaire et de départ à la retraite anticipée	77
D 582	Programme de départ volontaire et de départ à la retraite anticipé	78
2.3	Pensions.....	79
R 440	Placement des fonds de la caisse d'assurance de l'UIT	79
R 463	Bases techniques pour la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT	79
R 559	Indemnités de cherté de vie aux bénéficiaires de la caisse d'assurance du personnel de l'UIT.....	80
R 589	Indemnité de cherté de vie aux bénéficiaires de pensions et de rentes de la caisse d'assurance du personnel de l'UIT	80
R 1211	Taux technique de la Caisse d'assurance de personnel de l'UIT	80
R 1326	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT.....	82
R 1371	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT.....	82
2.4	Autres questions de personnel	84
R 105	Délivrance aux fonctionnaires de l'UIT des laissez-passer des Nations Unies	84
R 747	Commission de la fonction publique internationale	86
D 399	Représentation du personnel.....	86
3	CONFÉRENCES ET RÉUNIONS	87
3.1	Généralités.....	87
R 83	Organisation, financement et liquidation des comptes des conférences et réunions	87
R 741	Conditions de participation des organisations de libération aux réunions de l'UIT	90

R 1141	Réduction du volume et du coût de la documentation pour les conférences, les assemblées et le Conseil de l'UIT	90
D 304	Participation des délégations des Membres de l'Union aux conférences et réunions de l'Union	93
D 307	Conférences régionales	93
3.2	Conseil	94
R 2	Participation des membres du Conseil aux sessions	94
R 687	Indemnité pour frais de voyage et indemnité de subsistance des représentants des Membres du Conseil	94
R 1305	Rôle du Groupe spécialisé dans l'identification des questions de politiques publiques relatives à l'Internet	94
R 1306	Rôle de l'UIT concernant les questions de politiques publiques internationales relatives à la création d'un environnement Internet plus sûr pour les enfants	98
R 1332	Rôle de l'UIT dans la mise en œuvre des résultats du SMSI jusqu'en 2015 et les activités futures au-delà du SMSI+10	100
R 1333	Principes directeurs régissant la création, la gestion et la cessation des activités des groupes de travail du Conseil	105
R 1334	Rôle de l'UIT dans l'examen d'ensemble de la mise en œuvre des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information	106
R 1336	Groupe de travail du Conseil sur les questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet	112
R 1344	Les modalités des consultations ouvertes du Groupe de travail du Conseil sur les politiques publiques internationales relatives à l'Internet (GTC-Internet)	114
R 1358	Etablissement d'un Groupe de travail du Conseil chargé d'élaborer le projet de Plan stratégique et le projet de Plan financier de l'Union pour la période 2016-2019	115
D 8	Documentation à envoyer aux membres de l'Union concernant les décisions prises par le Conseil	117
D 375	Frais de voyage des Membres du Conseil	117
D 495	Publication des documents du Conseil	117
D 519	Participation de Membres de Secteur aux sessions du Conseil en tant qu'observateurs .	118
D 524	Participation au Conseil d'observateurs représentant des Etats Membres	120

D 540	Création d'une seule Commission Permanente de l'administration et de la gestion	121
D 556	Soumission et publication de documents pour les sessions du Conseil et les réunions des groupes de travail du Conseil.....	123
D 563	Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines .	124
D 575	Création d'une Commission chargée de préparer la célébration du 150ème anniversaire de la création de l'Union.....	126
D 580	Dates et durée de la session de 2015 du Conseil	127
3.3	Conférence de plénipotentiaires	128
D 560	Convocation de la prochaine Conférence de plénipotentiaires ordinaire	128
3.4	Autres conférences et réunions et questions connexes	129
R 1281	Initiative Connecter le monde	129
R 1292	Expositions et forums mondiaux ou régionaux sur les télécommunications/ technologies de l'information et de la communication	129
R 1343	Lieu, dates et ordre du jour de la Conférence mondiale des radiocommunications (CMR-15).....	132
4	SECRETARIAT GÉNÉRAL	135
R 1110	Rôle de l'UIT dans le cadre du Mémoire d'accord sur les GMPCS	135
R 1116	Mise en œuvre des arrangements élaborés conformément au Mémoire d'accord sur les GMPCS.....	135
R 1357	Plan opérationnel quadriennal glissant du Secrétariat général pour la période 2014-2017.....	137
R 1366	Plan opérationnel quadriennal glissant du Secrétariat général pour la période 2015-2018.....	137
D 496	Lignes directrices concernant les ateliers de planification stratégiques.....	138
5	SECTEURS.....	141
5.1	Généralités.....	141
R 1115	Harmonisation internationale des prescriptions techniques pour l'interception licite de télécommunications	141

5.2	Radiocommunications (UIT-R)	142
R 1148	Statut des membres du Comité du Règlement des radiocommunications.....	142
R 1354	Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur des radiocommunications pour la période 2014-2017	143
R 1363	Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur des radiocommunications pour la période 2015-2018	143
D 535	Méthode d'imputation des coûts.....	144
5.3	Normalisation des télécommunications (UIT-T)	147
R 1155	Mise en application du recouvrement des coûts pour les fonctions de l'autorité d'enregistrement des numéros UIPRN et UISCN.....	147
R 1168	Mise en application du recouvrement des coûts pour les fonctions d'enregistrement des AESA	147
R 1355	Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur de la normalisation des télécommunications pour la période 2014-2017	148
R 1364	Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur de la normalisation des télécommunications pour la période 2015-2018.....	148
5.4	Développement des télécommunications (UIT-D)	150
R 1114	Présence régionale	150
R 1143	Renforcement de la présence régionale	151
R 1183	Présence régionale de l'UIT	155
R 1356	Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur du développement des télécommunications pour la période 2014-2017	155
R 1365	Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur du développement des télécommunications pour la période 2015-2018.....	156
6	RELATIONS EXTÉRIEURES	157
6.1	Membres de l'UIT	157
R 88	Relations du Secrétariat Général de l'Union avec les Etats ou administrations non Membres	157
R 177	Télégrammes circulaires destinés aux administrations	158
R 216	Demande d'admission comme Membre de l'Union.....	158

R 262	Réclamations émanant de Membres de l'Union et dirigées contre d'autres Membres de l'Union	159
R 1008	Commission ayant pour mission de recueillir les faits concernant les violations par Israël de la Convention internationale des télécommunications.....	160
R 1097	Droit de vote des Membres de l'Union	161
R 1360	Etude des méthodes existantes concernant la participation des Membres de Secteur, des Associés et des établissements universitaires	162
D 185	Interprétation du terme «majorité» à l'occasion des consultations par télégramme	163
6.2	Nations Unies et autres organisations	164
R 101	Echange de documents entre l'UIT et les Nations Unies.....	164
R 102	Echange de données statistiques avec les Nations Unies	164
R 126	Relation entre un mandat national et un mandat international.....	164
R 193	Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées.....	165
R 659	Suite à donner aux Résolutions 2395, 2396, 2426 et 2465 (XXIII) de l'Assemblée Générale des Nations Unies	165
R 708	Résolutions de l'Assemblée Générale des Nations Unies	175
R 800	Les télécommunications, un facteur important du développement économique et social: rôle joué par l'UIT dans ce domaine.....	176
R 1027	Fonds du Prix du Centenaire de l'UIT	177
R 1353	Rôle de l'UIT dans la mise en oeuvre des résultats de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) tenue en 2012	178
D 43	Résolution 411 (V) de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur les budgets administratifs des institutions spécialisées	180
D 45	Coordination avec les Nations Unies en matière d'ordre du jour des réunions de cette organisation.....	181
7	DIVERS	183
7.1	Bâtiments, locaux, matériel.....	183
7.2	Autres questions diverses	183
R 1238	Utilisation des six langues officielles et de travail de l'Union	183
R 1307	Les technologies de l'information et de la communication et le changement climatique	184

	<i>Page</i>
R 1318 Rôle de l'UIT en matière de TIC et d'amélioration de la sécurité routière.....	186
R 1327 Rôle de l'UIT dans l'autonomisation des femmes et des jeunes filles grâce aux TIC	187
R 1367 150ème anniversaire de la création de l'Union internationale des télécommunications .	189
D 500 Utilisation du terme «chairman»	191
D 576 Examen du rôle possible de l'UIT en tant qu'Autorité de surveillance du système international d'inscription pour les biens spatiaux conformément au Protocole portant sur les biens spatiaux.....	191
APPENDICE A.....	193
APPENDICE B.....	237
APPENDICE C.....	257

1 FINANCES

1.1 Budget

R 1337 Budget biennal de l'Union internationale des télécommunications pour 2012-2013 (C11)

Le Conseil,

vu

les dispositions de la Convention de l'Union internationale des télécommunications,

compte tenu

des dispositions de la Décision 5 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires sur les recettes et dépenses de l'Union pour la période 2012-2015, qui précisent que le montant de l'unité contributive versée par les Etats Membres pour l'exercice 2012-2013 ne doit pas dépasser 318 000 CHF,

décide d'approuver

le budget biennal de l'Union pour 2012-2013, d'un montant de 166 584 000 CHF pour l'exercice 2012 et de 157 250 000 CHF pour l'exercice 2013, soit un total de 323 834 000 CHF pour l'exercice biennal 2012-2013, répartis comme suit:

	<i>En milliers de CHF</i>		
	2012	2013	2012-2013
a) Secrétariat general	92 472	86 750	179 222
b) Secteur des radiocommunications	32 593	29 207	61 800
c) Secteur de la normalisation des télécommunications	13 599	12 601	26 200
d) Secteur du développement des télécommunications	27 920	28 692	56 612
Total	166 584	157 250	323 834

décide en outre

1 de fixer le montant annuel de l'unité contributive pour 2012 et 2013 à 318 000 CHF, sur la base de la classe de contribution choisie par les Etats Membres conformément au numéro 160 de la Constitution et au numéro 468 de la Convention de l'Union internationale des télécommunications, autrement dit sur la base d'un total de 344 5/16 unités;

2 de fixer le montant annuel de l'unité contributive pour 2012 et 2013 à 63 600 CHF pour le financement des charges des réunions du Secteur des radiocommunications (UIT-R), du Secteur de la normalisation des télécommunications (UIT-T) et du Secteur du développement des télécommunications (UIT-D), payable par les Membres des Secteurs, conformément au numéro 480 de la Convention de l'Union internationale des télécommunications;

3 de fixer le montant de la contribution financière des Associés comme suit:

10 600 CHF pour les Associés participant aux travaux de l'UIT-T et de l'UIT-R;

3 975 CHF pour les Associés participant aux travaux de l'UIT-D;

1 987,50 CHF pour les Associés des pays en développement participant aux travaux de l'UIT-D;

4 de fixer le montant annuel de la contribution des instituts universitaires, des universités et de leurs établissements de recherche associés comme suit:

3 975 CHF pour les organisations venant de pays développés participant aux travaux des trois Secteurs;

1 987,50 CHF pour les organisations venant de pays en développement participant aux travaux des trois Secteurs;

5 d'autoriser le Secrétaire général à ajuster les crédits budgétaires en rapport avec les postes de dépenses indiqués aux points a) et b) ci-après, conformément aux modifications effectives par le biais de l'utilisation du Fonds de réserve et à condition que le niveau de ce Fonds reste le même que celui qui est prescrit dans la Décision 5 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires:

- a) Augmentation des barèmes de traitement, contributions au titre des pensions et indemnités, y compris les indemnités de poste, applicables à Genève, telles qu'établies par le régime commun des Nations Unies;
- b) Fluctuations du taux de change entre le franc suisse et le dollar des Etats-Unis, dans la mesure où elles influent sur les dépenses afférentes au personnel payé selon le barème des Nations Unies.

Annexes: Tableaux 1-12

Réf.: Documents C11/105 et C11/120.

TABLEAU 1
Budget pour 2012-2013 – Charges prévues par Secteur

	Montants effectifs 2008-2009	Budget 2010-2011	Montants effectifs 2010	Estimations 2012	Estimations 2013	Estimations 2012-2013
						<i>En milliers CHF</i>
Charges opérationnelles						
1 – Secrétariat général	171 005	177 469	86 898	89 614	86 492	176 106
2 – Secteur des radiocommunications	60 834	65 772	30 749	32 593	29 207	61 800
3 – Secteur de la normalisation des télécommunications	24 708	26 150	12 884	13 599	12 601	26 200
4 – Secteur du développement des télécommunications	53 565	58 802	28 281	27 920	28 692	56 612
TOTAL	310 112	328 193	158 812	163 726	156 992	320 718
Charges d'investissement						
1 – Secrétariat général	0	4 106	2 669	2 858	258	3 116
2 – Secteur des radiocommunications	0	0	69	0	0	0
3 – Secteur de la normalisation des télécommunications	0	20	0	0	0	0
4 – Secteur du développement des télécommunications	0	320	40	0	0	0
TOTAL	0	4 446	2 778	2 858	258	3 116
Total expenses						
1 – Secrétariat général	171 005	181 575	89 566	92 472	86 750	179 222
2 – Secteur des radiocommunications	60 834	65 772	30 818	32 593	29 207	61 800
3 – Secteur de la normalisation des télécommunications	24 708	26 170	12 884	13 599	12 601	26 200
4 – Secteur du développement des télécommunications	53 565	59 122	28 321	27 920	28 692	56 612
TOTAL	310 112	332 639	161 590	166 584	157 250	323 834

TABLEAU 2
Budget pour 2012-2013 – Produits prévus par source

	Montants effectifs 2008-2009	Budget 2010-2011	Montants effectifs 2010	Estimations 2012	Estimations 2013	<i>En milliers CHF</i> Estimations 2012-2013
A. Contributions mises en recouvrement						
A.1 Contributions des Etats Membres	219 579	221 328	110 672	109 491	109 492	218 983
A.2 Contributions des Membres des Secteurs						
– Secteur des radiocommunications	14 360	14 182	6 649	6 837	6 837	13 674
– Secteur de la normalisation des télécommunications	17 681	17 618	7 961	7 918	7 918	15 836
– Secteur du développement des télécommunications	3 377	3 362	1 731	1 809	1 808	3 617
Total des contributions des Membres des Secteurs	35 418	35 162	16 341	16 564	16 563	33 127
A.3 Associés						
– Secteur des radiocommunications	537	572	262	249	249	498
– Secteur de la normalisation des télécommunications	2 650	2 714	1 330	1 426	1 427	2 853
– Secteur du développement des télécommunications	66	72	20	29	29	58
Total des contributions des Associés	3 253	3 358	1 612	1 704	1 705	3 409
A.4 Instituts universitaires	0	0	0	501	500	1 001
A.5 Contributions PP-10	0	0	99	0	0	0
Total des contributions mises en recouvrement	258 250	259 848	128 724	128 260	128 260	256 520
B. Contributions mises en recouvrement pour les conférences régionales – CRR	0	0	0	0	0	0
C. Recouvrement des coûts						
C.1 Produits au titre de l'appui aux projets	2 075	2 700	692	1 750	1 750	3 500
C.2 Ventes des publications	26 055	30 000	9 725	15 550	15 550	31 100
C.3 Produits et services assujettis au recouvrement des coûts						
– UIFN	627	600	262	250	250	500
– TELECOM	7 452	6 285	500	2 000	2 000	4 000
– Notification des réseaux à satellite	14 252	16 000	11 559	9 000	9 000	18 000
– Autres produits au titre du recouvrement des coûts	326	98	54	0	0	0
Total des produits et services assujettis au recouvrement des coûts	22 657	22 983	12 375	11 250	11 250	22 500
Total du recouvrement des coûts	50 787	55 683	22 793	28 550	28 550	57 100
D. Intérêts créditeurs	4 131	5 000	344	1 000	1 000	2 000
E. Autres produits	2 911	2 000	1 172	800	800	1 600
F. Prélèvement du Fonds de réserve	10 108	10 108	8 218	7 974	-1 360	6 614
TOTAL	326 187	332 639	161 252	166 584	157 250	323 834

TABLEAU 3
Budget pour 2012-2013 – Secrétariat général

Charges opérationnelles par chapitre		<i>En milliers CHF</i>					Estimations 2012-2013
		Montants effectifs 2008-2009	Budget 2010-2011	Montants effectifs 2010	Estimations 2012	Estimations 2013	
Chapitre 1.1	Conférence de plénipotentiaires	0	1 816	1 563	0	0	0
Chapitre 1.2	Forum mondial des politiques de télécommunication	261	0	0	0	240	240
Chapitre 1.3	Sommet mondial sur la société de l'information	0	0	0	50	50	100
Chapitre 2.1	Conseil	1 156	1 359	515	766	815	1 581
Chapitre 3.1	Conférence mondiale des télécommunications internationales	0	0	0	863	0	863
Chapitre 3.2	CMTI – Groupe de travail	0	0	0	226	0	226
Chapitre 7	Activités et programmes	15 858	14 580	6 760	7 146	7 146	14 292
Chapitre 9	Bureau du Secrétaire général et Départements						
	– Bureau du Secrétaire général et du Vice-Secrétaire général	153 730	159 714	78 060	80 563	78 241	158 804
	– Unité des affaires juridiques	5 452	5 955	2 819	2 906	2 905	5 811
	– Auditeur interne	1 649	2 003	807	982	982	1 964
	– Département de la planification stratégique et des relations avec les membres	944	1 310	664	734	734	1 468
	– Département des conférences et des publications	11 920	13 861	6 950	7 026	7 026	14 052
	– Département de la gestion des ressources humaines	48 831	46 975	24 881	15 100	15 101	30 201
	– Département de la gestion des ressources financières				6 442	6 536	12 978
	– Département des services informatiques	28 165	27 173	13 037	17 866	16 736	34 602
TOTAL		171 005	177 469	86 898	89 614	86 492	176 106

TABLEAU 4
Budget pour 2012-2013 – Secrétariat général

Charges opérationnelles par chapitre et par catégorie										<i>En milliers CHF</i>
	Charges de personnel	Autres charges de personnel	Frais de mission	Services contractuels	Location et entretien des locaux et des équipements	Matériels et fournitures	Acquisition de locaux, de mobilier et de matériel	Services publics et services intérieurs	Vérification des comptes, contributions inter-organisations et divers	Total
	Cat. 1	Cat. 2	Cat. 3	Cat. 4	Cat. 5	Cat. 6	Cat. 7	Cat. 8	Cat. 9	
Estimations pour 2012										
Forum mondial des politiques de télécommunication	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Conférence mondiale des télécommunications internationales	699	32	44	50	15	5	0	3	15	863
CMTI – Groupe de travail	163	16	18	15	10	0	0	3	1	226
Sommet mondial sur la société de l'information	0	0	0	50	0	0	0	0	0	50
Conseil et Groupes de travail du Conseil	385	32	309	15	3	5	0	2	15	766
Activités et programmes	0	5 000	0	520	0	36	0	190	1 400	7 146
Bureau du Secrétaire général et Départements	52 278	13 236	636	4 629	5 062	880	1 227	1 703	912	80 563
TOTAL	53 525	18 316	1 007	5 279	5 090	926	1 227	1 901	2 343	89 614
Estimations pour 2013										
Forum mondial des politiques de télécommunication	132	16	60	20	11	0	0	0	1	240
Conférence mondiale des télécommunications internationales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CMTI – Groupe de travail	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sommet mondial sur la société de l'information	0	0	0	50	0	0	0	0	0	50
Conseil et Groupes de travail du Conseil	403	32	340	15	3	5	0	2	15	815
Activités et programmes	0	5 000	0	520	0	36	0	190	1 400	7 146
Bureau du Secrétaire général et Départements	51 246	13 128	636	4 250	4 965	879	612	1 612	913	78 241
TOTAL	51 781	18 176	1 036	4 855	4 979	920	612	1 804	2 329	86 492
Estimations pour 2012-2013										
Forum mondial des politiques de télécommunication	132	16	60	20	11	0	0	0	1	240
Conférence mondiale des télécommunications internationales	699	32	44	50	15	5	0	3	15	863
CMTI – Groupe de travail	163	16	18	15	10	0	0	3	1	226
Sommet mondial sur la société de l'information	0	0	0	100	0	0	0	0	0	100
Conseil et Groupes de travail du Conseil	788	64	649	30	6	10	0	4	30	1 581
Activités et programmes	0	10 000	0	1 040	0	72	0	380	2 800	14 292
Bureau du Secrétaire général et Départements	103 524	26 364	1 272	8 879	10 027	1 759	1 839	3 315	1 825	158 804
TOTAL	105 306	36 492	2 043	10 134	10 069	1 846	1 839	3 705	4 672	176 106

TABLEAU 5
Budget pour 2012-2013 – Bureau du Secrétaire général et Départements

Charges opérationnelles par chapitre et par catégorie										En milliers CHF
	Charges de personnel	Autres charges de personnel	Frais de mission	Services contractuels	Location et entretien des locaux et des équipements	Matériels et fournitures	Acquisition de locaux, de mobilier et de matériel	Services publics et services intérieurs	Vérification des comptes, contributions interorganisations et divers	Total
	Cat. 1	Cat. 2	Cat. 3	Cat. 4	Cat. 5	Cat. 6	Cat. 7	Cat. 8	Cat. 9	
Estimations pour 2012										
Bureau du Secrétaire général et du Vice-Secrétaire général	1 538	414	196	15	2	16	80	45	600	2 906
Unité des affaires juridiques	698	186	8	80	0	10	0	0	0	982
Auditeur interne	508	138	83	5	0	0	0	0	0	734
Département de la planification stratégique et des relations avec les membres	5 212	1 402	134	150	2	25	48	47	6	7 026
Département des conférences et des publications	21 648	5 304	31	541	994	489	165	120	215	29 507
Département de la gestion des ressources humaines	7 842	1 953	133	1 323	2 418	186	58	1 156	31	15 100
Département de la gestion des ressources financières	4 975	1 278	35	25	6	28	27	13	55	6 442
Département des services informatiques	9 857	2 561	16	2 490	1 640	126	849	322	5	17 866
TOTAL	52 278	13 236	636	4 629	5 062	880	1 227	1 703	912	80 563
Estimations pour 2013										
Bureau du Secrétaire général et du Vice-Secrétaire général	1 538	414	196	15	2	15	80	45	600	2 905
Unité des affaires juridiques	698	186	8	80	0	10	0	0	0	982
Auditeur interne	508	138	83	5	0	0	0	0	0	734
Département de la planification stratégique et des relations avec les membres	5 212	1 402	134	150	2	25	48	47	6	7 026
Département des conférences et des publications	20 817	5 268	31	162	994	489	125	120	215	28 221
Département de la gestion des ressources humaines	7 843	1 953	133	1 323	2 418	186	58	1 156	31	15 101
Département de la gestion des ressources financières	5 070	1 278	36	25	5	28	27	12	55	6 536
Département des services informatiques	9 560	2 489	15	2 490	1 544	126	274	232	6	16 736
TOTAL	51 246	13 128	636	4 250	4 965	879	612	1 612	913	78 241
Estimations pour 2012-2013										
Bureau du Secrétaire général et du Vice-Secrétaire général	3 076	828	392	30	4	31	160	90	1 200	5 811
Unité des affaires juridiques	1 396	372	16	160	0	20	0	0	0	1 964
Auditeur interne	1 016	276	166	10	0	0	0	0	0	1 468
Département de la planification stratégique et des relations avec les membres	10 424	2 804	268	300	4	50	96	94	12	14 052
Département des conférences et des publications	42 465	10 572	62	703	1 988	978	290	240	430	57 728
Département de la gestion des ressources humaines	15 685	3 906	266	2 646	4 836	372	116	2 312	62	30 201
Département de la gestion des ressources financières	10 045	2 556	71	50	11	56	54	25	110	12 978
Département des services informatiques	19 417	5 050	31	4 980	3 184	252	1 123	554	11	34 602
TOTAL	103 524	26 364	1 272	8 879	10 027	1 759	1 839	3 315	1 825	158 804

TABLEAU 6
Budget pour 2012-2013 – Secteur des radiocommunications

Charges opérationnelles par chapitre		Montants effectifs 2008-2009	Budget 2010-2011	Montants effectifs 2010	En milliers CHF		
					Estimations 2012	Estimations 2013	Estimations 2012-2013
Chapitre 3.1	Conférences mondiales des radiocommunications	256	0	0	3 000	0	3 000
Chapitre 3.2	Assemblées des radiocommunications	0	0	0	375	0	375
Chapitre 4.1	Conférences régionales des radiocommunications	0	0	0	0	0	0
Chapitre 5.1	Comité du Règlement des radiocommunications	1 088	1 250	506	681	682	1 363
Chapitre 5.2	Groupe consultatif des radiocommunications	89	150	42	62	61	123
Chapitre 6	Commissions d'études	1 441	2 565	694	875	875	1 750
Chapitre 7	Activités et programmes	2 959	2 490	1 303	960	960	1 920
Chapitre 8	Séminaires	380	474	309	472	472	944
Chapitre 9	Bureau	54 621	58 843	27 894	26 168	26 157	52 325
	– Charges communes	1 489	1 655	1 260	1 034	1 034	2 068
	– Bureau du Directeur	1 107	1 116	582	639	639	1 278
	– Département des commissions d'études	5 722	6 070	3 245	3 122	3 121	6 243
	– Département des services spatiaux	18 898	18 946	8 784	8 254	8 242	16 496
	– Département des services de Terre	13 762	15 170	7 138	6 565	6 566	13 131
	– Département de l'informatique, de l'administration et des publications	13 643	15 886	6 884	6 554	6 555	13 109
TOTAL		60 834	65 772	30 749	32 593	29 207	61 800

TABLEAU 7
Budget pour 2012-2013 – Secteur des radiocommunications

Charges opérationnelles par chapitre et par catégorie	En milliers CHF									Total
	Charges de personnel	Autres charges de personnel	Frais de mission	Services contractuels	Location et entretien des locaux et des équipements	Matériels et fournitures	Acquisition de locaux, de mobilier et de matériel	Services publics et services intérieurs	Vérification des comptes, contributions interorganisations et divers	
	Cat. 1	Cat. 2	Cat. 3	Cat. 4	Cat. 5	Cat. 6	Cat. 7	Cat. 8	Cat. 9	
Estimations pour 2012										
Conférence mondiale des radiocommunications	2 059	70	233	450	100	55	0	8	25	3 000
Assemblée des radiocommunications	251	46	0	60	5	5	0	3	5	375
Comité du Règlement des radiocommunications	252	46	368	0	0	1	0	4	10	681
Groupe consultatif des radiocommunications	52	3	0	0	0	1	0	1	5	62
Commissions d'études	692	47	61	0	30	20	0	15	10	875
Activités et programmes	0	0	0	584	0	16	0	350	10	960
Séminaires	231	31	158	0	35	5	0	5	7	472
Bureau										
– Bureau du Directeur	427	112	100	0	0	0	0	0	0	639
– Départements	19 371	5 124	424	330	40	75	80	55	30	25 529
TOTAL	23 335	5 479	1 344	1 424	210	178	80	441	102	32 593
Estimations pour 2013										
Conférence mondiale des radiocommunications	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Assemblée des radiocommunications	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comité du Règlement des radiocommunications	253	46	368	0	0	1	0	4	10	682
Groupe consultatif des radiocommunications	52	3	0	0	0	0	0	1	5	61
Commissions d'études	692	47	61	0	30	20	0	15	10	875
Activités et programmes	0	0	0	590	0	10	0	350	10	960
Séminaires	230	31	158	0	35	5	0	5	8	472
Bureau										
– Bureau du Directeur	427	112	100	0	0	0	0	0	0	639
– Départements	19 361	5 123	424	330	40	75	80	55	30	25 518
TOTAL	21 015	5 362	1 111	920	105	111	80	430	73	29 207
Estimations pour 2012-2013										
Conférence mondiale des radiocommunications	2 059	70	233	450	100	55	0	8	25	3 000
Assemblée des radiocommunications	251	46	0	60	5	5	0	3	5	375
Comité du Règlement des radiocommunications	505	92	736	0	0	2	0	8	20	1 363
Groupe consultatif des radiocommunications	104	6	0	0	0	1	0	2	10	123
Commissions d'études	1 384	94	122	0	60	40	0	30	20	1 750
Activités et programmes	0	0	0	1 174	0	26	0	700	20	1 920
Séminaires	461	62	316	0	70	10	0	10	15	944
Bureau										
– Bureau du Directeur	854	224	200	0	0	0	0	0	0	1 278
– Départements	38 732	10 247	848	660	80	150	160	110	60	51 047
TOTAL	44 350	10 841	2 455	2 344	315	289	160	871	175	61 800

TABLEAU 8
Budget pour 2012-2013 – Secteur de la normalisation des télécommunications

Charges opérationnelles par chapitre		Montants effectifs 2008-2009	Budget 2010-2011	Montants effectifs 2010	Estimations 2012	Estimations 2013	<i>En milliers CHF</i>
							Estimations 2012-2013
Chapitre 3.1	Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications	566	0	0	781	0	781
Chapitre 3.2	Réunions préparatoires à l'AMNT	209	0	0	215	0	215
Chapitre 5	Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications	68	192	41	67	66	133
Chapitre 6	Commissions d'études	2 165	3 275	1 517	1 373	1 372	2 745
Chapitre 7	Activités et programmes	216	540	184	184	184	368
Chapitre 8	Ateliers	84	144	75	60	60	120
Chapitre 9	Bureau	21 400	21 999	11 068	10 919	10 919	21 838
	– Charges communes	326	304	121	190	190	380
	– Bureau du Directeur	2 790	1 228	616	623	622	1 245
	– Département des opérations et de la planification	} 18 086	7 918	3 996	3 935	3 935	7 870
	– Département de la politique de normalisation des télécommunications		4 736	2 320	2 611	2 611	5 222
	– Département des commissions d'études		7 813	4 014	3 560	3 561	7 121
	– Présence régionale	198	0	0	0	0	0
TOTAL		24 708	26 150	12 884	13 599	12 601	26 200

TABLEAU 9

Budget 2012-2013 – Secteur de la normalisation des télécommunications

Charges opérationnelles par chapitre et par catégorie										En milliers CHF
	Charges de personnel	Autres charges de personnel	Frais de mission	Services contractuels	Location et entretien des locaux et des équipements	Matériels et fournitures	Acquisition de locaux, de mobilier et de matériel	Services publics et services intérieurs	Vérification des comptes, contributions interorganisations et divers	Total
	Cat. 1	Cat. 2	Cat. 3	Cat. 4	Cat. 5	Cat. 6	Cat. 7	Cat. 8	Cat. 9	
Estimations pour 2012										
Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications	568	32	61	40	40	20	0	10	10	781
Réunions préparatoires à l'AMNT	104	0	53	30	15	3	0	0	10	215
Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications	52	15	0	0	0	0	0	0	0	67
Commissions d'études	646	33	372	130	90	20	0	0	82	1'373
Activités et programmes	0	0	0	120	0	0	0	64	0	184
Séminaires	0	0	60	0	0	0	0	0	0	60
Bureau										
– Bureau du Directeur	440	113	50	20	0	0	0	0	0	623
– Départements	7 864	2 074	128	40	10	60	50	50	20	10 296
TOTAL	9 674	2 267	724	380	155	103	50	124	122	13 599
Estimations pour 2013										
Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réunions préparatoires à l'AMNT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications	51	15	0	0	0	0	0	0	0	66
Commissions d'études	646	32	372	130	90	20	0	0	82	1 372
Activités et programmes	0	0	0	120	0	0	0	64	0	184
Séminaires	0	0	60	0	0	0	0	0	0	60
Bureau										
– Bureau du Directeur	440	112	50	20	0	0	0	0	0	622
– Départements	7 864	2 075	128	40	10	60	50	50	20	10 297
TOTAL	9 001	2 234	610	310	100	80	50	114	102	12 601
Estimations pour 2012-2013										
Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications	568	32	61	40	40	20	0	10	10	781
Réunions préparatoires à l'AMNT	104	0	53	30	15	3	0	0	10	215
Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications	103	30	0	0	0	0	0	0	0	133
Commissions d'études	1 292	65	744	260	180	40	0	0	164	2 745
Activités et programmes	0	0	0	240	0	0	0	128	0	368
Séminaires	0	0	120	0	0	0	0	0	0	120
Bureau										
– Bureau du Directeur	880	225	100	40	0	0	0	0	0	1 245
– Départements	15 728	4 149	256	80	20	120	100	100	40	20 593
TOTAL	18 675	4 501	1 334	690	255	183	100	238	224	26 200

TABLEAU 10

Budget 2012-2013 – Secteur du développement des télécommunications

Charges opérationnelles par chapitre		<i>En milliers CHF</i>					
		Montants effectifs 2008-2009	Budget 2010-2011	Montants effectifs 2010	Estimations 2012	Estimations 2013	Estimations 2012-2013
Chapitre 3	Conférences mondiales de développement des télécommunications	0	1 394	997	0	0	0
Chapitre 4	Conférences régionales de développement des télécommunications	602	384	114	0	772	772
Chapitre 5	Groupe consultatif pour le développement des télécommunications	217	269	118	132	132	264
Chapitre 6	Commissions d'études	1 179	1 137	286	412	412	824
Chapitre 7	Activités et programmes	10 948	11 726	5 149	5 718	5 718	11 436
Chapitre 9	Bureau*	40 619	43 892	21 618	21 658	21 658	43 316
	– Charges communes				1 887	1 887	3 774
	– Bureau du Directeur et Bureaux régionaux				6 226	6 226	12 452
	– Adjoint au Directeur et Chef du Département de l'administration et de la coordination des opérations				3 533	3 534	7 067
	– Département "Environnement propice aux infrastructures et aux cyberapplications"				3 673	3 672	7 345
	– Département de l'appui aux projets et de la gestion des connaissances				4 236	4 236	8 472
	– Département de l'innovation et des partenariats				2 103	2 103	4 206
TOTAL		53 565	58 802	28 281	27 920	28 692	56 612

* La structure a été modifiée. Voir la Décision 14701 en date du 08.06.2011.

TABLEAU 11

Budget 2012-2013 – Secteur du développement des télécommunications

Charges opérationnelles par chapitre et par catégorie										<i>En milliers CHF</i>
	Charges de personnel	Autres charges de personnel	Frais de mission	Services contractuels	Location et entretien des locaux et des équipements	Matériels et fournitures	Acquisition de locaux, de mobilier et de matériel	Services publics et services intérieurs	Vérification des comptes, contributions interorganisations et divers	Total
	Cat. 1	Cat. 2	Cat. 3	Cat. 4	Cat. 5	Cat. 6	Cat. 7	Cat. 8	Cat. 9	
Estimations pour 2012										
Conf. régionales de dévelop. des télécom.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Groupe consult. pour le dévelop. des télécom.	57	15	60	0	0	0	0	0	0	132
Commissions d'études	273	31	100	5	0	1	0	0	2	412
Activités et programmes Bureau*	0	0	1 203	3 035	20	50	990	205	215	5 718
– Bureau du Directeur	4 916	1 310	0	0	0	0	0	0	0	6 226
– Départements	10 853	2 817	562	185	95	80	485	235	120	15 432
TOTAL	16 099	4 173	1 925	3 225	115	131	1 475	440	337	27 920
Estimations pour 2013										
Conf. régionales de dévelop. des télécom.	174	8	546	0	22	0	0	0	22	772
Groupe consult. pour le dévelop. des télécom.	56	16	60	0	0	0	0	0	0	132
Commissions d'études	273	31	100	5	0	2	0	0	1	412
Activités et programmes Bureau*	0	0	1 203	3 035	20	50	990	205	215	5 718
– Bureau du Directeur	4 916	1 310	0	0	0	0	0	0	0	6 226
– Départements	10 853	2 817	562	185	95	80	485	235	120	15 432
TOTAL	16 272	4 182	2 471	3 225	137	132	1 475	440	358	28 692
Estimations pour 2012-2013										
Conf. régionales de dévelop. des télécom.	174	8	546	0	22	0	0	0	22	772
Groupe consult. pour le dévelop. des télécom.	113	31	120	0	0	0	0	0	0	264
Commissions d'études	546	62	200	10	0	3	0	0	3	824
Activités et programmes Bureau*	0	0	2 406	6 070	40	100	1 980	410	430	11 436
– Bureau du Directeur	9 832	2 620	0	0	0	0	0	0	0	12 452
– Départements	21 706	5 634	1 124	370	190	160	970	470	240	30 864
TOTAL	32 371	8 355	4 396	6 450	252	263	2 950	880	695	56 612

* La structure a été modifiée. Voir la Décision 14701 en date du 08.06.2011.

TABLEAU 12

Budget 2012-2013 – Charges d'investissement

Charges d'investissement par chapitre		<i>En milliers CHF</i>
		Acquisition de locaux, de mobilier et de matériel
		Cat. 7
Estimations pour 2012		
Chapitre 7	Activités et programmes intersectoriels	
	– Infrastructure des bâtiments	1 500
	– Fonds de roulement pour les technologies de l'information et de la communication	1 000
Chapitre 9	Bureau du Secrétaire général et Départements	358
	– Département des conférences et des publications	8
	– Département de la gestion des ressources humaines	100
	– Département des services informatiques	250
TOTAL		2 858
Estimations pour 2013		
Chapitre 7	Activités et programmes intersectoriels	
	– Infrastructure des bâtiments	0
	– Fonds de roulement pour les technologies de l'information et de la communication	0
Chapitre 9	Bureau du Secrétaire général et Départements	258
	– Département des conférences et des publications	8
	– Département de la gestion des ressources humaines	100
	– Département des services informatiques	150
TOTAL		258
Estimations pour 2012-2013		
Chapitre 7	Activités et programmes intersectoriels	
	– Infrastructure des bâtiments	1 500
	– Fonds de roulement pour les technologies de l'information et de la communication	1 000
Chapitre 9	Bureau du Secrétaire général et Départements	616
	– Département des conférences et des publications	16
	– Département de la gestion des ressources humaines	200
	– Département des services informatiques	400
TOTAL		3 116

R 1349 **Souplesse dans la mise en œuvre du budget biennal de l'Union**
(C12) **pour l'exercice 2012-2013**

Le Conseil,

gardant à l'esprit

a) les dispositions de l'Article 11 du Règlement financier et des Règles financières de l'Union relatives aux transferts de crédits budgétaires;

b) les dispositions de la Décision 5 (Rév. Guadalajara, 2010) relative aux recettes et aux dépenses de l'Union pour la période 2012-2015 qui prévoit que, dans des circonstances normales, le Fonds de réserve devrait être maintenu à un niveau supérieur à 6% des dépenses annuelles totales,

considérant

qu'il est nécessaire, entre autres, d'affecter des crédits budgétaires supplémentaires suffisants pour l'amélioration de la communication, les moyens informatiques et les coûts de documentation en vue du cinquième Forum mondial des politiques de télécommunication/TIC qui se tiendra à Genève du 14 au 16 mai 2013,

reconnaissant

qu'il est nécessaire d'accorder au Secrétaire général davantage de souplesse dans la gestion des fonds de l'Union pour la période 2012-2013 étant donné qu'une telle souplesse n'est pas prévue dans le budget 2012-2013 et qu'il est difficile d'appliquer le taux de vacance d'emploi de 5%,

notant

le niveau du Fonds de réserve au 31 décembre 2011 et le fait que le montant total du prélèvement pour l'exercice biennal 2010-2011 était inférieur de 6,48 millions CHF au montant autorisé par le Conseil, à savoir 10,1 millions CHF,

décide

d'accorder au Secrétaire général, à titre exceptionnel pour l'exercice biennal 2012-2013, la souplesse nécessaire pour compenser les excédents de dépenses pour les catégories 1 et 2 par des économies réalisées pour les catégories 3 à 9 et de procéder, au besoin, aux transferts nécessaires tout en respectant la décision prise par le Conseil concernant le montant total à prélever sur le Fonds de réserve,

décide en outre

d'autoriser à équilibrer les comptes pour 2012-2013, si le besoin s'en fait sentir, en utilisant les excédents de recettes et/ou en effectuant un prélèvement sur le Fonds de réserve, d'un montant maximal de 2 000 000 CHF au titre du budget 2012-2013, à condition que le Fonds de réserve soit maintenu au niveau prescrit dans la Décision 5 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires.

Réf.: Documents C12/97(Rév.1) et C12/110.

R 1359 Budget biennal de l'Union internationale des télécommunications pour 2014-2015
(C13)

Le Conseil,

au vu

des dispositions de la Convention de l'Union internationale des télécommunications,

compte tenu

a) des dispositions de la Décision 5 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires relatives aux recettes et dépenses de l'Union pour la période 2012-2015, qui précisent que le montant de l'unité contributive des Etats Membres pour l'exercice 2014-2015 ne dépassera pas 318 000 CHF;

b) des dispositions de l'Article 11 du Règlement financier et des Règles financières de l'Union relatives aux transferts de crédits budgétaires,

décide d'approuver

le budget biennal de l'Union pour 2014-2015, d'un montant de 166 311 000 CHF pour l'exercice 2014 et de 164 744 000 CHF pour l'exercice 2015, soit un total de 331 055 000 CHF pour l'exercice biennal 2014-2015, répartis comme suit:

	<i>En milliers CHF</i>		
	2014	2015	2014-2015
a) Secrétariat général	93 662	91 853	185 515
b) Secteur des radiocommunications	30 162	31 897	62 059
c) Secteur de la normalisation des télécommunications	12 793	12 736	25 529
d) Secteur du développement des télécommunications	29 694	28 258	57 952
Total	166 311	164 744	331 055

décide en outre

1 de fixer à 318 000 CHF le montant annuel de l'unité contributive pour 2014 et 2015, sur la base de la classe de contribution choisie par les Etats Membres, conformément au numéro 160 de la Constitution et au numéro 468 de la Convention de l'Union internationale des télécommunications, autrement dit sur la base d'un total de 354 unités;

2 de fixer à 63 600 CHF le montant annuel de l'unité contributive pour 2014 et 2015 que doivent acquitter les Membres des Secteurs pour le financement des charges des réunions du Secteur des radiocommunications (UIT-R), du Secteur de la normalisation des télécommunications (UIT-T) et du Secteur du développement des télécommunications (UIT-D), conformément au numéro 480 de la Convention de l'Union internationale des télécommunications;

3 de fixer le montant de la contribution financière des Associés comme suit:

10 600 CHF pour les Associés participant aux travaux de l'UIT-T et de l'UIT-R;

3 975 CHF pour les Associés participant aux travaux de l'UIT-D;

1 987,50 CHF pour les Associés des pays en développement participant aux travaux de l'UIT-D;

4 de fixer le montant annuel de la contribution des établissements universitaires, des universités et de leurs instituts de recherche associés comme suit:

3 975 CHF pour les organisations venant de pays développés qui participent aux travaux des trois Secteurs;

1 987,50 CHF pour les organisations venant de pays en développement qui participent aux travaux des trois Secteurs;

5 d'autoriser le Secrétaire général à ajuster les crédits budgétaires en rapport avec les postes de dépenses indiqués aux points a) et b) ci-après, conformément aux modifications effectives par le biais de l'utilisation du Fonds de réserve et à condition que le niveau de ce Fonds reste le même que celui qui est prescrit dans la Décision 5 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires:

a) augmentation des barèmes de traitement, contributions au titre des pensions et indemnités, y compris les indemnités de poste, applicables à Genève, telles qu'établies par le régime commun des Nations Unies;

b) fluctuations du taux de change entre le franc suisse et le dollar des Etats-Unis, dans la mesure où elles influent sur les dépenses afférentes au personnel payé selon le barème des Nations Unies;

6 d'accorder au Secrétaire général, pour l'exercice biennal 2014-2015, la souplesse nécessaire pour compenser les excédents de dépenses pour les catégories 1 et 2 par des économies réalisées pour les catégories 3 et 4 et de procéder, au besoin, aux transferts nécessaires;

7 d'autoriser le Secrétariat général à équilibrer les comptes pour 2014-2015, au besoin, en utilisant les excédents de recettes;

8 d'autoriser le Secrétaire général, conformément à l'Article 27 du Règlement financier et des Règles financières, à prélever un montant de 4 000 000 CHF sur le Fonds de réserve pour permettre la mise en oeuvre du programme d'activités convenu pendant la période prévue dans le budget, programme qui comprend l'organisation de la CMR-15 et de l'AR-15, conformément à la décision prise par le Conseil dans sa Résolution 1343 adoptée en 2012;

9 qu'aucun prélèvement supplémentaire sur le Fonds de réserve ne sera autorisé pendant la période 2014-2015;

10 d'encourager le Secrétariat à continuer de mettre en oeuvre de nouvelles mesures d'efficacité. Tout excédent des exercices budgétaires, qu'il provienne du budget ordinaire ou de prélèvement sur le Fonds de réserve, sera transféré sur le Fonds ASHI;

11 de charger le Secrétaire général de prélever un montant de 4 000 000 CHF sur le Fonds de réserve le 1er janvier 2014 pour constituer le Fonds ASHF à titre de première mesure pour régler les engagements à long terme non financés,

charge le Secrétaire général

de faire tout ce qui est en son pouvoir pour parvenir à un budget biennal équilibré et attirer l'attention des membres, par l'intermédiaire du Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines, sur les décisions qui pourraient avoir des incidences financières susceptibles de compromettre la réalisation d'un tel équilibre,

invite les Etats Membres et les Membres de Secteur

à présenter des suggestions et propositions au Groupe de travail du Conseil sur l'élaboration des Plans stratégique et financier de l'Union pour la période 2016-2019, ainsi qu'à présenter de façon permanente, au Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines. Toutes les mesures supplémentaires qui pourraient être prises pour réduire les dépenses, dans le contexte de l'Annexe 2 de la Décision 5 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires, ainsi que de déterminer, par ordre de priorité, une liste d'activités qui pourraient aider le Secrétariat à présenter des budgets équilibrés sans avoir à effectuer de prélèvements sur le Fonds de réserve.

Annexes: Tableaux 1-12

Réf.: Documents C13/111 et C13/122

TABLEAU 1

Budget 2014-2015 – Charges prévues par Secteur

	Montants effectifs 2010-2011	Budget 2012-2013	Montants effectifs 2012	Estimations 2014	Estimations 2015	<i>En milliers CHF</i> Estimations 2014-2015
Charges opérationnelles						
1 - Secrétariat général	173 546	175 647	89 370	92 054	90 345	182 399
2 - Secteur des radiocommunications	60 591	61 786	30 720	30 162	31 897	62 059
3 - Secteur de la normalisation des télécommunications	25 915	26 200	14 166	12 793	12 736	25 529
4 - Secteur du développement des télécommunications	55 949	56 612	28 185	29 694	28 258	57 952
TOTAL	316 001	320 245	162 441	164 703	163 236	327 939
Charges d'investissement						
1 - Secrétariat général	4 691	3 575	2 956	1 608	1 508	3 116
2 - Secteur des radiocommunications	75	14	13	0	0	0
3 - Secteur de la normalisation des télécommunications	0	0		0	0	0
4 - Secteur du développement des télécommunications	107	0		0	0	0
TOTAL	4 873	3 589	2 969	1 608	1 508	3 116
Charges totales						
1 - Secrétariat général	178 237	179 222	92 326	93 662	91 853	185 515
2 - Secteur des radiocommunications	60 666	61 800	30 733	30 162	31 897	62 059
3 - Secteur de la normalisation des télécommunications	25 915	26 200	14 166	12 793	12 736	25 529
4 - Secteur du développement des télécommunications	56 056	56 612	28 185	29 694	28 258	57 952
TOTAL	320 874	323 834	165 410	166 311	164 744	331 055

TABLEAU 2

Budget 2014-2015 – Produits par source

		<i>En milliers CHF</i>					
		Montants effectifs	Budget	Montants effectifs	Estimations	Estimations	Estimations
		2010-2011	2012-2013	2012	2014	2015	2014-2015
A	Contributions mises en recouvrement						
A.1	Contributions des Etats Membres	221 441	218 983	109 471	112 572	112 572	225 144
A.2	Contributions des Membres des Secteurs						
	– Secteur des radiocommunications	13 060	13 674	6 290	6 300	6 300	12 600
	– Secteur de la normalisation des télécommunications	15 589	15 836	7 290	7 300	7 300	14 600
	– Secteur du développement des télécommunications	3 415	3 617	1 590	1 600	1 600	3 200
	Total des contributions des Membres des Secteurs	32 064	33 127	15 170	15 200	15 200	30 400
A.3	Associés						
	– Secteur des radiocommunications	495	498	216	249	249	498
	– Secteur de la normalisation des télécommunications	2 667	2 853	1 450	1 427	1 427	2 854
	– Secteur du développement des télécommunications	38	58	21	29	30	59
	Total des contributions des Associés	3 200	3 409	1 687	1 705	1 706	3 411
A.4	Etablissements universitaires	65	1 001	139	200	200	400
A.5	Contributions PP-10	99	0	99	0	0	0
	Total des contributions mises en recouvrement	256 869	256 520	126 566	129 677	129 678	259 355
B	Contributions mises en recouvrement pour les conférences régionales – CRR	0	0	0	0	0	0
C	Recouvrement des coûts						
C.1	Produits au titre de l'appui aux projets	1 294	3 500	625	1 000	1 000	2 000
C.2	Ventes des publications	26 067	31 100	17 678	17 000	17 000	34 000
C.3	Produits et services assujettis au recouvrement des coûts						
	– UIFN	545	500	236	250	250	500
	– TELECOM	1 039	4 000	2 000	1 500	1 500	3 000
	– Notification des réseaux à satellite	25 302	18 000	12 246	13 000	13 000	26 000
	– Autres produits au titre du recouvrement des coûts	51	0	27			0
	Total des produits et services assujettis au recouvrement des coûts	26'937	22'500	14'509	14'750	14'750	29'500
	Total du recouvrement des coûts	54'298	57'100	32'812	32'750	32'750	65'500
D	Intérêts créditeurs	1'257	2'000	268	800	800	1'600
E	Autres produits	1'403	1'600	102	300	300	600
F	Prélèvement sur le Fonds de réserve	3'621	6'614	5'663	2'784	1'216	4'000
TOTAL		317'448	323'834	165'411	166'311	164'744	331'055

TABLEAU 3
Budget 2014-2015 – Secrétariat général

Charges opérationnelles par chapitre	Montants effectifs	Budget	Montants effectifs	Estimations	Estimations	En milliers CHF
	2010-2011	2012-2013	2012	2014	2015	Estimations 2014-2015
Chapitre 1.1 Conférence de plénipotentiaires	1 577	0	-1	1 491	0	1 491
Chapitre 1.2 Forum mondial des politiques de télécommunication	0	240	0	0	0	0
Chapitre 1.3 Sommet mondial sur la société de l'information	0	100	50	50	50	100
Chapitre 2.1 Conseil	1 137	1 581	616	668	813	1 481
Chapitre 3.1 Conférence mondiale des télécommunications internationales	0	863	618	0	0	0
Chapitre 3.2 CMTI – Groupe de travail	0	226	225	0	0	0
Chapitre 7 Activités et programmes	13 586	14 292	7 083	8 345	8 345	16 690
Chapitre 9 Bureau du Secrétaire général et Départements	157 246	158 345	80 779	81 500	81 137	162 637
– Bureau du Secrétaire général et du Vice-Secrétaire général	5 750	5 803	2 999	2 984	2 984	5 968
– Unité des affaires juridiques	1 547	1 964	939	1 132	1 135	2 267
– Auditeur interne	1 318	1 468	593	574	573	1 147
– Département de la planification stratégique et des relations avec les Membres	14 019	19 028	9 075	9 667	9 643	19 310
– Département des conférences et des publications	57 654	57 728	28 262	30 110	29 936	60 046
– Département de la gestion des ressources humaines		25 031	15 337	12 731	12 677	25 408
– Département de la gestion des ressources financières	49 066	12 978	6 503	6 584	6 587	13 171
– Département des services informatiques	27 892	34 345	17 071	17 718	17 602	35 320
TOTAL	173 546	175 647	89 370	92 054	90 345	182 399

TABLEAU 4

Budget 2014-2015 – Secrétariat général

Charges opérationnelles par chapitre et par catégorie	<i>En milliers CHF</i>									
	Charges de personnel	Autres charges de personnel	Frais de mission	Services contractuels	Location et entretien des locaux et des équipements	Matériels et fournitures	Acquisitio n de locaux, de mobilier et de matériel	Services publics et services intérieurs	Vérification des comptes, contributions inter- organisations et divers	Total
	Cat. 1	Cat. 2	Cat. 3	Cat. 4	Cat. 5	Cat. 6	Cat. 7	Cat. 8	Cat. 9	
Estimations 2014										
Conférence de plénipotentiaires	1 300	48	50	80	10	0	3	0	0	1 491
Sommet mondial sur la société de l'information	0	0	0	50	0	0	0	0	0	50
Conseil et Groupes de travail du Conseil	296	30	302	20	3	1	0	1	15	668
Activités et programmes	120	6 000	0	505	0	65	0	155	1 500	8 345
Bureau du Secrétaire général et Départements	54 174	12 343	660	4 429	5 435	973	740	1 763	983	81 500
TOTAL	55 890	18 421	1 012	5 084	5 448	1 039	743	1 919	2 498	92 054
Estimations 2015										
Conférence de plénipotentiaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sommet mondial sur la société de l'information	0	0	0	50	0	0	0	0	0	50
Conseil et Groupes de travail du Conseil	410	31	332	20	3	1	0	1	15	813
Activités et programmes	120	6 000	0	505	0	65	0	155	1 500	8 345
Bureau du Secrétaire général et Départements	53 359	12 274	660	4 997	5 463	974	665	1 762	983	81 137
TOTAL	53 889	18 305	992	5 572	5 466	1 040	665	1 918	2 498	90 345
Estimations 2014-2015										
Conférence de plénipotentiaires	1 300	48	50	80	10	0	3	0	0	1 491
Sommet mondial sur la société de l'information	0	0	0	100	0	0	0	0	0	100
Conseil et Groupes de travail du Conseil	706	61	634	40	6	2	0	2	30	1 481
Activités et programmes	240	12 000	0	1 010	0	130	0	310	3 000	16 690
Bureau du Secrétaire général et Départements	107 533	24 617	1 320	9 426	10 898	1 947	1 405	3 525	1 966	162 637
TOTAL	109 779	36 726	2 004	10 656	10 914	2 079	1 408	3 837	4 996	182 399

– 23 –
(1.1 – Budget)
TABLEAU 5

Budget 2014-2015 – Bureau du Secrétaire général et Départements

Charges opérationnelles par chapitre et par catégorie										En milliers CHF
	Charges de personnel	Autres charges de personnel	Frais de mission	Services contractuels	Location et entretien des locaux et des équipements	Matériels et fournitures	Acquisition de locaux, de mobilier et de matériel	Services publics et services intérieurs	Vérification des comptes, contributions inter-organisations et divers	Total
	Cat. 1	Cat. 2	Cat. 3	Cat. 4	Cat. 5	Cat. 6	Cat. 7	Cat. 8	Cat. 9	
Estimations 2014										
Bureau du Secrétaire général et du Vice-Secrétaire général	1 508	450	200	20	20	63	78	43	602	2 984
Unité des affaires juridiques	794	238	76	14	0	10	0	0	0	1 132
Auditeur interne	436	125	8	5	0	0	0	0	0	574
Département de la planification stratégique et des relations avec les Membres	7 748	1 200	150	357	35	43	80	48	6	9 667
Département des conférences et des publications	22 337	5 315	33	440	975	550	145	105	210	30 110
Département de la gestion des ressources humaines	6 247	1 297	128	1 050	2 423	156	58	1 281	91	12 731
Département de la gestion des ressources financières	5 340	1 055	50	3	4	25	30	9	68	6 584
Département des services informatiques	9 764	2 663	15	2 540	1 978	126	349	277	6	17 718
TOTAL	54 174	12 343	660	4 429	5 435	973	740	1 763	983	81 500
Estimations 2015										
Bureau du Secrétaire général et du Vice-Secrétaire général	1 509	449	200	20	20	63	78	43	602	2 984
Unité des affaires juridiques	796	239	76	14	0	10	0	0	0	1 135
Auditeur interne	435	125	8	5	0	0	0	0	0	573
Département de la planification stratégique et des relations avec les Membres	7 728	1 196	150	357	35	43	80	48	6	9 643
Département des conférences et des publications	21 635	5 274	33	1 009	975	550	145	105	210	29 936
Département de la gestion des ressources humaines	6 205	1 285	128	1 050	2 423	156	58	1 281	91	12 677
Département de la gestion des ressources financières	5 343	1 056	50	2	4	25	30	9	68	6 587
Département des services informatiques	9 708	2 650	15	2 540	2 006	127	274	276	6	17 602
TOTAL	53 359	12 274	660	4 997	5 463	974	665	1 762	983	81 137
Estimations 2014-2015										
Bureau du Secrétaire général et du Vice-Secrétaire général	3 017	899	400	40	40	126	156	86	1 204	5 968
Unité des affaires juridiques	1 590	477	152	28	0	20	0	0	0	2 267
Auditeur interne	871	250	16	10	0	0	0	0	0	1 147
Département de la planification stratégique et des relations avec les Membres	15 476	2 396	300	714	70	86	160	96	12	19 310
Département des conférences et des publications	43 972	10 589	66	1 449	1 950	1 100	290	210	420	60 046
Département de la gestion des ressources humaines	12 452	2 582	256	2 100	4 846	312	116	2 562	182	25 408
Département de la gestion des ressources financières	10 683	2 111	100	5	8	50	60	18	136	13 171
Département des services informatiques	19 472	5 313	30	5 080	3 984	253	623	553	12	35 320
TOTAL	107 533	24 617	1 320	9 426	10 898	1 947	1 405	3 525	1 966	162 637

TABLEAU 6

Budget 2014-2015 – Secteur des radiocommunications

Charges opérationnelles par chapitre	<i>En milliers CHF</i>					
	Montants effectifs	Budget	Montants effectifs	Estimations	Estimations	Estimations
	2010-2011	2012-2013	2012	2014	2015	2014-2015
Chapitre 3.1 Conférences mondiales des radiocommunications	2	3 000	2 619	0	2 811	2 811
Chapitre 3.2 Assemblées des radiocommunications	0	375	359	0	368	368
Chapitre 4.1 Conférences régionales des radiocommunications	0	0	0	0	0	0
Chapitre 5.1 Comité du Règlement des radiocommunications	977	1 363	467	731	731	1 462
Chapitre 5.2 Groupe consultatif des radiocommunications	115	123	50	72	72	144
Chapitre 6 Commissions d'études	2 244	1 750	226	988	975	1 963
Chapitre 7 Activités et programmes	1 585	1 920	465	850	650	1 500
Chapitre 8 Séminaires	476	944	177	521	422	943
Chapitre 9 Bureau	55 192	52 311	26 357	27 000	25 868	52 868
– Charges communes	2 105	2 054	563	1 034	934	1 968
– Bureau du Directeur	1 459	1 278	643	643	629	1 272
– Département des commissions d'études	6 632	6 243	2 790	2 587	2 484	5 071
– Département des services spatiaux	17 639	16 496	8 644	8 538	8 078	16 616
– Département des services de Terre	14 205	13 131	6 744	6 671	6 414	13 085
– Département de l'informatique, de l'administration et des publications	13 152	13 109	6 973	7 527	7 329	14 856
TOTAL	60 591	61 786	30 720	30 162	31 897	62 059

TABLEAU 7

Budget 2014-2015 – Secteur des radiocommunications

Charges opérationnelles par chapitre et par catégorie	<i>En milliers CHF</i>									Total
	Charges de personnel	Autres charges de personnel	Frais de mission	Services contractuels	Location et entretien des locaux et des équipements	Matériels et fournitures	Acquisition de locaux, de meublier et de matériel	Services publics et services intérieurs	Vérification des comptes, contributions inter- organisations et divers	
	Cat. 1	Cat. 2	Cat. 3	Cat. 4	Cat. 5	Cat. 6	Cat. 7	Cat. 8	Cat. 9	
Estimations 2014										
Conférence mondiale des radiocommunications	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Assemblée des radiocommunications	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comité du Règlement des radiocommunications	305	46	365	0	0	1	0	4	10	731
Groupe consultatif des radiocommunications	52	15	0	0	1	0	0	1	3	72
Commissions d'études	781	57	70	0	50	10	0	10	10	988
Activités et programmes	0	0	0	484	0	16	0	340	10	850
Séminaires	246	60	178	0	29	3	0	2	3	521
Bureau										
– Bureau du Directeur	429	114	100	0	0	0	0	0	0	643
– Départements	19 958	5 365	499	280	35	65	80	50	25	26 357
TOTAL	21 771	5 657	1 212	764	115	95	80	407	61	30 162
Estimations 2015										
Conférence mondiale des radiocommunications	1 971	70	263	250	170	55	0	7	25	2 811
Assemblée des radiocommunications	220	30	0	30	75	5	0	3	5	368
Comité du Règlement des radiocommunications	305	46	365	0	0	1	0	4	10	731
Groupe consultatif des radiocommunications	52	15	0	0	1	0	0	1	3	72
Commissions d'études	737	97	61	15	40	5	0	10	10	975
Activités et programmes	0	0	0	390	0	10	0	240	10	650
Séminaires	167	40	178	0	29	3	0	2	3	422
Bureau										
– Bureau du Directeur	429	100	100	0	0	0	0	0	0	629
– Départements	19 655	4 650	399	280	35	65	80	50	25	25 239
TOTAL	23 536	5 048	1 366	965	350	144	80	317	91	31 897
Estimations 2014-2015										
Conférence mondiale des radiocommunications	1 971	70	263	250	170	55	0	7	25	2 811
Assemblée des radiocommunications	220	30	0	30	75	5	0	3	5	368
Comité du Règlement des radiocommunications	610	92	730	0	0	2	0	8	20	1 462
Groupe consultatif des radiocommunications	104	30	0	0	2	0	0	2	6	144
Commissions d'études	1 518	154	131	15	90	15	0	20	20	1 963
Activités et programmes	0	0	0	874	0	26	0	580	20	1 500
Séminaires	413	100	356	0	58	6	0	4	6	943
Bureau										
– Bureau du Directeur	858	214	200	0	0	0	0	0	0	1 272
– Départements	39 613	10 015	898	560	70	130	160	100	50	51 596
TOTAL	45 307	10 705	2 578	1 729	465	239	160	724	152	62 059

TABLEAU 8

Budget 2014-2015 – Secteur de la normalisation des télécommunications

Charges opérationnelles par chapitre		Montants effectifs 2010-2011	Budget 2012-2013	Montants effectifs 2012	Estimations		Estimations 2014-2015
					2014	2015	
<i>En milliers CHF</i>							
Chapitre 3.1	Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications	1	781	676	0	0	0
Chapitre 3.2	Réunions préparatoires à l'AMNT		215	260	0	0	0
Chapitre 5	Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications	87	133	59	67	67	134
Chapitre 6	Commissions d'études	3 239	2 745	1 597	1 373	1 372	2 745
Chapitre 7	Activités et programmes	441	368	188	184	184	368
Chapitre 8	Ateliers	142	120	61	60	60	120
Chapitre 9	Bureau	22 005	21 838	11 325	11 109	11 053	22 162
	– Charges communes	475	380	286	190	190	380
	– Bureau du Directeur	1 218	1 245	654	777	777	1 554
	– Département des opérations et de la planification	7 865	7 870	4 047	3 997	3 997	7 994
	– Département de la politique de normalisation des télécommunications	4 662	5 222	2 592	2 763	2 763	5 526
	– Département des commissions d'études	7 785	7 121	3 746	3 382	3 326	6 708
TOTAL		25 915	26 200	14 166	12 793	12 736	25 529

TABLEAU 9

Budget 2014-2015 – Secteur de la normalisation des télécommunications

Charges opérationnelles par chapitre										En milliers CHF
	Charges de personnel	Autres charges de personnel	Frais de mission	Services contractuels	Location et entretien des locaux et des équipements	Matériels et fournitures	Acquisition de locaux, de mobilier et de matériel	Services publics et services intérieurs	Vérification des comptes, contributions interorganisations et divers	Total
	Cat. 1	Cat. 2	Cat. 3	Cat. 4	Cat. 5	Cat. 6	Cat. 7	Cat. 8	Cat. 9	
Estimations 2014										
Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications	42	15	10	0	0	0	0	0	0	67
Commissions d'études	568	37	600	118	50	0	0	0	0	1 373
Activités et programmes	0	0	0	150	0	0	0	34	0	184
Ateliers	0	0	60	0	0	0	0	0	0	60
Bureau										
– Bureau du Directeur	519	158	50	50	0	0	0	0	0	777
– Départements	7 561	2 391	130	60	10	50	70	50	10	10 332
TOTAL	8 690	2 601	850	378	60	50	70	84	10	12 793
Estimations 2015										
Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications	42	15	10	0	0	0	0	0	0	67
Commissions d'études	568	37	600	117	50	0	0	0	0	1 372
Activités et programmes	0	0	0	150	0	0	0	34	0	184
Ateliers	0	0	60	0	0	0	0	0	0	60
Bureau										
– Bureau du Directeur	519	158	50	50	0	0	0	0	0	777
– Départements	7 517	2 379	130	60	10	50	70	50	10	10 276
TOTAL	8 646	2 589	850	377	60	50	70	84	10	12 736
Estimations 2014-2015										
Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications	84	30	20	0	0	0	0	0	0	134
Commissions d'études	1 136	74	1 200	235	100	0	0	0	0	2 745
Activités et programmes	0	0	0	300	0	0	0	68	0	368
Ateliers	0	0	120	0	0	0	0	0	0	120
Bureau										
– Bureau du Directeur	1 038	316	100	100	0	0	0	0	0	1 554
– Départements	15 078	4 770	260	120	20	100	140	100	20	20 608
TOTAL	17 336	5 190	1 700	755	120	100	140	168	20	25 529

TABLEAU 10
Budget 2014-2015 – Secteur du développement des télécommunications

Charges opérationnelles par chapitre							<i>En milliers CHF</i>	
		Montants effectifs 2010-2011	Budget 2012-2013	Montants effectifs 2012	Estimations 2014	Estimations 2015	Estimations 2014-2015	
Chapitre 3	Conférences mondiales de développement des télécommunications	1 000	0	-3	1 367	0	1 367	
Chapitre 4	Conférences régionales de développement des télécommunications	114	772		0	0	0	
Chapitre 5	Groupe consultatif pour le développement des télécommunications	224	264	132	132	132	264	
Chapitre 6	Commissions d'études	800	824	434	412	412	824	
Chapitre 7	Activités et programmes	10 738	11 436	5 292	5 718	5 718	11 436	
Chapitre 9	Bureau*	43 073	43 316	22 330	22 065	21 996	44 061	
	– Charges communes		3 774	950	1 412	1 412	2 824	
	– Bureau du Directeur et bureaux régionaux		12 452	7 281	7 147	7 154	14 301	
	– Adjoint au Directeur et Chef du Département de l'administration et de la coordination des opérations		7 067	3 946	3 725	3 711	7 436	
	– Département des infrastructures, de l'environnement propice et des cyberapplications		7 345	3 785	3 834	3 790	7 624	
	– Département de l'appui aux projets et de la gestion des connaissances		8 472	4 302	4 160	4 142	8 302	
	– Département de l'innovation et des partenariats		4 206	2 066	1 787	1 787	3 574	
TOTAL		55 949	56 612	28 185	29 694	28 258	57 952	

* La structure a changé – Décision 14701 du 8 juin 2011

TABLEAU 11

Budget 2014-2015 – Secteur de la normalisation des télécommunications

Charges opérationnelles par chapitre	<i>En milliers CHF</i>									
	Charges de personnel	Autres charges de personnel	Frais de mission	Services contractuels	Location et entretien des locaux et des équipements	Matériels et fournitures	Acquisition de locaux, de mobilier et de matériel	Services publics et services intérieurs	Vérification des comptes, contributions interorganisations et divers	Total
	Cat. 1	Cat. 2	Cat. 3	Cat. 4	Cat. 5	Cat. 6	Cat. 7	Cat. 8	Cat. 9	
Estimations 2014										
Conf. régionales de dévelop. des télécom.	760	57	350	50	20	20	30	30	50	1 367
Groupe consult. pour le dévelop. des télécom.	53	15	60	2	0	0	0	0	2	132
Commissions d'études	209	6	180	4	4	1	2	2	4	412
Activités et programmes	850	0	1 975	2 520	17	157	155	19	25	5 718
Bureau										
– Bureau du Directeur	5 377	1 330	440	0	0	0	0	0	0	7 147
– Départements	10 964	2 502	345	265	130	80	300	215	117	14 918
TOTAL	18 213	3 910	3 350	2 841	171	258	487	266	198	29 694
Estimations 2015										
Conf. régionales de dévelop. des télécom.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Groupe consult. pour le dévelop. des télécom.	53	15	60	2	0	0	0	0	2	132
Commissions d'études	208	7	180	4	4	1	2	2	4	412
Activités et programmes	850	0	1 975	2 520	17	157	155	19	25	5 718
Bureau										
– Bureau du Directeur	5 384	1 330	440	0	0	0	0	0	0	7 154
– Départements	10 900	2 490	345	265	130	80	300	215	117	14 842
TOTAL	17 395	3 842	3 000	2 791	151	238	457	236	148	28 258
Estimations 2014-2015										
Conf. régionales de dévelop. des télécom.	760	57	350	50	20	20	30	30	50	1 367
Groupe consult. pour le dévelop. des télécom.	106	30	120	4	0	0	0	0	4	264
Commissions d'études	417	13	360	8	8	2	4	4	8	824
Activités et programmes	1 700	0	3 950	5 040	34	314	310	38	50	11 436
Bureau										
– Bureau du Directeur	10 761	2 660	880	0	0	0	0	0	0	14 301
– Départements	21 864	4 992	690	530	260	160	600	430	234	29 760
TOTAL	35 608	7 752	6 350	5 632	322	496	944	502	346	57 952

TABLEAU 12
Budget 2014-2015 – CHARGES D'INVESTISSEMENT

Charges d'investissement par chapitre		<i>En milliers CHF</i> Acquisition de locaux, de mobilier et de matériel Cat. 7
Estimations 2014		
Chapitre 7	Activités et programmes intersectoriels	
	– Infrastructure des bâtiments	750
	– Fonds de roulement pour les technologies de l'information et de la communication	500
Chapitre 9	Bureau du Secrétaire général et Départements	358
	– Département des conférences et des publications	8
	– Département de la gestion des ressources humaines	100
	– Département des services informatiques	250
TOTAL		1 608
Estimations 2015		
Chapitre 7	Activités et programmes intersectoriels	
	– Infrastructure des bâtiments	750
	– Fonds de roulement pour les technologies de l'information et de la communication	500
Chapitre 9	Bureau du Secrétaire général et Départements	258
	– Département des conférences et des publications	8
	– Département de la gestion des ressources humaines	100
	– Département des services informatiques	150
TOTAL		1 508
Estimations 2014-2015		
Chapitre 7	Activités et programmes intersectoriels	
	– Infrastructure des bâtiments	1 500
	– Fonds de roulement pour les technologies de l'information et de la communication	1 000
Chapitre 9	Bureau du Secrétaire général et Départements	616
	– Département des conférences et des publications	16
	– Département de la gestion des ressources humaines	200
	– Département des services informatiques	400
TOTAL		3 116

1.2 Autres questions financières

R 925 **Conditions financières de participation des Nations Unies, des institutions spécialisées et des autres organisations internationales aux conférences et réunions de l'UIT**
(C-1985, dernière mod. C-2001)

Le Conseil,

rappelant que l'accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'UIT prévoit que cette organisation sera invitée à participer à toutes les conférences de plénipotentiaires et administratives de l'Union ainsi qu'aux réunions des Comités consultatifs internationaux ou à toutes autres réunions convoquées par l'Union,

considérant

a) qu'aux termes du numéro 247 de la Convention de Nairobi (1982), le Conseil est chargé d'assurer la coordination avec toutes les organisations internationales ayant avec l'UIT des intérêts et des activités connexes;

b) qu'il est de l'intérêt général des institutions spécialisées en relation avec les Nations Unies de coopérer, dans la limite de leurs attributions, à la solution des problèmes qui leur sont communs, connexes ou complémentaires;

c) qu'aux termes du numéro 617 de la Convention, le Conseil peut exonérer certaines organisations internationales de toute contribution aux dépenses occasionnées par les conférences administratives de l'UIT et les réunions des Comités consultatifs internationaux et que le seul critère à considérer dans ce cas devrait être les bénéfices ou avantages que l'UIT peut retirer de la participation de ces organisations à ces travaux,

décide

1 que l'Organisation des Nations Unies sera exonérée de toute contribution aux dépenses des conférences et réunions de l'UIT auxquelles elle pourrait participer;

2 que, sous réserve des dispositions des articles 60, 61 et 68 de la Convention, les institutions spécialisées des Nations Unies ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique qui pourraient être intéressées par un ou plusieurs points de l'ordre du jour, seront invitées à prendre part aux conférences et réunions de l'Union;

que, sous réserve qu'elles accordent la réciprocité à l'Union, les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique seront exonérées de toute contribution aux dépenses des conférences et réunions de l'UIT auxquelles elles participeront;

3 que les organisations de libération dont il est question dans la Résolution 741 seront exonérées de toute contribution aux dépenses des conférences et réunions de l'UIT auxquelles elles pourraient participer;

4 que, sous réserve qu'elles accordent la réciprocité à l'Union, les organisations régionales de télécommunication et organisations internationales énumérées ci-après seront exonérées de toute contribution aux dépenses des conférences et réunions auxquelles elles pourraient participer aux termes des articles 61 et 68 de la Convention:

4.1 *Organisations régionales de télécommunications*

- Caribbean Association of National Telecommunication Organizations (CANTO)
- Commission interaméricaine de télécommunications (CITEL)
- Commission technique régionale des télécommunications (COMTELCA)
- Communauté régionale des communications (RCC)
- Conférence des Postes et Télécommunications de l'Afrique centrale (COPTAC)
- Conférence européenne des administrations des postes et des télécommunications (CEPT)
- Institut européen des normes de télécommunication (ETSI)
- Ligue des Etats arabes (LEA)
- Télécommunauté Asie-Pacifique (TAP)
- Union des télécommunications des Caraïbes (CTU)
- Union africaine des télécommunications (UAT);

4.2 *Organisations régionales et autres Organisations internationales*

- Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA)
- Association des entreprises de télécommunications de la Communauté andine (ASETA)
- Association du transport aérien international (IATA)
- Association hispano-américaine des centres de recherche et des entreprises de télécommunications (AHCJET)
- Association internationale de radiodiffusion (AIR)
- Association internationale de signalisation maritime (AISM)
- Bureau international des poids et mesures (BIPM)
- Comité de la recherche spatiale (COSPAR)
- Comité international de la Croix-Rouge (CICR)
- Comité international radiomaritime (CIRM)
- Comité international spécial des perturbations radioélectriques (CISPR)
- Commission électrotechnique internationale (CEI)
- Commission pour l'attribution de fréquences à la radioastronomie et à la science spatiale (IUCAF)
- Committee on Radio Astronomy Frequencies (CRAF)
- Commonwealth Telecommunications Organisation (CTO)
- Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC)
- Conférence internationale des grands réseaux électriques à haute tension (CIGRE)
- Congrès international de télétrafic (CIT)
- Conseil des communications par satellite Asie-Pacifique (APSCC)
- Conseil international pour la Science (CIUS)
- Cooperation Council for the Arab States of the Gulf (GCC)
- Digital Radio Mondiale (DRM)
- European Competitive Telecommunications Association (ECTA)
- European Telecommunications Network Operators' Association (ETNO)
- Fédération internationale d'astronautique (IAF)
- Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC)

(1.2 – *Autres questions financières*)

- Fédération internationale pour le traitement de l'information (IFIP)
- GULFVISION
- International Telecommunication Academy (ITA)
- International Telecommunications Users Group (INTUG)
- Internet Society (ISOC)
- North American Broadcasters Association (NABA)
- Organisation de la Télévision Ibéro-Américaine (OTI)
- Organisation internationale de normalisation (ISO)
- Pacific Islands Forum Secretariat
- Pacific Telecommunications Council (PTC)
- Society of Motion Picture and Television Engineers (SMPTE)
- Southern Africa Transport and Communications Commission (SATCC)
- Système International de Satellites pour les Recherches et le Sauvetage (COSPAS-SARSAT)
- Union astronomique internationale (UAI)
- Union de radiodiffusion «Asie-Pacifique» (ABU)
- Union de radiodiffusion des Etats arabes (ASBU)
- Union des radiodiffusions et télévisions nationales d'Afrique (URTNA)
- Union européenne de radio-télévision (UER)
- Union internationale des chemins de fer (UIC)
- Union of the Electricity Industry (EURELECTRIC)
- Union internationale des radio-amateurs (IARU)
- Union radioscientifique internationale (URSI)
- World Broadcasting Unions – Technical Committee (WBU-TC)
- World Forum for Digital Audio Broadcasting (WORLDDAB)
- WorldTel;

4.3 *Organisation intergouvernementale exploitant des systèmes à satellites*

- Organisation régionale africaine de communication par satellite (RASCOM)

5 que la présente Résolution remplace la Résolution 574 (modifiée) à partir du 1^{er} août 1985.

Réf.: Documents 6376/CA40 (1985), 6512/CA41 (1986), 6639 et 6652/CA42 (1987), 6778 et 6812/CA43 (1988), 6896 et 6903/CA44 (1989), 7037 et 7063/CA45 (1990), 7186 et 7175/CA46 (1991), C94/158 et C94/132, C95/116 et C95/117, C96/135 et C96/137, C98/67 et C98/93, C99/29 et C99/133, C01/26 et Add. 1 et 2 et C01/132.

R 1111 Excédents de recettes de TELECOM

(C-1997)

Le Conseil,

considérant le dispositif «sous charge le Conseil» de la Résolution 11 (Kyoto, 1994) concernant l'utilisation des excédents de recettes de TELECOM,

ayant examiné les rapports du Secrétaire général et du Directeur du BDT, reproduits dans le Document C97/59 concernant l'utilisation des excédents de recettes de TELECOM, ainsi que les Documents C97/17 et C97/79,

notant que ces excédents de recettes, qui seront affectés à des projets de développement particuliers, se montent à 17,5 millions de francs suisses,

décide

1 que le montant ci-dessus mentionné doit être utilisé aux fins des projets et des affectations visés dans le Document C97/59;

2 que les fonds utilisés comme capital d'amorçage, ainsi que les fonds que cette utilisation rapportera, doivent être gérés conformément aux règlements financiers applicables aux contributions volontaires;

3 que la détermination future des projets sera effectuée par le BDT, compte tenu des avis des conférences de développement mondiales et régionales et du CCDT;

4 que les décisions stratégiques, l'approbation des projets, l'affectation des fonds et la supervision de l'exécution des projets selon la procédure en vigueur relèveront d'une Commission de direction composée:

- du Secrétaire général, assisté du Président de Telecom;
- du Vice-Secrétaire général;
- du Directeur du BDT;

La Commission de direction pourra, le cas échéant, inviter des représentants des bénéficiaires.

5 que l'exécution des projets sera assurée par le BDT qui fera rapport périodiquement à la Commission de direction;

6 que, du point de vue administratif, l'emploi d'administrateur, dont les fonctions et le financement sont indiqués dans le Document C97/59 sera affecté au BDT;

7 que la Commission de direction fera rapport au Conseil sur les mesures prises pour mettre en œuvre les dispositions de la Résolution 11 (Kyoto, 1994) et sur l'exécution des projets.

Réf.: Documents C97/131 et C97/138.

R 1324 **Parts contributives aux dépenses de l'Union – République démocratique de**
(C10) **Somalie**

Le Conseil,

vu

les dispositions des numéros 165A de la Constitution de l'UIT et 468A de la Convention de l'UIT,

ayant pris connaissance

de la Note du Secrétaire général reproduite dans le Document C10/95,

décide d'autoriser

la République démocratique de Somalie à participer aux dépenses de l'Union dans la classe de 1/16 d'unité à partir du 1er janvier 2011.

Réf.: Document C10/115 et C10/109.

R 1325 **Parts contributives aux dépenses de l'Union – République des Iles Marshall**
(C10)

Le Conseil,

vu

les dispositions des numéros 165A de la Constitution de l'UIT et 468A de la Convention de l'UIT,

ayant pris connaissance

de la Note du Secrétaire général reproduite dans le Document C10/104,

décide d'autoriser

la République des Iles Marshall à participer aux dépenses de l'Union dans la classe de 1/16 d'unité à partir du 1er janvier 2011.

Réf.: Document C10/116 et C10/109.

R 1338 **Fonds pour le développement des technologies de l'information et de la communication (FDTIC)**
(C11)

Le Conseil,

considérant

a) qu'aux termes de la Résolution 11 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires, "une fois que toutes les dépenses ont été recouvrées, une partie importante de tout excédent de recettes produit par les activités d'ITU TELECOM devra être transférée sur le Fonds pour le développement des TIC relevant du Bureau de développement des télécommunications de l'UIT et consacrée à des projets concrets de développement des télécommunications, principalement dans les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition";

b) que la Résolution 11 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires charge le Conseil "d'examiner et d'approuver l'affectation d'une partie des excédents de recettes d'ITU TELECOM à des projets de développement, dans le cadre du Fonds pour le développement des TIC",

notant

la Résolution 1111, prise par le Conseil à sa session de 1997, qui a confié les décisions stratégiques, l'approbation des projets, l'affectation des fonds et la supervision de l'exécution des projets selon la procédure en vigueur à une Commission de direction chargée de lui faire rapport sur l'exécution des projets,

considérant en outre

a) que, depuis 2007, aucune contribution n'a été versée au FDTIC;

b) qu'au 31 décembre 2010, le Fonds de roulement des expositions de Telecom se montait à 10 555 517,57 CHF;

c) que le niveau minimal du Fonds de roulement des expositions de Telecom est fixé à 5 millions CHF;

d) qu'il est nécessaire de renforcer le Fonds pour le développement des TIC afin de soutenir la mise en œuvre des initiatives régionales approuvées par la Conférence mondiale de développement des télécommunications (Hyderabad, 2010) et de faciliter la participation d'autres donateurs,

décide

1 d'approuver le transfert d'un montant de 1 million CHF du Fonds de roulement des expositions au compte de capital du FDTIC pour 2011;

2 de prier instamment le Directeur du BDT de poursuivre les efforts entrepris pour améliorer la qualité des projets financés en tout ou partie par le FDTIC en vue d'accroître leur capacité à mobiliser les ressources supplémentaires nécessaires.

Réf.: Documents C11/106 et C11/120.

R 1339 Parts contributives aux dépenses de l'Union
(C11)

Le Conseil,

vu

les dispositions des numéros 468B et 480B de la Convention de l'UIT,

ayant pris connaissance

de la Note du Secrétaire général reproduite dans le Document [C11/58](#),

décide d'autoriser

Panasonic Corporation à participer aux dépenses de l'Union dans la classe de 1/2 unité pour chaque Secteur (UIT-R et UIT-T) à partir du 1er janvier 2012.

Réf.: Documents C11/108 et C11/120.

R 1341 Rapport de gestion financière pour l'exercice annuel 2010
(C11)

Le Conseil,

vu

le [numéro 101](#) de la Convention de l'Union internationale des télécommunications et [l'Article 30](#) du Règlement financier de l'Union,

ayant examiné

le Rapport de gestion financière pour l'exercice annuel 2010 (Document [C11/4](#)) comprenant les comptes audités de l'exercice annuel du Budget de l'Union ainsi que la position des comptes TELECOM de 2010, les comptes audités 2010 pour les projets de coopération technique, les contributions volontaires et la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT,

et ayant noté

que les rapports du Vérificateur extérieur des comptes de l'Union sont présentés dans le Document [C11/5](#),

décide

d'approuver le Rapport de gestion financière pour l'exercice annuel 2010 (Document C11/4) portant sur les comptes audités de l'Union, la position des comptes TELECOM de 2010 ainsi que les comptes 2010 audités pour les projets de coopération technique, les contributions volontaires et la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT.

Réf.: Documents C11/112 et C11/120.

R 1350 Rapport de gestion financière pour l'exercice annuel 2011

(C12)

Le Conseil,

vu

le [numéro 101](#) de la Convention de l'Union internationale des télécommunications et [l'Article 30](#) du Règlement financier de l'Union,

ayant examiné

le Rapport de gestion financière pour l'exercice annuel 2011 ([Document C12/3](#)) comprenant les comptes audités de l'exercice annuel du Budget de l'Union ainsi que la position des comptes TELECOM de 2011, les comptes audités 2011 pour les projets de coopération technique, les contributions volontaires et la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT,

et ayant noté

que les rapports du Vérificateur extérieur des comptes de l'Union sont présentés dans le Document [C12/7](#),

décide

d'approuver le Rapport de gestion financière pour l'exercice annuel 2011 ([Document C12/3](#)) portant sur les comptes audités de l'Union, la position des comptes TELECOM de 2011 ainsi que les comptes 2011 audités pour les projets de coopération technique, les contributions volontaires et la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT.

Réf.: Documents C12/98 et C12/110.

R 1351 Comptes des activités liées à ITU TELECOM World 2011

(C12)

Le Conseil,

compte tenu

- du numéro 74 de la Convention de l'UIT;
- de la Résolution 11 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires;
- de l'Article 19 du Règlement financier de l'Union,

ayant examiné

le [Document C12/6\(Rév.1\)](#) contenant le rapport du Secrétaire général concernant les comptes d'ITU TELECOM WORLD 2011,

décide

d'approuver les comptes d'ITU TELECOM WORLD 2011 tels qu'ils sont présentés dans le [Document C12/6\(Rév.1\)](#).

Réf.: Documents C12/99 et C12/110.

R 1361 Rapport de gestion financière pour l'exercice annuel 2012

(C13)

Le Conseil,

vu

le [numéro 101](#) de la Convention de l'Union internationale des télécommunications et [l'Article 30](#) du Règlement financier de l'Union,

ayant examiné

le Rapport de gestion financière pour l'exercice annuel 2012 ([Document C13/7](#)) comprenant les comptes audités de l'exercice annuel du Budget de l'Union ainsi que la position des comptes ITU TELECOM de 2012, les comptes 2012 audités pour les projets de coopération technique, les contributions volontaires et la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT,

et ayant noté

que les rapports du Vérificateur extérieur des comptes de l'Union sont présentés dans le [Document C13/8](#),

décide

d'approuver le Rapport de gestion financière pour l'exercice annuel 2012 ([Document C13/7](#)) portant sur les comptes audités de l'Union, la position des comptes ITU TELECOM de 2012 ainsi que les comptes 2012 audités pour les projets de coopération technique, les contributions volontaires et la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT.

Réf.: Documents C13/115 et C13/122.

R 1362 Comptes des activités liées à ITU TELECOM World 2012

(C13)

Le Conseil,

compte tenu

- du numéro 74 de la Convention de l'UIT;
- de la Résolution 11 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires;
- de l'Article 19 du Règlement financier de l'Union,

ayant examiné

le [Document C13/5\(Rév.1\)](#) contenant le rapport du Secrétaire général concernant les comptes d'ITU TELECOM World 2011,

décide

d'approuver les comptes d'ITU TELECOM World 2011 tels qu'ils sont présentés dans le Document C13/5(Rév.1).

Réf.: Documents C13/116 et C13/122.

R 1370 Rapport de gestion financière pour l'exercice annuel 2013

(C14)

Le Conseil,

vu

le [numéro 101](#) de la Convention de l'Union internationale des télécommunications et [l'Article 30](#) du Règlement financier de l'Union,

ayant examiné

le Rapport de gestion financière pour l'exercice annuel 2013 ([Document C14/26\(Rév.1\)](#)) comprenant les comptes audités de l'exercice annuel du Budget de l'Union ainsi que la position des comptes TELECOM de 2013, les comptes audités 2013 pour les projets de coopération technique, les contributions volontaires et la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT,

et ayant noté

que les rapports du Vérificateur extérieur des comptes de l'Union sont présentés dans le [Document C14/105](#),

décide

d'approuver le Rapport de gestion financière pour l'exercice annuel 2013 ([Document C14/26\(Rév.1\)](#)) portant sur les comptes audités de l'Union, la position des comptes TELECOM de 2013 ainsi que les comptes 2013 audités pour les projets de coopération technique, les contributions volontaires et la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT.

Réf.: Documents C14/114 et C14/115.

D 387 Paiement des publications éditées par l'Union

(C-1980)

Le Conseil,

vu le constant accroissement des sommes arriérées dues pour la fourniture des publications éditées par l'Union,

décide que

- 1 en ce qui concerne les administrations des pays Membres de l'Union:
 - a) si dans le montant de leurs arriérés au titre des publications figurent des sommes impayées depuis plus de deux ans, toute commande devra obligatoirement être accompagnée du paiement de sa contre-valeur;
 - b) lorsque cette disposition lui deviendra applicable, l'administration concernée en sera avisée par le Secrétaire général;

2 en ce qui concerne les autres acquéreurs de publications, le Secrétaire général pourra les mettre au bénéfice d'une livraison sans règlement préalable pour autant que les sommes dues ne restent pas impayées au-delà d'un délai de six mois.

Cette décision entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1981.

Réf.: Document 5522/CA35 (1980).

D 482 **Mise en oeuvre du recouvrement des coûts pour le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite**

(C2001,
dernière
mod. C13)

Le Conseil,

considérant

- a) la Résolution 88 (Rév. Marrakech, 2002) de la Conférence de plénipotentiaires, relative à la mise en oeuvre du principe du recouvrement des coûts pour le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite;
- b) la Résolution 91 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires, relative au recouvrement des coûts pour certains produits et services de l'UIT;
- c) la Résolution 1113 du Conseil, relative au recouvrement des coûts pour le traitement par le Bureau des radiocommunications des fiches de notification pour les services spatiaux;
- d) le Document [C99/68](#), qui contient un rapport du Groupe de travail du Conseil sur la mise en oeuvre du principe du recouvrement des coûts pour le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite;
- e) le Document [C99/47](#), relatif au recouvrement des coûts pour certains produits et services de l'UIT;
- ebis) le Document [C05/29](#), relatif au recouvrement des coûts appliqué au traitement des fiches de notification des réseaux à satellite;
- f) que la CMR-03 et la CMR-07 ont adopté des dispositions faisant référence à la Décision 482 du Conseil, telle qu'elle a été modifiée, et aux termes desquelles une fiche de notification de réseau à satellite est annulée si le paiement n'est pas reçu conformément aux dispositions de la présente Décision;
- g) que la CMR-07 a largement révisé les procédures réglementaires associées au Plan pour le service fixe par satellite figurant dans l'Appendice 30B qui est entré en vigueur le 17 novembre 2007;
- h) que la date d'entrée en vigueur de la Décision 482 (modifiée en 2005) était le 1er janvier 2006,

reconnaissant

l'expérience pratique acquise par le Bureau des radiocommunications dans l'application des droits au titre du recouvrement des coûts pour le traitement des fiches de notification et de la méthode de mise en oeuvre de ces droits présentée au Conseil à ses sessions de 2001 à 2007 conformément à la Décision 482 telle qu'elle a été révisée par le Conseil,

décide

1 que toutes les fiches de notification des réseaux à satellite concernant la publication anticipée, les demandes de coordination ou d'accord associées (Article 9 du Règlement des radiocommunications (RR), Article 7 des Appendices 30 et 30A du RR, Résolution 539 (Rév. CMR-03)), l'utilisation des bandes de garde (Article 2A des Appendices 30 et 30A du RR), les demandes de modification des Plans et Listes pour les services spatiaux (Article 4 des Appendices 30 et 30A du RR), les demandes de mise en oeuvre du Plan pour le service fixe par satellite (anciennes Sections IB et II de l'Article 6 de l'Appendice 30B du RR jusqu'au 16 novembre 2007) et les demandes de conversion d'un allotissement en une assignation avec une modification allant au-delà de l'enveloppe des caractéristiques de l'allotissement initial, d'introduction d'un système additionnel, de modification des caractéristiques d'une assignation figurant dans la Liste de l'Appendice 30B du RR (Article 6 de l'Appendice 30B du RR à compter du 17 novembre 2007) seront assujetties aux droits à acquitter au titre du recouvrement des coûts si, et seulement si, elles ont été reçues par le Bureau des radiocommunications le 8 novembre 1998 ou après cette date;

1bis que toutes les fiches de notification des réseaux à satellite concernant la notification en vue de l'inscription d'assignations de fréquence dans le Fichier de référence international des fréquences (Article 11 du Règlement des radiocommunications, Article 5 des Appendices 30/30A du Règlement des radiocommunications et Article 8 de l'Appendice 30B du Règlement des radiocommunications) reçues par le Bureau des radiocommunications le 1er janvier 2006 ou après cette date seront assujetties au droit à acquitter au titre du recouvrement des coûts si, et seulement si, elles concernent la publication anticipée ou la modification des Plans ou des Listes (Partie A) pour les services spatiaux, des demandes de mise en oeuvre du Plan pour le service fixe par satellite ou des demandes de conversion d'un allotissement en une assignation avec une modification allant au-delà de l'enveloppe des caractéristiques de l'allotissement initial, d'introduction d'un système additionnel, de modification des caractéristiques d'une assignation figurant dans la Liste de l'Appendice 30B du RR, selon le cas, reçues le 19 octobre 2002 ou après cette date;

1ter que toutes les demandes de mise en oeuvre du Plan pour le service fixe par satellite (anciennes Sections IA et III de l'Article 6 de l'Appendice 30B du Règlement des radiocommunications) seront assujetties aux droits à acquitter au titre du recouvrement des coûts si, et seulement si, elles ont été reçues par le Bureau des radiocommunications le 1er janvier 2006 ou après cette date;

1quater que toutes les demandes de regroupement d'assignations de fréquence de différents réseaux OSG figurant dans le Fichier de référence international des fréquences, qui ont été soumises par une administration (ou une administration agissant au nom d'un groupe d'administrations nommément désignées) à une même position orbitale en assignations de fréquence d'un seul et même réseau à satellite, et qui ont été reçues par le Bureau des radiocommunications le 1er juillet 2013 ou après cette date, seront assujetties aux droits à acquitter au titre du recouvrement des coûts;

2 que, pour chaque fiche de notification d'un réseau à satellite¹ communiquée au Bureau, les droits suivants² s'appliquent:

- a) pour les fiches de notification reçues jusqu'au 29 juin 2001 inclus, la Décision 482 (C99) s'applique; le droit pour ces fiches est perçu au stade de la publication, conformément au barème des droits en vigueur à la date de la publication;

¹ Dans la présente Décision, l'expression "réseau à satellite" renvoie à un système spatial au sens du numéro 1.110 du Règlement des radiocommunications.

² Le droit par "unité" (voir l'Annexe) ne doit pas être entendu comme étant une taxe imposée aux utilisateurs du spectre. Elle sert ici de facteur pour le calcul du recouvrement des coûts concernant la publication des systèmes à satellites.

(1.2 – Autres questions financières)

- b) pour les fiches de notification reçues le 30 juin 2001 ou après cette date, mais avant le 1er janvier 2002, la Décision 482 (C-01) s'applique; le droit pour ces fiches de notification est perçu au stade de la publication; ce droit se compose d'un élément fixe, conformément au barème des droits en vigueur à la date de réception et d'une éventuelle surtaxe, conformément au barème des droits en vigueur à la date de la publication;
- c) pour les fiches de notification reçues le 1er janvier 2002 ou après cette date, mais avant le 4 mai 2002, la Décision 482 (C-01) s'applique; l'élément fixe, calculé conformément au barème des droits en vigueur à la date de réception, est exigible après la réception de la fiche de notification et l'éventuelle surtaxe, calculée conformément au barème des droits en vigueur à la date de la publication, est exigible après la publication de la fiche de notification;
- d) pour les fiches de notification reçues le 4 mai 2002 ou après cette date, mais avant le 31 décembre 2004, la Décision 482 (C-02) s'applique; l'élément fixe, calculé conformément au barème des droits en vigueur à la date de réception, est exigible après la réception de la fiche de notification et l'éventuelle surtaxe, calculée conformément au barème des droits en vigueur à la date de réception, est exigible après la publication de la fiche de notification;
- e) pour les fiches de notification reçues le 31 décembre 2004 ou après cette date mais avant le 1er janvier 2006, la Décision 482 (C-04) s'applique; l'élément fixe, calculé conformément au barème des droits en vigueur à la date de réception, est exigible après la date de réception de la fiche de notification et l'éventuelle surtaxe, calculée conformément au barème des droits en vigueur à la date de réception, est exigible après la publication de la fiche de notification;
- f) pour les fiches de notification reçues le 1er janvier 2006 ou après cette date mais avant le 1er janvier 2009, à l'exception de celles reçues au titre de l'Appendice 30B à compter du 17 novembre 2007, la Décision 482 (C-05) s'applique; le droit, calculé conformément au barème des droits en vigueur à la date de réception, est exigible après la réception de la fiche de notification;
- g) pour les fiches de notification reçues le 1er janvier 2009 ou après cette date, y compris celles reçues au titre de l'Appendice 30B à compter du 17 novembre 2007, mais avant le 14 juillet 2012, la Décision 482 (C-08) s'applique; le droit, calculé conformément au barème des droits en vigueur à la date de réception, est exigible après la réception de la fiche de notification;
- h) pour les fiches de notification reçues le 14 juillet 2012 ou après cette date, mais avant le 1er juillet 2013, la Décision 482 (C-12) s'applique; le droit, calculé conformément au barème des droits en vigueur à la date de réception, est exigible après réception de la fiche de notification;
- i) pour les fiches de notification reçues le 1er juillet 2013 ou après cette date, la Décision 482 (C-13) s'applique; le droit, calculé conformément au barème des droits en vigueur à la date de réception, est exigible après réception de la fiche de notification;

3 que le droit sera considéré comme un droit de base à acquitter pour le traitement d'une fiche de notification d'un réseau à satellite. Les modifications, sauf les modifications au titre du point *1^{quater}* ci-dessus, – notamment, mais pas exclusivement, le nom du satellite, le nom de la station terrienne et du satellite qui lui est associé, le nom du faisceau, l'administration responsable, l'organisme d'exploitation, la date de mise en service, la période de validité, le nom du satellite associé (et du faisceau) ou de la station terrienne – qui n'appellent aucun nouvel examen technique ou réglementaire de la part du Bureau des radiocommunications seront exonérées de droits;

4 que chaque Etat Membre aura droit à la publication, en franchise des droits et taxes susmentionnés, de Sections spéciales ou de parties de la BR IFIC (services spatiaux) pour une fiche de notification de réseau à satellite par an. Chaque Etat Membre en tant qu'administration notificatrice pourra déterminer qui bénéficiera de cette franchise³;

5 que le choix de la publication bénéficiant de la franchise pour l'année civile au cours de laquelle le Bureau reçoit la fiche de notification du réseau à satellite, sur la base de la date de réception officielle de la fiche de notification, sera fait par l'Etat Membre au plus tard à la fin du délai fixé pour le paiement de la facture, comme indiqué au point 9 du *décide* ci-dessous. La franchise de droit ne peut s'appliquer à une fiche de notification annulée antérieurement pour défaut de paiement;

6 que, pour tout réseau à satellite pour lequel les renseignements pour la publication anticipée (API) ont été reçus avant le 8 novembre 1998, aucun droit ne sera perçu au titre du recouvrement des coûts pour la première demande de coordination correspondante, quelle que soit la date à laquelle elle a été reçue par le Bureau des radiocommunications. Les modifications reçues le 1er janvier 2006 ou après cette date, seront assujetties à un droit, conformément au point 2 du *décide* ci-dessus;

7 qu'aucun droit ne sera perçu au titre du recouvrement des coûts pour toute demande de publication dans la Partie A supposant l'application de l'Article 4 des Appendices 30/30A qui a été reçue par le Bureau avant le 8 novembre 1998 ou pour toute demande de publication dans la Partie B supposant l'application de l'Article 4 des Appendices 30/30A pour laquelle la Partie A associée a été reçue avant le 8 novembre 1998. Toute demande de publication dans la Partie A reçue après le 7 novembre 1998 soumise au titre du § 4.3.5 jusqu'au 2 juin 2000 puis au titre du § 4.1.3 ou § 4.2.6 des Appendices 30/30A et dans la Partie B correspondante soumise au titre du § 4.3.14 jusqu'au 2 juin 2000 puis au titre du § 4.1.12 ou 4.2.16 des Appendices 30/30A sera soumise à un droit, conformément au point 2 du *décide* ci-dessus;

7bis qu'aucun droit ne sera perçu au titre du recouvrement des coûts pour toute demande soumise au titre du § 6.17 de l'Article 6 de l'Appendice 30B lorsque la soumission associée au titre du § 6.1 de cet Article a été reçue avant le 17 novembre 2007;

8 que l'Annexe (Barème des droits de traitement) de la présente Décision devrait être revue périodiquement par le Conseil;

9 que les droits et taxes seront acquittés sur la base d'une facture établie dès réception de la fiche de notification par le Bureau des radiocommunications et envoyée à l'administration notificatrice ou, à la demande de cette administration, à l'exploitant du réseau à satellite concerné, dans un délai de six mois maximum après la date d'établissement de la facture;

10 que toute annulation ultérieure reçue par le Bureau des radiocommunications dans les quinze jours qui suivent la date de réception de la fiche de notification supprimera l'obligation d'acquitter le droit;

11 que la publication de Sections spéciales pour le service d'amateur par satellite, la notification pour l'inscription d'assignations de fréquence pour des stations terriennes, pour la conversion d'un allotissement en une assignation conformément à la procédure prévue à l'ancienne Section I de l'Article 6 de l'Appendice 30B, l'adjonction d'un nouvel allotissement dans le Plan pour un nouvel Etat Membre de l'Union, conformément à la procédure prévue à l'Article 7 de l'Appendice 30B et les soumissions au titre des points 3 et 4 du *décide* de la Résolution 555 (CMR-12), seront exonérées de tout droit;

12 que la date d'entrée en vigueur de la Décision 482 (modifiée en 2013) sera le 1er juillet 2013;

³ Les fiches de notification soumises au titre de l'Article 4 de l'Appendice 30 et de l'Appendice 30A dans les Plans pour les Régions 1 et 3 se rapportant à une seule et même position orbitale avec le même nom de satellite et reçues à la même date sont considérées comme une seule et même fiche de notification de "réseau à satellite" aux fins de la franchise.

13 que les dispositions de la présente Décision devront être révisées lorsque l'on disposera de données de comptabilisation du temps,

recommande

que, si le Conseil* révisé le barème des droits reproduit en Annexe, les éventuels avoirs soient utilisés par le Bureau pour le règlement de factures ultérieures, à la demande des administrations,

encourage les Etats Membres

à élaborer au niveau national des politiques qui permettront de limiter les cas de défaut de paiement et les pertes de recettes qui en résulteraient pour l'UIT,

charge le Directeur du Bureau des radiocommunications

1 d'améliorer le logiciel de saisie des fiches de notification électroniques (SpaceCap) du Bureau des radiocommunications pour pouvoir calculer au mieux le montant estimatif des droits associés à une fiche de notification de réseau à satellite, de quelque type que ce soit, avant que cette fiche soit soumise à l'UIT;

2 de soumettre au Conseil un rapport annuel sur l'application de la présente Décision, notamment une analyse sur:

- a) le coût des différentes étapes des procédures;
- b) les incidences de la présentation d'informations par voie électronique;
- c) l'amélioration de la qualité de service, notamment la réduction de l'arriéré;
- d) le coût de la validation des fiches de notification et des demandes de correction de ces fiches; et
- e) les difficultés rencontrées dans l'application des dispositions de la présente Décision;

3 d'informer les Etats Membres de toute procédure suivie par le Bureau des radiocommunications pour mettre en oeuvre les dispositions de la présente Décision ainsi que de la raison d'être de cette procédure.

* Note: Modification rédactionnelle apportée par le Secrétariat.

ANNEXE

Barème des droits de traitement à appliquer aux fiches de notification de réseaux à satellite reçues par le Bureau des radiocommunications le 1er juillet 2013 ou après cette date

Type		Catégorie		Droit fixe par fiche de notification (en CHF) (≥ 100 unités, le cas échéant)	Droit fixe par fiche de notification (en CHF) (< 100 unités)	Droit par unité (en CHF) (< 100 unités)	Unité assujettie au recouvrement des coûts
1	Publication anticipée (A)	A1	Publication anticipée d'un réseau à satellite non géostationnaire non soumis à la procédure de coordination au titre de la Sous-Section IA de l'Article 9 ; publication anticipée des liaisons inter-satellites d'une station spatiale d'un satellite géostationnaire communiquant avec une station spatiale d'un satellite non géostationnaire provisoirement non assujettie à la coordination conformément à la Règle de procédure relative au numéro 11.32 , § 6 (MOD RRB04/35). NOTE – La publication anticipée comprend également l'application du numéro 9.5 (Section spéciale API/B) et ne sera pas facturée séparément.	570		Sans objet	
2	Coordination (C)	C1*	Demande de coordination pour un réseau à satellite conformément au numéro. 9.6 et à un ou plusieurs des numéros suivants: 9.7, 9.7A, 9.7B, 9.11, 9.11A, 9.12, 9.12A, 9.13, 9.14 et 9.21 de la Section II de l'Article 9 , § 7.1 de l'Article 7 de l'Appendice 30 , § 7.1 de l'Article 7 de l'Appendice 30A , Résolution 33 (Rév.CMR-03) et Résolution 539 (Rév.CMR-03). NOTE – La coordination comprend également l'application de la Sous-Section IB de l'Article 9 , des numéros 9.5D, 9.53A (Section spéciale CR/D) et des numéros 9.41/9.42 et ne sera pas facturée séparément.	20 560	5 560	150	Produit du nombre d'assignations de fréquence, du nombre de classes de station et du nombre d'émissions, pour tous les groupes d'assignations de fréquence
		C2*		24 620	9 620		
		C3*		33 467	18 467		
3	Notification (N) ^{a)}	N1* ^{d)}	Notification en vue de l'inscription dans le Fichier de référence international des fréquences des assignations de fréquence à un réseau à satellite soumis à la coordination au titre de la Section II de l'Article 9 (à l'exception d'un réseau à satellite non géostationnaire assujetti uniquement au numéro 9.21). Note – la Notification comprend également l'application des Résolutions 4 et 49 , des numéros 11.32a (voir la note a), 11.41, 11.47, 11.49 , de la sous-section iid de l'Article 9 , des sections 1 et 2 de l'Article 13 et de l'Article 14 et ne sera pas facturée séparément.	30 910	15 910	150	Produit du nombre d'assignations de fréquence, du nombre de classes de station et du nombre d'émissions, pour tous les groupes d'assignations de fréquence
		N2*		57 920	42 920		
		N3*		57 920	42 920		
		N4	Notification en vue de l'inscription dans le Fichier de référence international des fréquences des assignations de fréquence à un réseau à satellite non géostationnaire non soumis à la coordination au titre de la Section II de l'Article 9 ou assujetti uniquement au numéro 9.21 .	7 030		Sans objet	

Type		Catégorie		Droit fixe par fiche de notification (en CHF) (≥ 100 unités, le cas échéant)	Droit fixe par fiche de notification (en CHF) (< 100 unités)	Droit par unité (en CHF) (< 100 unités)	Unité assujettie au recouvrement des coûts
4	Plans (P)	P1	Section spéciale (Partie A) pour un projet d'assignation nouvelle ou modifiée figurant dans la Liste pour les Régions 1 et 3 ou les Listes des utilisations additionnelles par les liaisons de connexion au titre du § 4.1.5 ou proposition de modification des Plans pour la Région 2 au titre du § 4.2.8 de l'Appendice 30 ou 30A; ou Section spéciale (Partie B) pour un projet d'assignation nouvelle ou modifiée figurant dans la Liste pour les Régions 1 et 3 ou les Listes des utilisations additionnelles par les liaisons de connexion au titre du § 4.1.15 (sauf Section spéciale Partie B relative à l'application de la Résolution 548 (CMR-03)) ou proposition de modification des Plans pour la Région 2 au titre du § 4.2.19 des Appendices 30 ou 30A ^{b)} .	28 870		Sans objet	
		P2 ^{d)}	Notification en vue de l'inscription dans le Fichier de référence international des fréquences d'assignations de fréquence aux stations spatiales du service de radiodiffusion par satellite et aux liaisons de connexion associées dans les Régions 1 et 3 ou dans la Région 2 au titre de l'Article 5 des Appendices 30 ou 30A ^{b)} .	11 550			
		P3	Demande de coordination conformément à l'Article 2A des Appendices 30 et 30A.	12 000			
		P4	Demande de conversion d'un allotissement en une assignation avec une modification allant au-delà de l'enveloppe des caractéristiques de l'allotissement initial ou d'introduction d'un système additionnel ou bien encore de modification d'une assignation figurant dans la Liste conformément au § 6.1 de l'Article 6 de l'Appendice 30B; ou demande d'inclusion d'assignations figurant dans la Liste pour un allotissement résultant d'une conversion avec une modification allant au-delà de l'enveloppe des caractéristiques de l'allotissement initial, d'introduction d'un système additionnel ou de modification d'assignations figurant dans la Liste conformément au § 6.17 de l'Article 6 de l'Appendice 30B ^{c)} .	25 350			
		P5 ^{d)}	Notification en vue de l'inscription dans le Fichier de référence international des fréquences d'assignations de fréquence aux stations spatiales du service fixe par satellite conformément à l'Article 8 de l'Appendice 30B.	20 280			

- a) Les droits pour les catégories N1, N2 et N3 sont applicables à la première notification d'assignations qui contient aussi une demande d'application du numéro 11.32A. Si cette application n'est pas demandée, 70% des droits indiqués s'appliqueront, les 30% restants étant perçus pour une éventuelle demande ultérieure d'application du numéro 11.32A.
- b) Dans cette catégorie, étant donné qu'une fiche de notification pour le service de radiodiffusion par satellite en Région 2 et de sa liaison de connexion associée contient à la fois la liaison descendante (Appendice 30) et la liaison de connexion (Appendice 30A), qui sont examinées et publiées conjointement, le droit total applicable à cette fiche de notification vaut le double du droit indiqué dans la colonne "Droit fixe par fiche de notification".
- c) Les droits à acquitter pour une demande soumise au titre du § 6.17 de l'Article 6 de l'Appendice 30B couvrent également la possibilité d'une demande ultérieure (nouvelle soumission) au titre du § 6.25. Aucun droit ne sera perçu pour une demande soumise au titre du § 6.17 de l'Article 6 de l'Appendice 30B pour une soumission traitée comme celle au titre du § 6.1 conformément au § 7.7 de l'Article 7.
- d) Pour les cas de regroupement d'assignations de fréquence de différents réseaux OSG dans le Fichier de référence international des fréquences qui ont été soumis par une administration (ou une administration agissant au nom d'un groupe d'administrations nommément désignées) au titre de l'Article 11 du Règlement des radiocommunications, la catégorie N1 s'applique; pour les cas soumis au titre de l'Appendice 30 ou de l'Appendice 30A, la catégorie P2 s'applique; pour les cas soumis au titre de l'Appendice 30B, la catégorie P5 s'applique.

*** Définition des catégories de coordination (C) et de notification (N)**

La relation entre la catégorie de coordination (C1, C2, C3) ou la catégorie de notification (N1, N2, N3) et le nombre de types de coordination applicables à une demande de coordination ou à la notification de tel ou tel réseau à satellite est la suivante:

- C1 et N1 correspondent à une fiche de notification de réseau à satellite ne faisant intervenir qu'un seul type de coordination assujetti au recouvrement des coûts (A, B, C, D, E ou F). Les deux catégories comprennent également les cas dans lesquels aucun type de coordination ne s'applique compte tenu de la conclusion défavorable relativement au numéro 11.31 du Règlement des radiocommunications, formulée pour toutes les assignations de fréquence du réseau faisant l'objet de la fiche de notification soumise, ou les cas comportant des assignations de fréquence publiées uniquement pour information.
- C2 et N2 correspondent à une fiche de notification de réseau à satellite faisant intervenir deux ou trois types de coordination assujettis au recouvrement des coûts, quels qu'ils soient (A, B, C, D, E ou F).
- C3 et N3 correspondent à une fiche de notification de réseau à satellite faisant intervenir quatre ou plus de quatre types de coordination assujettis au recouvrement des coûts, quels qu'ils soient (A, B, C, D, E ou F).

Type de coordination assujetti au recouvrement des coûts	Différents types de coordination prévus dans le Règlement des radiocommunications
A	Numéro 9.7, RS33.3
B	AP30 7.1, AP30A 7.1
C	Numéro 9.11, RS33 2.1, RS539
D	Numéros 9.7B, 9.11A, 9.12, 9.12A, 9.13, 9.14
E	Numéro 9.7A ⁴
F	Numéro 9.21

Réf.: Documents C01/100, C01/129, C08/103, C08/106, C12/95(Rev.2), C12/110, C13/112 et C13/122.

D 545 **Non-paiement des droits perçus au titre du recouvrement des coûts pour le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite**
(C07)

Le Conseil

considérant

a) la révision de la méthode de détermination des droits et du barème des droits applicables au recouvrement des coûts pour le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite, établis dans la Décision 482, modifiée par le Conseil à sa session de 2002;

⁴ Recouvrement des coûts pour la catégorie C1 uniquement. Voir également le point 11 du *décide*.

- b) la nécessité de prendre certaines mesures correctives pour remédier aux écarts par rapport à la méthode de détermination des droits applicables au traitement des fiches de notification des réseaux à satellite, telle qu'elle est décrite dans la Décision 482 du Conseil (session de 2002) pour certains réseaux, écarts qui aboutissent à l'établissement de factures dont le montant élevé peut ne pas refléter le volume de travail;
- c) que, par sa Décision 513, le Conseil, à sa session de 2003, a convenu de la nécessité d'étudier provisoirement cette question, dans l'attente de l'examen de la méthode de détermination des droits par le Conseil à sa session de 2004;
- d) que l'application de la Décision 513 a continué de donner lieu, dans certains cas, à des factures d'un montant nettement supérieur à 100 000 CHF;
- e) que, par sa Résolution 88 (Rév. Marrakech, 2002), la Conférence de plénipotentiaires a approuvé le principe de l'annulation d'une fiche de notification dans le cas où les droits correspondants perçus au titre du recouvrement des coûts n'ont pas été réglés en temps voulu, et a fixé la date d'entrée en vigueur des dispositions correspondantes du Règlement des radiocommunications au 1^{er} août 2003;
- f) que, aux termes du Règlement financier, toute décision d'annulation des dettes des Etats Membres demeure de la compétence exclusive de la Conférence de plénipotentiaires;
- g) que l'annulation d'une fiche de notification d'un réseau à satellite n'entraîne pas l'annulation de la facture émise par l'UIT;
- h) que le Conseil, à sa session de 2005, a mis en place un mécanisme révisé concernant le recouvrement des coûts pour le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite, figurant actuellement dans la Décision 482 (modifiée en 2005) qui, jusqu'à présent, donne satisfaction aux membres de l'UIT,

compte tenu

du fait que la Conférence de plénipotentiaires a adopté la Décision 10 (Antalya, 2006) sur la mise en œuvre de mesures correctives additionnelles concernant le recouvrement des coûts pour le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite; et

qu'elle a autorisé le Conseil à décider du paiement ou du non-paiement des droits pour des fiches de notification de réseaux à satellite annulées pour défaut de paiement,

reconnaissant

que le Bureau des radiocommunications a fourni un volume de travail considérable pour traiter ces réseaux et les publier dans la BR IFIC pertinente, avant que ceux-ci aient été annulés pour défaut de paiement,

reconnaissant en outre

que l'Union fait actuellement face à de graves difficultés en raison, d'une part, du maintien de la croissance zéro du montant de l'unité contributive et, d'autre part, de la réduction du nombre d'unités contributives et de l'augmentation des dépenses,

décide

1 que, s'agissant des fiches notification de réseaux à satellite annulées pour défaut de paiement, en application des dispositions pertinentes du Règlement des radiocommunications, les droits ci-après s'appliquent:

- 50% du droit d'origine figurant sur les factures en souffrance (Décision 10 (Antalya, 2006));

2 que le paiement de factures révisées ne donnera pas lieu au rétablissement d'un réseau pour défaut de paiement, conformément aux dispositions pertinentes du Règlement des radiocommunications;

3 que, une fois les factures révisées payées, les droits au titre du recouvrement des coûts pour le traitement des réseaux à satellite seront considérés comme acquittés;

4 de prélever le montant nécessaire du Fonds de réserve, pour autant que ce montant ne dépasse pas 2 760 000 CHF,

décide en outre

1 que les points 1 et 2 du *décide* s'appliqueront aussi aux fiches de notification de réseaux à satellite pour lesquelles le paiement a été reçu après l'annulation des fiches en application des dispositions pertinentes du Règlement des radiocommunications;

2 que les points 1 et 2 du *décide* ci-dessus doivent s'appliquer uniquement aux fiches de notification de réseaux à satellite annulées ayant été reçues avant le 1^{er} janvier 2006,

charge le Secrétaire général

de conclure des plans d'amortissement avec les Etats Membres qui en feraient la demande suite à la révision des factures relatives à la mise en œuvre du recouvrement des coûts des fiches de notification des réseaux à satellite concernées par cette Décision à la lumière de la Résolution 41 (Rév. Antalya, 2006).

Liste des administrations et des montants révisés des droits conformément
au *décide* 1 de la Décision 545 (Conseil, 2007)

Administration	Montant total révisé des droits (CHF)
Australie	147 898,50
Bésil	14 000,00
Chine	253 696,00
Egypte	8 400,00
France	1 289 887,00
Pays-Bas	8 400,00
Inde	10 222,50
Indonésie	15 156,00
Iran (Rép. islamique d')	21 000,00
Lao (R.d.p.)	126 928,00
Luxembourg	45 000,00
Mexique	8 400,00
Norvège	11 200,00
Philippines	6 477,50
Fédération de Russie	254 293,50
Uruguay	58 180,00
Etats-Unis d'Amérique	276 178,00
VEN/ASA	29 400,00
Viet Nam	34 400,00
Total	2 619 117,00

Liste des administrations et des montants révisés des droits conformément
au *décide* 1 de la Décision 545 (Conseil, 2007)

Administration	Montant total révisé des droits (CHF)
Australie	13 300,00
Bélarus	52 500,00
Israël	12 310,00
Fédération de Russie	21 000,00
Etats-Unis d'Amérique	39 253,00
Total	138 363,00

Réf.: Documents C07/85 et C07/104.

D 565 **Nomination des membres du Comité consultatif indépendant pour les questions
(C11) de gestion (CCIG)**

Le Conseil,

considérant

le rapport du comité de sélection du CCIG pour la nomination des membres du CCIG,

tenant compte

du mandat du CCIG, figurant dans la Résolution 162 (Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires,

décide

1 de nommer les cinq experts indépendants suivants en tant que membres du CCIG, pour une période de quatre ans:

- a) Mme Emilie Beate DEGEN, ressortissante de la République fédérale d'Allemagne;
- b) M. Abdessalam EL HAROUCHY, ressortissant du Royaume du Maroc;
- c) M. Andrei KOROTKOV, ressortissant de la Fédération de Russie;
- d) M. Graham MILLER, ressortissant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord;
- e) M. Thomas REPASCH, ressortissant des Etats-Unis d'Amérique;

2 de noter que le comité de sélection a transmis au Secrétariat de l'UIT une liste de candidats suffisamment qualifiés, afin de pourvoir un siège devenu vacant pour quelle que raison que ce soit au cours d'un mandat du CCIG.

Réf.: Documents C11/109 et C11/120.

D 566 Vérification des comptes de l'Union

(C11)

Le Conseil,

considérant

- a) la Résolution 94 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires;
- b) le rapport du Comité d'évaluation en vue de la sélection du Vérificateur extérieur des comptes de l'UIT,

tenant compte

du Règlement financier et des Règles financières de l'UIT (2011),

décide

de désigner l'institution supérieure de contrôle des finances publiques de l'Italie (Corte dei Conti) Vérificateur extérieur des comptes de l'UIT chargé de vérifier les états financiers de l'Union pour 2012, 2013, 2014 et 2015,

charge le Secrétaire général

de porter la présente décision à la connaissance du Président de l'institution supérieure de contrôle des finances publiques de l'Italie et de conclure un contrat avec lui, selon qu'il conviendra.

Réf.: Documents C11/110 et C11/120

D 571 Accès en ligne gratuit aux Règlements administratifs, aux Résolutions et aux Décisions du Conseil ainsi qu'à d'autres publications de l'UIT

(C12, dernière mod. C14)

Le Conseil,

notant

- a) la Décision 12 (Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires concernant l'accès en ligne gratuit aux publications de l'UIT, par laquelle cette Conférence a approuvé l'accès en ligne gratuit aux Recommandations de l'UIT-T, aux Recommandations et aux Rapports de l'UIT-R, aux textes fondamentaux de l'Union et aux Actes finals des Conférences de plénipotentiaires;
- b) qu'en vertu de la Décision 12, le Conseil a été chargé de procéder à une étude globale sur les coûts/avantages de la fourniture d'un accès en ligne gratuit aux autres textes de l'Union, y compris aux Règlements administratifs de l'Union,

notant en outre

- a) que l'article 4 de la Constitution de l'UIT définit les Règlements administratifs (c'est-à-dire le Règlement des télécommunications internationales et le Règlement des radiocommunications) comme étant des instruments de l'Union qui complètent la Constitution et la Convention de l'UIT;
- b) que l'article 6 de la Constitution de l'UIT dispose que les Etats Membres sont tenus de se conformer aux dispositions des Règlements administratifs;
- c) que, conformément à l'article 10 de la Constitution, dans l'intervalle qui sépare les Conférences de plénipotentiaires, le Conseil, en sa qualité d'organe directeur de l'Union, agit en tant que mandataire de la Conférence de plénipotentiaires dans les limites des pouvoirs délégués par celle-ci et que les Résolutions et

Décisions du Conseil sont des instruments permettant d'assurer la coordination efficace des activités de l'Union et d'exercer un contrôle financier effectif sur le Secrétariat général et les trois Secteurs;

d) que dans la Résolution 9 (Rév.Dubaï, 2014) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications, intitulée "Participation des pays, en particulier des pays en développement, à la gestion du spectre radioélectrique", il est reconnu qu'il est important de faciliter l'accès aux documents concernant les radiocommunications, afin de faciliter la tâche des gestionnaires du spectre des fréquences radioélectriques;

e) la Résolution 34 (Rév.Dubaï, 2014) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications relative au rôle des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication dans la préparation en prévision des catastrophes, l'alerte avancée, l'atténuation des effets des catastrophes, les interventions et les opérations de secours et de sauvetage, qui souligne l'importance des publications de l'UIT concernant ce domaine d'activité, pour la population,

considérant

a) que la fourniture d'un accès en ligne gratuit aux instruments de l'Union contribue à la réalisation de l'objet fondamental de l'Union, tel qu'il est défini dans l'article 1 de la Constitution de l'UIT;

b) que, en ce qui concerne les instruments de l'UIT destinés à être incorporés dans les législations nationales, les Etats Membres sont *de facto* libres de reproduire, de traduire et de publier ces textes sur les sites web officiels des services de leur administration publique, ainsi qu'au Journal officiel ou dans toute publication équivalente, conformément à leurs législations nationales respectives;

c) que la fourniture d'un accès en ligne gratuit aux Résolutions et aux Décisions du Conseil aide les Etats Membres et les Membres de Secteur de l'UIT à obtenir des renseignements concernant les plans, le budget et les activités du Secrétariat général ainsi que des trois Secteurs entre les Conférences de plénipotentiaires;

d) qu'une participation accrue aux activités de l'UIT est fondamentale pour accroître le renforcement des capacités et le potentiel de développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les pays en développement, et aboutir ainsi à une réduction de la fracture numérique;

e) que, pour pouvoir faciliter, accroître et améliorer la participation des Etats Membres et des Membres de Secteur des pays en développement aux activités de l'UIT, ces membres doivent être en mesure d'interpréter et de mettre en œuvre les publications techniques de l'UIT, les textes fondamentaux de l'Union et les instruments de l'Union;

f) que les publications de l'UIT relatives à l'utilisation des télécommunications/TIC en situation d'urgence sont utiles pour l'établissement de plans nationaux d'intervention et de secours en cas de catastrophe, notamment en tenant compte des conditions politiques et réglementaires propices à mettre en place pour appuyer le développement et l'utilisation efficace des télécommunications/TIC pour l'atténuation des effets des catastrophes, les interventions et les secours en cas de catastrophe, et doivent donc être mises à la disposition de la population;

g) que, pour faire en sorte que les pays en développement aient accès aux publications de l'UIT, un moyen efficace est de les rendre accessibles en ligne gratuitement,

considérant en outre

que la fourniture d'un accès en ligne gratuit aux publications de l'UIT peut réduire la demande d'exemplaires papier de ces documents, ce qui va dans le sens de la tendance actuelle à l'UIT consistant à utiliser les documents en version électronique et à organiser des réunions sans document papier, ainsi que de l'objectif général des Nations Unies, qui est de réduire l'utilisation du papier et les émissions de gaz à effet de serre,

tenant compte

a) du fait que la fourniture au grand public d'un accès en ligne gratuit au Règlement des radiocommunications, comme indiqué dans les Documents C13/21, C13/81 et C14/21 n'a eu aucune incidence financière négative en 2012 et en 2013;

b) que, conformément au Document C13/81, pendant la période d'essai de l'accès en ligne gratuit et ouvert, les recettes tirées des ventes du Règlement des radiocommunications sur papier et sur DVD ont augmenté en 2012 de plus de 60% par rapport aux ventes tous formats confondus (achats en ligne compris) pendant la même période en 2008, année où l'édition précédente du Règlement des radiocommunications avait été publiée,

décide

1 de fournir au grand public un accès en ligne gratuit, à titre permanent, au Règlement des télécommunications internationales;

2 de fournir au grand public un accès en ligne gratuit, à titre permanent, au Règlement des radiocommunications;

3 de fournir au grand public un accès en ligne gratuit, à titre permanent, aux Règles de procédure;

4 de fournir au grand public un accès en ligne gratuit, à titre permanent, aux Résolutions et aux Décisions du Conseil;

5 de fournir au grand public un accès en ligne gratuit, à titre permanent, aux Manuels de l'UIT-R sur la gestion du spectre des fréquences radioélectriques¹;

6 de fournir au grand public, à titre permanent, un accès en ligne gratuit aux publications de l'UIT relatives à l'utilisation des télécommunications/TIC au service de la préparation en prévision des catastrophes, de l'alerte avancée, de l'atténuation des effets des catastrophes, des interventions et des opérations de secours et de sauvetage en cas de catastrophe;

7 que les exemplaires papier du Règlement des télécommunications internationales, du Règlement des radiocommunications et des Règles de procédure continueront d'être payants, sur la base d'une politique de "double prix", selon laquelle les Etats Membres, les Membres de Secteur, les Associés et les établissements universitaires acquitteront un prix calculé sur la base du recouvrement des coûts, tandis que tous les autres, à savoir les non-membres, acquitteront le "prix du marché"²;

8 que les exemplaires papier des Manuels de l'UIT-R sur la gestion du spectre des fréquences radioélectriques et les publications de l'UIT relatives à l'utilisation des télécommunications/TIC au service de la préparation en prévision des catastrophes, de l'alerte avancée, de l'atténuation des effets des catastrophes, des interventions et des opérations de secours et de sauvetage en cas de catastrophe continueront d'être payants, sur la base d'une politique de "double prix", selon laquelle les Etats Membres, les Membres de Secteur, les Associés et les établissements universitaires acquitteront un prix calculé sur la base du recouvrement des coûts, tandis que tous les autres, à savoir les non-membres, acquitteront le "prix du marché"²,

¹ Il s'agit des Manuels de l'UIT-R sur la gestion nationale du spectre, sur l'application des techniques informatiques à la gestion du spectre et sur le contrôle du spectre radioélectrique.

² Conformément à la Résolution 66 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires, par "prix du marché", on entend le prix déterminé par la Division des ventes et du marketing, qui est établi de façon à augmenter au maximum les recettes, sans toutefois être trop élevé pour ne pas décourager les ventes.

charge les Directeurs des Bureaux

d'établir des listes des publications importantes qu'il est proposé de rendre accessibles gratuitement en ligne, avec l'assistance des Groupes consultatifs des Secteurs,

charge le Secrétaire général

de présenter au Conseil à sa session de 2015 ainsi qu'à la Conférence de plénipotentiaires de 2014 un rapport sur l'incidence de la mise en œuvre des points 2, 3, 4, 5 et 6 du *décide* ci-dessus sur les propositions relatives à l'accès en ligne gratuit aux publications soumises conformément au *charge les Directeurs des Bureaux* ci-dessus, et sur les moyens de compenser les incidences financières avec l'assistance des Directeurs des Bureaux et des Groupes consultatifs des Secteurs, si de telles incidences sont identifiées.

Réf.: Documents C12/103 et C12/110; C13/103 et C13/105; C14/96 et C14/97.

D 574 **Accès en ligne gratuit aux rapports finals des Conférences mondiales**
(C13) **de développement des télécommunications**

Le Conseil,

notant

a) la Décision 12 (Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires concernant l'accès en ligne gratuit aux publications de l'UIT, par laquelle celle-ci a approuvé l'accès en ligne gratuit aux Recommandations UIT-T, aux Recommandations et aux Rapports UIT-R, aux textes fondamentaux de l'Union et aux Actes finals des Conférences de plénipotentiaires;

b) qu'en vertu de cette Décision, le Conseil a été chargé de procéder à une étude globale sur les coûts/avantages de la fourniture d'un accès en ligne gratuit aux autres textes de l'Union, y compris aux Règlements administratifs de l'Union;

c) la Décision 571 du Conseil (2012) sur l'accès en ligne gratuit aux Règlements administratifs, par laquelle le Conseil a approuvé la fourniture d'un accès en ligne gratuit, à titre permanent, au Règlement des télécommunications internationales (RTI) et d'un accès en ligne gratuit, à titre temporaire, au Règlement des radiocommunications, pendant une période d'essai allant jusqu'à la Conférence de plénipotentiaires de 2014,

notant en outre

a) que conformément à l'article 16 de la Convention de l'UIT, les Conférences mondiales de développement des télécommunications (CMDT) ont notamment pour rôle de permettre l'expansion et la modernisation des réseaux et des services des pays en développement et que les CMDT constituent un cadre pour l'examen des questions de politique générale, d'organisation, d'exploitation, réglementaires, techniques, financières et des aspects connexes, y compris la recherche de nouvelles sources de financement et leur mise en œuvre;

b) que la Conférence mondiale de développement des télécommunications de 2010 (CMDT-10) a approuvé:

- le Plan d'action d'Hyderabad;
- le projet de Plan stratégique du Secteur de l'UIT-D pour 2012-2015;
- la Déclaration d'Hyderabad;
- la structure du Groupe consultatif pour le développement des télécommunications (GCDT) ainsi que son Président et ses Vice-Présidents;

- la structure des Commissions d'études de l'UIT-D, leur mandat, leurs Présidents et Vice-Présidents et les questions à étudier;
- 28 initiatives régionales pour les six macro-régions du globe (Afrique, Amériques, Etats arabes, Asie-Pacifique, CEI et Europe), des lignes directrices relatives à leur mise en oeuvre et les résultats attendus;
- les rapports sur les résultats des réunions préparatoires régionales en vue de la CMDT-10;
- cinq programmes et les domaines prioritaires correspondants pour la mise en oeuvre du mandat fondamental de l'UIT-D;
- 64 Résolutions sur la gestion de la structure de l'UIT-D et sur les questions techniques que doivent étudier les Commission d'études,

considérant

- a) que la fourniture d'un accès en ligne gratuit aux instruments de l'Union contribue à la réalisation de l'objet fondamental de l'Union, tel qu'il est défini dans l'article 1 de la Constitution de l'UIT;
- b) que, en ce qui concerne les instruments de l'UIT destinés à être incorporés dans les législations nationales, les Etats Membres sont *de facto* libres de reproduire, de traduire et de publier ces textes sur les sites web officiels des services de leur administration publique, ainsi qu'au Journal officiel ou dans toute publication équivalente, conformément à leurs législations nationales respectives;
- c) qu'une participation accrue aux activités de l'UIT est fondamentale pour accroître le renforcement des capacités et le potentiel de développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les pays en développement, et aboutir ainsi à une réduction de la fracture numérique;
- d) que, pour pouvoir faciliter, accroître et améliorer la participation des Etats Membres et des Membres de Secteur des pays en développement aux activités de l'UIT, ces membres doivent être en mesure d'interpréter et de mettre en oeuvre les publications techniques de l'UIT, les textes fondamentaux de l'Union et les instruments de l'Union;
- e) que, pour faire en sorte que les pays en développement aient accès aux publications de l'UIT, un moyen efficace est de les rendre accessibles en ligne gratuitement,

considérant en outre

que la fourniture d'un accès en ligne gratuit aux publications de l'UIT peut réduire la demande d'exemplaires papier de ces documents, ce qui va dans le sens de la tendance actuelle à l'UIT consistant à utiliser les documents en version électronique et à organiser des réunions sans document papier, ainsi que de l'objectif général des Nations Unies, qui est de réduire l'utilisation du papier et les émissions de gaz à effet de serre,

reconnaissant

que les mesures précédentes prises pour assurer l'accès en ligne gratuit à certaines publications de l'UIT se sont traduites par la diffusion des normes de l'UIT auprès d'un public plus large, notamment dans les pays en développement qui connaissent des difficultés financières, ont contribué à mieux faire connaître la mission et le mandat de l'UIT et à renforcer son rôle en tant qu'autorité mondiale dans le domaine des télécommunications,

décide

- 1 de fournir au grand public un accès en ligne gratuit aux rapports finals des Conférences mondiales de développement des télécommunications;
- 2 que les exemplaires papier et sur CD/DVD-Rom des rapports finals des Conférences mondiales de développement des télécommunications continueront d'être payants, conformément à la Résolution 66 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires, sur la base d'une politique de "double prix", selon laquelle les Etats Membres, les Membres de Secteur, les Associés et les établissements universitaires

acquitteront un prix calculé sur la base du recouvrement des coûts, tandis que tous les autres, à savoir les non-membres, acquitteront le "prix du marché"¹,

charge le Secrétaire général

de présenter à la Conférence mondiale de développement des télécommunications de 2014 (CMDT-14), au Conseil à sa session de 2014 et à la Conférence de plénipotentiaires de 2014 un rapport sur l'incidence de la mise en oeuvre des points 1 et 2 du *décide* ci-dessus sur les recettes ainsi que sur les moyens de compenser les incidences financières, si de telles incidences sont identifiées.

Réf.: Documents C13/93 et C13/92.

D 578 **Passation par pertes et profits d'intérêts moratoires, de créances irrécupérables**
(C13) **et d'une créance d'un membre bénéficiant d'une exonération**

Le Conseil,

ayant examiné

le Rapport du Secrétaire général sur les arriérés et comptes spéciaux d'arriérés (Document C13/11),

décide

d'approuver la passation par pertes et profits des intérêts moratoires, des créances irrécupérables et d'une créance d'un membre bénéficiant d'une exonération suivants pour un montant total de **4 785 107,85 CHF** par un prélèvement correspondant de la Provision pour comptes débiteurs:

- Argentine, pour un montant de 99 392,85 CHF au titre des intérêts moratoires sur les contributions de 1999 à 2003.
- République démocratique du Congo, pour un montant de 1 545 704,45 CHF au titre des intérêts moratoires sur les contributions de 1991 à 2012.
- Turkménistan, pour un montant de 844 548,25 CHF au titre des intérêts moratoires sur les contributions de 2001 à 2013.
- MVS Comunicaciones, Mexique, pour un montant de 11 184,40 CHF au titre des intérêts moratoires sur les contributions de 2001 à 2004.
- Dell Marketing L.P. (Ex. Force 10), Etats-Unis d'Amérique, pour un montant de 17 256,80 CHF au titre des contributions (15 900,00 CHF) et intérêts moratoires (1 356,80 CHF) de 2011.
- EMS Technologies, Canada, pour un montant de 30 317,35 CHF au titre des contributions (21 200,00 CHF) et intérêts moratoires (9 117,35 CHF) de 2006 et 2007.
- Nortel Networks, Canada, pour un montant de 17 673,75 CHF au titre des contributions de 2009 et 2010.
- DS2, Espagne, pour un montant de 20 400,40 CHF au titre des contributions (18 550,00 CHF) et intérêts moratoires (1 850,40 CHF) de 2010.
- Semiconductores de Investigación y Diseño (SIDSA), Espagne, pour un montant de 11 657,35 CHF au titre des contributions (10 600,00 CHF) et intérêts moratoires (1 057,35 CHF) de 2010.

¹ Par "prix du marché", on entend le prix déterminé par la Division des ventes et du marketing, qui est établi de façon à augmenter au maximum les recettes, sans toutefois être trop élevé pour ne pas décourager les ventes.

- Anagram Inc., Etats-Unis d'Amérique, pour un montant de 11 657,35 CHF au titre des contributions (10 600,00 CHF) et intérêts moratoires (1 057,35 CHF) de 2011.
- CompassRose International Inc., Etats-Unis d'Amérique, pour un montant de 6 923,15 CHF au titre des contributions (6 625,00 CHF) et intérêts moratoires (298,15 CHF) de 2011.
- Continuous Computing Corporation, Etats-Unis d'Amérique, pour un montant de 101 990,70 CHF au titre des contributions (60 375,00 CHF) et intérêts moratoires (41 615,70 CHF) de 2003 et 2004.
- Integral Access Inc., Etats-Unis d'Amérique, pour un montant de 66 414,70 CHF au titre des contributions (41 216,30 CHF) et intérêts moratoires (25 198,40 CHF) de 2003 à 2006.
- Mintera Corporation, Etats-Unis d'Amérique, pour un montant de 28 116,35 CHF au titre des contributions (17 500,00 CHF) et intérêts moratoires (10 616,35 CHF) de 2004 et 2005.
- Oracle (Ex. Sun Microsystems Inc.), Etats-Unis d'Amérique, pour un montant de 461 704,85 CHF au titre des contributions (253 600,00 CHF) et intérêts moratoires (208 104,85 CHF) de 1999 à 2006.
- Nayna Networks Inc., Etats-Unis d'Amérique, pour un montant de 190 013,85 CHF au titre des contributions (110 250,00 CHF) et intérêts moratoires (79 763,85 CHF) de 2002 à 2005.
- Raychem Corporation, Etats-Unis d'Amérique, pour un montant de 342 932,75 CHF au titre des contributions (189 000,00 CHF) et intérêts moratoires (153 932,75 CHF) de 1999 à 2005.
- SkyOnline Inc., Etats-Unis d'Amérique, pour un montant de 38 454,40 CHF au titre des contributions (20 747,45 CHF) et intérêts moratoires (17 706,95 CHF) de 2000 à 2004.
- Zaiq Technologies Inc., Etats-Unis d'Amérique, pour un montant de 12 253,80 CHF au titre des contributions (7 000,00 CHF) et intérêts moratoires (5 253,80 CHF) de 2003.
- COMINCOM Ltd., Fédération de Russie, pour un montant de 372 112,75 CHF au titre des contributions (180 375,00 CHF) et intérêts moratoires (191 737,75 CHF) de 1997 à 2002.
- Eutelia S.p.A., Italie, pour un montant de 156 190,65 CHF au titre des contributions (115 500,00 CHF) et intérêts moratoires (40 690,65 CHF) de 2004 et 2005.
- 1021 Technologies Inc., Japon, pour un montant de 72 042,40 CHF au titre des contributions (63 600,00 CHF) et intérêts moratoires (8 442,40 CHF) de 2006 et 2007.
- The Convention Ltd., Japon, pour un montant de 5 680,05 CHF au titre d'une facture "divers" de 2010.
- Global VSAT Forum, Royaume-Uni, pour un montant de 10 232,45 CHF au titre des contributions (6 562,50 CHF) et intérêts moratoires (3 669,95 CHF) de 2003.
- Community of Yugoslav PTT, Serbie, pour un montant de 297 366,05 CHF au titre des contributions (213 975,00 CHF) et intérêts moratoires (83 391,05 CHF) de 2005 à 2007.
- Fondation internationale pour les enfants du monde (FIEM), Suisse, pour un montant de 12 886,00 CHF au titre des contributions (9 937,50 CHF) et intérêts moratoires (2 948,50 CHF) de 2007 à 2009.

Réf.: Documents C13/110 et C13/122.

D 581 **Passation par pertes et profits d'intérêts moratoires et de créances irrécupérables**
(C14)

Le Conseil,

ayant examiné

le Rapport du Secrétaire général sur les arriérés et comptes spéciaux d'arriérés (Document C14/11),

décide

d'approuver la passation par pertes et profits des intérêts moratoires et des créances irrécupérables suivants pour un montant total de **1 124 518,94 CHF** par un prélèvement correspondant de la Provision pour comptes débiteurs:

- Guinée équatoriale, pour un montant de 22 523,10 CHF au titre des intérêts moratoires sur les contributions de 2009 à 2013.
- République islamique d'Iran, pour un montant de 107 768,25 CHF au titre des intérêts moratoires sur les contributions de 2008 à 2012.
- Israël, pour un montant de 7 526,00 CHF au titre des intérêts moratoires sur la contribution de 2013.
- Nigéria, pour un montant de 191 108,45 CHF au titre des intérêts moratoires sur les contributions de 2011 à 2013.
- Sénégal, pour un montant de 36 368,35 CHF au titre des intérêts moratoires sur les contributions de 2011 et 2012.
- Tchad, pour un montant de 51 051,62 CHF au titre des intérêts moratoires sur les contributions de 1971 à 2013.
- Time dotCom Berhad, Malaisie, pour un montant de 19 168,95 CHF au titre des intérêts moratoires sur la contribution de 2005.
- National Space Research and Development (NARSDA), Nigéria, pour un montant de 40 613,70 CHF au titre des intérêts moratoires sur les contributions de 2004 à 2007.
- Ondas Medias S.A., Espagne, pour un montant de 39 294,55 CHF au titre des contributions (31 800,00 CHF) et intérêts moratoires (7 494,55 CHF) de 2009.
- Avanex Corporation, Etats-Unis d'Amérique, pour un montant de 13 884,10 CHF au titre des contributions (10 600,00 CHF) et intérêts moratoires (3 284,10 CHF) de 2008.
- Cantata Technology, Etats-Unis d'Amérique, pour un montant de 90 951,80 CHF au titre des contributions (63 600,00 CHF) et intérêts moratoires (27 351,80 CHF) de 2006 et 2007.
- Cooper Mountain Networks Inc., Etats-Unis d'Amérique, pour un montant de 203 426,35 CHF au titre des contributions (126 300,00 CHF) et intérêts moratoires (77 126,35 CHF) de 2000 à 2006.
- Corvis Corporation, Etats-Unis d'Amérique, pour un montant de 203 145,50 CHF au titre des contributions (126 300,00 CHF) et intérêts moratoires (76 845,50 CHF) de 2003 à 2006.
- Entrisphere Inc., Etats-Unis d'Amérique, pour un montant de 14 717,15 CHF au titre des contributions (10 600,00 CHF) et intérêts moratoires (4 117,15 CHF) de 2007.

- ESS Technology Inc. (Ex. NetRidium Communications Inc.), Etats-Unis d'Amérique, pour un montant de 10 310,05 CHF au titre des contributions (5 250,00 CHF) et intérêts moratoires (5 060,05 CHF) de 2001.
- Photonic Bridges Inc., Etats-Unis d'Amérique, pour un montant de 46 697,60 CHF au titre des contributions (31 700,00 CHF) et intérêts moratoires (14 997,60 CHF) de 2005 à 2007.
- Pulse-LINK, Etats-Unis d'Amérique, pour un montant de 11 246,27 CHF au titre des contributions (11 199,92 CHF) et intérêts moratoires (46,35 CHF) de 2008 et 2009.
- Veebeam Ltd. (Ex. Artimi), Royaume-Uni, pour un montant de 14 717,15 CHF au titre des contributions (10 600,00 CHF) et intérêts moratoires (4 117,15 CHF) de 2008.

Réf.: Documents C14/99 et C14/100.

2 QUESTIONS DE PERSONNEL

2.1 Conditions d'emploi

R 260 Congés pour service militaire

(C-1952,
dernière
mod. C-1954)

Le Conseil,

estimant que le versement des traitements du personnel de l'UIT mis en congé pour service militaire, quelle que soit la durée de ce service, ainsi que toutes les autres dépenses découlant de l'appel sous les drapeaux, doivent être supportés par le pays en faveur duquel le service militaire est accompli,

décide que l'Union ne supportera aucune dépense relative à l'appel sous les drapeaux de son personnel,

invite le Secrétaire général à se conformer à la présente décision.

Réf.: Document 1606/CA9 (1954).

R 261 Situation des familles des fonctionnaires de l'Union susceptibles de répondre à un ordre de mobilisation

(C-1952)

Le Conseil,

considérant

- a) la Résolution 260;
- b) la situation faite au personnel de l'Union au cours des deux guerres mondiales;
- c) que l'internationalisation du recrutement des fonctionnaires de l'Union a eu pour effet d'appeler à Genève des ressortissants de pays lointains;
- d) la situation qui pourrait résulter, pour les membres de leur famille, de la mobilisation des fonctionnaires de l'Union,

décide que, provisoirement, les dispositions suivantes pourront être suivies:

- 1 l'Union prendra à sa charge le rapatriement, dans leur pays d'origine, des membres de la famille du fonctionnaire mobilisé si ce rapatriement ne peut être assuré par les autorités compétentes du pays intéressé;
- 2 si le rapatriement des membres de la famille du fonctionnaire mobilisé se révèle impossible, l'Union allouera à ses ayants droit la moitié du traitement de base servi à ce fonctionnaire;
- 3 les dispositions de l'alinéa précédent ne sont applicables ni aux familles des fonctionnaires mobilisés qui, pour des raisons personnelles, refuseraient leur rapatriement dans le cas où celui-ci serait possible, ni aux familles des fonctionnaires de nationalité suisse;
- 4 l'Union s'attachera à recouvrer sur les pays dont les membres des familles des fonctionnaires sont ressortissants, les dépenses qu'elle aura assumées en vertu de la présente Résolution.

Réf.: Document 1239/CA7 (1952).

R 626 Avis de vacance d'emploi

(C-1968,
dernière
mod. C-1984)

Le Conseil,

vu

a) les dispositions de la Résolution 58 de la Conférence de plénipotentiaires de Nairobi (1982), chargeant le Conseil de suivre l'évolution de la question de la répartition géographique du personnel de l'Union, dans le dessein de réaliser une répartition géographique plus large et plus représentative;

b) les difficultés que peuvent éprouver les candidats des pays en voie de développement n'ayant pas les connaissances linguistiques requises selon les normes de classement approuvées par le Conseil lors de sa 33^e session, mais possédant par ailleurs les qualifications nécessaires,

décide d'autoriser un assouplissement des conditions imposées selon les normes de classement afin que les candidatures des ressortissants de ces pays possédant une connaissance approfondie de l'une des langues de travail de l'Union puissent être prises en considération,

charge le Secrétaire général d'informer de ce qui précède les Membres de l'Union dans les lettres circulaires transmettant les avis de vacance d'emploi.

Réf.: Documents 3828/CA23 (1968), 5703/CA36 (1981), 6197/CA39 (1984).

R 647 Modifications des conditions de rémunération prévues au régime commun des Nations Unies

(C-1969,
dernière
mod. C-2003)

Le Conseil,

vu les dispositions des numéros 64 à 68 de la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992),

charge le Secrétaire général, sous réserve de toute décision que le Conseil pourrait prendre par la suite:

1 d'apporter des modifications aux conditions d'emploi et aux barèmes des traitements de base du personnel appartenant à la catégorie des conseillers supérieurs, à la catégorie professionnelle et à la catégorie des services généraux, aux taux et classes de l'indemnités de poste, aux taux de rémunération des heures supplémentaires et aux taux des diverses autres indemnités lorsque ces modifications, telles qu'elles ont été adoptées dans le système commun des Nations Unies, deviennent applicables à Genève;

2 d'introduire les amendements aux Statut et Règlement du personnel qui résultent de ces modifications, à l'exclusion de tout amendement au Statut du personnel portant sur des questions ne relevant pas du système commun, qui devra être soumis au Conseil pour approbation;

3 de présenter à la prochaine session du Conseil un rapport complet avec toute documentation utile justifiant les mesures prises et un état des incidences financières.

Réf.: Documents 3977/CA24 (1969), 4965/CA31 (1976), 6197/CA39 (1984), 6658 et 6694/CA42 (1987), C97/106 et C97/123, C03/58 et C03/66.

R 685 Procédure de recrutement sur le plan international

(C-1971,
dernière
mod. C-1981)

Le Conseil,

considérant les dispositions pertinentes des Statut et Règlement du personnel,

ayant examiné le Rapport du Secrétaire général concernant le recrutement sur le plan international du personnel de l'Union,

invite les Membres de l'Union à coopérer de la façon la plus étroite avec le Secrétaire général afin d'assurer à l'Union les services de personnes possédant les plus hautes qualités d'efficacité, de compétence et d'intégrité.

Réf.: Documents 4253/CA26 (1971), 4965/CA31 (1976), 5703/CA36 (1981).

R 792 Propositions d'amendements aux Statut et Règlement du personnel

(C-1977,
dernière
mod. C-1981)

Le Conseil,

ayant examiné les rapports du Secrétaire général sur les propositions d'amendements aux Statut et Règlement du personnel applicables aux fonctionnaires élus, ainsi qu'aux Statut et Règlement du personnel applicables aux fonctionnaires nommés,

autorise le Secrétaire général à amender à l'avenir les Statut et Règlement du personnel applicables aux fonctionnaires élus, et/ou les Statut et Règlement du personnel applicables aux fonctionnaires nommés, sans demander l'approbation préalable du Conseil, lorsqu'il s'agit d'amendements devenus nécessaires pour supprimer des mentions périmées ou pour apporter de légères modifications de forme qui n'affectent pas ces textes quant au fond.

Réf.: Documents 5125/CA32 (1977), 5703/CA36 (1981).

R 1004 Privilèges, immunités et facilités accordés au titre des activités de l'Union

(C-1990)

Le Conseil,

conscient du fait que l'Union exerce nombre de ses activités – conférences et réunions (expositions et forums régionaux des télécommunications), cycles d'études, représentations et missions régionales, services liés à l'exécution des projets d'assistance technique et de coopération – non seulement au siège de l'Union mais aussi, dans une large mesure, sur le territoire des divers Etats Membres,

ayant présent à l'esprit l'article 17 de la Convention internationale des télécommunications (Nairobi, 1982) qui stipule que «l'Union jouit, sur le territoire de chacun de ses Membres, de la capacité juridique qui lui est nécessaire pour exercer ses fonctions et atteindre ses objectifs»,

considérant qu'il est essentiel que les activités de l'Union, visées ci-dessus, soient menées en vertu des privilèges, immunités et facilités prévus à cet effet,

rappelant que la «Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées», approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 21 novembre 1947 et acceptée par l'Union, prévoit précisément les privilèges, immunités et facilités dont l'Union, en sa qualité d'institution spécialisée des Nations Unies, a besoin dans l'exercice de ses activités,

rappelant également sa Résolution 193 relative à ladite Convention et sa Décision 304 sur la «Participation des délégations des Membres de l'Union aux conférences et réunions de l'Union»,

notant toutefois que bon nombre des Membres de l'Union – près de la moitié – n'ont soit pas adhéré à ladite Convention, soit pas adhéré à celle-ci, en ce qui concerne l'Union,

convaincu qu'il est, dans l'intérêt de l'Union, indispensable que les activités de l'institution, par exemple celles visées ci-dessus, soient menées sur le territoire des Etats Membres qui sont devenus Parties à ladite Convention en ce qui concerne l'Union ou qui ont déclaré officiellement qu'ils appliqueraient les dispositions de ladite Convention dans l'exercice de ces activités, ou encore accordent des privilèges et immunités suffisants,

décide

1 de prier instamment tous les Membres de l'Union, qui ne l'ont pas encore fait, d'adhérer, en ce qui concerne l'Union internationale des télécommunications, à la Convention du 21 novembre 1947 sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées (voir la section 41 de ladite Convention) et de demander instamment à tous les Membres, qui ont adhéré à ladite Convention, mais pas en ce qui concerne l'Union, de le faire en communiquant «une notification ultérieure écrite au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies» dans laquelle «ils s'engagent à appliquer les dispositions de la Convention» à l'Union internationale des télécommunications (voir la section 43 de ladite Convention);

2 d'inviter tout Membre de l'Union, qui n'a pas encore adhéré à ladite Convention ou communiqué la notification ultérieure écrite, visée au paragraphe 1 ci-dessus, en ce qui concerne l'Union, à faire en sorte que l'autorité gouvernementale compétente déclare officiellement que les dispositions de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées s'appliqueront aux activités de l'Union qui s'exerceront sur son territoire, ou que ladite autorité accorde des privilèges et immunités équivalents;

3 de réaffirmer sa Résolution 193 et sa Décision 304, visées ci-dessus, dont les dispositions continueront de s'appliquer,

charge le Secrétaire général

1 de porter immédiatement la présente Résolution à l'attention de tous les Membres de l'Union;

2 de faire tout ce qui est en son pouvoir pour garantir que les dispositions de la présente Résolution seront dûment appliquées et de tenir le Conseil dûment informé de toutes les difficultés pratiques qu'il pourra rencontrer à cet égard, y compris des mesures qu'il aura dû prendre pour sanctionner le non-respect des dispositions de la présente Résolution, notamment en ce qui concerne les activités de l'Union pour l'exécution desquelles il ne peut attendre une décision du Conseil à sa session annuelle.

Réf.: Documents 7055 et 7074/CA45 (1990).

R 1142 Maladies professionnelles
(C-1999)

Le Conseil,

compte tenu de la Résolution 97 «Maladies professionnelles» adoptée par la Conférence de plénipotentiaires (Minneapolis, 1998),

décide de charger le Secrétaire général

- a) de s'assurer que les normes en matière de sécurité, de santé et d'environnement en vigueur dans l'Etat hôte de l'Union sont appliquées à l'UIT et de faire rapport sur ce sujet à la session de l'an 2000 du Conseil;
- b) de continuer à étudier la question de la couverture des risques de maladies se déclarant par suite d'un emploi occupé précédemment à l'UIT et affectant les anciens fonctionnaires de l'Union, et de soumettre un rapport au Conseil à sa session de l'an 2000, pour qu'il prenne éventuellement une décision en la matière.

Réf.: Documents C99/117 et C99/132.

R 1149 Instauration à l'Union d'un régime d'assurance pour soins de longue durée
(C-1999)

Le Conseil,

tenant compte de la Résolution 96 (Minneapolis, 1998), par laquelle le Secrétaire général est chargé de préparer les données appropriées concernant l'instauration éventuelle d'une assurance pour soins de longue durée,

eu égard au fait qu'une assurance de ce genre a été étudiée par le Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA) et a suscité un grand intérêt auprès des secrétariats d'autres organisations du système commun qui se sont déjà engagées à la faire adopter,

eu égard en outre au caractère double de l'assurance proposée, avec programme obligatoire à prime modique applicable à tous les fonctionnaires en activité et programme volontaire permettant à tous les membres du personnel d'acquérir une couverture s'étendant au-delà de leur période de service à l'Union, la charge étant ainsi répartie entre l'employeur et l'employé,

considérant que l'Union a intérêt à conserver son personnel et à offrir en tant qu'employeur des prestations égales, afin de recruter les candidats les plus qualifiés dans un environnement hautement compétitif,

considérant en outre que le pays de référence utilisé pour le système commun des Nations Unies envisage une couverture d'assurance pour soins de longue durée pour les employés fédéraux et leur famille,

décide de poursuivre les travaux préparatoires en vue de la mise en place éventuelle d'un régime d'assurance pour soins de longue durée, prévoyant des possibilités de couverture au-delà de la période de service de l'Union,

charge le Secrétaire général

1 de demander l'avis des organes compétents du système commun des Nations Unies (notamment la Commission de la fonction publique internationale (CFPI), le Comité administratif de coordination (CAC) et le Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA)) pour déterminer:

- a) s'il y a lieu de créer un régime autonome d'assurance pour soins de longue durée pour l'UIT ou si la mise en place d'un tel régime doit faire l'objet d'une coordination dans tout le système commun des Nations Unies;
- b) si ces organes ont pris des mesures pour étudier et mettre au point un régime d'assurance pour soins de longue durée applicable au système commun et, dans l'affirmative, quelles sont ces mesures;

2 de consulter les autres organisations du système commun des Nations Unies en vue de l'élaboration d'un régime qui garantisse le maximum de prestations pour un coût minimum;

3 de présenter à la prochaine session du Conseil un rapport sur les résultats des mesures susmentionnées et options possibles pour la mise en place d'un régime approprié, en y joignant des estimations détaillées des coûts ou des risques financiers qui pourraient découler de la participation de l'Union à un tel régime.

Réf.: Documents C99/128 et C99/134.

R 1352 Conditions d'emploi des fonctionnaires élus de l'UIT
(C12)

Le Conseil,

au vu

des dispositions de la Résolution 46 (Kyoto, 1994) de la Conférence de plénipotentiaires,

ayant examiné

le rapport du Secrétaire général sur les mesures prises dans le cadre du régime commun des Nations Unies à la suite des décisions de l'Assemblée générale des Nations Unies (66ème session) sur les conditions d'emploi (Résolution 66/235 du 24 décembre 2011),

approuve

les traitements suivants avec effet au 1er janvier 2012 pour les fonctionnaires élus de l'UIT:

	USD par an		
	Brut	Net pour les fonctionnaires ayant des personnes à charge	Net pour les fonctionnaires n'ayant pas de personnes à charge
Secrétaire général	216 234	164 864	150 277
Vice-Secrétaire général et Directeurs des Bureaux	196 901	151 331	137 941

Réf.: Documents C12/100 et C12/110.

R 1368 Conditions d'emploi des fonctionnaires élus de l'UIT
(C14)

Le Conseil,

au vu

des dispositions de la Résolution 46 (Kyoto, 1994) de la Conférence de plénipotentiaires,

ayant examiné

le rapport du Secrétaire général sur les mesures prises dans le cadre du régime commun des Nations Unies à la suite des décisions de l'Assemblée générale des Nations Unies (68ème session) sur les conditions d'emploi (Résolution 68/253 du 24 décembre 2013),

décide

d'approuver les traitements suivants, avec effet au 1er janvier 2014, pour les fonctionnaires élus de l'UIT:

	USD par an		
	Brut	Net pour les fonctionnaires ayant des personnes à charge	Net pour les fonctionnaires n'ayant pas de personnes à charge
Secrétaire général	216 683	165 178	150 562
Vice-Secrétaire général et Directeurs des Bureaux	197 311	151 618	138 203

Réf.: Documents C14/99 et C14/103.

R 1369 Amendements au Statut du personnel applicable aux fonctionnaires nommés
(C14)

Le Conseil,

vu

les dispositions du numéro 63 de la Convention de l'Union internationale des télécommunications ainsi que celles de l'Article 12.1 du Statut du personnel,

ayant examiné

le rapport du Secrétaire général sur le plan d'action élaboré pour 2014 aux fins de la mise en oeuvre de la Politique de l'UIT relative à l'égalité hommes/femmes et à l'intégration du principe de l'égalité hommes/femmes (GEM) approuvée par le Conseil à sa session de 2013,

décide

d'approuver les amendements au Statut du personnel applicable aux fonctionnaires nommés qui figurent dans l'Annexe de la présente Résolution.

Annexe: 1

ANNEXE

Amendements au Statut du personnel applicable aux fonctionnaires nommés

Article 4.9 Comité des nominations et des promotions

a) Le Secrétaire général constitue un Comité des nominations et des promotions chargé de le conseiller (et, le cas échéant, de conseiller le Directeur du Bureau intéressé) dans tous les cas où un emploi a été mis au concours.

b) Le Comité des nominations et des promotions est constitué d'un représentant du Secrétariat général et de chaque Bureau de l'Union et, pour les emplois de la catégorie des services généraux (G.1 à G.7) et de la catégorie professionnelle (P.1 à P.5), de deux représentants du personnel, ou de leurs suppléants, désignés par le Secrétaire général à partir d'une liste de noms proposés par le Conseil du personnel. Lorsqu'il désigne les membres et les suppléants au sein du Comité, le Secrétaire général doit faire en sorte, dans toute la mesure possible, que les femmes aussi bien que les hommes soient représentés au sein de chacun des comités pour chaque catégorie de postes. En outre, le Chef du Département de la gestion des ressources humaines, ou son représentant désigné, participe de plein droit, à titre consultatif, à toutes les réunions du Comité des nominations et des promotions et remplit les fonctions de Secrétaire du Comité. Le Secrétariat général et chaque Bureau de l'Union est représenté:

- i) par le Secrétaire général et les Directeurs*, ou leurs représentants désignés d'un grade ~~D-1~~P.5 ou supérieur pour les emplois de grade P.5 et supérieurs;
- ii) par un fonctionnaire de grade ~~D-1~~P.5 ou de niveau supérieur désigné respectivement par le Secrétaire général et les Directeurs concernés pour les emplois de grade P.1 à P.4;

* Le Vice-Secrétaire général participe en qualité d'observateur.

- iii) par un fonctionnaire de grade P.5 ou supérieur désigné respectivement par le Secrétaire général et les Directeurs concernés pour les emplois de grade G.1 à G.7.
- c) Tout participant à une réunion du Comité des nominations et des promotions, à l'exception des représentants du personnel, doit être d'un grade au moins égal à celui de l'emploi considéré.
- d) Chaque réunion du Comité est présidée par le représentant titulaire le plus élevé en grade et, en cas d'égalité, le plus ancien dans le grade.
- e) Le Comité des nominations et des promotions établit son propre règlement intérieur; ses délibérations, en principe, sont secrètes. Toutefois, le règlement intérieur du Comité peut prévoir la divulgation de certaines informations aux candidats.
- f) Le Secrétaire général fait rapport à la session ordinaire suivante du Conseil lorsqu'il se propose de prendre une décision de nomination ou de promotion contraire à l'avis du Comité des nominations et des promotions; la décision définitive prise après accord du Conseil a un effet rétroactif lorsqu'il s'agit d'une promotion.

Réf.: Documents C14/99 et C14/104.

D 548 Conditions d'emploi des fonctionnaires élus – Indemnité spéciale de logement (C07)

Le Conseil,

tenant compte

des contraintes qu'imposent le marché du logement au siège de l'Union ainsi que des contraintes résultant pour les fonctionnaires élus des règles MORSS (normes minimales de sécurité opérationnelle applicables au domicile) qui sont appliquées dans le cadre du régime commun pour déterminer la résidence des chefs de secrétariat des organisations du régime commun des Nations Unies,

ayant examiné

la proposition qui lui a été soumise à sa session de 2007 dans le Document C07/54,

décide

- d'approuver la création d'une indemnité spéciale de logement pour le Secrétaire général, le Vice-Secrétaire général et les Directeurs des Bureaux, qui sera versée chaque année dans les conditions fixées dans le Document C07/54;
- de fixer le montant annuel de cette indemnité spéciale de logement à 71 400 CHF pour le Secrétaire général et à 50% de ce montant pour le Vice-Secrétaire général et les Directeurs des Bureaux, en fonction à la date d'adoption de la présente décision pour la durée de leur mandat respectif;
- que le montant annuel de cette indemnité spéciale de logement pourra être révisé dans les conditions fixées dans le Document C07/54.

Réf.: Documents C07/98 et C07/105.

D 579 **Âge obligatoire de départ à la retraite à l'UIT**
(C13)

Le Conseil,

reconnaissant

le numéro 63 de la Convention de l'UIT,

reconnaissant en outre

que, par sa Résolution 48 (Rév. Guadalajara, 2010), la Conférence de plénipotentiaires décide, entre autres, que le développement et la gestion des ressources humaines de l'UIT doivent être compatibles avec les objectifs et activités de l'Union et avec le régime commun des Nations Unies,

ayant examiné

la Résolution 67/240 de l'Assemblée générale des Nations Unies, adoptée en décembre 2012, en vertu de laquelle le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies est autorisé à relever de 62 à 65 ans l'âge obligatoire de départ à la retraite des nouveaux participants à la Caisse,

ayant noté

que, en vertu du paragraphe 10 de la Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies susmentionnée, cette décision prendra effet au plus tard le 1er janvier 2014, à moins que l'Assemblée générale n'ait pas décidé de procéder à un relèvement correspondant de l'âge obligatoire de cessation de service prévu dans les Statut et Règlement du personnel des Nations Unies,

décide

d'approuver le relèvement de 60 ou de 62 ans à 65 ans de l'âge obligatoire de départ à la retraite pour le personnel de l'UIT et, par conséquent, d'approuver les amendements des Statut et Règlement du personnel de l'UIT reproduits dans l'Annexe de la présente Décision,

décide en outre

a) que ces amendements entreront en vigueur, pour autant que les amendements correspondants des Statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies aient pris effet suivant les conditions prescrites dans la Résolution 67/240 de l'Assemblée générale des Nations Unies, le 1er janvier 2014 ou à une date antérieure, telle qu'elle aura été fixée par l'Assemblée générale des Nations Unies en ce qui concerne le personnel du Secrétariat des Nations Unies;

b) que ces amendements s'appliqueront au personnel recruté à cette date ou à une date ultérieure,

charge le Secrétaire général

de mettre en œuvre la présente décision et de faire régulièrement rapport de la situation au Conseil,

prie instamment le Secrétaire général

de limiter, autant que possible, la prolongation exceptionnelle de fonctionnaires au-delà de l'âge de la retraite à une période maximale de deux ans au-delà de la date de départ à la retraite du fonctionnaire concerné, et conformément à l'Article 9.9 des Statut et Règlement du personnel.

ANNEXE

Amendement de l'Article 9.9 des Statut et Règlement du personnel

Article 9.9 Âge obligatoire de départ à la retraite

Les fonctionnaires ne sont pas maintenus en activité au-delà de l'âge de:

- a) 60 ans; ou
- b) 62 ans, s'ils ont été nommés le 1er janvier 1990 ou après cette date; ou
- c) 65 ans, s'ils ont été nommés le [1er janvier 2014*] ou après cette date.

Dans des cas exceptionnels, le Secrétaire général peut reculer cette limite d'âge dans l'intérêt de l'Union, sur proposition du Directeur du Bureau intéressé.

*date à insérer à cet endroit, telle qu'elle aura été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour l'entrée en vigueur des amendements des Statut et Règlement du personnel des Nations Unies; cette date ne devrait pas être postérieure au 1er janvier 2014.

Réf.: Documents C13/117 et C13/122.

2.2 Gestion des ressources humaines

R 1106 Mise en œuvre des recommandations du groupe tripartite consultatif sur la gestion des ressources humaines

(C-1996,
dernière
mod. C-2001)

Le Conseil,

rappelant

a) la Résolution 1 de la Conférence de plénipotentiaires (Kyoto, 1994) qui reconnaît la nécessité d'adapter les systèmes de gestion de l'UIT, en particulier les systèmes de gestion des ressources humaines;

b) sa Résolution 1095 adoptée à sa session de 1996, créant le Groupe tripartite consultatif sur la gestion des ressources humaines,

prenant en compte la Résolution 51/216 (régime commun des Nations Unies) adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies au cours de sa 51^e session, en 1996, et en particulier sa Section C.7,

ayant examiné le rapport du Groupe tripartite consultatif sur la gestion des ressources humaines contenu dans le Document C97/45,

décide

1 a) de mettre en œuvre un système de prime de reconnaissance au mérite pour récompenser un nombre limité de fonctionnaires de leur comportement professionnel exceptionnel ou de leurs réalisations particulières au cours d'une année;

b) que ce système devra être mis en œuvre sur la base des critères et des procédures proposés par le Groupe tripartite consultatif et décrits dans son rapport (Annexe 2 au Document C97/45);

c) que le nombre de fonctionnaires bénéficiant de primes au mérite ne devra pas dépasser la limite de 5% du nombre de fonctionnaires nommés de l'Union dans chaque catégorie, professionnelle et supérieure et des services généraux;

d) que ce système de prime de reconnaissance au mérite sera mis en œuvre pour une période d'essai de deux années;

2 a) de mettre en œuvre un système de promotion personnelle afin de donner à des fonctionnaires appartenant à des groupes professionnels dont les possibilités de carrière sont limitées la possibilité d'être traités sur un pied d'égalité avec les fonctionnaires ayant des possibilités de promotion plus fréquentes;

b) que ce système devra être mis en œuvre sur la base des critères et des procédures proposés par le Groupe tripartite consultatif et décrits dans son rapport (Annexe 3 au Document C97/45);

c) que le nombre de fonctionnaires bénéficiant d'une promotion personnelle ne devra pas dépasser la limite de 5% du nombre d'emplois existants;

d) que les critères définis et mis en œuvre pour l'octroi des promotions personnelles devront, après un délai d'application raisonnable être réétudiés, et, si nécessaire, modifiés afin de les adapter à la situation en vigueur,

décide en outre

que, en vue de la préparation de la prochaine Conférence de plénipotentiaires, le Groupe tripartite consultatif sur la gestion des ressources humaines poursuivra ses travaux jusqu'à la prochaine session du Conseil de 1998, en tenant une réunion, avec le même mandat que celui indiqué dans la Résolution 1095 et selon les mêmes modalités,

charge le Secrétaire général

- 1 de mettre en œuvre un système de prime de reconnaissance au mérite et un système de promotion personnelle dans les conditions prescrites dans la présente Résolution;
- 2 d'étudier les modifications des dispositions des Statuts et Règlement du personnel en vigueur qui s'avéreraient nécessaires du fait de la mise en œuvre de ces systèmes et, le cas échéant, de formuler des propositions d'amendement du Statut à la prochaine session du Conseil;
- 3 de faire rapport à chaque session du Conseil sur la mise en œuvre des systèmes de prime de reconnaissance au mérite et de promotion personnelle;
- 4 d'informer le Conseil de l'évolution de la coordination entreprise par l'Union avec les autres organisations qui appliquent le système commun, tel que mentionné dans la Résolution 51/216 de l'Assemblée générale des Nations Unies;
- 5 de continuer de fournir son assistance, dans la limite des fonds disponibles, à la tenue des travaux du Groupe tripartite.

Réf.: Documents C96/114, C96/123, C2001/113 et C2001/130.

R 1107 Classement des emplois (C-1997)

Le Conseil,

vu les dispositions des numéros 70 et 71 de la Convention de l'Union internationale des télécommunications, (Genève, 1992),

autorise le Secrétaire général, avis pris du Comité de coordination, à reclasser, selon le cas et suivant les normes de classement édictées, des postes permanents des catégories des services généraux et professionnelle aux grades G.1 à P.5, sans qu'il en résulte de dépenses supérieures à la limite de 0,1% des crédits attribués pour les postes permanents des catégories susmentionnées dans le budget de l'Union (traitement de base, indemnité de poste et cotisations à la Caisse des pensions et à la Caisse d'assurance pour la protection de la santé du personnel),

charge le Secrétaire général de soumettre chaque année au Conseil un rapport sur la suite donnée à la présente Résolution.

La présente Résolution annule la Résolution 1046.

Réf.: Documents C97/115 et C97/123.

R 1108 Gestion des emplois

(C-1997)

Le Conseil,

vu les dispositions des numéros 70 et 71 de la Convention de l'Union internationale des télécommunications, (Genève, 1992),

autorise le Secrétaire général, avis pris du Comité de coordination, à créer ou à supprimer des postes des catégories des services généraux et professionnelle aux grades G.1 à P.5, sans qu'il en résulte de dépenses supérieures aux crédits ouverts dans le budget pour les dépenses de personnel et les dépenses connexes approuvées par le Conseil pour le Secrétariat général et les Bureaux et prises en compte dans le budget de l'UIT,

charge le Secrétaire général de soumettre chaque année au Conseil un rapport sur la suite donnée à la présente Résolution.

Réf.: Documents C97/116 et C97/123.

R 1187 Principe de l'égalité des sexes dans la gestion, la politique et la pratique des ressources humaines à l'UIT

(C-2001)

Le Conseil,

considérant

a) la Résolution 70 (Minneapolis, 1998) sur l'intégration du principe de l'égalité des sexes dans les travaux de l'UIT, qui:

- charge le Conseil de veiller, dans la limite des ressources disponibles, à ce que des crédits suffisants soient prévus dans chaque budget pour la mise en œuvre d'activités ayant pour but l'intégration du principe de l'égalité des sexes;
- charge le Secrétaire général de faciliter le travail de la responsable des questions de genre à l'UIT en lui fournissant les moyens nécessaires à cet effet;
- charge le Secrétaire général et les Directeurs des Bureaux de faire rapport au Conseil chaque année sur les progrès réalisés;

b) la Résolution 7 de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (La Valette, 1998);

c) le Document C2001/37, R11 b) concernant l'absence d'équilibre entre les sexes dans le personnel de l'UIT et l'absence d'un plan d'action visant à remédier à cette lacune;

d) le Document C2001/48 concernant un plan d'action et des procédures proposées pour traiter la question de la répartition géographique du personnel et de la parité hommes-femmes,

notant en outre

a) la Recommandation du Groupe spécial de l'UIT-D chargé des questions liées à l'égalité des sexes tendant à ce que le BDT crée une unité chargée des questions liées à l'égalité des sexes, dotée de personnel à plein temps afin d'atteindre les objectifs visés dans la Résolution 7 de La Valette (Malte) et la Résolution 70 de Minneapolis;

b) le plan à moyen terme 2002-2006 à l'échelle du système pour la promotion de la femme, qui doit être adopté par l'ECOSOC en juillet, avec les propositions et programmes de l'UIT,

convaincu

a) qu'en associant les femmes à toutes les phases de la politique et de la pratique de l'UIT, l'Union a tout à gagner en faisant appel à une ressource abondante et riche qui constitue la moitié de la population mondiale;

b) que l'équilibre entre les sexes, comme la répartition géographique, doit être pris en considération dans les politiques et pratiques de l'UIT, notamment dans le recrutement et la publication des avis de vacance d'emploi, la nomination des fonctionnaires, la formation professionnelle et l'éducation, les possibilités de mobilité et de promotion, le choix des dirigeants de tous les organes de l'UIT et les élections à l'UIT,

considérant

que le Conseil n'a pas été saisi à sa session de 2001 de rapports sur les progrès réalisés en matière d'équité hommes-femmes conformément à la Résolution 70,

décide

1 d'encourager les Etats Membres et les Membres des Secteurs à présenter pour des fonctions de direction et des fonctions élues, et de suggérer pour des emplois à l'UIT, particulièrement dans les catégories professionnelle et supérieure, des candidates dûment qualifiées;

2 de charger le Secrétaire général d'attribuer les ressources appropriées, dans les limites budgétaires actuelles, afin que des fonctionnaires soient affectés à plein temps aux questions de parité hommes-femmes,

invite le Secrétaire général

1 à élaborer un plan d'action et des procédures visant à remédier immédiatement et d'urgence à l'absence de parité hommes-femmes dans le personnel de l'UIT, notamment dans les catégories professionnelle et supérieure, et à soumettre ce plan d'action et ces procédures, accompagnés d'informations sur leur mise en œuvre et leur efficacité, au Conseil à sa session de 2002;

2 à proposer des modifications appropriées du Statut du personnel afin de mieux appliquer le principe de l'égalité des sexes à l'UIT,

charge le Secrétaire général et les Directeurs des Bureaux

de rendre compte au Conseil à sa session de 2002 des progrès réalisés dans l'action menée pour intégrer le principe de l'égalité des sexes dans les travaux du Secrétariat général et des différents Secteurs.

Réf.: Documents C2001/123 et C2001/132.

R 1299 **Création d'un plan stratégique pour les ressources humaines**
(C08)

Le Conseil,

considérant

la Résolution 48 (Rév. Antalya, 2006) de la Conférence de plénipotentiaires sur la gestion et le développement des ressources humaines,

notant

qu'aux termes de ladite Résolution 48 (Rév. Antalya, 2006), le Secrétaire général est, entre autres choses, chargé d'établir, avec l'assistance du Comité de coordination, et de mettre en œuvre des plans de gestion et de développement des ressources humaines à moyen et à long terme,

reconnaissant

qu'une planification à long terme dans le domaine des ressources humaines est essentielle à la bonne gestion et au bon développement du personnel de l'UIT,

décide

que le Secrétaire général devra élaborer, en collaboration avec le Conseil du personnel de l'UIT, un Plan stratégique global des ressources humaines qui devra porter sur les points énumérés dans l'Annexe de la Résolution 48 (Rév. Antalya, 2006) de la Conférence de plénipotentiaires sur la gestion et le développement des ressources humaines, et toute contribution soumise par les Membres du Conseil à sa session de 2008 ou après cette session au Secrétariat général, et soumettre ce Plan au Conseil à sa session de 2009,

décide en outre

que le Secrétaire général mettra en œuvre les nouveaux arrangements contractuels proposés par la Commission de la fonction publique internationale, tels qu'ils sont décrits dans le Document C07/31 du Conseil.

Réf.: Documents C08/100 et C08/106.

D 2 Liste des emplois des cadres permanents et temporaires, ainsi que leur titulaire

(C-1948,
dernière
mod. C-1981)

Le Conseil,

a décidé que soit publiée annuellement, à titre d'information pour le personnel, une liste des fonctionnaires titulaires de contrats permanents et de durée déterminée avec indication de l'emploi qu'ils occupent.

Réf.: Documents 267/CA3 (1948), 5703/CA36 (1981).

D 517 Renforcement du dialogue entre l'Administration de l'UIT et le Conseil du personnel de l'UIT

(C04,
dernière
mod.C09)

Le Conseil,

considérant

a) que, en vertu du *décide* 1 de la Résolution 48 (Rév. Antalya, 2006) (Gestion et développement des ressources humaines), le développement et la gestion des ressources humaines de l'UIT devraient être compatibles avec les objectifs et activités de l'Union et avec le régime commun des Nations Unies;

b) que, en vertu du *décide* 2 de la Résolution 48, les recommandations de la Commission de la fonction publique internationale approuvées par l'Assemblée générale des Nations Unies devraient être appliquées,

considérant en outre

que, en vertu de l'Article 8.1 du Statut du personnel applicable au personnel nommé, le droit d'association est reconnu au personnel, et les intérêts du personnel sont représentés auprès du Secrétaire général par un Conseil du personnel,

tenant compte

des préoccupations exprimées par le personnel par l'intermédiaire du Conseil du personnel, selon lesquelles les consultations mensuelles régulières avec la direction de l'UIT concernant des questions telles que le bien-être et l'administration du personnel, et notamment la politique des nominations, des promotions et des résiliations de contrat, les stratégies en matière de ressources humaines, les questions budgétaires et les nominations auprès des comités statutaires doivent être renforcées,

décide de charger le Secrétaire général

de revoir immédiatement les modalités d'un renforcement du dialogue entre le Conseil du personnel et le Secrétaire général ou ses représentants désignés et les Directeurs des Bureaux ou leurs représentants désignés et d'établir un rapport de suivi, qui pourrait faire apparaître éventuellement la nécessité d'apporter des amendements au Statut du personnel et au Règlement du personnel, ce rapport devant être soumis pour examen au Groupe tripartite sur la gestion des ressources humaines et au Conseil lors de ses sessions ultérieures.

Réf.: Documents C04/75, C04/103, C09/113 et C09/121.

D 558 Programme de départ volontaire et de départ à la retraite anticipée
(C10)

Le Conseil,

vu

la Décision 5 (Rév. Guadalajara, 2010) adoptée par la Conférence de plénipotentiaires,

ayant examiné

le rapport du Secrétaire général sur les mesures proposées quant au départ volontaire et au départ à la retraite anticipé, mesures qui sont conformes aux instruments juridiques de l'Union,

décide

d'approuver la mise en œuvre du programme de départ volontaire/départ à la retraite anticipé proposé avec le prélèvement d'un montant maximum de 3 millions CHF sur le Fonds de réserve,

charge le Secrétaire général

de mettre en œuvre le programme susmentionné en 2011, selon qu'il conviendra, en prenant l'avis du Groupe FINREGS, et de faire rapport au Conseil à sa session de 2011.

Réf.: Documents C-EXT/6 et C-EXT/8.

D 582 **Programme de départ volontaire et de départ à la retraite anticipé**
(C15-EXT)

Le Conseil,

vu

la Décision 5 (Rév. Busan, 2014) adoptée par la Conférence de plénipotentiaires,

ayant examiné

le rapport du Secrétaire général sur les mesures proposées quant au départ volontaire et au départ à la retraite anticipé, mesures qui sont conformes aux instruments juridiques de l'Union,

décide

d'approuver la mise en œuvre du programme de départ volontaire/départ à la retraite anticipé proposé avec le prélèvement d'un montant maximum de trois millions CHF sur le Fonds de réserve,

charge le Secrétaire général

de mettre en œuvre le programme susmentionné, selon qu'il conviendra, et de faire rapport au Conseil.

Réf.: Documents C15-EXT/6 et C15-EXT/7.

2.3 Pensions

R 440 Placement des fonds de la caisse d'assurance de l'UIT (C-1960)

Le Conseil,

considérant

- a) que l'UIT est non seulement moralement responsable des fonds qui restent confiés en 1960 à la Commission de gestion (après le transfert prévu à la Caisse commune des Nations Unies), mais encore a donné sa garantie financière au personnel en ce qui concerne les retraites ou autres rentes à imputer sur les fonds conservés par la Caisse d'assurance de l'UIT (articles 1, 2 et 84 des Statuts de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT, 7^e édition);
- b) que les dettes de la Caisse d'assurance de l'UIT sont libellées en francs suisses;
- c) que les calculs actuariels sont établis sur la base d'un intérêt de 3%, mais que les comptes courants en francs suisses qui sont consentis à l'UIT par la Confédération helvétique, ou les obligations en francs suisses garanties par la Confédération helvétique, portent un intérêt supérieur à 3%,

recommande à la Commission de gestion de conserver les fonds destinés aux pensions ou autres rentes imputables à la Caisse d'assurance de l'UIT, sous forme de compte courant auprès de la Confédération helvétique ou d'obligations garanties par la Confédération helvétique, et de s'abstenir de tout placement ne présentant pas les mêmes garanties.

Réf.: Document 2499/CA15 (1960).

R 463 Bases techniques pour la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT (C-1961)

Le Conseil,

vu la proposition de la Commission de gestion de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT, présentée par le Secrétaire général (Document 2634/CA16),

étant donné que les bases techniques actuellement employées pour les calculs de la Caisse d'assurance ne correspondent plus à la réalité et que l'actuaire, consulté par la Commission de gestion, a approuvé l'adoption des nouvelles bases techniques proposées,

décide qu'à partir du 1^{er} juillet 1961 les bases techniques EVK/1960, Collection A, de la Caisse fédérale d'assurance de la Confédération suisse seront employées pour les calculs de la Caisse d'assurance.

Réf.: Document 2710/CA16 (1961).

R 559 **Indemnités de cherté de vie aux bénéficiaires de la caisse d'assurance du personnel de l'UIT**
(C-1965)

Le Conseil,

vu les dispositions du numéro 262 de la Convention internationale des télécommunications de Nairobi (1982),

considérant la Résolution 2007 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies lors de sa XIX^e session,

ayant examiné les propositions du Secrétaire général contenues dans le Document 3325/CA20,

décide que, à compter du 1^{er} mars 1965, les indemnités de cherté de vie servies aux bénéficiaires de pensions et de rentes de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT seront recalculées conformément à la méthode exposée dans le Document 3325/CA20.

Réf.: Documents 3439/CA20 (1965), 4965/CA31 (1976), 6197/CA39 (1984).

R 589 **Indemnité de cherté de vie aux bénéficiaires de pensions et de rentes de la caisse d'assurance du personnel de l'UIT**
(C-1966)

Le Conseil,

vu les dispositions de la Convention de Montreux (1965), de Malaga-Torremolinos (1973) et de Nairobi (1982),

considérant la Résolution 2122 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies lors de sa XX^e session,

décide que, avec effet au 1^{er} mars 1965, les indemnités de cherté de vie servies aux bénéficiaires de pensions et de rentes de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT seront ajustées en fonction du système indiciaire utilisé par la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

Réf.: Documents 3605/CA21 (1966), 4965/CA31 (1976), 6197/CA39 (1984).

R 1211 **Taux technique de la Caisse d'assurance de personnel de l'UIT**
(C03/ADD)

Le Conseil,

vu

la proposition de la Commission de gestion de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT, présentée par le Secrétaire général (Document C03-ADD/6),

étant donné

que les recettes des placements de la Caisse d'assurance couvrent désormais largement les dépenses et que la Commission de gestion recommande d'éliminer ce taux,

décide

1 qu'avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2003, la notion de taux technique de la Caisse d'assurance est supprimée de l'Article 86 des statuts de la Caisse;

2 d'approuver l'amendement à l'Article 86 alinéa 4 des Statuts contenu dans l'Appendice à la présente Résolution.

APPENDICE (à la résolution 1211)

Amendement de l'article 86, alinéa 4 des Statuts de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT

CHAPITRE VIII

Administration financière et gestion de la Caisse d'assurance

ARTICLE 86

Administration financière

Texte actuel

4 La fortune de la Caisse d'assurance est à placer en valeurs pupillaires. Si le produit net des intérêts n'atteint pas 2.5% par an, l'Union le complète jusqu'à concurrence de 2.5%.

Texte amendé

4 La fortune de la Caisse d'assurance est à placer en valeurs pupillaires.

Réf: Documents C03-ADD/30 et C03-ADD/35.

R 1326 **Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT**

(C10,
modifiée C11)

Le Conseil,

compte tenu

des dispositions des Statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies,

considérant

qu'il y a lieu de repourvoir, au Comité des pensions, les sièges devenus vacants de représentants du Conseil,

décide

de désigner les Etats Membres suivants pour représenter le Conseil au Comité des pensions du personnel de l'UIT, jusqu'à sa session extraordinaire qui suivra la prochaine Conférence de plénipotentiaires:

1) Membres

- Italie
- Bulgarie
- Canada

2) Membres suppléants

- Ghana
- Mexique
- Inde

invite ces Etats Membres

à désigner un représentant pour un mandat de trois ans, renouvelable tant que l'Etat Membre représenté reste membre du Conseil de l'UIT.

Réf.: Documents C-EXT/5 et C-EXT/8; C11/122 et C11/120.

R 1371 **Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT**

(C15-EXT)

Le Conseil,

compte tenu

des dispositions des Statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies,

considérant

qu'il y a lieu de repourvoir, au Comité des pensions, les sièges devenus vacants de représentants du Conseil,

décide

de désigner les Etats Membres suivants pour représenter le Conseil au Comité des pensions du personnel de l'UIT, jusqu'à sa session extraordinaire qui suivra la prochaine Conférence de plénipotentiaires:

- 1) Membres
 - Bulgarie (République de)
 - Canada
 - Italie
- 2) Membres suppléants
 - Burkina Faso
 - Inde (République de l')
 - Mexique

invite ces Etats Membres

à désigner un représentant pour un mandat de trois ans, renouvelable tant que l'Etat Membre représenté reste membre du Conseil de l'UIT.

Réf.: Documents C15-EXT/5 et C15-EXT/7.

2.4 Autres questions de personnel

R 105 Délivrance aux fonctionnaires de l'UIT des laissez-passer des Nations Unies

(C-1948,
dernière
mod. C-1952)

Le Conseil,

vu l'arrangement conclu entre le Secrétaire général de l'Union et le Secrétaire général des Nations Unies au sujet de la procédure à suivre pour la délivrance aux fonctionnaires de l'UIT des laissez-passer des Nations Unies, arrangement qu'il a approuvé au cours de sa 3^e session,

considérant qu'il conviendrait de rendre l'arrangement permanent, sous réserve de dénonciation par l'une ou l'autre des deux parties, avec préavis de six mois,

décide

- 1 d'approuver le nouveau texte dudit arrangement reproduit ci-après;
- 2 que le Secrétaire général peut demander la délivrance de laissez-passer des Nations Unies pour tout fonctionnaire (permanent, temporaire ou surnuméraire) du Secrétariat général, de l'IFRB ou des CCI, en mission officielle ou en congé.

ARRANGEMENT RELATIF À LA DÉLIVRANCE AUX FONCTIONNAIRES DE L'UIT DES LAISSEZ-PASSER DES NATIONS UNIES

1. Le Secrétariat des Nations Unies délivrera des laissez-passer des Nations Unies pour les fonctionnaires de l'Union internationale des télécommunications dans les conditions suivantes:
 - 1 Tous les membres du personnel de l'Union internationale des télécommunications sont considérés comme fonctionnaires de l'Union internationale des télécommunications au sens de la section I, à l'exception de ceux qui sont recrutés localement et payés à l'heure.
 - 2 Les demandes pour délivrance du laissez-passer doivent être faites par le Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications ou par le représentant qu'il désignera. De telles demandes, qui établiront que le fonctionnaire va voyager pour des raisons de service ou pour un congé à passer à son domicile, doivent être accompagnées:
 - a) d'une formule, dont la copie est annexée, qui doit être remplie et signée par le fonctionnaire pour lequel le laissez-passer est demandé et dont les indications devront avoir été vérifiées exactes par le Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications ou par ses représentants désignés,
 - b) de deux photographies du demandeur.
 - 3 Les demandes pour la délivrance de laissez-passer doivent être adressées à la section des passeports et visas (Service des transports des Nations Unies, 405 East 42nd Street, New York, NY). Cependant, en cas d'urgence, ces demandes peuvent être adressées à l'Office des Nations Unies à Genève qui, dans ce cas, délivrera le laissez-passer.
 - 4 Le Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications doit transmettre à la section des passeports et visas (Service des transports des Nations Unies) des spécimens des signatures des fonctionnaires qui ont le droit de certifier l'exactitude des informations données sur la formule de demande visée sous section 3.

- 5 La délivrance de laissez-passer des Nations Unies à des fonctionnaires de l'Union internationale des télécommunications doit aussi être soumise aux autres conditions qui peuvent s'appliquer à la délivrance des laissez-passer aux fonctionnaires des Nations Unies.

Le Secrétaire général des Nations Unies doit notifier immédiatement ces conditions au Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications.

- 6 Les laissez-passer délivrés aux fonctionnaires de l'Union internationale des télécommunications doivent faire mention du rang du fonctionnaire. Ils doivent contenir, dans les cinq langues, une déclaration spécifiée que le laissez-passer est délivré à un membre d'une institution spécialisée, conformément à la section 28 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies et avec la section correspondante de l'Accord mettant l'Organisation en relation avec les Nations Unies.

- 7 Sur demande du Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications ou sur celle de la personne qu'il désignera, le Secrétariat des Nations Unies doit, si cet arrangement est encore en vigueur, renouveler les laissez-passer délivrés aux fonctionnaires de l'Union internationale des télécommunications dont la validité aura pris fin.

- 8 Le Secrétariat des Nations Unies doit transmettre aussi rapidement que possible le laissez-passer dont la délivrance ou le renouvellement a été demandé au représentant désigné de l'Union internationale des télécommunications qui doit en accuser réception.

- 9 L'Union internationale des télécommunications est d'accord pour prendre toutes précautions administratives nécessaires en vue d'empêcher la perte ou le vol des laissez-passer. Elle doit notifier immédiatement à la Section des passeports et visas tout cas de perte ou de vol d'un laissez-passer en donnant des détails sur les conditions dans lesquelles la perte ou le vol s'est produit.

- 10 La validité d'un laissez-passer doit, à moins qu'il ne soit renouvelé, expirer à la fin d'une année, à partir de la date de délivrance. L'Union internationale des télécommunications est d'accord pour renvoyer immédiatement aux Nations Unies tous les laissez-passer délivrés à ses fonctionnaires:

- a) à l'expiration de la validité du laissez-passer, à moins que le renouvellement n'ait été autorisé,
- b) si le porteur cesse d'être fonctionnaire de l'Union internationale des télécommunications aux termes du paragraphe 1.

II. Cet accord sera considéré comme étant entré en vigueur à la date du 1^{er} août 1949, et demeurera en vigueur jusqu'à ce qu'une des parties l'ait dénoncé par une notification écrite. Cette dénonciation prendra effet à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de réception de sa notification par l'autre partie, c'est-à-dire, suivant le cas, par le Secrétaire général des Nations Unies ou le Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications.

Réf.: Documents 286/CA3 (1948), 1238/CA7 (1952).

R 747 **Commission de la fonction publique internationale**

(C-1975,
dernière
mod. C-1976)

Le Conseil,

ayant pris note du rapport du Secrétaire général (Document 4713/CA30),

décide d'accepter le statut de la Commission de la fonction publique internationale créée par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa 29^e Session en vertu de la Résolution 3357 (XXIX).

Réf.: Documents 4786/CA30 (1975), 4965/CA31 (1976).

D 399 **Représentation du personnel**

(C-1983,
dernière
mod. C-1990)

Le Conseil,

ayant examiné la question de la participation du personnel à la gestion et reconnaissant l'importance de la représentation du personnel,

décide que le (la) Président(e) et le (la) Secrétaire du Conseil du personnel pourraient être déchargés(es) de leurs fonctions pendant une partie raisonnable de leurs heures de travail jusqu'à concurrence respectivement de 50% et 30%.

Réf.: Documents 5955, 5980, 6022 et 6031/CA38 (1983), 7065 et 7076/CA45 (1990).

3 CONFÉRENCES ET RÉUNIONS

3.1 Généralités

R 83 Organisation, financement et liquidation des comptes des conférences et réunions

(C-1948,
dernière mod.
C-1990)

Le Conseil,

considérant

- a) que toutes les conférences et réunions de l'Union devraient être organisées d'une façon uniforme, tant du point de vue des dispositions matérielles que du point de vue de la comptabilité et de la liquidation des comptes;
- b) que les dépenses des conférences et réunions dont il est question aux numéros 107 à 109 de la Convention de Nairobi (1982) ne devraient pas dépasser les crédits autorisés par le Conseil;
- c) que tous les efforts doivent être faits pour réduire les dépenses des conférences et réunions et pour accélérer le recouvrement des quote-parts des participants aux conférences dont les dépenses ne figurent pas dans le budget annuel;
- d) qu'il convient d'insérer, dans les accords qui seront conclus avec les gouvernements invitants en vue de la tenue de conférences et réunions, des clauses prévoyant l'éventualité de l'annulation, du renvoi ou du changement de siège de ces dernières afin d'éviter que l'Union ne subisse de ce fait un préjudice inutile,

décide que, pour toutes les conférences et réunions organisées sous l'égide de l'Union, on appliquera les dispositions suivantes:

A Organisation des conférences et réunions lorsqu'il y a un gouvernement invitant

- 1 Au moment qui lui paraîtra convenable, le Secrétaire général négociera avec le gouvernement invitant un accord sur les dispositions à prendre, tant par le Secrétariat de l'Union que par ce gouvernement, afin de doter la conférence ou la réunion des moyens matériels nécessaires au déroulement satisfaisant des travaux;
- 2 cet accord, qui précisera les rôles respectifs des deux parties, s'inspirera dans ses principes des dispositions contenues dans le Document 166/CA3. Il pourra s'en écarter pour tenir compte des vues de chaque gouvernement invitant et, en particulier, des services que celui-ci est susceptible d'offrir à titre gratuit;
- 3 toutefois, en vue d'éviter que le Secrétariat général ne soit mis en cause à propos d'affaires où il n'a pas à engager sa responsabilité, l'accord à intervenir ne devra traiter d'aucune question relative à l'application de la Convention qui est de la compétence exclusive de la conférence ou réunion ou du gouvernement invitant;
- 4 en particulier, l'accord ne devra comporter aucune stipulation concernant les droits des administrations en matière de participation aux conférences, ou concernant le règlement intérieur des conférences.

B Financement des conférences et réunions lorsqu'il y a un gouvernement invitant

Dans la mesure du possible, l'accord à réaliser avec le gouvernement invitant devra s'inspirer des données suivantes:

5 pour autant qu'il n'assumera pas lui-même la dépense, le gouvernement invitant avancera les fonds nécessaires à la location et à l'aménagement des locaux, à la reproduction et à la distribution des documents, au paiement des salaires du personnel de secrétariat recruté sur place, à l'achat de fournitures, à l'achat ou à la location du matériel de bureau et autres matériels, jugés utiles aux travaux de la conférence ou de la réunion;

6 ces dépenses seront remboursées le plus tôt possible au gouvernement invitant par le Secrétariat général de l'Union;

7 le gouvernement invitant prendra à sa charge les dépenses afférentes au fonctionnement d'un comité de réception et, éventuellement, aux festivités et autres manifestations organisées en faveur des délégués;

8 pour toutes les autres dépenses, le Secrétaire général s'efforcera d'obtenir également du gouvernement invitant l'avance des fonds nécessaires qui seront remboursés le plus tôt possible par le Secrétariat général;

9 aucune conférence ou réunion ne peut se tenir en application des numéros 107 à 109 de la Convention de Nairobi (1982) sans que le Conseil ait prévu à cet effet les crédits appropriés pour l'année ou les années correspondantes. Dans toute la mesure du possible, au moment où le Conseil autorisera lesdits crédits, il devra être en possession de l'accord conclu avec le gouvernement invitant, mais dans des cas exceptionnels, le Conseil pourra autoriser ces crédits sous réserve de la conclusion ultérieure de cet accord par le Secrétaire général. Dans tous les cas, les clauses de l'accord ainsi que le montant des crédits budgétaires disponibles devront être portés à la connaissance de la Commission de contrôle budgétaire (visée aux numéros 475 à 479 de la Convention) au cours de la première séance de cette Commission;

10 pour les conférences et réunions organisées en application du numéro 115 de la Convention de Nairobi (1982), l'accord et le projet de budget devront être soumis à l'approbation du Conseil si celui-ci tient session avant l'ouverture de la conférence ou de la réunion. Si le Conseil ne tient pas une telle session, l'approbation devra être donnée par la Commission de contrôle budgétaire à sa première séance, en même temps que lui seront transmis l'accord et le projet de budget;

11 l'accord avec le gouvernement invitant devra comprendre des dispositions en prévision de l'annulation, du renvoi ou du changement de lieu de la conférence ou réunion, par suite d'une décision de l'Union adoptée par ses organes compétents:

11.1 en général, il y aura lieu d'établir clairement qu'en de tels cas, l'Union sera seulement responsable envers le gouvernement invitant des dépenses que ce dernier aura engagées ou effectuées pour recevoir la conférence – si le gouvernement ne les a pas prises à sa charge – et seulement dans la mesure où ces dépenses étaient indispensables et ne pouvaient être annulées ni réduites;

11.2 si l'aménagement des locaux destinés à la conférence est à la charge de l'Union, l'accord spécifiera le détail des travaux à effectuer et leur montant en recherchant à réaliser le maximum d'économies compatibles avec une bonne organisation de la conférence;

11.3 sauf dans des cas très particuliers, le fait de réserver des appartements ou chambres pour les délégués, le personnel, etc., ne pourra être considéré comme entraînant des responsabilités pécuniaires pour l'Union;

12 si, au lieu de convoquer la conférence ou réunion, le gouvernement invitant déclare qu'il ne lui est pas possible de recevoir la conférence au lieu et à la date fixés, l'Union ne sera pas tenue pour responsable des frais encourus par le gouvernement invitant pour la préparation de la conférence ou réunion;

13 sur demande du gouvernement invitant et si les conditions du change sont convenables, les contributions dues à l'Union par ce gouvernement peuvent être acceptées en monnaie locale dans une proportion permettant de couvrir les frais de la conférence qui seront réglés dans cette monnaie.

C Règlements des comptes des conférences pour lesquelles les crédits ne figurent pas dans le budget annuel

14 Afin de réduire dans toute la mesure du possible le montant des intérêts afférents aux sommes avancées par le Gouvernement de la Confédération suisse, il importe de recouvrer sans retard les quotes-parts des participants à ces conférences. A cet effet:

14.1 lorsqu'une conférence s'étend sur une période chevauchant sur l'exercice financier suivant, le Secrétaire général adressera aux administrations ou organisations intéressées le compte de leur quote-part des dépenses encourues pendant l'exercice en cours;

14.2 si, à la clôture d'une conférence, il s'avère que les comptes ne pourront pas être définitivement arrêtés dans le délai d'un mois, le Secrétaire général adressera immédiatement aux participants un compte provisoire de leur quote-part des dépenses en se fondant sur l'état des dépenses approuvées par la séance plénière de clôture; un compte complémentaire sera envoyé ultérieurement si un reliquat reste à recouvrer à la clôture définitive des comptes.

D Limite des prérogatives des conférences en matière financière

15 Une conférence n'a pas le pouvoir de décider qu'elle tiendra une nouvelle session lorsque sa session primitive aura pris fin, ni de réunir d'autres conférences, sinon conformément à la procédure prévue à l'article 54 de la Convention de Nairobi (1982);

16 aucune conférence autre que la Conférence de plénipotentiaires n'a le pouvoir d'autoriser le Secrétaire général à solliciter du gouvernement invitant une avance de fonds, ou de demander au Gouvernement de la Confédération suisse d'avancer des fonds. Le Secrétaire général ne peut agir en cette matière qu'en se conformant aux dispositions de la Convention ou aux directives de la Conférence de plénipotentiaires ou du Conseil;

17 les conférences administratives et les assemblées plénières des Comités consultatifs doivent respecter les dispositions des numéros 627 et 628 de la Convention de Nairobi (1982).

E Publication des textes définitifs des conférences ou réunions

18 En principe, les textes définitifs approuvés par les conférences ou réunions, quel que soit leur mode de reproduction, sont édités par les soins du Secrétariat général au lieu habituel de leur publication et aux moindres frais;

19 cependant, il pourra être dérogé à cette règle en cas d'urgence reconnue et à la demande expresse de la conférence ou réunion;

20 à part les exemplaires des textes définitifs distribués aux personnes participantes en tant que documents de conférence, aucun exemplaire desdits textes ne sera remis gratuitement aux participants à la conférence ou réunion.

F Assemblées plénières et Commissions d'études des CCI

21 Les dispositions de la présente Résolution sont applicables aux réunions des assemblées plénières et des commissions d'études des CCI pour lesquelles le Secrétaire général est chargé de prendre, en accord avec le Directeur du Comité consultatif intéressé, les dispositions administratives et financières nécessaires.

Réf.: Documents 265/CA3 (1948), 558/CA4 (1949), 806/CA5 (1950), 1606/CA9 (1954), 2499/CA15 (1960), 4965/CA31 (1976), 6197/CA39 (1984), 6963/CA45, 7052/CA45 et 7041/CA45 (1990).

R 741 Conditions de participation des organisations de libération aux réunions de l'UIT

(C-1974,
dernière
mod. C-1984)

Le Conseil,

considérant la Résolution 4 de la Conférence de plénipotentiaires de Nairobi (1982) relative à la participation aux réunions de l'UIT comme observateur des organisations de libération,

considérant de plus que les Nations Unies reconnaissent les organisations de libération reconnues par l'Organisation de l'unité africaine d'une part et par la Ligue des Etats arabes, d'autre part,

décide que les organisations de libération énumérées ci-après peuvent assister à tout moment aux réunions de l'UIT:

A Mouvements de libération reconnus par l'Organisation de l'Unité africaine (OUA)

South West Africa People's Organization (SWAPO)

Pan-African Congress of Azania

African National Congress of South Africa

B Mouvement de libération reconnu par la Ligue des Etats arabes

Organisation de libération de la Palestine (OLP)

charge le Secrétaire général de donner suite à la présente Résolution.

Réf.: Documents 4673/CA29 (1974), 4774/CA30 (1975), 4965/CA31 (1976), 6197/CA39 (1984).

R 1141 Réduction du volume et du coût de la documentation pour les conférences, les assemblées et le Conseil de l'UIT

(C-1999)

Le Conseil,

considérant

a) la Résolution 104 (Minneapolis, 1998) relative à la réduction du volume et du coût de la documentation des conférences de l'UIT;

b) la Résolution 66 (Rév. Minneapolis, 1998) relative aux documents et publications de l'Union;

c) le rapport du Secrétaire général (Document C99/15) sur les moyens de réduire le volume et le coût des documents de conférence,

tenant compte des opinions et des avis formulés sur cette question par le Groupe consultatif des radiocommunications, le Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications et le Groupe consultatif du développement des télécommunications,

décide

1 que, conformément à la Résolution 104 (Minneapolis, 1998), tout devrait être mis en œuvre pour réduire le volume et le coût de la documentation au sein de l'Union;

2 qu'à cette fin, les mesures décrites dans l'Annexe A de la présente résolution seront appliquées en ce qui concerne les conférences, les assemblées et les sessions du Conseil,

charge le Secrétaire général

1 de poursuivre les efforts déployés par le secrétariat pour réduire la longueur des documents et faire en sorte qu'ils soient soumis dans les délais prévus;

2 d'élaborer et de fournir des directives de rédaction établies à l'intention des auteurs des documents pour chaque conférence, assemblée ou session du Conseil et portant sur la longueur, le format, la présentation et la soumission électronique éventuelle des documents, et comprenant des gabarits appropriés;

3 d'éviter le retraitage des documents existants sur support papier accessibles par des moyens électroniques et le retraitage systématique des textes modifiés, à moins de justification réelle et, en ce qui concerne les conférences dont les documents ont valeur de traités, d'étudier la possibilité, notamment au niveau des conséquences pratiques et juridiques, de se dispenser des opérations de réimpression des textes pour chaque lecture (documents blancs, documents bleus et documents roses);

4 d'étudier la corrélation entre la durée des réunions et le volume des documents, en vue d'élaborer des normes indicatives;

5 d'étudier la possibilité de mettre des moyens informatiques adéquats à la disposition des délégués dans les salles de conférence (raccordements au réseau local, alimentations électriques),

encourage les Etats Membres et les Membres des Secteurs à ne ménager aucun effort pour contribuer à la réduction du volume des documents en se limitant à divers égards, notamment en demandant moins de documents sur support papier, voire aucun, en utilisant au maximum les systèmes de traitement électronique des documents, en réduisant la longueur de leurs contributions et en soumettant les documents de conférence dans les délais prévus,

charge en outre le Secrétaire général de faire rapport au Conseil, à sa session de l'an 2000, sur la mise en œuvre de la présente résolution et son incidence sur les réunions,

charge les Directeurs des Bureaux de faire rapport au Conseil, à sa session de l'an 2000, sur les procédures élaborées par les groupes consultatifs et les économies correspondantes, telles qu'elles ont été expérimentées concrètement lors d'une réunion ou d'une assemblée,

charge le Directeur du BDT de tenir compte de la présente résolution dans l'application de la Résolution 66 (Rév. Minneapolis, 1998).

Réf.: Documents C99/116 et C99/133.

ANNEXE A (à la Résolution 1141)

Mesures à prendre pour réduire le volume et le coût de la documentation pour les conférences, les assemblées et le Conseil de l'UIT

1 Traduction et reproduction des documents

- a) *Conférences de plénipotentiaires, conférences des radiocommunications, conférences mondiales des télécommunications internationales et Conseil*
- Les propositions des Etats Membres ainsi que tous les rapports établis en application d'instructions d'une conférence ou du Conseil et tous les documents résultant des travaux des séances plénières et des commissions seront traduits et publiés dans les langues requises¹.
 - Les contributions des Etats Membres autres que les propositions seront soumises au Président de la conférence ou du Conseil qui pourra décider, après consultation de l'Etat Membre concerné et du Secrétaire général, de considérer ces contributions comme des documents d'information et d'en limiter la publication à la version en langue originale ou d'autoriser la traduction d'un résumé de la contribution.
 - Les contributions d'organisations internationales ou d'observateurs seront considérées comme des documents d'information; leur traduction dans les langues requises¹ et/ou leur reproduction seront soumises à l'autorisation du Président de la conférence ou du Conseil qui pourra décider, après consultation du Secrétaire général et de l'organisation ou de l'observateur concerné, d'en autoriser la traduction et/ou la publication ou le résumé.
- b) *Conférences de développement, assemblées et commissions d'études*
- Les Directeurs des trois Bureaux, en coordination avec leur groupe consultatif respectif, devraient étudier et recommander une procédure applicable à la traduction et à la reproduction des documents sur la base de l'Annexe de la Résolution 104 (Minneapolis, 1998), compte tenu des contraintes budgétaires².

Le traitement des documents d'information ne devra pas retarder le traitement des autres documents.

2 Distribution des documents

- a) *Conférences de plénipotentiaires, conférences mondiales des radiocommunications, conférences mondiales des télécommunications internationales et Conseil*
- Tous les documents seront publiés sur le Web dès qu'ils seront disponibles; les versions papier seront diffusées dès qu'elles seront imprimées; et il sera créé pour la conférence ou le Conseil une page web spécialisée régulièrement mise à jour.
 - En ce qui concerne les documents communiqués avant et après les conférences, la diffusion par des moyens électroniques sera encouragée et pour ceux qui souhaiteront néanmoins continuer de recevoir des documents sur support papier, le nombre des documents envoyés par la poste sera limité à cinq pour les Etats Membres et à un pour les Membres des Secteurs.

¹ Conformément aux dispositions de la Constitution et de la Convention et compte tenu de la mise en œuvre de la Résolution 103 (Minneapolis, 1998).

² Cette étude devrait comprendre les essais réalisés lors d'une conférence, d'une assemblée ou d'une réunion donnée.

- Outre les exemplaires déjà fournis, chaque participant recevra le premier jour de la réunion un CD-ROM regroupant tous les documents de travail soumis dans les délais prévus, ainsi que, le dernier jour, un CD-ROM contenant tous les documents de travail et documents établis en séance.
- Nonobstant ces dispositions, d'autres exemplaires des CD-ROM et des copies papier dans leurs versions définitives seront fournis sur demande et payés comme toute autre publication de l'UIT.

b) *Conférences de développement, assemblées et commissions d'études*

- La procédure exposée ci-dessus sera adaptée aux besoins particuliers de chaque Secteur par les Directeurs des Bureaux, d'entente avec leur groupe consultatif respectif.

D 304 **Participation des délégations des Membres de l'Union aux conférences et réunions de l'Union**

(C-1963,
dernière
mod. C-1976)

Le Conseil

décide que, vu les dispositions de la Convention selon lesquelles tous les Membres ont le droit de participer aux conférences et réunions de l'Union, le Secrétaire général devra faire figurer, dans tout accord passé avec un gouvernement invitant relativement aux dispositions à prendre concernant une conférence ou réunion de l'Union, une clause selon laquelle l'administration invitante appliquera sans réserve les dispositions de la Convention et accordera aux personnes qui participent à cette conférence ou réunion soit comme représentants des Membres de l'Union ou d'autres organisations invitées, soit en tant que fonctionnaires de l'Union, ainsi qu'aux membres de leur famille, l'autorisation d'entrer dans le pays intéressé et d'y séjourner pendant toute la durée des fonctions ou de la mission qu'elles ont à remplir en relation avec la conférence ou réunion.

Réf.: Documents 3016/CA18 (1963), 4965/CA31 (1976).

D 307 **Conférences régionales**

(C-1963,
dernière
mod. C-1976)

Le Conseil

décide de charger le Secrétaire général d'adresser une notification officielle à tous les Membres de l'Union chaque fois qu'une conférence régionale de l'Union est convoquée.

Réf.: Documents 3098/CA18 (1963), 4965/CA31 (1976).

3.2 Conseil

R 2 Participation des membres du Conseil aux sessions

(C-1948,
dernière
mod. C-1976)

Le Conseil,

considérant que ses Membres sont investis d'un mandat de caractère international,

exprime le vœu que les représentants de ces Membres assistent à toutes les sessions du Conseil dès l'ouverture de ces sessions.

Réf.: Documents 72(Rév.)/CA2 (1948), 1606/CA9 (1954), 4965/CA31 (1976).

R 687 Indemnité pour frais de voyage et indemnité de subsistance des représentants des Membres du Conseil

(C-1971,
dernière
mod. C-1976)

Le Conseil

décide que, à partir de la 26^e session du Conseil, les taux de l'indemnité pour frais de voyage et de l'indemnité de subsistance des représentants des Membres du Conseil seront alignés sur les taux appliqués aux hauts fonctionnaires des Nations Unies et seront fixés conformément aux règles appliquées par l'OMS et l'OIT aux Membres des Conseils de ces organisations.

Réf.: Documents 4253/CA26 (1971), 4965/CA31 (1976).

R 1305 Rôle du Groupe spécialisé dans l'identification des questions de politiques publiques relatives à l'Internet

(C09)

Le Conseil,

reconnaissant

a) le numéro 70 2) de la Constitution de l'UIT, définissant l'une des fonctions du Conseil de l'UIT comme étant la structure au sein de l'Union chargée d'examiner les grandes questions de politique des télécommunications conformément aux directives générales de la Conférence de plénipotentiaires, afin que les orientations politiques et la stratégie de l'Union soient parfaitement adaptées à l'évolution de l'environnement des télécommunications;

b) la Résolution 102 (Rév. Antalya, 2006) de la Conférence de plénipotentiaires relative au rôle de l'UIT concernant les questions de politiques publiques internationales ayant trait à l'Internet et à la gestion des ressources de l'Internet, y compris les noms de domaine et les adresses;

c) la Résolution 101 (Rév. Antalya, 2006) de la Conférence de plénipotentiaires relative aux réseaux fondés sur le protocole Internet;

- d) la Résolution 133 (Rév. Antalya, 2006) de la Conférence de plénipotentiaires relative au rôle des administrations des Etats Membres dans la gestion des noms de domaine (multilingues) internationalisés;
- e) la Résolution 75 (Johannesburg, 2008) de l'AMNT relative à la contribution de l'UIT-T à la mise en œuvre des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information et à la création d'un Groupe spécialisé sur les questions de politiques publiques relatives à l'Internet, faisant partie intégrante du Groupe de travail du Conseil sur le Sommet mondial sur la société de l'information;
- f) la Résolution 47 (Rév. Johannesburg, 2008) de l'AMNT relative aux noms de domaine de premier niveau de type code de pays;
- g) la Résolution 48 (Rév. Johannesburg, 2008) de l'AMNT relative aux noms de domaine internationalisés;
- h) la Résolution 49 (Rév. Johannesburg, 2008) de l'AMNT relative au système ENUM;
- i) la Résolution 50 (Rév. Johannesburg, 2008) de l'AMNT relative à la cybersécurité;
- j) la Résolution 52 (Rév. Johannesburg, 2008) de l'AMNT intitulée «Lutter contre et combattre le spam»;
- k) La Résolution 64 (Johannesburg, 2008) de l'AMNT intitulée «Attribution des adresses IP et encouragement du déploiement de IPv6»;
- l) la Résolution 69 (Johannesburg, 2008) de l'AMNT intitulée «Accès non discriminatoire aux ressources de l'Internet et utilisation non discriminatoire de ces ressources»;
- m) le Programme 3, adopté par la Conférence mondiale de développement des télécommunications (Rév. Doha, 2006), qui fait de la cybersécurité l'une de ses activités prioritaires;
- n) la Résolution 1282 du Conseil et les modifications qui lui ont été apportées par le Conseil à sa session de 2008, conformément à la Résolution 75 (Johannesburg, 2008) de l'AMNT;
- o) l'Avis 1 (Lisbonne, 2009) du FMPT sur les questions de politiques publiques liées à l'Internet,

reconnaissant en outre

que, conformément à la Résolution 75 (Johannesburg, 2008) de l'AMNT et à la Résolution 1282 (Mod. 2008) du Conseil, le *Groupe spécialisé sur les questions de politiques publiques relatives à l'Internet* est chargé d'identifier, d'étudier et d'approfondir les thèmes liés aux questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet et de diffuser les résultats de ses travaux à l'ensemble des membres de l'UIT,

notant

- a) les résultats de la deuxième réunion du Groupe spécialisé sur les questions de politiques publiques relatives à l'Internet, au cours de laquelle ont été identifiés des sujets considérés comme relevant du mandat de l'UIT concernant les questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet (reproduit dans l'Annexe 1 du Rapport du Président du Groupe spécialisé à la session de 2009 du Conseil);
- b) qu'aux termes du paragraphe 68 de l'Agenda de Tunis pour la société de l'information (Tunis, 2005), il est reconnu que tous les gouvernements devraient avoir égalité de rôle et de responsabilité dans la gouvernance internationale de l'Internet ainsi que dans le maintien de la stabilité, de la sécurité et de la continuité de ce réseau et qu'il est également reconnu que les gouvernements doivent élaborer des politiques publiques en consultation avec toutes les parties prenantes;

c) qu'aux termes du paragraphe 63 de l'Agenda de Tunis, les pays ne devraient pas intervenir dans des décisions relatives au domaine de premier niveau correspondant au code de pays (ccTLD) d'un autre pays. Les intérêts légitimes nationaux, tels qu'ils sont exprimés et définis par chaque pays, de diverses manières, en ce qui concerne les décisions relatives à leurs ccTLD doivent être respectés, défendus et traités dans un cadre et au moyen de mécanismes souples et améliorés;

d) que le paragraphe 65 de l'Agenda de Tunis souligne la nécessité d'optimiser la participation des pays en développement à la prise de décision concernant la gouvernance de l'Internet, qui devrait tenir compte de leurs intérêts, ainsi que la participation de ces pays au développement et au renforcement des capacités;

e) que le paragraphe 69 de l'Agenda de Tunis souligne la nécessité à l'avenir de renforcer la coopération afin de permettre aux gouvernements de s'acquitter, sur un pied d'égalité, de leurs rôles et responsabilités en ce qui concerne les questions de politiques publiques internationales concernant l'Internet, mais pas les questions techniques et opérationnelles courantes qui n'ont pas d'incidence sur les questions de politiques publiques internationales,

invite les Etats Membres

1 à reconnaître le champ d'activités de l'UIT sur les questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet, représenté par la liste de sujets figurant à l'Annexe 1 qui a été établie conformément aux décisions prises par les membres de l'UIT à la Conférence de plénipotentiaires, au Conseil et à des conférences mondiales;

2 à élaborer leurs positions respectives sur chacune des questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet mentionnées au point 1 sous *invite les Etats Membres* et à contribuer activement aux travaux de l'UIT sur ces questions,

charge le Secrétaire général

1 de fournir le soutien nécessaire, dans les limites des ressources budgétaires existantes, pour que le *Groupe spécialisé sur les questions de politiques publiques relatives à l'Internet*, en tant que partie intégrante du *GT-SMSI*, puisse mener à bien ses travaux;

2 de diffuser, le cas échéant, les rapports du *Groupe spécialisé sur les questions de politiques publiques relatives à l'Internet* à toutes les organisations internationales concernées et aux parties prenantes impliquées activement en la matière pour qu'elles en tiennent compte dans leur processus d'élaboration de politiques;

3 de faire rapport chaque année au Conseil sur les activités entreprises en la matière.

ANNEXE 1

	Questions de politiques publiques	Mandat de l'UIT correspondant
1	Multilinguisation des noms de domaine Internet, y compris des noms de domaine internationalisés (multilingues)	<ul style="list-style-type: none"> • Résolution 133 (Rév. Antalya, 2006) de la Conférence de plénipotentiaires • Résolution 48 (Rév. Johannesburg, 2008) de l'AMNT • Programme 3 de la CMDT (Rév. Doha, 2006)
2	Connectivité Internet internationale	<ul style="list-style-type: none"> • Commission d'études 1 de l'UIT-D, Question 12-2/1 • Commission d'études 3 de l'UIT-T (Recommandation D.50)
3	Questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet et gestion des ressources de l'Internet, y compris les noms de domaine et les adresses	<ul style="list-style-type: none"> • Résolutions 101 et 102 (Rév. Antalya, 2006) de la Conférence de plénipotentiaires • Résolutions 47, 49, 64, 69, 75 (Rév. Johannesburg, 2008) de l'AMNT • Résolution 1282 (Mod. 2008) • Coordonnateur principal de la grande orientation C6 du SMSI (Tunis, 2005)
4	Sécurité, sûreté, continuité, durabilité et solidité de l'Internet	<ul style="list-style-type: none"> • Résolutions 102 et 130 (Rév. Antalya, 2006) de la Conférence de plénipotentiaires • Résolution 45 de la CMDT, Programme 3 (Rév. Doha, 2006) • Résolutions 50 et 52 (Rév. Johannesburg, 2008) de l'AMNT • Commission d'études 17 de l'UIT-T, Commission d'études 1 de l'UIT-D • Résolution 71 (Rév. Antalya, 2006) de la Conférence de plénipotentiaires – But stratégique 4
5	Lutte contre la cybercriminalité	<ul style="list-style-type: none"> • Coordonnateur principal de la grande orientation C5 du SMSI (Tunis, 2005) • Programme 3 de la CMDT (Rév. Doha, 2006) • Résolution 71 (Rév. Antalya, 2006) de la Conférence de plénipotentiaires – But stratégique 4 • Commission d'études 1 de l'UIT-D
6	Efficacité de la lutte contre le spam	<ul style="list-style-type: none"> • Coordonnateur principal de la grande orientation C5 du SMSI (Tunis, 2005) • Résolution 130 (Rév. Antalya, 2006) de la Conférence de plénipotentiaires • Programme 3 de la CMDT, Résolution 45 (Rév. Doha, 2006) • Résolutions 50 et 52 (Rév. Johannesburg, 2008) de l'AMNT
7	Questions liées à l'utilisation et à la mauvaise utilisation de l'Internet	<ul style="list-style-type: none"> • Coordonnateur principal de la grande orientation C5 du SMSI (Tunis, 2005) • Résolution 1282 (Mod. 2008) • Programme 3 de la CMDT (Rév. Doha, 2006) • Résolution 130 (Rév. Antalya, 2006) de la Conférence de plénipotentiaires • Résolutions 50 et 52 (Rév. Johannesburg, 2008) de l'AMNT
8	Disponibilité, accessibilité économique, fiabilité et qualité de service, en particulier dans les pays en développement	<ul style="list-style-type: none"> • Coordonnateur principal de la grande orientation C2 du SMSI (Tunis, 2005) • Résolution 1282 (Mod. 2008)
9	Contribution au renforcement des capacités pour la gouvernance de l'Internet dans les pays en développement	<ul style="list-style-type: none"> • Résolutions 17 et 20 (Rév. Doha, 2006) de la CMDT • Programmes 3 et 5 de l'UIT-D • Résolution 64 (Rév. Johannesburg, 2008) de l'AMNT

	Questions de politiques publiques	Mandat de l'UIT correspondant
10	Aspects de l'Internet liés au développement	<ul style="list-style-type: none">• Résolutions 17 et 20 (Rév.Doha, 2006) de la CMDT• Résolutions 64 et 75 (Rév.Johannesburg, 2008) de l'AMNT• Résolutions 101, 102 et 133 (Rév. Antalya, 2006) de la Conférence de plénipotentiaires
11	Respect de la confidentialité et protection des données et informations personnelles	<ul style="list-style-type: none">• Résolution 130 (Rév. Antalya, 2006) de la Conférence de plénipotentiaires• Coordonnateur principal de la grande orientation C5 du SMSI (Tunis, 2005)• Résolution 1282 (Mod. 2008)• Résolution 71 (Rév. Antalya, 2006) de la Conférence de plénipotentiaires – But stratégique 4
12	Protection des enfants et des jeunes contre les abus et l'exploitation	<ul style="list-style-type: none">• Résolution 130 (Rév. Antalya, 2006) de la Conférence de plénipotentiaires• Coordonnateur principal de la grande orientation C5 du SMSI (Tunis, 2005)• Résolution 71 (Rév. Antalya, 2006) de la Conférence de plénipotentiaires – But stratégique 4• Résolution 1282 (Mod. 2008)• Programme 3 de l'UIT-D, Commission d'études 17 de l'UIT-T

Réf.: Documents C09/105 et C09/118.

R 1306 **Rôle de l'UIT concernant les questions de politiques publiques internationales**
(C09) **relatives à la création d'un environnement Internet plus sûr pour les enfants**

Le Conseil,

considérant

- a)* que l'Union a pour objet, notamment, de promouvoir, au niveau international, l'adoption d'une grande diversité de questions relatives aux télécommunications/technologies de l'information et de la communication (TIC), contribuant à faciliter l'extension des avantages des nouvelles technologies de télécommunication à tous les habitants de la planète, et d'harmoniser les efforts des Etats Membres et des Membres de Secteur en vue de la réalisation de ces objectifs;
- b)* que l'Internet joue un rôle de plus en plus important et utile dans l'éducation des enfants du monde entier, contribuant à enrichir les programmes scolaires et à surmonter les obstacles notamment linguistiques entre les enfants de toutes nations;
- c)* que l'Internet est devenu une plate-forme essentielle pour différents types d'activités destinées aux enfants dans les domaines de l'éducation, de la culture et des loisirs;
- d)* que les enfants comptent parmi les utilisateurs les plus actifs de l'Internet;
- e)* que les parents, les tuteurs et les éducateurs ne sont pas toujours au courant des activités des enfants sur l'Internet;
- f)* que les enfants peuvent accéder par inadvertance à des sites destinés aux adultes, ou être en contact avec des contenus inappropriés;

- g) que, pour régler le problème de la cybersécurité des enfants, il est indispensable de prendre des mesures volontaristes afin d'assurer la protection en ligne des enfants au niveau international;
- h) que la protection en ligne des enfants est une question dont l'intérêt est reconnu dans le monde entier et qui doit être inscrite à l'ordre du jour des instances internationales;
- i) que, à l'occasion du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) (Tunis, 2005), la société de l'information a reconnu les besoins des enfants et des jeunes ainsi que la nécessité de leur protection dans le cyberspace; à cet égard, il est indiqué dans l'Engagement de Tunis ce qui suit:

a) *«Nous reconnaissons le rôle des TIC dans la protection et le développement des enfants. Nous renforcerons les mesures destinées à protéger les enfants contre tout abus et à assurer la défense de leurs droits dans le contexte des TIC. A cet égard, nous insistons sur le fait que l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale» (paragraphe 24);*

et il est indiqué dans l'Agenda de Tunis ce qui suit:

Nous réaffirmons l'engagement que nous avons pris de fournir à tous un accès équitable à l'information et au savoir, en reconnaissant le rôle joué par les TIC dans la croissance économique et le développement. Nous sommes résolus à collaborer pour [...] atteindre les buts et objectifs de développement arrêtés à l'échelle internationale, notamment les Objectifs du Millénaire pour le développement, en [...] intégrant dans les plans d'action nationaux et les cyberstratégies nationales des politiques et des cadres de réglementation, d'autoréglementation, ou autres, pour protéger les enfants et les jeunes contre toute forme d'abus ou d'exploitation reposant sur l'utilisation des TIC (alinéa q) du paragraphe 90),

reconnaisant

- a) les efforts accomplis dans le domaine de la protection en ligne des enfants aux niveaux local, national, régional et international;
- b) l'appel à l'action lancé le 18 mai 2009 par le Secrétaire général de l'UIT afin de faire de l'année 2009-2010 l'année de la protection en ligne des enfants,

soulignant

- a) l'engagement pris par l'UIT de connecter le monde de façon responsable pour garantir la cybersécurité, assurer la cyberpaix et protéger les enfants en ligne;
- b) le rôle de l'UIT pour faciliter la mise en oeuvre de la grande orientation C5 du SMSI *«Etablir la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC»;*
- c) le lancement de l'initiative spéciale relative à la protection en ligne des enfants dans le cadre du Programme mondial cybersécurité (GCA) de l'UIT,

notant

- a) l'accord conclu par les participants au Dialogue stratégique UIT/MIC sur un environnement Internet plus sûr pour les enfants (Communiqué de Tokyo) en vue:
- d'établir un cadre de base pour la sécurité;
 - d'encourager les initiatives volontaires dans le secteur privé;
 - d'encourager les initiatives en faveur de la formation des utilisateurs;
- b) l'évolution rapide de la société de l'information et les avancées technologiques qui pourraient exposer les enfants à différents risques et, ainsi, la nécessité de faire face à ces problèmes;

c) la mise en œuvre inégale dans le monde des mesures et des procédures de protection en ligne des enfants et les différents risques auxquels ces derniers sont exposés dans les différentes régions,

décide de charger le Secrétaire général

1 de prendre les mesures nécessaires pour que l'UIT continue de jouer un rôle de facilitateur dans la coordination des questions de politiques publiques internationales et, en particulier, celles relatives à la protection en ligne des enfants, et pour qu'elle joue un rôle actif dans la coopération internationale avec toutes les institutions des Nations Unies s'occupant des questions de la protection des enfants, comme il est demandé dans l'Engagement de Tunis;

2 de faire rapport au Conseil chaque année sur les activités entreprises sur ces questions et de soumettre des propositions, le cas échéant, dans le cadre de l'initiative sur la protection en ligne des enfants (COP),

invite le Secrétaire général

à se mettre en liaison avec d'autres institutions et entités des Nations Unies concernées par cette question, afin de créer une base mondiale d'informations, de statistiques et d'outils utiles et mis à jour concernant la protection en ligne des enfants,

charge le Secrétaire général et le Directeur du Bureau de développement des télécommunications

1 d'organiser des dialogues stratégiques permettant aux décideurs, régulateurs, représentants du secteur, chercheurs, universitaires et à d'autres acteurs pertinents d'échanger des vues, des expériences et des bonnes pratiques sur des questions essentielles d'ordre politique et stratégique dans le domaine de la protection en ligne des enfants;

2 d'informer la Conférence mondiale de développement des télécommunications sur les activités entreprises et sur les résultats obtenus sur cette question, en soumettant des propositions à étudier plus avant, s'il y a lieu,

décide

1 de créer un groupe de travail du Conseil sur la protection en ligne des enfants (WG-CP) ouvert à tous les Etats Membres et Membres de Secteur, qui aura pour mandat:

1.1 d'échanger des vues et de promouvoir des travaux sur le sujet;

1.2 de présenter chaque année au Conseil un rapport sur les activités du groupe de travail sur la protection en ligne des enfants (WG-CP);

2 de faire rapport à la Conférence de plénipotentiaires de 2010 sur les activités entreprises et sur les résultats obtenus sur ces questions, en soumettant des propositions à étudier plus avant, s'il y a lieu.

Réf.: Documents C09/108 (Rév.1) et C09/120.

R 1332 **Rôle de l'UIT dans la mise en œuvre des résultats du SMSI jusqu'en 2015 et les activités futures au-delà du SMSI+10**
(C11)

Le Conseil,

rappelant

a) la Résolution 140 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires sur le rôle de l'UIT dans la mise en œuvre des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) et la Résolution 1196 du Conseil, qui a transformé le Comité de liaison du SMSI en un Groupe de travail sur le SMSI (GT-SMSI) et en a défini le mandat;

- b) la Résolution 172 (Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires sur l'examen d'ensemble de la mise en œuvre des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information;
- c) la Résolution 102 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires sur le rôle de l'UIT concernant les questions de politiques publiques internationales ayant trait à l'Internet et à la gestion des ressources de l'Internet, y compris les noms de domaine et les adresses;
- d) la Résolution 75 (Johannesburg, 2008) de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications relative à la contribution de l'UIT-T à la mise en œuvre des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information et à la création d'un Groupe spécialisé sur les questions de politiques publiques relatives à l'Internet, faisant partie intégrante du Groupe de travail du Conseil sur le Sommet mondial sur la société de l'information;
- e) la Résolution 30 (Rév. Hyderabad, 2010) sur le rôle du Secteur du développement des télécommunications de l'UIT dans la mise en œuvre des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information;
- f) les Résolutions 1214, 1222, 1244 et 1282 (modifiée en 2008) du Conseil relatives aux travaux du GT-SMSI,

considérant

- a) que l'UIT a un rôle déterminant à jouer pour inscrire l'édification de la société de l'information dans une perspective mondiale;
- b) que le GT-SMSI s'est révélé être un mécanisme efficace pour faciliter les contributions des Etats Membres en rapport avec le rôle de l'UIT dans la mise en œuvre des résultats du SMSI, comme l'a préconisé la Conférence de plénipotentiaires de 2010;
- c) que le GT-SMSI recommande au Conseil d'envisager la possibilité d'identifier des ressources extrabudgétaires, en complément des ressources budgétaires ordinaires allouées, en application du Plan stratégique de l'UIT, à la mise en œuvre des résultats du SMSI;
- d) que la Conférence de plénipotentiaires de 2010 a adopté la Résolution 140 (Rév. Guadalajara, 2010) sur le rôle de l'UIT dans la mise en œuvre des résultats du SMSI, soulignant que les compétences fondamentales de l'UIT dans le domaine des TIC, à savoir l'assistance pour réduire la fracture numérique, la coopération régionale et internationale, la gestion du spectre des fréquences radioélectriques, l'élaboration de normes et la diffusion de l'information, sont déterminantes pour l'édification de la société de l'information;
- e) que, aux termes de la Résolution 140 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires, l'UIT est chargée de terminer le rapport sur la mise en œuvre des résultats du SMSI, pour ce qui est de l'UIT, en 2014, et le Conseil est chargé de maintenir le Groupe de travail, afin:
 - i) *de permettre aux membres de fournir des contributions et de donner des orientations sur la mise en œuvre par l'UIT des résultats pertinents du SMSI; et*
 - ii) *d'élaborer, à l'intention du Conseil, en collaboration avec d'autres groupes de travail du Conseil, les propositions qui peuvent être nécessaires pour permettre à l'UIT de s'adapter au rôle qu'elle doit jouer dans l'édification de la société de l'information, avec l'assistance du Groupe spécial sur le SMSI, ces propositions pouvant éventuellement comprendre des amendements à la Constitution et à la Convention;*

et le Conseil est également chargé d'élaborer, dans le cadre des commissions d'études des différents Secteurs, une définition de travail de l'expression "technologies de l'information et de la communication" et de la soumettre au Conseil et à ses groupes de travail, pour transmission éventuelle à la prochaine Conférence de plénipotentiaires;

f) que la Résolution 102 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires, dans ses considérant, reconnaissant et soulignant, s'inspire des résultats pertinents du SMSI figurant dans les paragraphes 29 à 82 de l'Agenda de Tunis relatifs à la gouvernance de l'Internet et que, aux termes de cette Résolution, il a été décidé d'étudier les moyens de renforcer la collaboration et la coordination entre l'UIT et les organisations compétentes¹ participant au développement des réseaux fondés sur le protocole Internet et de l'Internet de demain, au moyen d'accords de coopération, selon qu'il conviendra, afin de renforcer le rôle de l'UIT dans la gouvernance de l'Internet, en vue d'offrir le plus d'avantages possible à la communauté mondiale;

g) que, aux termes de la Résolution 102 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires, le Conseil est chargé:

- i) *de modifier les résolutions pertinentes qu'il a adoptées, afin de faire du Groupe spécialisé un groupe de travail du Conseil (GTC), limité aux Etats Membres, en menant des consultations ouvertes avec toutes les parties prenantes; une instruction similaire figure dans la Résolution 140 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires;*
- ii) *compte tenu des rapports annuels présentés par le Secrétaire général et les Directeurs des Bureaux, de prendre des mesures appropriées pour contribuer activement aux discussions et initiatives internationales sur les questions relatives à la gestion internationale des noms de domaine et des adresses Internet ainsi que des autres ressources de l'Internet relevant du mandat de l'UIT;*
- iii) *d'examiner les rapports du Groupe spécialisé et de prendre des mesures, au besoin;*
- iv) *de faire rapport à la Conférence de plénipotentiaires de 2014 sur les activités menées et les résultats obtenus concernant les objectifs de la présente Résolution, en soumettant des propositions à étudier plus avant, s'il y a lieu,*

ayant examiné

le rapport du Groupe de travail du Conseil sur le SMSI concernant l'évolution de la situation depuis la Conférence de plénipotentiaires de 2010, faisant l'objet du Document C11/33 et de ses Add. 1 et 2 présentés au Conseil à sa session de 2011,

reconnaissant

que le Conseil a avalisé le rapport du GT-SMSI (Document C11/33 + Add.1 et 2),

notant

que le Secrétaire général de l'UIT a créé le Groupe spécial sur le SMSI chargé de formuler des stratégies et de coordonner les politiques et activités de l'UIT en rapport avec le SMSI et que ce Groupe spécial est présidé par le Vice-Secrétaire général de l'UIT,

décide

1 que le Groupe de travail du Conseil sur le SMSI, ouvert à tous les membres de l'UIT, devra poursuivre ses travaux selon le mandat révisé présenté en Annexe;

2 de faire du Groupe spécialisé sur les questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet un groupe de travail du Conseil (GTC), ouvert uniquement à la participation de tous les Etats Membres et menant des consultations ouvertes avec toutes les parties prenantes, conformément aux Résolutions 102 (Rév. Guadalajara, 2010) et 140 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires,

¹ Organisations comprenant, entre autres, l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN), les Registres Internet régionaux (RIR), le Groupe d'étude sur l'ingénierie Internet (IETF), l'Internet Society (ISOC) et le World Wide Web Consortium (W3C), sur une base de réciprocité.

charge le Secrétaire général

- 1 de mettre à jour régulièrement les feuilles de route relatives aux activités de l'UIT, dans le cadre de son mandat relatif à la mise en œuvre des résultats du SMSI jusqu'en 2015, feuilles de route qui devront être présentées au Conseil par l'intermédiaire du GT-SMSI;
- 2 d'établir un rapport final et exhaustif sur les activités menées par l'UIT dans le cadre de la mise en œuvre des résultats du SMSI ainsi que sur des propositions relatives à des activités futures et de soumettre ce rapport au Conseil, à sa session de 2014, par l'intermédiaire du GT-SMSI;
- 3 d'inviter le Groupe des Nations Unies sur la société de l'information (UNGIS) à élaborer des propositions d'activités futures pour passer de la société de l'information à une société du savoir, propositions basées sur les résultats de l'examen d'ensemble de la mise en œuvre des résultats du SMSI;
- 4 dans le cadre du processus préparatoire en vue de l'examen d'ensemble de la mise en œuvre des résultats du SMSI en 2014/2015, de procéder à une coordination avec toutes les parties prenantes et mettre en place des mécanismes, y compris l'organisation de consultations ouvertes multi-parties prenantes;
- 5 de soumettre un rapport au Conseil de l'UIT sur les résultats de ce processus, pour examen et suite à donner;
- 6 de tenir compte des résultats du GT-SMSI dans les activités du Groupe spécial sur le SMSI;
- 7 de maintenir le Fonds d'affectation spéciale pour le SMSI, afin d'appuyer les activités de l'UIT visant à faciliter la mise en œuvre par l'UIT des résultats du SMSI par le biais de mécanismes tels que la création de partenariats et d'alliances stratégiques et d'inviter les membres de l'UIT à faire des contributions volontaires,

charge le Secrétaire général et les Directeurs des Bureaux

- 1 en plus des coordonnateurs pour les grandes orientations C2, C5 et C6 du SMSI, de nommer d'autres coordonnateurs de l'UIT pour les grandes orientations C1, C3, C4, C7, C8, C9 et C11, pour lesquelles l'UIT est comodérateur ou partenaire, selon qu'il conviendra;
- 2 de définir des tâches et des délais spécifiques pour la mise en œuvre des grandes orientations susmentionnées et de les intégrer dans les plans opérationnels du Secrétariat général et des Secteurs;
- 3 de tenir compte des tâches de l'UIT en ce qui concerne la mise en œuvre des résultats du SMSI lors de la préparation de l'AR-12, de l'AMNT-12, de la CMDT-14 ou de la PP-14, selon qu'il conviendra;
- 4 de fournir toutes les contributions pertinentes et un appui et une assistance adéquats au GT-SMSI, conformément à la Résolution 140 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires;
- 5 de poursuivre l'intégration de la mise en œuvre du Plan d'action d'Hyderabad, en particulier de la Résolution 30 (Rév. Hyderabad, 2010), et de consacrer des efforts particuliers à l'élaboration de méthodes de mesure appropriées, compte tenu du rôle de premier plan de l'UIT dans le Partenariat sur la mesure des TIC au service du développement;
- 6 d'élaborer, dans le cadre des commissions d'études des Secteurs, une définition de travail de l'expression "technologies de l'information et de la communication" et de la soumettre au Conseil et à ses groupes de travail, pour transmission éventuelle à la prochaine Conférence de plénipotentiaires,

encourage les Etats Membres et les Membres de Secteur

- 1 à prendre une part active aux activités se rapportant à la mise en œuvre des résultats du SMSI, aux activités du GT-SMSI ainsi qu'à l'adaptation constante de l'UIT à la société de l'information;

- 2 à faire des contributions volontaires au fonds d'affectation spéciale pour le SMSI pour appuyer des activités relatives à la mise en œuvre des résultats du SMSI;
- 3 à continuer de verser des informations sur leurs activités dans la base de données de l'inventaire des activités du SMSI, accessible au public et tenue à jour par l'UIT.

ANNEXE

Mandat du Groupe de travail du Conseil sur le SMSI

- a) Permettre aux membres de fournir des contributions sur la mise en œuvre par l'UIT des résultats pertinents du SMSI dans le cadre de réunions périodiques et au moyen de lettres circulaires, questionnaires ou autres méthodes de consultation appropriées.
- b) Superviser et évaluer, chaque année, les mesures prises par l'UIT en ce qui concerne la mise en œuvre des résultats du SMSI et le processus préparatoire en vue de l'examen d'ensemble de la mise en œuvre des résultats du SMSI en 2014/2015.
- c) Donner des informations aux membres en ce qui concerne les mesures que devra prendre l'UIT pour la mise en œuvre des résultats du SMSI, en particulier pour ce qui est des grandes orientations C2 (Infrastructure de l'information et de la communication) C5 (Etablir la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC) et C6 (Créer un environnement propice) du SMSI pour lesquelles l'UIT est désignée comme modérateur.
- d) Fournir aux membres des propositions relatives au rôle actif que doit jouer l'UIT dans la mise en œuvre des grandes orientations C1, C3, C4, C7, C8, C9, C11 et d'autres résultats du SMSI se rapportant au mandat de l'UIT, dans les limites financières fixées par la Conférence de plénipotentiaires.
- e) Donner des orientations à l'UIT sur ses activités futures pour le succès de la mise en œuvre des grandes orientations C1, C2, C3, C4, C5, C6, C7, C8, C9, C11 et d'autres résultats du SMSI se rapportant au mandat de l'UIT, dans les limites financières fixées par la Conférence de plénipotentiaires.
- f) Elaborer, à l'intention du Conseil, pour examen, et en liaison avec d'autres groupes de travail du Conseil, les propositions qui pourraient être nécessaires pour que l'UIT s'adapte à son rôle dans l'édification de la société de l'information, avec le concours du Groupe spécial sur le SMSI dans les cas où ces propositions pourraient comporter des modifications de la Constitution et de la Convention de l'Union.
- g) Examiner les travaux préparatoires de l'UIT en vue de l'examen des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du SMSI en 2015 et assurer le suivi de la réalisation des "feuilles de route" pour la mise en œuvre des résultats du SMSI à l'horizon 2015 dans le cadre des compétences fondamentales de l'UIT et des sections correspondantes des plans opérationnels du Secrétariat général et des Secteurs.
- h) Examiner les propositions concernant les moyens de mettre en valeur le rôle de premier plan de l'UIT dans tout processus préparatoire pertinent en vue de l'examen d'ensemble de la mise en œuvre des résultats du SMSI en 2015 et des activités futures au-delà du SMSI+10.
- i) Examiner une définition de travail de l'expression "technologies de l'information et de la communication" élaborée dans le cadre des commissions d'études des Secteurs et la soumettre au Conseil, pour examen et transmission éventuelle à la Conférence de plénipotentiaires de 2014.

Réf.: Documents C11/95 et C11/118.

R 1333 **Principes directeurs régissant la création, la gestion et la cessation des activités**
(C11) **des groupes de travail du Conseil**

Le Conseil,

considérant

- a) l'article 10 de la Constitution, aux termes duquel, dans l'intervalle qui sépare les Conférences de plénipotentiaires, le Conseil, en sa qualité d'organe directeur de l'Union, agit en tant que mandataire de la Conférence de plénipotentiaires dans les limites des pouvoirs délégués par celle-ci;
- b) la Résolution 71 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires relative au Plan stratégique de l'Union pour la période 2012-2015 et les exigences croissantes imposées afin de répondre aux questions, objectifs, stratégies et priorités essentiels de l'Union;
- c) l'Annexe 2 de la Décision 5 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires relative aux possibilités de réduction des dépenses, notamment l'élimination, autant que possible, des réunions physiques des groupes de travail du Conseil,

notant

- a) qu'aux termes de la Décision 11 (Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires relative à la création et à la gestion des groupes de travail du Conseil, il a été demandé au Conseil:
 - i) de créer des groupes de travail sur la base des questions, objectifs, stratégies et priorités identifiés dans la Résolution 71 (Rév. Guadalajara, 2010);
 - ii) de décider du mandat et des méthodes de travail des groupes de travail, conformément au Règlement intérieur du Conseil;
 - iii) de décider de la direction des groupes de travail;
 - iv) de statuer sur la cessation des activités des groupes de travail, en fonction des circonstances dans lesquelles la cessation des activités est appropriée;
 - v) dans la mesure du possible, d'intégrer les réunions des groupes de travail dans l'ordre du jour et le temps alloué aux sessions annuelles du Conseil,

notant en outre

la pression considérable exercée sur les ressources des Etats Membres et des Membres de Secteur et la nécessité de réfléchir à des moyens novateurs de rationaliser les coûts, d'optimiser l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité,

décide

d'adopter les principes directeurs suivants pour la création, la gestion et la cessation des activités des groupes de travail du Conseil (GTC):

- 1 les GTC doivent répondre aux questions, objectifs, stratégies et priorités identifiés dans le Plan stratégique de l'Union pour la période 2012-2015 (Résolution 71 (Rév. Guadalajara, 2010)) et dans les décisions des Conférences de plénipotentiaires.
- 2 le mandat des GTC doit être défini clairement, et il convient de toujours éviter les redondances et les chevauchements de tâches avec les autres GTC; le mandat peut éventuellement être modifié, afin de répondre à l'évolution des besoins;
- 3 le Président et les Vice-Présidents (le cas échéant) des GTC doivent être identifiés en fonction de leur compétence et de leur expérience pratique; il convient de tenir dûment compte de facteurs tels que la répartition géographique équitable et l'équilibre hommes-femmes;

4 les réunions des GTC doivent être menées de manière efficace et rentable, dans les limites du budget alloué par le Conseil; sous réserve de la disponibilité des ressources et des exigences des travaux, il ne devrait en principe pas y avoir plus de deux groupes de réunions des GTC par an; et, selon qu'il conviendra, au moins une réunion des GTC pourrait être intégrée dans le temps alloué aux sessions annuelles du Conseil;

5 compte tenu des coûts de participation, le nombre de groupes devrait être aussi réduit que possible, et des réunions virtuelles devraient par ailleurs être envisagées, dans la mesure du possible;

6 dans la mesure du possible, les GTC devraient faire progresser leurs travaux par voie électronique;

7 la cessation des activités d'un GTC doit reposer sur les critères suivants:

- le groupe de travail a achevé les tâches relevant de son mandat;
- la charte ou les besoins relatifs au groupe de travail ont changé;
- il existe un risque de redondance d'activités, ou de chevauchement de mandat avec d'autres groupes de travail;
- il est possible de fusionner les activités avec celles d'un autre groupe de travail;
- les activités ne peuvent plus continuer en raison du faible niveau de priorité des travaux et/ou de l'insuffisance des ressources disponibles,

décide en outre

1 d'examiner, régulièrement, le nombre et les mandats des GTC, afin de déterminer, en particulier, les éventuelles modifications à apporter aux groupes existants, en application de la présente Résolution et compte tenu de l'évolution des besoins,

2 d'ajouter ou de modifier des critères applicables à la création, à la gestion et la cessation des activités des GTC, selon qu'il conviendra.

Réf.: Documents C11/96 et C11/118.

R 1334 **Rôle de l'UIT dans l'examen d'ensemble de la mise en oeuvre des résultats
du Sommet mondial sur la société de l'information**

(C11
dernière
mod. 2013)

Le Conseil,

rappelant

a) la Résolution 73 (Minneapolis, 1998) de la Conférence de plénipotentiaires, qui a eu la suite prévue, c'est-à-dire la tenue des deux phases du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI);

b) la Résolution 140 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires sur le rôle de l'UIT dans la mise en oeuvre des résultats du SMSI;

c) la Résolution 172 (Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires sur l'examen d'ensemble de la mise en oeuvre des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information;

d) la Résolution 1332 du Conseil (modifiée en 2012) sur le rôle de l'UIT dans la mise en oeuvre des résultats du SMSI jusqu'en 2015 et les activités futures au-delà du SMSI+10;

e) la Résolution 1334 du Conseil (modifiée en 2012) sur le rôle de l'UIT dans l'examen d'ensemble de la mise en oeuvre des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information,

rappelant en outre

- a) la Déclaration de principes de Genève et le Plan d'action de Genève, adoptés en 2003, ainsi que l'Engagement de Tunis et l'Agenda de Tunis pour la société de l'information, adoptés en 2005, tous instruments avalisés par l'Assemblée générale des Nations Unies;
- b) que, aux termes du paragraphe 111 de l'Agenda de Tunis, il est demandé à l'Assemblée générale des Nations Unies de procéder à un examen d'ensemble de la mise en oeuvre des conclusions du SMSI en 2015;
- c) que, par sa Résolution 60/252, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé de procéder à un examen d'ensemble de la mise en oeuvre des textes issus du Sommet en 2015;
- d) que, à sa réunion d'avril 2012, le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination a accepté que l'UIT joue le rôle directeur principal dans le processus d'examen d'ensemble de la mise en oeuvre des résultats du SMSI (SMSI+10);
- e) que, dans sa Résolution 67/195, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé d'examiner les modalités du processus d'examen d'ici à la fin de 2013 à sa soixante-huitième session;
- f) les résultats de la Conférence de 2012 des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) relatifs au rôle joué par les TIC au service du développement durable;
- g) que l'UNESCO a accueilli une manifestation multi-parties prenantes sur le thème "Vers des sociétés du savoir pour la paix et le développement durable", lors de laquelle l'UIT, en sa qualité de coorganisatrice, a tenu une série de séances conformément à son mandat;
- h) les résultats des pistes de réflexion sur l'avenir pour le SMSI+10 multi-parties prenantes examinées lors du Forum 2013 du SMSI;
- i) les résultats de la table ronde ministérielle du Forum 2013 du SMSI, au cours de laquelle les ministres "ont encouragé la poursuite du processus du SMSI au-delà de 2015",

considérant

- a) les dispositions de la Constitution et de la Convention de l'UIT relatives au rôle de l'Union en matière de politiques et de stratégies;
- b) les résolutions adoptées par la Conférence de plénipotentiaires concernant le SMSI;
- c) le rôle que l'UIT a joué dans la création du SMSI et en tant qu'organisation ayant joué le rôle directeur principal dans la gestion de ce dernier;
- d) les missions confiées à l'UIT concernant la mise en oeuvre globale des résultats du SMSI,

prenant note avec satisfaction

- a) du rôle de chef de file joué par l'UIT dans l'organisation des consultations ouvertes du Groupe UNGIS sur l'examen d'ensemble de la mise en oeuvre des résultats du SMSI;
- b) du caractère multi-parties prenantes et inclusif des consultations ouvertes du Groupe UNGIS sur le SMSI+10 menées par l'UIT;
- c) que le Forum du SMSI s'est révélé être une tribune permettant d'évaluer les progrès, d'échanger des données d'expérience et de promouvoir la poursuite du développement sur la base de la participation de toutes les parties prenantes du SMSI, tout en envisageant de poursuivre ce processus, après consultation des institutions des Nations Unies;
- d) que, suite à la demande du GT-SMSI, les feuilles de route pour les grandes orientations C2, C5 et C6 ont été mises à jour et publiées sur le web, et que les activités relatives au SMSI ont été intégrées dans les Plans opérationnels de l'UIT pour la période 2013-2016;

e) des résultats du Forum 2013 du SMSI et des pistes de réflexion sur l'avenir pour le SMSI+10 examinées lors de ce Forum;

f) des résultats des deux Forums régionaux sur le développement tenus au Moldova et au Cambodge;

g) des efforts déployés par le Secrétaire général de l'UIT pour assurer une synergie entre les processus SMSI+10 et Rio+20 et le processus d'examen des Objectifs du Millénaire pour le développement,

note en outre

a) la coordination efficace et efficiente menée par l'UIT en vue de l'élaboration du Plan d'action pour l'examen d'ensemble de la mise en oeuvre des résultats du SMSI (SMSI+10);

b) les résultats des débats des séances plénières du SMSI+10 tenues pendant le Forum 2012 du SMSI, en particulier au sujet de modèles qui pourraient être utilisés par les coordonnateurs des grandes orientations du SMSI et les pays,

salue

a) les efforts déployés par l'UIT en vue de la préparation de la manifestation de haut niveau SMSI+10 sur l'examen d'ensemble, qui sera le prolongement du Forum du SMSI de 2014 et aura pour rôle d'étudier les enjeux de l'examen de la mise en oeuvre des résultats du SMSI, qui aura lieu en 2014 en association avec la Conférence mondiale de développement des télécommunications, y compris une proposition de l'Egypte visant à accueillir cette manifestation;

b) les efforts déployés par le Secrétaire général de l'UIT pour mettre en oeuvre la Résolution 1334 du Conseil à sa session de 2012 (modifiée en 2012);

c) les efforts déployés par le Directeur du BDT pour faire en sorte que, dans le cadre des Réunions préparatoires régionales en vue de la CMDT-14, six forums régionaux sur le développement, ouverts à toutes les parties prenantes du SMSI, soient organisés en 2013, afin d'examiner les points de vue des régions sur la mise en oeuvre des résultats du SMSI ainsi qu'un projet pour l'après-2015;

d) les efforts déployés par le Secrétaire général de l'UIT et le Directeur du BDT pour assurer la coordination entre les travaux préparatoires pour la CMDT-14 et les activités liées à la mise en oeuvre des résultats du SMSI et à leur examen, en particulier en ce qui concerne la manifestation de haut niveau SMSI+10 coordonnée par l'UIT, afin de garantir que des ressources financières et humaines suffisantes soient disponibles pour toutes ces activités;

e) les efforts déployés par le Secrétaire général de l'UIT pour mobiliser des ressources extrabudgétaires, correspondant aux besoins financiers du SMSI+10, tout en encourageant tous les Etats Membres à contribuer au Fonds d'affectation spéciale pour le SMSI mis en place par l'UIT,

considérant que le Conseil à sa session de 2012 a décidé

a) d'appuyer la tenue en 2014 d'une manifestation de haut niveau sur l'examen d'ensemble (SMSI+10), en association avec la Conférence mondiale de développement des télécommunications;

b) de saisir l'occasion des réunions préparatoires régionales en vue de la CMDT-14 pour organiser d'autres réunions, dans les limites des ressources budgétaires existantes, qui devraient être intergouvernementales et inclure toutes les parties prenantes du SMSI, selon leurs rôles respectifs, afin d'examiner les points de vue des régions sur la mise en oeuvre des résultats du SMSI et un projet pour l'après-2015, en tenant compte des incidences financières, de l'accréditation et des problèmes opérationnels, en offrant des occasions identiques aux parties prenantes issues tant des pays développés que des pays en développement et en tenant compte des modalités qui seront fixées par l'Assemblée générale,

se félicite en outre

- a) des efforts déployés par l'Égypte pour accueillir, en avril 2014 à Charm el-Cheikh, la manifestation de haut niveau SMSI+10 coordonnée par l'UIT, qui examinera le processus d'examen d'ensemble du SMSI;
- b) des efforts déployés par le Moldova, le Cambodge, l'Uruguay, le Ghana, Bahreïn et la Serbie pour accueillir les Forums régionaux sur le développement de l'UIT organisés par le BDT, afin d'examiner les points de vue des régions sur la mise en oeuvre des résultats du SMSI et un projet pour l'après-2015,

décide

- a) d'organiser la manifestation de haut niveau SMSI+10 coordonnée par l'UIT, accueillie par l'Égypte à Charm el-Cheikh, du 13 au 17 avril 2014;
- b) que la manifestation de haut niveau SMSI+10 coordonnée par l'UIT sera le prolongement du Forum du SMSI et aura pour rôle d'examiner les progrès accomplis dans la mise en oeuvre des résultats du SMSI dans le cadre du mandat de l'UIT, en même temps qu'elle constituera une tribune pour la coordination multi-parties prenantes de la mise en oeuvre des résultats du SMSI, avec la participation de tous les coordonnateurs des grandes orientations du SMSI, d'autres institutions des Nations Unies et de toutes les parties prenantes du SMSI;
- c) que la manifestation de haut niveau SMSI+10 coordonnée par l'UIT devra examiner les résultats des phases de 2003 et 2005 du SMSI relevant de la responsabilité de l'UIT et élaborer des propositions concernant les nouvelles perspectives pour l'après-2015, assorties éventuellement de nouvelles cibles et d'un Plan d'action pour l'après-2015 dans les domaines relevant de la responsabilité de l'UIT. D'autres organismes sont invités à contribuer à ces résultats et à ces propositions si elles le souhaitent. Cette mise en oeuvre devra tenir compte des décisions prises par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa 68^{ème} session et sera suivie d'un nouvel examen et d'une décision de la Conférence de plénipotentiaires de 2014, le cas échéant;
- d) d'établir un processus préparatoire ouvert et inclusif, analogue à celui du FMPT-13, dans le cadre d'une plate-forme de préparation multi-parties prenantes, en vue de l'élaboration des documents finals qui seront soumis à la manifestation de haut niveau SMSI+10, avant le 1^{er} mars 2014 (pour le compte de l'UIT dans le cadre de ses responsabilités et des autres institutions intéressées des Nations Unies dans le cadre de leurs responsabilités):
- projet de Déclaration du SMSI+10 sur la mise en oeuvre des résultats du SMSI;
 - projet de perspectives pour l'avenir du SMSI+10 pour l'après-2015 conformément aux mandats des organismes participants,

charge le Secrétaire général

- 1 de prendre toutes les mesures possibles afin d'encourager la participation pleine et entière de toutes les institutions des Nations Unies, en particulier de celles qui, aux termes de l'Agenda de Tunis, doivent s'acquitter de tâches particulières liées à la mise en oeuvre des résultats du SMSI, y compris de tous les coordonnateurs des grandes orientations du SMSI;
- 2 d'adresser une invitation à toutes les parties prenantes du SMSI, les conviant à participer activement au processus préparatoire;
- 3 d'inviter les organisations régionales concernées à jouer un rôle actif dans la préparation de la manifestation de haut niveau et à présenter des projets et propositions à l'échelle régionale au Groupe de travail du Conseil sur le SMSI;
- 4 de présenter un document de référence devant servir de base aux travaux de la plate-forme de préparation multi-parties prenantes et incluant des propositions des membres, compte tenu des résultats des Forums du SMSI, en particulier de celui de 2013, et des réunions du Groupe UNGIS, de la CSTD et de l'UNESCO en 2013;

- 5 de proposer un mécanisme efficace pour la présentation de rapports sur une période de dix ans par les pays et les coordonnateurs des grandes orientations, en se fondant sur le processus d'inventaire des activités du SMSI existant, sur la base des modèles existants, afin de garantir que les résultats de la manifestation de haut niveau tiendront compte du degré atteint par la mise en oeuvre des résultats du SMSI, des nouvelles tendances et des innovations, ainsi que des défis que devra relever le SMSI après 2015, dans le cadre de son mandat;
- 6 de créer un portail relatif au SMSI+10, qui servira de point de référence pour les activités de préparation en vue de la manifestation de haut niveau SMSI+10 coordonné par l'UIT dont la tenue est prévue en 2014, et qui facilitera le partage d'informations et la présentation de rapports qualitatifs et quantitatifs selon une approche ascendante et associant de multiples parties prenantes, en ce qui concerne l'examen d'ensemble de la mise en oeuvre des résultats du SMSI;
- 7 d'assurer une coordination efficace et efficiente avec toutes les parties prenantes dans le processus de préparation du SMSI+10, en appliquant les principes du SMSI relatifs à une approche multi-parties prenantes et inclusive;
- 8 d'employer, dans la mesure du possible, le même mécanisme de secrétariat que celui utilisé pour l'organisation des forums du SMSI, pour assumer le rôle directeur d'ensemble pour le SMSI+10;
- 9 de prendre les mesures nécessaires pour faciliter la participation de tous les membres de l'UIT à la préparation de l'examen d'ensemble de la mise en oeuvre des résultats du SMSI et d'un projet pour l'après-2015, y compris la possibilité pour les Etats Membres d'utiliser des exemples de modèles pour les comptes rendus de l'auto-évaluation nationale sur cette mise en oeuvre;
- 10 de concevoir le mécanisme pour la présentation de rapports sur une période de dix ans, en se fondant sur le processus d'inventaire des activités du SMSI créé par le SMSI pendant la phase de Tunis, afin de contribuer au suivi, et de veiller à ce que toutes les administrations et tous les coordonnateurs des grandes orientations soient tenus informés des modèles à utiliser et des délais à tenir pour la présentation de rapports;
- 11 compte tenu des paragraphes 105 à 111 de l'Agenda de Tunis et du paragraphe 11 de la Résolution A/RES/67/195 de l'Assemblée générale, de rendre compte à la CSTD, à l'ECOSOC et à l'Assemblée générale des Nations Unies, à sa soixante-huitième session, des progrès accomplis par l'UIT, dans le cadre de ses activités, pour la mise en oeuvre des résultats du SMSI, sachant que le CCS a demandé à l'UIT de jouer un rôle directeur principal dans le processus d'examen SMSI+10 qui sera fondé sur la décision de l'Assemblée générale des Nations Unies concernant les modalités de l'examen d'ensemble des résultats du SMSI;
- 12 de concevoir un mécanisme de coordination approprié, entre la manifestation de haut niveau SMSI+10 et les processus en cours au sein des Nations Unies, l'objectif étant d'assurer des effets de synergie et la cohérence du processus;
- 13 de continuer d'assurer une coopération et une coordination étroites avec la Commission de la science et de la technique au service du développement (CSTD), en ce qui concerne les progrès accomplis dans la mise en oeuvre des résultats du SMSI;
- 14 d'inviter les institutions des Nations Unies concernées à présenter des rapports des coordonnateurs des grandes orientations du SMSI sur une période de dix ans, fondés sur les modèles établis d'un commun accord avec les multiples parties prenantes, sous forme de projet à la première réunion préparatoire présentielle, et en version finale à la dernière réunion préparatoire au plus tard,

charge le Secrétaire général et les Directeurs des Bureaux

- 1 de veiller à la coordination entre les activités de préparation de la CMDT-14 et de la PP-14 et les activités liées à la mise en oeuvre des résultats du SMSI et à son examen, en particulier en ce qui concerne la manifestation de haut niveau SMSI+10 coordonnée par l'UIT qui aura lieu à Charm el-Cheikh, afin de garantir que des ressources financières et humaines suffisantes soient disponibles pour toutes ces activités;
- 2 de fournir des informations sur les grandes tendances qui se font jour,

charge le Groupe de travail du Conseil sur le Sommet mondial sur la société de l'information

- 1 d'engager un processus de préparation ouvert et inclusif analogue à celui engagé pour le FMPT-13, à savoir une plate-forme de préparation multi-parties prenantes pour la manifestation de haut niveau SMSI+10;
- 2 d'organiser des consultations ouvertes en ligne, ainsi que des réunions présentielles, autant qu'il sera nécessaire, dont la participation à distance fera partie intégrante, et qui devraient servir de réunions préparatoires en vue de la manifestation de haut niveau SMSI+10. Ces réunions devraient être organisées de manière ouverte, inclusive et multi-parties prenantes dans le cadre de la plate-forme de préparation multi-parties prenantes;
- 3 d'examiner les activités préparatoires de l'UIT en vue de la tenue de la manifestation de haut niveau SMSI+10;
- 4 de suivre et d'examiner les activités du Secrétaire général et des Directeurs des Bureaux en lien avec la mise en oeuvre de la présente Résolution;
- 5 d'examiner les contributions de l'UIT relatives à divers thèmes d'étude possibles pour le SMSI+10 et au-delà, avec le concours du Groupe spécial sur le SMSI,

encourage les Etats Membres

- 1 à répondre au sondage sur les cibles du SMSI qui sera réalisé entre juillet et septembre 2013 par le Partenariat sur la mesure des TIC au service du développement. Il s'agira de la dernière occasion de contribuer au rapport final d'évaluation quantitative de la réalisation des cibles du SMSI, qui sera publié à l'occasion de la manifestation de haut niveau SMSI+10 en 2014;
- 2 à présenter des rapports à l'échelle nationale sur une période de dix ans, fondés sur les modèles établis d'un commun accord par les multiples parties prenantes, sous forme de projet à la première réunion préparatoire présentielle, et en version finale à la seconde réunion au plus tard,

encourage les membres

- 1 à garantir une participation proactive au processus du SMSI+10 et à étudier s'il est nécessaire de poursuivre le processus du SMSI après 2015 pour continuer l'édification de la société de l'information, étape sur la voie de l'édification d'une société du savoir, en vue de tirer pleinement parti des avantages des TIC face aux enjeux du développement au XXI^e siècle;
- 2 à recommander aux membres de l'UIT d'analyser les résultats de la mise en oeuvre des résultats du SMSI au niveau régional et de réfléchir aux propositions soumises sur les nouvelles tendances et les perspectives pour l'après-2015, lors des forums préparatoires régionaux dans le cadre de l'examen d'ensemble SMSI+10;
- 3 à fournir les moyens financiers nécessaires pour faciliter la participation à la plate-forme de préparation multi-parties prenantes, des parties prenantes du SMSI venant des pays en développement et des pays les moins avancés;
- 4 à participer activement aux travaux du GT-SMSI;

5 à contribuer à présenter à la prochaine réunion du GT-SMSI des propositions concernant les nouvelles tendances qui se font jour dans la société de l'information, en incluant un projet pour l'après-2015, ainsi que des options possibles pour les résultats futurs de la manifestation de 2014, compte tenu de la décision de l'Assemblée générale;

6 à contribuer au Fonds d'affectation spéciale de l'UIT pour le SMSI afin de garantir une mise en oeuvre efficace et efficiente du processus d'examen SMSI+10;

7 de prendre les mesures nécessaires pour la préparation de l'examen d'ensemble des résultats du SMSI.

Réf.: Documents C11/103, C11/120, C12/101, C12,110, C13/108 et C13/121.

R 1336 **Groupe de travail du Conseil sur les questions de politiques publiques**
(C11) **internationales relatives à l'Internet**

Le Conseil,

notant

La Résolution 75 (Johannesburg, 2008) de l'AMNT relative à la contribution de l'UIT-T à la mise en oeuvre des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information et à la création d'un Groupe spécialisé sur les questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet, faisant partie intégrante du Groupe de travail du Conseil sur le Sommet mondial sur la société de l'information,

reconnaissant

a) la Résolution 102 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires relative au rôle de l'UIT concernant les questions de politiques publiques internationales ayant trait à l'Internet et à la gestion des ressources de l'Internet, y compris les noms de domaine et les adresses;

b) La Résolution 1305 du Conseil (2009) relative au rôle du Groupe spécialisé dans l'identification des questions de politiques publiques relatives à l'Internet;

c) la Résolution 1282 (MOD 2011) du Conseil relative au rôle de l'UIT dans la mise en oeuvre des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information, conformément à la Résolution 140 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires,

reconnaissant en outre

a) que, par sa Résolution 102 (Rév. Guadalajara, 2010), la Conférence de plénipotentiaires a chargé le Conseil de modifier les résolutions pertinentes qu'il a adoptées, afin de faire du Groupe spécialisé un groupe de travail du Conseil (GTC), limité aux Etats Membres, qui mène des consultations ouvertes avec toutes les parties prenantes;

b) que, par sa Résolution 102 (Rév. Guadalajara, 2010), la Conférence de plénipotentiaires a invité le Groupe spécialisé à examiner et étudier les activités du Secrétaire général et des directeurs des Bureaux relatives à la mise en oeuvre de cette Résolution et à préparer les contributions à ces activités, selon qu'il convient;

c) que, aux termes du § 35 de l'Agenda de Tunis, il est réaffirmé que la gestion de l'Internet couvre aussi bien des questions d'ordre technique que des questions de politique générale et doit impliquer l'ensemble des parties prenantes et des organisations intergouvernementales et internationales compétentes. A cet égard, il est reconnu ce qui suit:

- i) En ce qui concerne les questions d'intérêt général qui se rapportent à l'Internet, le pouvoir décisionnel relève de la souveraineté nationale des Etats, lesquels ont des droits et des responsabilités en la matière.
 - ii) Le secteur privé a toujours eu, et devrait continuer d'avoir, un rôle important dans le développement de l'Internet, tant sur le plan technique que sur le plan économique.
 - iii) La société civile a toujours joué, elle aussi, un rôle important pour toutes les questions relatives à l'Internet, tout particulièrement au niveau des communautés locales, et elle doit continuer à assumer ce rôle.
 - iv) Les organisations intergouvernementales ont toujours eu, et devraient continuer d'avoir, pour rôle de faciliter la coordination des questions d'intérêt général qui se rapportent à l'Internet.
 - v) Les organisations internationales, elles aussi, ont toujours eu, et devraient continuer d'avoir, un rôle important dans l'élaboration des normes techniques concernant l'Internet et des politiques associées;
- d) que, aux termes du § 68 de l'Agenda de Tunis, il est reconnu que tous les gouvernements devraient avoir égalité de rôle et de même responsabilité dans la gouvernance internationale de l'Internet ainsi que dans le maintien de la stabilité, de la sécurité et de la continuité de ce réseau. Il est également reconnu la nécessité pour les gouvernements d'élaborer des politiques publiques en consultation avec toutes les parties prenantes;
- e) que, aux termes du § 36 de l'Agenda de Tunis, il est reconnu la contribution précieuse que les milieux universitaires et techniques, parmi les groupes de parties prenantes mentionnées au § 35, apportent à l'évolution, au fonctionnement, et au développement de l'Internet;
- f) que le but et l'objet des consultations ouvertes avec les parties prenantes consistent à recueillir le point de vue particulier que les différents groupes de parties prenantes peuvent avoir sur certains aspects des sujets traités, en gardant à l'esprit le droit souverain des Etats sur les questions de politiques publiques,

décide

de faire du Groupe spécialisé un Groupe de travail du Conseil sur les questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet, limité à la participation des Etats Membres et menant des consultations ouvertes avec toutes les parties prenantes, selon le mandat décrit en Annexe,

charge le Secrétaire général

- 1 de fournir toutes les contributions pertinentes et l'appui nécessaire pour que le Groupe de travail du Conseil sur les questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet puisse mener à bien ses travaux, y compris un appui aux consultations ouvertes avec toutes les parties prenantes telles que décrites dans l'Annexe;
- 2 de diffuser, le cas échéant, les rapports du Groupe de travail du Conseil à toutes les organisations internationales concernées et aux parties prenantes jouant un rôle actif en la matière, pour qu'elles en tiennent compte dans le processus d'élaboration de leurs politiques;
- 3 de faire rapport chaque année au Conseil sur les activités entreprises en la matière,

invite les Etats Membres

à élaborer leurs positions respectives sur chacune des questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet examinées par le Groupe de travail du Conseil et à contribuer activement aux travaux de ce Groupe.

ANNEXE

Groupe de travail du Conseil sur les questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet

Mandat

Le mandat du Groupe de travail du Conseil consiste à :

identifier, étudier et approfondir les thèmes liés aux questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet, notamment les questions recensées dans la Résolution 1305 du Conseil (2009); à cet égard, le Groupe devra, s'il y a lieu :

- 1 faire connaître les résultats de ses travaux à l'ensemble des membres de l'UIT et à toutes les organisations internationales concernées et aux parties prenantes jouant un rôle actif en la matière, pour qu'elles en tiennent compte dans le processus d'élaboration de leurs politiques;
- 2 examiner et étudier les activités du Secrétaire général et des Directeurs des Bureaux relatives à la mise en œuvre de la Résolution 102 (Rév. Guadalajara, 2010) et préparer les contributions à ces activités, selon qu'il convient;
- 3 entreprendre et mener des consultations ouvertes avec toutes les parties prenantes de manière ouverte et inclusive; et les résultats des consultations ouvertes seront présentés pour examen lors des délibérations du Groupe de travail du Conseil.

Réf.: Documents C11/99 et C11/119.

R 1344 Les modalités des consultations ouvertes du Groupe de travail du Conseil sur les politiques publiques internationales relatives à l'Internet (GTC-Internet)

(C12)

Le Conseil,

reconnaissant

a) que, par sa Résolution 102 (Rév. Guadalajara, 2010), la Conférence de plénipotentiaires a chargé le Conseil de modifier les Résolutions pertinentes qu'il a adoptées, afin de faire du Groupe spécialisé un Groupe de travail du Conseil, limité aux Etats Membres, en menant des consultations ouvertes avec toutes les parties prenantes;

b) que, par sa Résolution 1336, le Conseil à sa session de 2011 a créé le Groupe de travail du Conseil sur les questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet (GTC-Internet), limité à la participation des Etats Membres et menant des consultations ouvertes avec toutes les parties prenantes, selon le mandat décrit dans l'Annexe de cette Résolution,

reconnaissant en outre

que le mandat du GTC-Internet, décrit dans la Résolution 1336 du Conseil à sa session de 2011, consiste à identifier, étudier et approfondir les thèmes liés aux questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet, notamment les questions recensées dans la Résolution 1305 du Conseil (2009) et, à cet égard, s'il y a lieu :

- 1) à faire connaître les résultats de ses travaux à l'ensemble des membres de l'UIT et à toutes les organisations internationales concernées ainsi qu'aux parties prenantes jouant un rôle actif en la matière, pour qu'elles en tiennent compte dans le processus d'élaboration de leurs politiques;

- 2) à examiner et étudier les activités du Secrétaire général et des Directeurs des Bureaux relatives à la mise en oeuvre de la Résolution 102 (Rév. Guadalajara, 2010) et à établir des contributions pour ces activités, selon qu'il conviendra;
- 3) à entreprendre et mener des consultations ouvertes avec toutes les parties prenantes de manière ouverte et inclusive. Les résultats des consultations ouvertes seront présentés pour examen lors des délibérations du Groupe de travail du Conseil,

décide

1 que le GTC-Internet déterminera les questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet devant faire l'objet de consultations ouvertes;

2 que le Groupe tiendra des consultations en ligne ouvertes à toutes les parties prenantes, le délai pour les réponses étant fixé à un mois avant la réunion du Groupe. Toutes les réponses reçues seront mises à la disposition du Groupe sur une page web spéciale du site web du GTC-Internet. A cet égard:

- toutes les parties prenantes pourront soumettre leurs réponses par l'intermédiaire d'une liste de courrier électronique créée par le Secrétariat de l'UIT;
- une adresse électronique où pourront être envoyées les réponses au Secrétariat de l'UIT sera communiquée;
- toutes les réponses envoyées par les parties prenantes seront publiées, sans être éditées, sur le site web du GTC-Internet qui les examinera à sa réunion suivante.

Réf.: Documents C12/86 et C12/106(Rév.1).

R 1358 **Etablissement d'un Groupe de travail du Conseil chargé d'élaborer**
(C13) **le projet de Plan stratégique et le projet de Plan financier**
 de l'Union pour la période 2016-2019

Le Conseil,

considérant

a) que, en vertu du numéro 74A de la Constitution, le Secrétaire général est chargé de fournir les données nécessaires à l'élaboration d'un Plan stratégique,

considérant en outre

a) l'article 28 de la Constitution et l'article 33 de la Convention, relatifs aux finances de l'Union;

b) que, en vertu du numéro 62A de la Convention, un projet de nouveau Plan stratégique coordonné devrait être établi quatre mois au plus tard avant la Conférence de plénipotentiaires de 2014;

c) les dispositions de la Décision 5 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires relative aux recettes et dépenses de l'Union pour la période 2012-2015,

notant

que, aux termes de la Résolution 72 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires, la procédure permettant de mesurer les progrès réalisés dans l'accomplissement des objectifs de l'UIT pourrait être notablement améliorée grâce à la coordination des Plans stratégique, financier et opérationnel,

tenant compte

- a) des ressources financières de l'Union, en particulier de la valeur de l'actif net;
- b) des Rapports du Groupe chargé de la gestion financière et de la gestion des ressources humaines et d'autres Groupes de travail du Conseil compétents afin que toutes les questions pertinentes soient prises en considération,

décide

d'établir un Groupe de travail chargé d'élaborer un projet de Plan stratégique et un projet de Plan financier qui seront examinés par le Conseil, à sa session de 2014, et qui seront soumis par le Conseil à la Conférence de plénipotentiaires de 2014. Le Groupe de travail poursuivra ses activités jusqu'à la session extraordinaire du Conseil avant la Conférence de plénipotentiaires de 2014.

Le mandat du Groupe de travail (GTC-SPFP), ouvert aux Etats Membres et aux Membres des Secteurs, sera le suivant:

- a) sur la base des contributions des Etats Membres et des Membres des Secteurs, et de celles du Secrétaire général et des Directeurs des Bureaux, élaborer les projets de Plan et tenir compte des débats consacrés par le Conseil à cette question à sa session de 2013;
- b) élaborer, avant le 1er décembre 2013, pour présentation au GCDT en décembre 2013 et au Groupe de travail du Conseil chargé de la gestion financière et de la gestion des ressources humaines en février 2014, une structure, un format et une terminologie uniformes pour le projet de Plan stratégique et le projet de Plan financier, fondés sur le cadre de la budgétisation axée sur les résultats, et incluant des options permettant de parvenir à l'équilibre entre recettes et dépenses dans le projet de Plan financier;
- c) élaborer un projet de Plan stratégique et un projet de Plan financier devant être présentés au Conseil à sa session de 2014, projets dont la première version devrait être postée sur le site web de l'UIT le 28 février 2014 au plus tard;
- d) poster sur le site web de la PP-14 un projet de nouveau Plan stratégique coordonné tenant compte de la section relative à l'UIT-D telle qu'elle aura été approuvée par la CMDT-14 ainsi que des contributions du GCR et du GCNT parvenues avant la mi-juillet 2014;
- e) poursuivre, si nécessaire, ses discussions sur le projet de Plan financier jusqu'à la session extraordinaire du Conseil avant la PP-14;
- f) collaborer étroitement avec d'autres Groupes de travail du Conseil susceptibles de travailler sur des questions relatives au projet de Plan stratégique et au projet de Plan financier,

charge le Secrétaire général, avec l'appui des Directeur des Bureaux

de fournir l'appui et la documentation nécessaires pour le fonctionnement du GTC-SPFP,

invite les membres, le Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines, les fonctionnaires élus et les Groupes consultatifs des Secteurs

- 1 à fournir toutes les contributions et toute l'assistance nécessaires à l'élaboration du projet de Plan stratégique et du projet de Plan financier et à utiliser pleinement les moyens électroniques;
- 2 à tenir dûment compte de la nécessité de synchroniser et de coordonner les fonctions liées au Plan stratégique, au Plan financier et au Plan opérationnel de l'UIT.

Réf.: Documents C13/99 et C13/100.

**D 8 Documentation à envoyer aux membres de l'Union concernant les décisions prises
par le Conseil**

(C-1950,
dernière
mod. C-1958)

Pour ce qui a trait aux dispositions de l'article 21 du Règlement intérieur du Conseil, *il est décidé* de laisser au Secrétaire général le soin de déterminer quels sont les documents, autres que les comptes rendus des séances plénières et des séances de commissions et le texte des résolutions et décisions prises par le Conseil, qu'il devra adresser aux administrations pour les éclairer sur les travaux et les décisions du Conseil.

Réf.: Documents 807/CA5 (1950), 2138/CA13 (1958).

D 375 Frais de voyage des Membres du Conseil

(C-1975,
dernière
mod. C-1990)

Le Conseil,

décide qu'à partir de la 46^e session du Conseil, les frais de voyage par avion des conseillers seront remboursés sur la base du prix du billet en classe économique. Toutefois, lorsque d'autres dispositions s'appliquent au personnel nommé par l'UIT, ces dispositions s'appliquent également aux conseillers.

Réf.: Documents 4856/CA30 (1975), 7064 et 7076/CA45 (1990).

D 495 Publication des documents du Conseil

(C-2000)

Le Conseil,

compte tenu de sa Résolution 1141

rappelant que les propositions et les contributions des Etats Membres du Conseil ainsi que les rapports du Secrétaire général et des Directeurs des Bureaux élaborés conformément aux dispositions de la Constitution et de la Convention ou en réponse à des instructions de la Conférence de plénipotentiaires ou du Conseil doivent être publiés comme documents du Conseil sur support papier,

ayant pris note avec satisfaction

- a) de la réduction du volume de documents présentés à sa session de l'an 2000;
- b) de la publication des documents du Conseil dans toutes les langues officielles de l'Union,

considérant

- a) qu'il est seul habilité à décider de la façon dont il peut traiter les documents qui lui sont soumis pour examen, décision ou information;
- b) que, pour réduire les coûts de traduction et de publication, certains documents d'appui ne devront pas nécessairement être traduits et publiés sur copie papier dans toutes les langues officielles de l'Union,

décide

1 que les documents suivants peuvent être considérés comme des documents d'information et qu'ils seront mis à disposition sur support électronique en français, en anglais et en espagnol:

1.1 contributions des Etats Membres du Conseil autres que celles visées dans le point *rappelant* ci-dessus auxquelles l'Annexe A de la Résolution 1141 s'applique;

1.2 informations supplémentaires venant compléter des documents du Conseil;

1.3 tout autre document que le Secrétaire général juge utile pour l'information du Conseil;

2 que sera publié un document du Conseil comportant un index et, si nécessaire, un résumé des documents d'information publiés sur support électronique;

3 que si, à la lumière du résumé visé au point 2 du *décide* ci-dessus, un Membre du Conseil considère qu'un document figurant dans ledit résumé doit être examiné par le Conseil, ce document sera publié en français, en anglais et en espagnol. Il sera traduit dans d'autres langues dans la mesure du possible.

Réf.: Documents C2000/89 et C2000/95.

D 519 **Participation de Membres de Secteur aux sessions
du Conseil en tant qu'observateurs**
(C04 modifiée
2012)

Le Conseil,

considérant

a) la Résolution 145 (Antalya, 2006) de la Conférence de plénipotentiaires relative à la participation d'observateurs aux conférences, assemblées et réunions de l'Union;

b) la Résolution 58 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires relative au renforcement des relations entre l'UIT et les organisations régionales de télécommunication,

notant

la décision prise par le Conseil à sa session de 2005 concernant la participation d'Etats Membres de l'Union en tant qu'observateurs aux sessions du Conseil,

reconnaissant

la décision de la Conférence de plénipotentiaires (Marrakech, 2002) à l'effet de rendre le Conseil plus transparent et plus ouvert dans sa composition,

tenant compte

du Règlement intérieur du Conseil (Article 7.4), selon lequel les Membres de Secteur observateurs n'ont ni le droit de vote, ni le droit de soumettre des contributions, qu'elles soient écrites ou orales,

conscient

a) de la nécessité d'agir avec prudence afin d'éviter d'entraver le travail important du Conseil, compte tenu de son ordre du jour à la fois étendu et complexe et des sérieuses contraintes de temps et de ressources qui lui sont imposées;

b) de la nécessité de respecter la spécificité du Conseil, organe directeur élu de l'Union, qui agit dans l'intervalle entre les Conférences de plénipotentiaires, et du fait qu'il est important de garantir la responsabilité du Conseil de l'UIT devant les Etats Membres de l'Union;

- c) de la nécessité d'éviter de créer un climat de division ou de rivalité dans les sessions du Conseil et de ne pas fragiliser la structure hiérarchique de prise de décision au sein de chaque Secteur;
- d) de la nécessité de ne pas entraver les tâches importantes des Groupes consultatifs des Secteurs, définies par les articles 11A, 14A et 17A de la Convention,

décide

- 1 d'approuver la diffusion audio des débats du Conseil sur le web, à l'intention des Etats Membres et des Membres des Secteurs, sous réserve de l'application de mesures appropriées pour respecter notamment le caractère restreint des débats du Conseil;
- 2 d'approuver l'admission aux sessions du Conseil, d'observateurs représentant des Membres des Secteurs, en application du numéro 60B de la Convention, sur la base des critères énoncés dans l'Annexe A;
- 3 d'autoriser la participation des six principales organisations régionales de télécommunication, à savoir la Télécommunauté Asie-Pacifique (APT), la Conférence européenne des administrations des postes et des télécommunications (CEPT), la Commission interaméricaine des télécommunications (CITEL), l'Union africaine des télécommunications (UAT), le Conseil des ministres arabes des télécommunications et de l'information représentés par le Secrétariat général de la Ligue des Etats arabes (LAS) et la Communauté régionale des communications (RCC) aux sessions du Conseil en qualité de Membres de Secteur ayant le statut d'observateur, à l'invitation du Secrétaire général de l'UIT, en plus du quota défini dans l'Annexe A,

charge les Directeurs des Bureaux

de porter la présente décision à l'attention des Groupes consultatifs des Secteurs et de les inviter à prendre les mesures appropriées, en tenant compte notamment des conditions spécifiées dans l'Annexe A ci-dessous.

ANNEXE A

(de la Décision 519)

- 1 Chaque Groupe consultatif de Secteur, par le biais de consultations et compte tenu du d) du *conscient de* ci-dessus, désigne un maximum de trois Membres de Secteur qui peuvent assister au Conseil en tant qu'observateurs représentant les Membres de Secteur de ce Secteur précis.
- 2 Des installations au siège de l'UIT seront mises à la disposition de tous les observateurs des Membres des Secteurs désignés au cas où ils ne pourraient pas tous trouver une place assise dans la salle de réunion du Conseil. Ces installations seront reliées en direct à la salle de réunion par liaison audio unidirectionnelle.
- 3 Le nom de chaque observateur Membre de Secteur désigné sera officiellement communiqué au Secrétaire général par les Directeurs des Bureaux, suffisamment à l'avance pour faciliter l'inscription de ces personnes.
- 4 Aux sessions du Conseil, aucune contribution, que ce soit sous forme écrite ou sous forme verbale, ne pourra être soumise par les observateurs représentant des Membres des Secteurs aux séances du Conseil, de ses Commissions ou de ses Groupes de travail ou de tout groupe créé par ces instances.
- 5 Les observateurs représentant des Membres de Secteur assisteront aux séances du Conseil à leurs propres frais et seule une personne représentant le Membre de Secteur désigné sera admise à participer. La fonction de ces observateurs ne doit pas en effet être à l'origine d'un surcroît de dépenses pour chaque Secteur et ne doit pas non plus être prise en compte dans ses crédits budgétaires ou dans son plan opérationnel.

6 La désignation des observateurs représentant les Membres de Secteur pour chaque Secteur doit tenir compte des facteurs suivants: répartition géographique, contributions des Membres de Secteur à l'Union, catégories des Membres de Secteur et affiliation commerciale.

Réf.: Documents C04/82 et C04/106; C12/92 et C12/107.

D 524 Participation au Conseil d'observateurs représentant des Etats Membres

(C05)

Le Conseil,

considérant

l'amendement par la Conférence de plénipotentiaires (Marrakech, 2002) du numéro 60A de la Convention de l'UIT concernant les observateurs représentant les Etats Membres au Conseil,

considérant en outre

la Résolution 109 (Marrakech, 2002) de la Conférence de plénipotentiaires intitulée «Examen et regroupement des dispositions relatives aux observateurs» par laquelle le Conseil est notamment chargé d'autoriser les observateurs représentant les Etats Membres à prendre la parole en séance lorsque le Président du Conseil les y invite,

notant

que, conformément au numéro 61B de la Convention, il appartient au Conseil d'aligner son Règlement intérieur sur la Constitution et la Convention,

tenant compte

de l'Article 11 du Règlement intérieur du Conseil en vertu duquel les conditions d'admission et de participation des observateurs représentant les Etats Membres doivent être appliquées pour toutes les séances du Conseil, de ses Commissions et de ses Groupes de travail,

reconnaissant

1 que, conformément à l'Article 12, les Etats Membres qui ne sont pas Membres du Conseil peuvent soumettre au Conseil des contributions écrites;

2 que le Conseil, à sa session de 2003, a accepté les critères définis par le Président en vue d'appliquer, à titre provisoire, l'instruction donnée dans la Résolution 109 (Marrakech, 2002) visant à permettre aux Etats Membres ayant le statut d'observateur de prendre la parole aux séances du Conseil;

3 que ces critères ont été appliqués, permettant ainsi de satisfaire à l'instruction donnée au Conseil par la Conférence de plénipotentiaires (Marrakech, 2002),

décide

1 d'amender l'alinéa 3 de l'Article 7 de son Règlement intérieur, par souci de cohérence avec la Convention, comme suit:

«3. Les observateurs désignés par les Membres observateurs n'ont pas le droit de vote.»

2 que les Etats Membres ayant le statut d'observateur au Conseil peuvent être invités par le Président à prendre la parole pour faire des déclarations en séance conformément à l'Article 11 et sous réserve des conditions suivantes:

- a) l'Etat Membre ayant le statut d'observateur doit avoir informé au préalable le secrétariat de son souhait de s'exprimer sur des points précis de l'ordre du jour ou de présenter sa contribution écrite;
- b) la parole lui sera donnée seulement après que les Etats Membres du Conseil auront achevé leur déclaration;
- c) l'Etat Membre ayant le statut d'observateur ne pourra s'exprimer plus d'une fois sur un point donné de l'ordre du jour;
- d) la durée de ces déclarations sera limitée en fonction du nombre de demandes formulées et du temps imparti au total pour l'accomplissement des travaux considérés;

3 de mentionner ces décisions dans son Rapport à la Conférence de plénipotentiaires de 2006 sur la suite qu'il a donnée aux décisions de la Conférence de plénipotentiaires de 2002 et de noter dans ce Rapport qu'il réexaminera son Règlement intérieur à une session ultérieure après avoir pris en considération les résultats de la Conférence de plénipotentiaires de 2006,

charge le Secrétaire général

de publier et de diffuser l'Article 7 modifié en tant que révision unique du Règlement intérieur du Conseil et de notifier cette modification aux Etats Membres dans les lettres circulaires concernant la tenue de la session de 2006 du Conseil.

Réf.: Documents C05/84 et C05/74.

D 540 **Création d'une seule Commission Permanente de l'administration et de la gestion** (C06)

Le Conseil

vu

l'article 4 de la Convention de l'Union internationale des télécommunications qui énonce les attributions du Conseil, et en particulier le numéro 61B qui dispose que celui-ci établit son propre règlement intérieur,

considérant

la nécessité de traiter les questions importantes relatives aux ressources humaines et financières de l'Union de la façon la plus efficace et cohérente possible,

reconnaissant

que la supervision de l'administration et de la gestion de l'Union et de ses activités constitue la fonction et l'attribution fondamentales du Conseil et qu'il est impératif de veiller à ce que les questions de personnel soient traitées comme des éléments indispensables à l'accomplissement de la mission de l'Union,

reconnaissant en outre

que les Conférences de plénipotentiaires de 1998 et de 2002 ont regroupé avec succès les questions de personnel et les questions financières dans le cadre d'une seule et même commission,

décide

de fusionner, à compter de la session ordinaire de 2007 du Conseil, la Commission permanente des finances et la Commission permanente du personnel en une seule Commission permanente de l'administration et de la gestion,

décide en outre

de modifier les dispositions pertinentes du Règlement intérieur du Conseil comme suit:

- Article 11: «Le Conseil peut constituer des commissions et des groupes de travail auxquels ont le droit de participer tous les conseillers, leurs assesseurs et les observateurs. Lors des sessions du Conseil, une Commission permanente de l'administration et de la gestion de l'Union examine les questions de personnel et les questions financières. Les observateurs désignés»
- Article 12.2: «La commission permanente se réunit immédiatement après cette séance plénière inaugurale pour une durée qui est déterminée par celle-ci en tenant compte des recommandations du Conseil précédent.»
- Article 12.4: «La commission permanente examine les documents qui lui sont attribués par la séance plénière inaugurale tels que les rapports du Secrétaire général et des Directeurs des Bureaux, le projet de budget, le rapport annuel aux Membres de l'Union et les contributions des Membres du Conseil ainsi que les contributions des autres Membres de l'Union lorsque le Conseil a fait appel à de telles contributions. La commission permanente prépare des projets de résolutions et de décisions et, en cas de besoin, établit des rapports, destinés à être examinés par la séance plénière du Conseil. Les groupes de travail soumettent leurs conclusions à l'instance qui les a établis, sauf décision contraire.»
- Article 12.5: «La commission permanente et les groupes de travail s'efforcent d'obtenir un consensus sur les questions qu'ils examinent; dans le cas contraire, le président de la commission permanente ou du groupe de travail concerné établit, pour son examen par la plénière, un rapport succinct indiquant les vues exprimées par les différents participants.»
- Article 12.6: «Il ne doit pas y avoir de séances de la commission permanente pendant une séance plénière.»
- Article 13.1: «Les comptes rendus des séances plénières et des séances de la commission permanente sont rédigés sous une forme concise par le secrétariat du Conseil.»
- Articles 13.4a) «a) Les comptes rendus révisés contenant tous les amendements demandés sont soumis le plus tôt possible, pour approbation, à la séance plénière ou à la commission permanente.
- et
- b): b) Les comptes rendus révisés qui n'ont pu être examinés avant la clôture de la session sont examinés et approuvés par le Président du Conseil ou de la commission permanente.»

Réf.: Documents C06/74 et C06/86.

D 556 **Soumission et publication de documents pour les sessions du Conseil et les réunions des groupes de travail du Conseil**
(C10, modifiée
C11)

Le Conseil,

considérant

- a) l'article 10 de la Constitution et l'article 4 de la Convention qui précisent le rôle et les responsabilités du Conseil en ce qui concerne toute une série de questions se rapportant à la gouvernance et à la politique générale;
- b) l'Article 20 du Règlement intérieur du Conseil relatif à l'établissement des documents;
- c) les dispositions dudit Article 20 selon lesquelles il est fait sur chacun des points figurant au projet d'ordre du jour d'une session ordinaire ou extraordinaire un document préparatoire qui est publié dès que possible et, en principe, quatre semaines au moins avant l'ouverture de la session;
- d) qu'il est en outre stipulé dans l'Article 20 que tout document important publié après ce délai est examiné à la session suivante du Conseil, sauf si ce dernier en décide autrement,

rappelant

la Résolution 165 (Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires sur les délais de présentation des propositions et procédures d'inscription des participants aux conférences et assemblées de l'Union,

ayant à l'esprit

le Règlement intérieur et les méthodes de travail adoptés par la conférence ou l'assemblée compétente du Secteur de la normalisation des télécommunications, du Secteur des radiocommunications et du Secteur du développement des télécommunications indiquant, dans leurs grandes lignes, les exigences à respecter pour soumettre dans les délais les contributions à l'appui des travaux des différents Secteurs,

reconnaissant

- a) la recommandation du Groupe de travail du Conseil sur les langues, telle qu'elle figure dans le Rapport du Président de ce Groupe à la session de 2009 du Conseil et selon laquelle les délais de soumission des documents devraient être plus strictement respectés et le secrétariat devrait continuer de poursuivre l'objectif opérationnel actuel, qui est d'assurer la fourniture des documents dans les délais, et de l'améliorer;
- b) l'importance qu'il y a à soumettre les contributions dans les délais non seulement pour garantir le respect des délais de traduction et réduire au minimum des coûts supplémentaires importants mais aussi pour que les participants assistant aux réunions aient suffisamment de temps pour examiner la nature des questions soulevées dans ces contributions,

considérant

la soumission tardive de nombreuses contributions émanant d'Etats Membres à la session de 2009 du Conseil qui a posé un sérieux problème au secrétariat de l'UIT qui doit en faire assurer la traduction ainsi que des difficultés aux Etats Membres du Conseil qui ont à examiner comme il se doit les questions et propositions contenues dans ces contributions,

décide

1 que, compte tenu des délais théoriques d'établissement des documents, spécifiés à l'Article 20 du Règlement intérieur du Conseil, toutes les contributions devraient être soumises au plus tard quatorze jours calendaires avant l'ouverture d'une session du Conseil ou d'une réunion d'un groupe de travail du Conseil dont les travaux se déroulent dans les six langues officielles de l'Union, afin de pouvoir assurer leur traduction dans les délais voulus et leur examen approfondi pendant la session du Conseil;

2 que les documents destinés à être examinés dans les réunions des groupes de travail du Conseil qui travaillent dans une seule langue, sans traduction, devraient être soumis au plus tard douze jours calendaires avant l'ouverture de la réunion;

3 que tous les documents soumis à une session du Conseil ou à une réunion d'un groupe de travail du Conseil, y compris ceux émanant du Secrétariat de l'UIT devraient être placés sur le site web voulu au plus tard sept jours calendaires avant le début de la réunion. Ce délai n'est pas applicable aux documents suivants: documents administratifs ou rapports sur des manifestations ayant eu lieu moins de vingt et un jours calendaires avant le début d'une réunion, propositions présentées par les Présidents ou coordonnateurs de groupes ad hoc, compilations de propositions établies par le Président ou le secrétariat ou contributions expressément demandées par les participants à une séance;

4 que les rapports sur des manifestations ayant eu lieu moins de vingt et un jours calendaires avant le début d'une réunion devraient être placés sur le site web voulu au plus tard deux jours calendaires avant le début de l'examen du sujet en question à la réunion, sauf si les participants en décident autrement.

Réf.: Documents C10/85 et C10/91; C11/116 et C11/121.

D 563 **Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines**
(C11, dernière mod. C14)

Le Conseil,

rappelant

a) la Résolution 1253 (MOD) relative au Groupe tripartite sur la gestion des ressources humaines, adoptée par le Conseil en 2006;

b) la Décision 546 relative à la modification du mandat du Groupe du Conseil sur le Règlement financier et sur les questions de gestion financière associées, adoptée par le Conseil en 2007,

considérant

a) le rapport du Groupe FINREGS présenté à la session de 2011 du Conseil ([Document C11/15](#));

b) le rapport du Groupe tripartite sur la gestion des ressources humaines présenté à la session de 2011 du Conseil ([Document C11/23](#)),

reconnaissant

qu'il est important de désigner un organe pour l'examen des questions relatives aux ressources financières et aux ressources humaines entre les sessions du Conseil, en particulier des questions qui nécessitent un réexamen et une modification éventuelle des instruments financiers de l'UIT (Règlement financier et Règles financières) ainsi que des Statut et Règlement du personnel,

décide

1 d'approuver le mandat modifié, tel qu'il est énoncé dans l'Annexe de la présente Décision;

2 d'approuver la composition modifiée du Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines et la participation de tous les Etats Membres et Membres des Secteurs aux activités de ce Groupe;

3 de charger le Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines de présenter chaque année un rapport d'activité au Conseil.

Annexe: 1

ANNEXE

Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines

Mandat

- 1 Examiner les dispositions du Règlement financier et des Règles financières afin d'en assurer la conformité et la cohérence avec les instruments fondamentaux de l'Union, les décisions de la Conférence de plénipotentiaires et du Conseil ainsi que les besoins en constante évolution de l'UIT.
- 2 Veiller à ce que:
 - i) l'élaboration de la budgétisation et la gestion axées sur les résultats, y compris le rattachement de toutes les activités des fonctionnaires aux produits stratégiques correspondants permettent d'assurer le suivi et le contrôle de toutes les dépenses se rapportant au budget de l'UIT et de rendre compte;
 - ii) les améliorations constantes apportées au système de gestion à l'UIT apportent en conséquence, des modifications aux instruments financiers de manière continue;
 - iii) une harmonisation soit assurée avec les exigences et la terminologie des normes IPSAS (normes comptables pour le secteur public international) afin de clarifier des concepts tels que l'actif net et le Fonds de réserve;
 - iv) les recommandations pertinentes du Corps commun d'inspection des Nations Unies ayant une incidence sur la gestion des ressources financières et des ressources humaines de l'Union soient prises en considération;
 - v) toutes les dispositions de la Décision 5 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires ("Recettes et dépenses de l'Union pour la période 2012-2015") soient prises en considération, y compris les mesures de réduction des dépenses, afin de parvenir à des budgets équilibrés.
- 3 Veiller à ce que les dispositions souples prévues dans le Règlement financier et les Règles financières, y compris le report d'activités sur l'exercice biennal suivant, soient cohérentes avec celles d'autres organisations du système des Nations Unies.
- 4 Régler tous les problèmes soumis par le Conseil et/ou la Conférence de plénipotentiaires sur un vaste éventail de questions, par exemple celles indiquées dans la partie décide de charger le Conseil de la Résolution 158 (Rév. Guadalajara 2010) relative aux questions financières que doit examiner le Conseil.
- 5 Procéder à un examen, sur une base annuelle, des recommandations du Vérificateur extérieur des comptes, telles qu'elles sont soumises chaque année au Conseil, compte tenu de la Résolution 94 (Rév. Guadalajara, 2010) relative à la vérification des comptes de l'Union et du mandat pour la vérification extérieure des comptes décrite dans ses grandes lignes dans l'Article 28 et l'Annexe 1 du Règlement financier.
- 6 Procéder à un examen, sur une base régulière, de l'état d'avancement de la mise en oeuvre des recommandations du Comité consultatif indépendant pour les questions de gestion (CCIG), telles qu'elles sont soumises chaque année au Conseil, compte tenu de la Résolution 162 (Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires.
- 7 Faire en sorte que le Règlement financier contienne des dispositions pour le contrôle interne conformes à celles d'autres organisations du système des Nations Unies.

- 8 Examiner toutes les questions entrant dans le cadre de la gestion et du développement des ressources humaines, y compris celles identifiées dans l'Annexe de la Résolution 48 (Rév. Guadalajara, 2010) (Sujets à traiter dans les rapports soumis au Conseil sur les questions de personnel, y compris le personnel des bureaux régionaux et des bureaux de zone, et les questions de recrutement), ainsi que les questions associées à la mise en œuvre du plan stratégique pour les ressources humaines.
- 9 Procéder, sur une base continue, à un examen de la fonction de déontologie à l'UIT.
- 10 Revoir la politique de l'UIT en matière d'accès aux documents afin de déterminer dans quelle mesure les documents devraient être accessibles au public.
- 11 Examiner les critères permettant de déterminer les incidences financières et stratégiques de la conclusion de mémorandums d'accord (ainsi que de mémorandums de coopération) auxquels l'UIT est ou sera partie.
- 12 Maintenir les relations étroites avec la direction de l'UIT et le Conseil du personnel afin de déterminer les questions d'intérêt commun, en particulier celles pour lesquelles des avis et des orientations du Conseil sont requis et justifiés.

Réf.: Documents C11/103 et C11/120; C13/113 et C13/122; C14/99 et C14/101.

D 575 **Création d'une Commission chargée de préparer la célébration**
(C13) **du 150ème anniversaire de la création de l'Union**

Le Conseil,

rappelant

que la date du 17 mai 2015 marquera le 150ème anniversaire de la création de l'Union internationale des télécommunications,

considérant

- a) les rapports présentés par le Secrétaire général aux sessions de 2012 et de 2013 du Conseil (Documents C12/12 et C13/47);
- b) que le Conseil à sa session de 2012 a chargé le Secrétaire général:
 - i) de mener des études et de présenter des recommandations en ce qui concerne des activités et événements commémoratifs, leur financement et le calendrier de leur organisation;
 - ii) d'étudier la possibilité de mobiliser des ressources pour les manifestations commémoratives;
 - iii) d'encourager les Etats Membres à réfléchir aux mesures à prendre pour célébrer l'anniversaire de la création de l'Union dans chaque pays;
 - iv) de prendre contact avec l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, en vue de les inviter à participer aux manifestations commémoratives,

reconnaissant

qu'il est important de recueillir l'avis des membres de l'UIT et d'assurer leur participation aux célébrations du 150ème anniversaire de la création de l'Union,

décide

d'approuver la création d'une Commission ouverte aux membres de l'UIT et chargée de préparer le 150ème anniversaire de la création de l'Union, dont le mandat est le suivant:

- a) inviter les membres et le personnel de l'UIT à formuler des propositions pour la célébration du 150ème anniversaire;

- b) examiner ces propositions et évaluer les coûts associés à la mise en œuvre de chaque proposition;
- c) présenter cette évaluation et les discussions sur les propositions dans un rapport détaillé qui sera soumis au Conseil à ses sessions de 2014 et 2015;
- d) établir un calendrier pour 2013-2014 et pour l'année 2015, année de la célébration;
- e) élaborer des recommandations/lignes directrices à l'intention des membres de l'UIT en vue de la célébration du 150^{ème} anniversaire;
- f) envisager la possibilité de rechercher des sponsors pour les manifestations commémoratives;
- g) prendre contact avec l'Organisation des Nations Unies, ses institutions, Fonds et Programmes spécialisés ainsi qu'avec les organisations du système des Nations Unies – et plus particulièrement les départements de la communication et de l'information – pour les inviter à participer aux célébrations et à rédiger des articles ou des publications sur ce sujet;
- h) formuler des propositions concernant les matériels publicitaires pour les manifestations en rapport avec cette célébration ainsi que des estimations budgétaires de leur coût,

charge le Secrétaire général

de fournir l'appui et la documentation nécessaires à la Commission.

Réf.: Documents C13/98 et C13/92.

D 580 Dates et durée de la session de 2015 du Conseil

(C14)

Le Conseil,

décide

que sa session de 2015 se tiendra à Genève, pour une période de neuf jours ouvrables, du **mardi 12 au vendredi 22 mai 2015**.

Réf.: Documents C14/94 et C14/95.

3.3 Conférence de plénipotentiaires

D 560 **Convocation de la prochaine Conférence de plénipotentiaires ordinaire**
(C11)

Le Conseil,

notant

que la Conférence de plénipotentiaires (Guadalajara, 2010) a décidé que la Conférence de plénipotentiaires de 2014 (PP-14) aurait lieu en République de Corée,

notant en outre

que cette conférence a été inscrite au programme des conférences, assemblées et forums futurs de l'Union (2011-2014) adopté dans le cadre de la Résolution 77 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires,

décide

que, sous réserve de l'accord de la majorité des Etats Membres de l'Union, la prochaine Conférence de plénipotentiaires ordinaire se tiendra à Busan (République de Corée) du lundi 20 octobre au vendredi 7 novembre 2014,

charge le Secrétaire général

de consulter les Etats Membres de l'UIT au sujet du lieu précis et des dates exactes de la Conférence de plénipotentiaires de 2014.

Réf.: Documents C11/79 et C11/86.

3.4 Autres conférences et réunions et questions connexes

R 1281 Initiative Connecter le monde

(C07)

Le Conseil,

ayant pris note

a) de l'allocution d'ouverture sur «l'état de l'Union» prononcée par le Secrétaire général de l'UIT et des observations formulées lors de la séance inaugurale du Conseil à sa session de 2007, en particulier de la collaboration entre l'UIT et d'autres organismes en vue d'organiser des réunions multi-parties prenantes pour atteindre les objectifs de l'initiative *Connecter le monde*;

b) du fait que le Sommet *Connecter l'Afrique* est la première d'une série d'initiatives dynamiques réunissant de multiples parties prenantes qui doivent être organisées dans différentes régions du monde,

félicite

le Secrétariat pour les mesures de collaboration initiales qu'il a prises en vue d'organiser une série de réunions de haut niveau sur l'initiative *Connecter le monde*,

invite les Etats Membres

à participer, au plus haut niveau possible, aux Sommets *Connecter le monde* et à mettre en œuvre les résultats qui seront obtenus à ces occasions,

invite en outre

des organismes multilatéraux, le secteur privé, la société civile et d'autres parties prenantes à participer, avec l'UIT, à l'organisation et à la mise en œuvre des résultats des réunions visant à concrétiser les objectifs de l'initiative *Connecter le monde*,

décide de charger le Secrétaire général

d'informer le Conseil, lors de ses sessions futures, des progrès réalisés et des résultats obtenus lors des Sommets *Connecter le monde*.

Réf.: Documents C07/93 et C07/105.

R 1292 Expositions et forums mondiaux ou régionaux sur les télécommunications/ technologies de l'information et de la communication

(C08)

Le Conseil,

rappelant

la Résolution 11 (Rév. Antalya, 2006) de la Conférence de plénipotentiaires relative aux expositions et forums mondiaux ou régionaux sur les télécommunications/technologies de l'information et de la communication (ITU TELECOM),

considérant

a) qu'en 2006, dix éditions d'ITU TELECOM WORLD avaient eu lieu depuis la première en 1971 à Genève;

- b) que les manifestations régionales ITU TELECOM ont été créées en 1985 pour faire connaître les réalisations et les problèmes de chaque région;
- c) que les manifestations ITU TELECOM ont parfois connu un grand succès et parfois subi un revers, en raison notamment de la récession économique;
- d) que les manifestations ITU TELECOM doivent relever un défi important lié à la nécessité de s'adapter aux réalités actuelles du marché, qui est désormais défini par la privatisation, la convergence, les fusions dans le secteur des TIC et l'arrivée sur le marché de nouveaux venus qui ne sont pas des membres traditionnels de l'UIT;
- e) que les manifestations ITU TELECOM sont également confrontées à des problèmes tels que l'accroissement du coût des emplacements, la tendance à réduire leur taille et la nécessité de rentabilité pour l'industrie;
- f) que le marché des expositions et des forums est devenu extrêmement compétitif et spécialisé;
- g) que les manifestations ITU TELECOM régionales doivent faire face à une concurrence particulièrement rude, car les manifestations régionales à vocation commerciale sont nombreuses,

notant

- a) qu'il faudrait prévoir un délai d'au moins deux ans à compter de la signature de l'accord conclu avec le pays hôte pour favoriser la réussite des manifestations;
- b) que les exposants veulent mieux planifier les dates des manifestations et obtenir un bon retour sur investissement;
- c) que, compte tenu de la vitesse à laquelle apparaissent de nouvelles technologies et de nouveaux services, il est nécessaire d'envisager de raccourcir l'actuel cycle de quatre ans;
- d) que cette nouvelle organisation permettrait de mieux planifier la date et le lieu des manifestations ITU TELECOM WORLD, comme le demandent les exposants pour pouvoir les intégrer dans leurs plans et leur budget marketing;
- e) que, même si les manifestations ITU TELECOM WORLD suscitent un intérêt qui continue à en garantir la viabilité, les manifestations régionales ITU TELECOM n'ont recueilli pour ainsi dire aucun appui parmi les exposants;
- f) que ITU TELECOM garde l'image d'une manifestation de référence, appréciée et reconnue, où les participants escomptent un dialogue de haut niveau entre les Etats Membres et le secteur privé;
- g) qu'en 2011, quarante (40) ans après sa création, ITU TELECOM aura une occasion exceptionnelle de s'adapter pleinement aux nouvelles réalités du marché,

notant en outre

qu'à la suite de manifestations ITU TELECOM, il a été suggéré de pratiquer des prix plus compétitifs pour les espaces d'exposition, ainsi que des tarifs d'hébergement préférentiels ou à prix réduit et de prévoir un nombre adéquat de chambres d'hôtel par rapport à des expositions de même nature,

décide

d'ajouter la célébration du 40^e anniversaire d'ITU TELECOM à la liste des événements TELECOM dans le programme des futures conférences, assemblées et réunions de l'Union pour 2009-2012,

charge le Secrétaire général

de faire en sorte que les mesures décrites ci-après soient prises pour assurer le succès des manifestations futures ITU TELECOM:

- préparer un accord type de pays hôte pour faciliter la conclusion de ces accords au moins deux ans à l'avance;
- n'annoncer et de ne faire connaître la tenue de l'événement qu'après la conclusion de l'accord avec le pays hôte;
- examiner avec toute l'attention requise la tendance actuelle à l'organisation de forums;
- rechercher des participants venant d'horizons plus larges de l'industrie ou du secteur privé, afin de s'adapter à l'évolution des conditions du marché, qu'il s'agisse du passage aux réseaux IP, des communications mobiles évoluées, de la convergence ou de l'arrivée sur le marché de nouveaux acteurs, notamment les grandes compagnies d'utilisateurs finals de réseaux mondiaux, qui attireraient de grands opérateurs mondiaux;
- chercher à se démarquer nettement d'expositions ou de forums de même nature, en attirant le plus grand nombre possible d'opérateurs et d'équipementiers mondiaux et en encourageant activement la participation de ministres et de P.-D. G. dont la présence permettrait de tenir des réunions bilatérales et multilatérales constructives pendant la manifestation;
- préparer bien à l'avance le programme du Forum, en concertation avec le secteur privé, programme auquel les modérateurs des sessions apporteraient la dernière touche, encourageant ainsi des débats de fond;
- préparer les résultats du Forum pour les faire connaître au grand public;
- prendre des mesures pour faciliter la participation des hautes personnalités,

prie le Secrétaire général

de procéder à une étude, de consulter, le cas échéant, les Etats Membres et de les informer des résultats de l'étude, et de soumettre au Conseil à sa session de 2009 des propositions sur l'avenir des manifestations ITU TELECOM mondiales ou régionales, en tenant compte des options suivantes:

- fusion des manifestations ITU Telecom World et des expositions ITU Telecom régionales;
- système de roulement, pour le choix du lieu des manifestations ITU Telecom, entre les différentes régions, Genève (le siège de l'Union), en étant un;
- raccourcissement de la périodicité des manifestations d'ITU Telecom World, qui serait ramenée de quatre (4) à deux (2) ans;
- planification des manifestations ITU Telecom en association avec de grandes réunions ou conférences de l'UIT;
- conclusion d'alliances ou de partenariats stratégiques avec des organisateurs de grandes manifestations régionales ou nationales, sur une base non permanente;
- gestion, y compris au niveau des effectifs, d'ITU Telecom, de manière à en améliorer l'efficacité opérationnelle;
- nécessité de rationaliser la gestion financière d'ITU Telecom, et de gérer les coûts devant être facturés à ITU Telecom;
- externalisation des activités d'ITU Telecom, dans le cadre de son mandat, pour augmenter sa capacité à dégager des recettes;
- examen des coûts de la présence au Forum, afin d'attirer les participants recherchés.

Réf.: Documents C08/91 et C08/105.

R 1343 **Lieu, dates et ordre du jour de la Conférence mondiale
(C12) des radiocommunications (CMR-15)**

Le Conseil,

notant

que, par sa Résolution 807, la Conférence mondiale des radiocommunications (Genève, 2012):

- a) a décidé de recommander au Conseil de convoquer, en 2015, une conférence mondiale des radiocommunications d'une durée de quatre semaines;
- b) a recommandé des points à inscrire à l'ordre du jour de cette conférence et a invité le Conseil à arrêter définitivement cet ordre du jour, à prendre les dispositions nécessaires pour la convocation de la CMR-15 et à engager dès que possible les consultations nécessaires avec les Etats Membres,

décide

de convoquer, à Genève (Suisse) du 2 au 27 novembre 2015, une Conférence mondiale des radiocommunications (CMR-15), précédée, du 26 au 30 octobre 2015, de l'Assemblée des radiocommunications, et dont l'ordre du jour sera le suivant:

1 sur la base des propositions des administrations, compte tenu des résultats de la CMR-12 ainsi que du rapport de la Réunion de préparation à la Conférence et compte dûment tenu des besoins des services existants ou futurs dans les bandes considérées, examiner les points suivants et prendre les mesures appropriées:

1.1 envisager des attributions de fréquences additionnelles au service mobile à titre primaire et identifier des bandes de fréquences additionnelles pour les Télécommunications mobiles internationales (IMT) ainsi que les dispositions réglementaires correspondantes, afin de faciliter le développement des applications mobiles à large bande de Terre, conformément à la Résolution **233 (CMR-12)**;

1.2 examiner les résultats des études de l'UIT-R, conformément à la Résolution **232 (CMR-12)**, sur l'utilisation de la bande de fréquences 694-790 MHz par le service mobile, sauf mobile aéronautique, dans la Région 1 et prendre les mesures appropriées;

1.3 examiner et réviser la Résolution **646 (Rév.CMR-12)** concernant les applications large bande pour la protection du public et les secours en cas de catastrophe, conformément à la Résolution **648 (CMR-12)**;

1.4 envisager une nouvelle attribution possible au service d'amateur à titre secondaire dans la bande 5 250-5 450 kHz, conformément à la Résolution **649 (CMR-12)**;

1.5 examiner l'utilisation des bandes de fréquences attribuées au service fixe par satellite qui ne relèvent pas des Appendices **30**, **30A** et **30B** pour les communications de contrôle et non associées à la charge utile des systèmes d'aéronef sans pilote (UAS) dans les espaces aériens non réservés, conformément à la Résolution **153 (CMR-12)**;

1.6 envisager la possibilité de faire des attributions additionnelles à titre primaire:

1.6.1 au service fixe par satellite (Terre vers espace et espace vers Terre) de 250 MHz dans la gamme comprise entre 10 GHz et 17 GHz dans la Région 1;

1.6.2 au service fixe par satellite (Terre vers espace) de 250 MHz dans la Région 2 et de 300 MHz dans la Région 3 dans la gamme 13-17 GHz;

et examiner les dispositions réglementaires relatives aux attributions actuelles au service fixe par satellite dans chaque gamme, compte tenu des résultats des études de l'UIT-R, conformément aux Résolutions **151 (CMR-12)** et **152 (CMR-12)** respectivement;

1.7 examiner l'utilisation de la bande 5 091-5 150 MHz par le service fixe par satellite (Terre vers espace) (limitée aux liaisons de connexion des systèmes à satellites non géostationnaires du service mobile par satellite), conformément à la Résolution **114 (Rév.CMR-12)**;

1.8 examiner les dispositions relatives aux stations terriennes placées à bord de navires (ESV), sur la base des études menées conformément à la Résolution **909 (CMR-12)**;

1.9 examiner, conformément à la Résolution **758 (CMR-12)**:

1.9.1 la possibilité de faire de nouvelles attributions au service fixe par satellite dans les bandes de fréquences 7 150-7 250 MHz (espace vers Terre) et 8 400-8 500 MHz (Terre vers espace), à condition de prévoir des conditions de partage appropriées;

1.9.2 la possibilité d'attribuer les bandes 7 375-7 750 MHz et 8 025-8 400 MHz au service mobile maritime par satellite, et des mesures réglementaires additionnelles, en fonction des résultats des études pertinentes;

1.10 examiner les besoins de spectre et les attributions additionnelles possibles pour le service mobile par satellite dans les sens Terre vers espace et espace vers Terre, y compris la composante satellite des applications large bande et les Télécommunications mobiles internationales (IMT), dans la gamme de fréquences comprise entre 22 et 26 GHz, conformément à la Résolution **234 (CMR-12)**;

1.11 envisager une attribution à titre primaire au service d'exploration de la Terre par satellite (Terre vers espace) dans la gamme 7-8 GHz, conformément à la Résolution **650 (CMR-12)**;

1.12 envisager une extension de l'attribution à l'échelle mondiale dont bénéficie actuellement le service d'exploration de la Terre par satellite (active) dans la bande de fréquences 9 300-9 900 MHz, de 600 MHz au plus, dans les bandes de fréquences 8 700-9 300 MHz et/ou 9 900-10 500 MHz, conformément à la Résolution **651 (CMR-12)**;

1.13 examiner le numéro **5.268**, en vue d'étudier la possibilité d'augmenter la limite de distance de 5 km et de permettre l'utilisation du service de recherche spatiale (espace-espace) pour les opérations de proximité effectuées par des engins spatiaux communiquant avec des engins spatiaux habités sur orbite, conformément à la Résolution **652 (CMR-12)**;

1.14 envisager la possibilité d'obtenir une échelle de temps de référence continue, en modifiant le temps universel coordonné (UTC) ou en utilisant une autre méthode, et prendre les mesures voulues à cet égard, conformément à la Résolution **653 (CMR-12)**;

1.15 examiner les besoins de spectre des stations de communication de bord du service mobile maritime, conformément à la Résolution **358 (CMR-12)**;

1.16 envisager les dispositions réglementaires et les attributions de fréquence nécessaires pour rendre possible de nouvelles applications reposant sur la technologie AIS (système d'identification automatique) et de nouvelles applications visant à améliorer les radiocommunications maritimes conformément à la Résolution **360 (CMR-12)**;

1.17 examiner les besoins de fréquences et les mesures réglementaires possibles, y compris des attributions appropriées au service aéronautique, pour permettre l'exploitation des systèmes de communication hertzienne entre équipements d'avionique à bord d'un aéronef (WAIC), conformément à la Résolution **423 (CMR-12)**;

1.18 envisager une attribution à titre primaire au service de radiolocalisation dans la bande de fréquences 77,5-78,0 GHz pour les applications automobiles, conformément à la Résolution **654 (CMR-12)**;

2 examiner les Recommandations UIT-R révisées et incorporées par référence dans le Règlement des radiocommunications, communiquées par l'Assemblée des radiocommunications conformément à la Résolution **28 (Rév.CMR-03)**, et décider s'il convient ou non de mettre à jour les références correspondantes dans le Règlement des radiocommunications, conformément aux principes énoncés dans l'Annexe 1 de la Résolution **27 (Rév.CMR-12)**;

3 examiner les modifications et amendements à apporter éventuellement au Règlement des radiocommunications à la suite des décisions prises par la Conférence;

4 conformément à la Résolution **95 (Rév.CMR-07)**, examiner les résolutions et recommandations des conférences précédentes en vue, le cas échéant, de les réviser, de les remplacer ou de les supprimer;

5 examiner le Rapport de l'Assemblée des radiocommunications soumis conformément aux numéros 135 et 136 de la Convention et lui donner la suite voulue;

6 identifier les points auxquels les commissions d'études des radiocommunications doivent d'urgence donner suite, en préparation de la conférence mondiale des radiocommunications suivante;

7 examiner d'éventuels changements à apporter, et d'autres options à mettre en œuvre, en application de la Résolution 86 (Rév. Marrakech, 2002) de la Conférence de plénipotentiaires, intitulée «Procédures de publication anticipée, de coordination, de notification et d'inscription des assignations de fréquence relatives aux réseaux à satellite», conformément à la Résolution **86 (Rév.CMR-07)**, afin de faciliter l'utilisation rationnelle, efficace et économique des fréquences radioélectriques et des orbites associées, y compris de l'orbite des satellites géostationnaires;

8 examiner les demandes des administrations qui souhaitent supprimer des renvois relatifs à leur pays ou le nom de leur pays de certains renvois, s'ils ne sont plus nécessaires, compte tenu de la Résolution **26 (Rév.CMR-07)**, et prendre les mesures voulues à ce sujet;

9 examiner et approuver le rapport du Directeur du Bureau des radiocommunications, conformément à l'article 7 de la Convention:

9.1 sur les activités du Secteur des radiocommunications depuis la CMR-12;

9.2 sur les difficultés rencontrées ou les incohérences constatées dans l'application du Règlement des radiocommunications; et

9.3 sur la suite donnée à la Résolution **80 (Rév.CMR-07)**;

10 recommander au Conseil des points à inscrire à l'ordre du jour de la CMR suivante et exposer ses vues sur l'ordre du jour préliminaire de la conférence ultérieure ainsi que sur des points éventuels à inscrire à l'ordre du jour de conférences futures, conformément à l'article 7 de la Convention,

charge le Directeur du Bureau des radiocommunications

de prendre les dispositions voulues pour la convocation des sessions de la Réunion de préparation à la Conférence et d'élaborer un Rapport à l'intention de la CMR-15,

charge le Secrétaire général

1 de prendre les dispositions nécessaires, avec l'accord du Directeur du Bureau des radiocommunications, pour la convocation de la conférence;

2 de communiquer la présente Résolution aux organisations internationales ou régionales concernées.

Réf.: Documents C12/85(Rév.1) et C12/94.

4 **SECRETARIAT GÉNÉRAL**

R 1110 Rôle de l'UIT dans le cadre du Mémoire d'accord sur les GMPCS

(C08)

Le Conseil,

ayant examiné le rapport du Secrétaire général relatif au Mémoire d'accord sur les systèmes mobiles mondiaux de télécommunications personnelles par satellite présenté dans le Document C97/68 et la proposition des Etats-Unis d'Amérique exposée dans le Document C97/97,

ayant examiné en outre les décisions prises à sa session de 1997 concernant le recouvrement des coûts afférents aux produits et services de l'UIT,

notant que les Etats Membres et les Membres des Secteurs de l'UIT ont versé des contributions volontaires pour financer le premier Forum mondial des politiques de télécommunication en octobre 1996,

notant en outre que le reliquat de ces contributions volontaires sert maintenant à financer les travaux du Groupe du Mémoire d'accord sur les GMPCS et que des contributions volontaires sont recherchées pour permettre la réalisation du Vœu N° 5 du Forum,

décide

- 1 que le Secrétariat de l'UIT doit continuer à appuyer les activités entreprises dans le cadre du Mémoire d'accord sur les GMPCS sur la base du recouvrement intégral des coûts, étant donné que cette fonction est acceptable pour le Secrétariat de l'UIT;
- 2 que le Secrétariat de l'UIT doit présenter un état comptable de l'utilisation, à ce jour, des contributions volontaires en faveur du premier Forum;
- 3 que le reliquat de ces contributions volontaires doit être utilisé pour financer le suivi des activités se rapportant au premier Forum pendant l'année à venir;
- 4 que, si d'autres fonds sont nécessaires à cet effet, les Signataires du Mémoire d'accord sur les GMPCS et d'autres parties intéressées doivent être invités par le secrétariat de l'UIT à fournir un soutien financier supplémentaire pour poursuivre les travaux et faciliter la tâche du Secrétariat de l'UIT dans le cadre des activités en question.

Réf.: Documents C97/130 et C97/138.

R 1116 Mise en œuvre des arrangements élaborés conformément au Mémoire d'accord sur les GMPCS

(C-1998)

Le Conseil,

considérant les conclusions du premier Forum mondial des politiques de télécommunication sur les systèmes mobiles mondiaux de communications personnelles par satellite (GMPCS) d'octobre 1996 et le Mémoire d'accord ainsi que les Arrangements élaborés depuis,

notant que les Arrangements précités ont été élaborés par un groupe provisoire de Signataires du Mémoire d'accord et que ce groupe continue d'agir en tant que «Groupe du Mémoire d'accord sur les GMPCS»,

rappelant la Résolution 1110 adoptée par le Conseil à sa session de 1997, par laquelle il a été décidé, notamment, que le Secrétariat de l'UIT devait continuer à appuyer les activités entreprises dans le cadre du Mémorandum d'accord sur les GMPCS sur la base du recouvrement intégral des coûts, étant donné que cette fonction est acceptable pour le Secrétariat de l'UIT,

considérant en outre

a) que la fonction de dépositaire du Mémorandum d'accord sur les GMPCS et des Arrangements connexes assumée par l'UIT s'inscrit dans les objectifs énoncés dans le projet de Plan stratégique pour 1999-2003 et qu'elle est conforme à la vision définie pour l'UIT;

b) que cette fonction, tout en offrant des avantages à l'industrie et aux utilisateurs des GMPCS du monde entier, renforcera le rôle de l'Union dans les télécommunications mondiales de demain,

tenant compte de la Recommandation 8 adoptée par la Conférence mondiale de développement des télécommunications (Malte, 1998), intitulée «*Mise en œuvre rapide des GMPCS*», en vertu de laquelle il est nécessaire de mettre en œuvre ces Arrangements à l'échelle mondiale, afin que tous les pays puissent tirer parti rapidement des services GMPCS,

décide

1 de charger le Secrétaire général:

1.1 de faire office de dépositaire du Mémorandum d'accord sur les GMPCS et des Arrangements connexes et de communiquer les renseignements fournis par les Signataires appliquant les Arrangements;

1.2 de faire office de bureau d'enregistrement des procédures d'homologation que les Administrations et/ou les Autorités compétentes ont notifiées à l'UIT comme ayant été utilisées pour homologuer les terminaux;

1.3 de faire office de bureau d'enregistrement des types de terminaux, une fois que les Administrations et/ou les Autorités compétentes auront notifié à l'UIT que les terminaux ont été homologués;

1.4 d'autoriser l'utilisation¹ du sigle «UIT» dans le label «GMPCS-MoU», étant entendu que l'UIT sera protégée contre toute action en responsabilité découlant de cette utilisation;

2 que les mesures énoncées aux points 1.1 à 1.4 ci-dessus doivent être appliquées conformément aux Arrangements, sur la base du recouvrement intégral des coûts, et que les modalités détaillées d'utilisation des contributions par les Signataires seront définies en concertation avec lesdits Signataires et le Secrétaire général.

Réf.: Documents C98/100 et C98/120.

¹ Les conditions de cette utilisation seront examinées à la lumière des résultats de l'application de la Résolution 1117.

R 1357 **Plan opérationnel quadriennal glissant du Secrétariat général**
(C13) **pour la période 2014-2017**

Le Conseil,

reconnaissant

les dispositions de l'article 5 de la Convention de l'UIT,

ayant examiné

le projet de Plan opérationnel quadriennal glissant du Secrétariat général pour la période 2014-2017,

ayant également examiné

la nécessité pour le Secrétaire général de disposer d'une certaine souplesse dans la mise en oeuvre du Plan opérationnel quadriennal glissant, afin de tenir compte des changements qui pourraient avoir lieu entre deux sessions du Conseil (voir: <http://www.itu.int/council/C2013/pd/031e-link.docx>),

décide

d'approuver le Plan opérationnel quadriennal glissant du Secrétariat général pour la période 2014-2017, tel qu'il figure à l'adresse: <http://www.itu.int/council/C2013/pd/031e-link.docx>, en vue de réaliser et de mettre en oeuvre les produits et activités du Secrétariat général, et de laisser au Secrétaire général la souplesse nécessaire pour la mise en oeuvre de ce Plan.

Réf.: Documents C13/97 et C13/92.

R 1366 **Plan opérationnel quadriennal glissant du Secrétariat général**
(C14) **pour la période 2015-2018**

Le Conseil,

reconnaissant

les dispositions de l'article 5 de la Convention de l'UIT,

ayant examiné

le projet de Plan opérationnel quadriennal glissant du Secrétariat général pour la période 2015-2018 (voir l'adresse: http://www.itu.int/en/council/ties/Documents/2014/031e_sg_op-link.docx),

ayant également examiné

la nécessité pour le Secrétaire général de disposer d'une certaine souplesse dans la mise en oeuvre du Plan opérationnel quadriennal glissant, afin de tenir compte des changements qui pourraient avoir lieu entre deux sessions du Conseil,

décide

d'approuver le Plan opérationnel quadriennal glissant du Secrétariat général pour la période 2015-2018, tel qu'il figure à l'adresse http://www.itu.int/en/council/ties/Documents/2014/031e_sg_op-link.docx, en vue de réaliser et de mettre en oeuvre les produits et activités du Secteur et de laisser au Secrétariat général la souplesse nécessaire pour la mise en oeuvre de ce Plan.

Réf.: Documents C14/84 et C14/8.

D 496 Lignes directrices concernant les ateliers de planification stratégiques

(C-2000)

Le Conseil,

considérant

- a) la nécessité de maintenir la pertinence et le leadership de l'Union dans un environnement des télécommunications caractérisé par des changements rapides et une évolution technologique explosive;
- b) que pour répondre à l'évolution de l'environnement des télécommunications, il faut que l'Union soit en mesure de prendre l'initiative de nouvelles activités et d'étudier de nouvelles questions avec la rapidité et la souplesse voulues;
- c) qu'en approuvant le budget biennal pour 2000-2001 (Résolution 1133), le Conseil a prévu le financement d'un «Programme de nouvelles initiatives»;
- d) qu'à l'initiative du Secrétaire général deux premiers ateliers de planification stratégique se sont tenus à Genève, le premier, consacré aux signatures électroniques et aux autorités de certification, du 9 au 10 décembre 1999, et le deuxième, sur la téléphonie IP, du 14 au 16 juin 2000;
- e) que les résultats de ces deux ateliers ont été examinés par le Conseil et jugés importants et utiles pour les membres,

décide, pour ce qui est des deux premiers ateliers

de charger le Secrétaire général d'entreprendre de nouvelles études en vue de cerner le rôle que l'UIT pourrait assumer en ce qui concerne le commerce électronique, l'authentification et la téléphonie IP ainsi que leurs conséquences pour les Etats Membres, en particulier dans les pays en développement,

décide, pour ce qui est des ateliers futurs

- 1 d'avaliser la poursuite du programme de nouvelles initiatives et l'organisation d'ateliers additionnels dans les limites budgétaires approuvées par le Conseil pour 2000-2001;
- 2 d'appliquer pour l'organisation des futurs ateliers de planification stratégique les lignes directrices suivantes:

A Objectifs

- Les ateliers ont pour objet principal de fournir au Secrétaire général des avis, officieux, sur de nouvelles questions de nature réglementaire, politique ou autre présentant actuellement un grand intérêt et relevant des attributions des trois Secteurs, en vue d'intégrer éventuellement ces questions dans le programme de travail ordinaire de l'Union et d'en rendre compte au Conseil.

B Sélection des thèmes, des participants et des sites

- Les thèmes devraient être choisis par le Secrétaire général pour leur actualité et l'intérêt qu'ils présentent pour les Etats Membres et les Membres des Secteurs.

- Le Secrétaire général, après avoir consulté les Directeurs des Bureaux et compte tenu des propositions formulées par les Membres choisira les spécialistes et leur adressera des invitations.
- Pour stimuler la discussion, il conviendra de faire en sorte que le nombre des spécialistes soit limité, et l'on tiendra compte de la nécessité de respecter un équilibre géographique parmi les Etats Membres de l'Union.
- Les dates et thèmes des ateliers seront portés à la connaissance des Membres de l'Union suffisamment à l'avance de telle sorte que les contributions puissent être préparées de façon adéquate et soumises dans les délais voulus.
- Les participants devraient de préférence être des spécialistes du sujet examiné et devraient participer en leur nom propre.
- Sur invitation, les ateliers pourraient se tenir en dehors du siège de l'Union.

C Financement et ressources

- Les réunions devraient être organisées de manière efficace et efficiente dans les limites des crédits budgétaires alloués par le Conseil.
- Les dépenses d'organisation des ateliers, y compris les éventuelles contributions volontaires, apparaîtront dans les comptes de l'Union et seront assujetties aux dispositions du Règlement financier de l'Union.

D Contributions et documents établis

- Les contributions comporteront un document d'information sur le sujet et un projet d'ordre du jour. Si possible, elles devraient comporter aussi des études de cas consacrées à des pays et des exposés de participants.
- Tout Etat Membre ou tout Membre de Secteur peut faire une contribution à un atelier.
- Les participants détermineront le contenu des documents établis par l'atelier, lesquels ne devraient en aucun cas être considérés comme des documents à caractère normatif ou des documents ayant une force contraignante.

E Diffusion de l'information, transfert de technologie et formation

- L'un des objectifs des ateliers devrait être de produire des informations documentées de haute qualité qui puissent être utiles aux décideurs, aux instances de réglementation, tout spécialement dans les pays en développement.
- A chaque atelier devrait être associé un site web qui servirait à informer les membres sur la réunion et à diffuser tous les documents issus de cette réunion. Les informations produites pourraient aussi être diffusées via les Nouvelles de l'UIT ou autres publications de l'Union et dans d'autres formats appropriés.
- Les documents élaborés seront diffusés et pourront servir à faciliter l'élaboration de programmes de formation et le transfert de technologie et de savoir-faire selon qu'il conviendra.

F Coopération avec les Secteurs

- Les ateliers de planification stratégique seront organisés par la SPU mais les Secteurs seront invités à nommer des responsables pour la coopération et à aider à la planification et au déroulement des ateliers.
- Les contributions, y compris les études de cas et les documents établis seront communiqués aux Secteurs appropriés.

G Etablissement de rapports

- Le Secrétaire général rendra compte chaque année au Conseil des activités effectuées dans le cadre du Programme de nouvelles initiatives et le Conseil décidera de la suite à donner.
- Si le suivi nécessite un travail intersectoriel ou ne peut s'inscrire dans le travail d'un seul Secteur, la coordination sera assurée par le Secrétaire général en collaboration avec les Directeurs des Bureaux.

Réf.: Documents C2000/90 et C2000/98.

5 SECTEURS

5.1 Généralités

R 1115 Harmonisation internationale des prescriptions techniques pour l'interception
(C-1997) **licite de télécommunications**

Le Conseil,

notant

- a) que de nombreux pays Membres de l'UIT autorisent leurs organes de maintien de l'ordre et de la sécurité nationale, dans des conditions contrôlées, à intercepter des services de télécommunications;
- b) que les organes de maintien de l'ordre et de la sécurité nationale d'un nombre important de pays Membres de l'UIT se sont mis d'accord sur un ensemble général de prescriptions relatives à l'interception licite (les prescriptions internationales relatives à l'interception, PIRI);
- c) que les coûts de la capacité d'interception licite et des perturbations associées peuvent être réduits en prévoyant la mise en place de la capacité au stade de la conception;
- d) que cette réduction des coûts et des perturbations pourrait permettre de mettre à disposition et de développer plus efficacement l'infrastructure de télécommunications,

considérant

- a) que la mise à disposition d'une capacité technique pour l'interception dans les normes pertinentes ne limiterait en rien le droit souverain des pays de décider s'ils autorisent l'interception licite et dans quelles conditions;
- b) que l'étude des prescriptions relatives à l'interception licite pourrait relever à la fois de l'UIT-R et de l'UIT-T,

notant en outre que certains pays ont un besoin rapide de résultats dans ce domaine,

prie l'UIT-R et l'UIT-T de donner une priorité aux questions dont les administrations demanderont l'étude dans ce domaine.¹

Réf.: Documents C97/135 et C97/138.

¹ Il est entendu que toutes les études réalisées par l'UIT-T et l'UIT-R se feront sur la base de contributions des administrations.

5.2 Radiocommunications (UIT-R)

R 1148 Statut des membres du Comité du Règlement des radiocommunications

(C-1999)

Le Conseil,

considérant

- a) Les dispositions des articles 8 (numéro 56), 9 (numéro 63), 12 (numéro 82) et 14 (numéros 93 à 101) de la Constitution (Genève, 1992), ainsi que celles des articles 2 (numéros 20 à 22), 10 (numéro 139 à 147) de la Convention (Genève, 1992), telles que modifiées par les Conférences de plénipotentiaires (Kyoto, 1994) et (Minneapolis, 1998);
- b) que les membres du RRB sont élus par la Conférence de plénipotentiaires en tant qu'investis d'un mandat international;
- c) que de ce fait ils ne peuvent pas être considérés comme des «experts» comme indiqué au numéro 1001 de la Convention;
- d) que l'accord de siège ne prévoit pas de statut particulier aux membres du RRB;
- e) que les membres du RRB sont astreints de par la Convention de participer aux conférences des radiocommunications, aux assemblées des radiocommunication et, en ce qui concerne les présidents et vice-présidents du RRB aux conférences de plénipotentiaires, que ces conférences et assemblées se trouvent au siège de l'Union ou en dehors du siège;
- f) que la Conférence de plénipotentiaires (Minneapolis, 1998) a décidé que le Conseil étudie les moyens appropriés pour accorder aux membres du Comité du Règlement des radiocommunications les droits et immunités nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions sur la base d'un rapport établi par le Secrétaire général après consultation du pays hôte (Document PP98/271),

ayant examiné le rapport du Secrétaire général (Document C99/61) établi en réponse à la décision de la Conférence de plénipotentiaires (Minneapolis, 1998),

ayant pris connaissance du mémorandum du Comité du Règlement des radiocommunications (Document C99/66) transmis par le Secrétaire général au Conseil,

décide de charger le Secrétaire général

- 1 de continuer à appliquer aux membres du RRB l'article 17 de l'accord conclu entre le Conseil fédéral suisse et l'UIT réglant le statut juridique de cette Organisation en Suisse et d'identifier en coopération avec les autorités suisses les moyens d'améliorer la situation des membres du RRB pour faciliter l'exécution de leur tâche;
- 2 de pourvoir les membres du RRB d'un document UIT spécifiant leur qualité de membres élus du RRB et les dispositifs de l'accord du siège qui leur sont applicables;
- 3 de faire en sorte que les accords conclus entre l'UIT et les pays hôtes d'une conférence ou réunion à laquelle les membres du RRB ou leur président et vice-président ont l'obligation de participer (numéro 141 de la Convention) devraient contenir des dispositions octroyant aux membres du RRB le bénéfice des privilèges et immunités nécessaires à l'exercice de leurs fonctions pendant ces conférences ou réunions;
- 4 de faire rapport au Conseil sur les mesures prises,

prie les autorités compétentes des pays dont un des ressortissants a été élu membre du Comité du Règlement des radiocommunications d'accorder des facilités, notamment de par la nature des documents de voyage, permettant au membre du Comité de voyager sans difficulté pour accomplir sa mission au service de l'UIT,

charge le Directeur du BR de fournir les moyens linguistiques, informatiques et autres qui permettent au RRB de remplir ses fonctions.

Réf.: Documents C99/127 et C99/134.

R 1354 **Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur des radiocommunications**
(C13) **pour la période 2014-2017**

Le Conseil,

reconnaissant

les dispositions de l'article 11A et de l'article 12 de la Convention,

ayant examiné

le projet de Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur des radiocommunications pour la période 2014-2017,

ayant également examiné

la nécessité pour le Directeur du Bureau des radiocommunications de disposer d'une certaine souplesse pour la mise en oeuvre du Plan opérationnel quadriennal glissant afin de tenir compte des changements qui pourraient intervenir entre deux sessions du Conseil (voir: <http://www.itu.int/oth/ROB05000016/en>),

décide

d'approuver le Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur des radiocommunications pour les années 2014-2017 en vue de réaliser et de mettre en oeuvre les produits et activités du Secteur et d'accorder au Directeur du Bureau des radiocommunications la souplesse nécessaire pour la mise en oeuvre de ce Plan.

Réf.: Documents C13/94 et C13/92.

R 1363 **Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur des radiocommunications**
(C14) **pour la période 2015-2018**

Le Conseil,

reconnaissant

les dispositions de l'article 11A et de l'article 12 de la Convention,

ayant examiné

le projet de Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur des radiocommunications pour la période 2015-2018 (voir l'adresse <http://www.itu.int/oth/ROB05000017/en>),

ayant également examiné

la nécessité pour le Directeur du Bureau des radiocommunications de disposer d'une certaine souplesse pour la mise en oeuvre du Plan opérationnel quadriennal glissant, afin de tenir compte des changements qui pourraient se produire entre deux sessions du Conseil,

décide

d'approuver le Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur des radiocommunications pour les années 2015-2018, tel qu'il figure à l'adresse <http://www.itu.int/oth/ROB05000017/en>, en vue de réaliser et de mettre en oeuvre les produits et activités du Secteur et d'accorder au Directeur du Bureau des radiocommunications la souplesse nécessaire pour la mise en oeuvre de ce Plan.

Réf.: Documents C14/84 et C14/85.

D 535 **Méthode d'imputation des coûts**

(C05, dernière
mod. C14)

Le Conseil,

considérant

la nouvelle méthode d'imputation des coûts qui a été élaborée compte tenu de la coordination entre le Plan financier de l'UIT et le Plan stratégique de l'UIT pour la période 2016-2019,

décide

d'adopter la méthode d'imputation des coûts décrite en annexe, qui entrera en vigueur le 1er janvier 2016.

Annexe: 1

Réf.: Documents C05/111 et C05/116; C11/104 et C11/120; C14/99 et C14/102.

ANNEXE

Nouvelle méthode d'imputation des coûts

La méthode d'imputation des coûts est un processus en quatre étapes qui consiste à imputer les coûts des unités organisationnelles aux Buts de l'Union. L'ensemble du processus est résumé dans le schéma reproduit dans l'Appendice.

Dans la phase préliminaire de la méthode d'imputation des coûts, les coûts directs qui comprennent les dépenses prévues et les coûts de la documentation (traduction, dactylographie et reprographie) sont directement imputés aux Produits, Bureaux et Départements pour lesquels ils ont été prévus.

Etape 1

Les coûts des services centralisés du Secrétariat général sont répartis entre les trois Bureaux (BR, TSB, BDT) et les activités intersectorielles au moyen d'une base d'imputation des coûts.

Les services centralisés du Secrétariat général comprennent:

- les services d'appui centralisés, par exemple les bâtiments, les services d'appui aux conférences, l'appui des services informatiques pour les réunions et les conférences;
- les services administratifs centralisés, par exemple la gestion des ressources financières et des ressources humaines, les affaires juridiques.

Etape 2

Les coûts des trois Bureaux et des activités intersectorielles sont réimputés aux Produits sur la base d'une étude de temps.

Les coûts des Bureaux et des activités intersectorielles comprennent les coûts prévus respectifs, les coûts de la documentation et les coûts provenant de la réimputation des services centralisés du Secrétariat général.

Etape 3

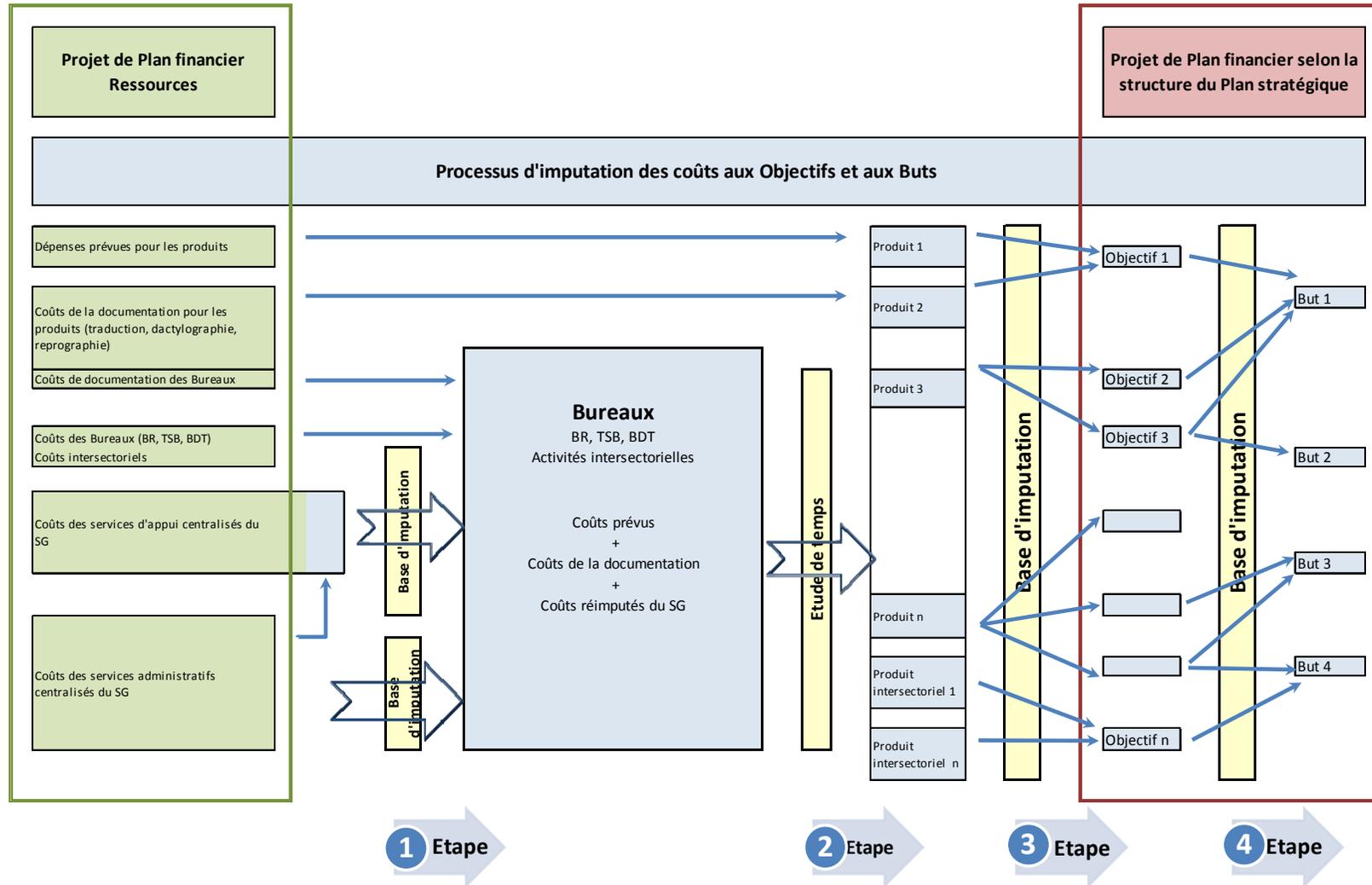
Les coûts des Produits sont répartis entre les Objectifs stratégiques définis dans le Plan stratégique de l'UIT, au moyen d'une base d'imputation des coûts.

Les coûts des Produits comprennent les coûts prévus respectifs, les coûts de la documentation et les coûts provenant des trois Bureaux et des activités intersectorielles.

Etape 4

Les coûts des Objectifs stratégiques sont réimputés aux Buts de l'Union, décrits dans le Plan stratégique de l'UIT, au moyen d'une base d'imputation des coûts.

Processus en quatre étapes d'imputation des coûts des unités organisationnelles aux Buts de l'Union



5.3 Normalisation des télécommunications (UIT-T)

R 1155 **Mise en application du recouvrement des coûts pour les fonctions de l'autorité d'enregistrement des numéros UIPRN et UISCN**
(C-2000)

Le Conseil,

ayant examiné la Résolution 91 (Minneapolis, 1998) relative au recouvrement des coûts pour certains produits et services de l'UIT et le point 1.3 du *décide* de la Décision 5 (Minneapolis, 1998) sur les dépenses de l'Union pour la période 2000-2003,

décide

1 d'autoriser l'UIT à faire fonction d'autorité d'enregistrement pour les numéros de kiosque internationaux universels et les numéros internationaux universels à coût partagé, à compter du 3 janvier 2001, sous réserve de l'approbation des Recommandations UIT-T E.169.2 et E.169.3 par l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications;

2 de fixer à titre provisoire le montant du droit d'enregistrement à 200 francs suisses par numéro;

3 de porter au crédit du budget, pour 2000-2001, 139 000 francs suisses supplémentaires, à mettre au compte des recettes correspondantes au titre du recouvrement des coûts,

charge le Secrétaire général de présenter un rapport d'activité sur les services UIPRN et UISCN dans le Rapport de gestion financière qui sera présenté au Conseil à sa session de 2002.

Réf.: Documents C2000/73 et C2000/96.

R 1168 **Mise en application du recouvrement des coûts pour les fonctions d'enregistrement des AESA**
(C-2001)

Le Conseil,

ayant examiné

la Résolution 91 (Minneapolis, 1998), relative au recouvrement des coûts pour certains produits et services de l'UIT, et le point 1.3 du *décide* de la Décision 5 (Minneapolis, 1998), sur les dépenses de l'Union pour la période 2000-2003,

décide

1 d'autoriser l'UIT à faire fonction d'autorité d'enregistrement pour les adresses de systèmes d'extrémité ATM (AESA) à compter du 1^{er} septembre 2001, conformément à la Recommandation UIT-T E.191.1, et à fixer le droit d'enregistrement à 100 francs suisses par numéro attribué;

2 d'augmenter le budget 2002-2003 de 60 170 francs suisses, qui seront intégralement réimputés,

décide en outre

d'autoriser le Secrétaire général, entre les sessions du Conseil, à mettre en œuvre les fonctions d'enregistrement similaires qui pourraient s'imposer dans l'avenir du fait de Recommandations de l'UIT-T, sur la base du recouvrement intégral des coûts et sous réserve de l'approbation finale du Conseil à sa session suivante.

Réf.: Documents C2001/96 et C2001/129.

R 1355 **Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur de la normalisation
(C13) des télécommunications pour la période 2014-2017**

Le Conseil,

reconnaissant

les dispositions des articles 14A et 15 de la Convention,

ayant examiné

le projet de Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur de la normalisation des télécommunications pour la période 2014-2017,

ayant également examiné

la nécessité pour le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications de disposer d'une certaine souplesse dans la mise en œuvre du Plan opérationnel quadriennal glissant afin de tenir compte des changements qui pourraient intervenir entre deux sessions du Conseil (voir <http://www.itu.int/en/ITU-T/stratops/Pages/opreports.aspx>),

décide

d'approuver le Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur de la normalisation des télécommunications pour les années 2014-2017 en vue de réaliser et de mettre en œuvre les produits et activités du Secteur et de laisser au Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications la souplesse nécessaire pour la mise en œuvre de ce Plan.

Réf.: Documents C13/95 et C13/92.

R 1364 **Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur de la normalisation des
(C14) télécommunications pour la période 2015-2018**

Le Conseil,

reconnaissant

les dispositions des articles 14A et 15 de la Convention,

ayant examiné

le projet de Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur de la normalisation des télécommunications pour la période 2015-2018 (voir l'adresse <http://www.itu.int/oth/T2401000011/fr>),

ayant également examiné

la nécessité pour le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications de disposer d'une certaine souplesse dans la mise en œuvre du Plan opérationnel quadriennal glissant, afin de tenir compte des changements qui pourraient survenir entre deux sessions du Conseil,

décide

d'approuver le Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur de la normalisation des télécommunications pour les années 2015 à 2018, tel qu'il figure à l'adresse <http://www.itu.int/oth/T2401000011/en>, en vue de réaliser et de mettre en oeuvre les produits et activités du Secteur et d'accorder au Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications la souplesse nécessaire pour la mise en oeuvre de ce Plan.

Réf.: Documents C14/84 et C14/86.

5.4 Développement des télécommunications (UIT-D)

R 1114 Présence régionale

(C-1997)

Le Conseil,

considérant

- a) la Résolution 25 de la Conférence de plénipotentiaires de Kyoto (1994);
- b) le rapport du Groupe d'experts chargé d'évaluer la présence régionale de l'UIT présenté au Conseil en sa session de 1996 sous la cote C96/60;
- c) les recommandations adoptées en 1996 par le Conseil sur la présence régionale;
- d) le Document C97/9 relatif aux propositions de mise en œuvre des recommandations visées en c),

réaffirmant

- a) l'importance de la présence régionale dans l'accomplissement des missions de développement de l'UIT;
- b) la nécessité d'adopter l'organisation et les activités de la présence régionale aux besoins de chaque région;
- c) la nécessité de renforcer la présence régionale en accroissant son utilité et son efficacité dans toutes les régions du monde, notamment en élargissant ses activités dans les cas appropriés à toutes celles entreprises par l'UIT,

tenant compte

- a) des limites actuelles des ressources dont dispose le BDT pour satisfaire efficacement les besoins de la présence régionale;
- b) des perspectives offertes par les réformes en cours en matière budgétaire, notamment en ce qui concerne l'utilisation des surplus de Télécom, l'orientation vers la «gestion de projet» et le recouvrement des coûts,

reconnaissant la nécessité d'optimiser l'utilisation des ressources disponibles pour satisfaire les besoins urgents,

décide d'organiser la présence régionale de la manière suivante:

A. Pour l'Afrique

- un bureau régional pour l'Afrique occidentale et l'Afrique centrale à Dakar (Sénégal);
- un bureau régional pour l'Afrique orientale et l'Afrique australe à Harare (Zimbabwe) ou à Addis-Abeba (Ethiopie);
- un bureau de zone pour l'Afrique occidentale et centrale, dont les activités doivent être reconsidérées, à Yaoundé (Cameroun);
- un bureau de zone pour l'Afrique orientale et australe, dont les activités doivent être reconsidérées.

B. Pour la Région Asie-Pacifique

- un bureau régional à Bangkok (Thaïlande);
- un bureau de zone dont les activités doivent être reconsidérées, au Népal;
- un bureau de zone dont les activités doivent être reconsidérées, en Indonésie.

C. Pour les Amériques

- un bureau régional à Brasília (Brésil);
- un bureau de zone à Tegucigalpa (Honduras);
- un bureau de zone dont les activités doivent être reconsidérées, à Bridgetown (La Barbade);
- un bureau de zone dont les activités doivent être reconsidérées, à Santiago (Chili).

D. Pour la Région Arabe

- un bureau régional au Caire (Egypte).

E. Pour l'Europe

- l'unité régionale pour l'Europe à Genève (Suisse) continuera de fonctionner comme bureau régional,

charge le Directeur du BDT, en collaboration avec le Secrétaire général et les Directeurs des deux autres Bureaux, et avec l'assistance du Groupe d'experts chargé d'évaluer la présence régionale de l'UIT

1 de prendre les dispositions nécessaires pour l'application des décisions ci-dessus, en conformité avec la Résolution 25 de la Conférence de plénipotentiaires de Kyoto (1994), la Résolution 1096 du Conseil de 1996 relative aux postes sur le terrain et les recommandations du Groupe d'experts;

2 de rechercher de nouvelles sources de financement et d'exploiter celles qui existent en vue d'augmenter de manière pérenne les ressources consacrées à la présence régionale;

3 de réactiver dès que possible les bureaux dont le fonctionnement a été gelé, de renforcer les bureaux existants sur la base des critères de dotation en personnel indiqués dans le Document C97/9 et de proposer la création si nécessaire d'autres bureaux de zone, si les ressources financières sont disponibles;

4 d'étudier les modalités et l'impact possibles de l'élargissement du rôle de la présence régionale pour prendre en compte les besoins des pays de tirer avantage de toutes les activités de l'UIT;

5 d'utiliser les techniques modernes de télécommunication pour renforcer la circulation de l'information et apporter des améliorations supplémentaires à la gestion de la présence régionale;

6 de soumettre à la session 1998 du Conseil des propositions en vue de la Conférence de plénipotentiaires de Minneapolis (1998).

Réf.: Documents C97/134 et C97/138.

R 1143 Renforcement de la présence régionale

(C-1999)

Le Conseil,

considérant

- a) la Résolution 25 (Minneapolis, 1998) de la Conférence de plénipotentiaires;
- b) la Résolution 71 (Minneapolis, 1998) de la Conférence de plénipotentiaires;
- c) la Résolution 5 de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (La Valette, 1998);
- d) la Résolution 1114 du Conseil (Genève, 1997),

rappelant la Résolution 25 (Kyoto, 1994) de la Conférence de plénipotentiaires,

réaffirmant

a) l'importance de la présence régionale dans la réalisation de l'objet de l'Union internationale des télécommunications (UIT);

b) que la présence régionale est une option structurelle devant faciliter la réalisation sur le plan local de l'objet de l'Union à la satisfaction de ses Membres;

c) que, pour jouer un rôle prééminent dans le développement des réseaux et services de télécommunication dans le monde, l'UIT doit satisfaire les besoins de ses Membres,

soulignant que la présence régionale, en tant que partie intégrante de l'activité générale de l'Union, doit refléter une option pour un système de gestion du type «gestion de projet» fondée sur des processus de travail coordonnés entre le siège et les bureaux régionaux,

notant avec satisfaction le fait qu'il a été entrepris de mettre en œuvre la Résolution 25 (Minneapolis, 1998) comme indiqué dans le Document C99/14,

notant par ailleurs qu'il est important pour les bureaux régionaux d'établir leurs projets de plan opérationnel dans le cadre du plan opérationnel et des orientations du BDT énoncées dans le plan stratégique et en tenant compte des conditions spécifiques de chaque région,

conscient

a) que la Résolution 74 (Minneapolis, 1998) demande l'examen et l'amélioration de la gestion, du fonctionnement et de la structure de l'UIT, et que cet examen englobera la présence régionale;

b) qu'il est important de répondre aux besoins immédiats des Etats Membres et des Membres des Secteurs,

décide

1 que le rôle de la présence régionale est d'aider à la réalisation de l'objet de l'UIT en vue de satisfaire les besoins de ses membres grâce à une action sur le terrain avec les administrations et les organes de réglementation et de régulation de télécommunication, en particulier ceux des pays en développement, y compris en collaborant avec les institutions, organisations et autres entités nationales, sous-régionales et régionales;

2 que la présence régionale, partie intégrante de l'UIT, doit étayer la mise en œuvre des décisions, recommandations, actions, programmes et projets approuvés par l'Union, par le biais de collaborations directes et suivies avec les autorités nationales et les organisations régionales et sous-régionales compétentes;

3 que la présence régionale assurera, en tant que de besoin, la représentation du Secrétaire Général ou de l'un des Directeurs des Bureaux des trois Secteurs;

4 qu'il faut clarifier les fonctions de la présence régionale relevant du double rôle de l'UIT d'institution spécialisée des Nations Unies et d'agence d'exécution et préciser et exécuter les activités décrites dans la Résolution 71 (Minneapolis, 1998), par exemple en attribuant à la présence régionale les activités génériques énumérées à l'Annexe A de la présente résolution;

5 que la présence régionale active dans le cadre des organisations internationales compétentes doit plaider en faveur des perspectives qui s'ouvrent à l'UIT en matière de développement des télécommunications;

6 qu'il faut renforcer la mise à contribution et la participation des pays en développement et des Membres des Secteurs dans le cadre de la présence régionale et dans toutes les activités de l'Union, y compris celles de l'UIT-T et de l'UIT-R,

charge le Directeur du Bureau de développement des télécommunications, en collaboration étroite avec le Secrétaire général et avec les Directeurs du BR et du TSB:

- 1 de se rapprocher davantage des Etats Membres, des Membres du Secteur, et des divers opérateurs de télécommunications de chaque région en vue de mieux apprécier et de prendre en compte leurs attentes vis-à-vis de la présence régionale;
- 2 de fixer des objectifs quantifiés pour la mise en œuvre du plan opérationnel, avec des contraintes de qualité, de ressources allouées et/ou de délai, en consultant le GCDT;
- 3 de définir des systèmes appropriés de mesure de performance pour le suivi des activités visées au *décide 4* (en les adaptant aux spécificités du contexte régional), ainsi que de celles relatives aux divers programmes et qui relèvent de la présence régionale;
- 4 de préparer à l'attention du Conseil de 2000 un rapport sur le degré d'atteinte des objectifs sus-indiqués ainsi que sur les objectifs prévus pour 2001;
- 5 de mettre en œuvre progressivement les décisions du Conseil dans sa Résolution 1114 (Genève, 1997);
- 6 de définir et de soumettre au GCDT, pour avis, un plan d'action pour l'application effective du «*charge le Directeur du BDT*» de la Résolution 25 (Minneapolis, 1998) dans les délais impartis par celle-ci;
- 7 de faire rapport chaque année sur le degré de réalisation du plan opérationnel élaboré avec chaque bureau régional sur la base d'objectifs quantifiés et mesurables;
- 8 d'apporter les ajustements nécessaires à la structure du BDT aussi bien au siège que sur le terrain en vue d'équilibrer le renforcement des ressources régionales (y compris par le transfert de ressources du siège vers les bureaux régionaux) par une plus grande compétence dans les domaines de l'appui technique, du contrôle et de la coordination au siège;
- 9 de définir et d'améliorer les processus de travail tant au siège que sur le terrain pour la présence régionale, en vue d'une meilleure utilisation des ressources et afin d'éviter les duplications,

charge le Secrétaire général et les Directeurs du BDT, du BR et du TSB de procéder à des délégations appropriées, tenant compte des conditions spécifiques et des priorités de chaque région, en vue de renforcer l'efficacité de la présence régionale,

charge les Directeurs du BR et du TSB de préparer, à l'intention de la session du Conseil de l'an 2000 et des suivantes, un rapport sur l'implication et la participation effectives des Membres des Régions aux activités de leurs Secteurs respectifs ainsi que sur les mesures qu'ils ont prises pour les renforcer,

charge en outre le Secrétaire général de faire rapport lors de la session du Conseil de l'an 2000 et des suivantes conformément à la Résolution 25 (Minneapolis, 1998).

Annexe: 1

Réf.: Documents C99/118 et C99/133.

ANNEXE A

(à la Résolution 1143)

Activités génériques attendues de la présence régionale

- a) Coordonner ou réaliser toute tâche à caractère régional relevant de l'Annexe 1 de la Résolution 71 (Minneapolis, 1998) et non citée ci-dessous.
- b) Promouvoir auprès des responsables des politiques, des organes de régulation et des opérateurs de télécommunications la connaissance des tendances mondiales en matière de politique générale et de gestion des télécommunications (ex: Organisation de la réglementation et de la régulation du marché des télécommunications, GMPCS, Commerce des services, Commerce électronique, IMT-2000, Impact des Protocoles IP, AGCS, management général, etc.).
- c) Aider les opérateurs de télécommunications à mieux appréhender les règlements administratifs (Règlement des radiocommunications, Règlement des télécommunications internationales).
- d) Sensibiliser les responsables des politiques, les organes de réglementation et de régulation, les instituts et organisations appropriés et les opérateurs de télécommunications aux questions liées à la gestion des ressources d'importance critique (exemple: spectre radioélectrique, plan de numérotage, etc.).
- e) En rapport avec les secteurs concernés, donner aux responsables des politiques, aux organes de régulation, aux instituts et organisations appropriés ainsi qu'aux opérateurs de télécommunications, une information régulière sur l'évolution prévisible des services de télécommunication et leurs répercussions possibles.
- f) Vulgariser auprès des instituts et organisations appropriés l'utilisation de nouvelles normes techniques susceptibles d'avoir un incidence sur le développement du réseau de télécommunication (exemple: ATM, IP, IMT-2000, etc.).
- g) Elaborer et mettre à jour régulièrement des clauses générales types servant de lignes directrices pour les pays en développement dans la mise en œuvre de leur processus d'approvisionnement, sans pour autant compromettre les intérêts des bureaux d'étude et d'ingénierie.
- h) Appuyer les opérateurs de télécommunications pour la planification et développement technique et commercial des réseaux et services de télécommunication, y compris par la promotion du transfert de technologie et de la promotion d'une industrialisation progressive; sensibiliser les institutions financières pour qu'elles apportent le soutien nécessaire aux projets de télécommunication à vocation sociale.
- i) Appuyer les efforts des organes de réglementation et de régulation, des instituts et organisations appropriés et des opérateurs de télécommunications dans la mise en place des systèmes comptables et de tarification des services de télécommunication (exemple: séparation des comptes, distribution des coûts, services universels, interconnexions, etc.).
- j) Promouvoir auprès des opérateurs de télécommunications ainsi que des instituts et organisations appropriés les normes d'exploitation et de maintenance des nouveaux réseaux de télécommunication (exemple: IP, ATM, etc.).
- k) Préparer, à l'attention des décideurs, des organes de réglementation et de régulation et des opérateurs de télécommunications, les meilleures statistiques sur l'évolution des réseaux et services des télécommunications dans la région concernée.
- l) Faire connaître aux décideurs, aux organes de réglementation et de régulation, aux instituts et organisations appropriés ainsi qu'aux opérateurs de télécommunications les aspects réglementaires découlant de l'offre de services fondés sur des technologies nouvelles.

- m) Assurer localement le rôle d'agence d'exécution et mobilisateur de ressources pour les projets à caractère régional ou local.
- n) Coordonner ou réaliser toute tâche à caractère régional relevant des plans opérationnels de l'UIT-D et non citée ci-dessus.
- o) Participer aux travaux préparatoires des conférences et des assemblées de l'UIT en tenant compte des besoins particuliers de chaque région.

R 1183 Présence régionale de l'UIT
(C-2001)

Le Conseil,

ayant examiné

la Recommandation R38 du Groupe de travail sur la réforme relative à la présence régionale de l'UIT,

décide de charger le Comité de coordination

d'examiner les fonctions des Bureaux régionaux, les moyens financiers et humains mis à leur disposition, en tenant compte notamment des objectifs suivants:

- a) identifier les fonctions qui pourraient être décentralisées en vue de l'élargissement et du renforcement des Bureaux régionaux;
- b) s'assurer que les réunions régionales soient organisées au niveau des régions concernées par les Secteurs compétents, en particulier par le Secteur du développement;
- c) accorder une autonomie accrue aux Bureaux régionaux dans les domaines suivants: diffusion de l'information, formulation d'avis de spécialistes, accueil de réunions, ateliers ou séminaires;
- d) identifier les fonctions relatives à l'exécution des budgets des Bureaux régionaux qui peuvent être déléguées à ces derniers;
- e) veiller à une participation accrue des Bureaux régionaux dans l'élaboration de leur budget;
- f) veiller à une participation effective des régions aux débats relatifs à l'avenir de l'Union et aux questions stratégiques relatives au secteur des télécommunications,

décide de charger le Secrétaire général

de présenter au Conseil, à sa session de 2002, un plan d'action comprenant les mesures à prendre en vue d'atteindre les objectifs énumérés aux points a), b), c), d), e) et f) du *décide* ci-dessus.

Réf.: Documents C2001/119 et C2001/132.

**R 1356 Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur du développement
(C13) des télécommunications pour la période 2014-2017**

Le Conseil,

reconnaisant

les dispositions des articles 17A et 18 de la Convention,

ayant examiné

le projet de Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur du développement des télécommunications pour la période 2014-2017,

ayant également examiné

la nécessité pour le Directeur du Bureau de développement des télécommunications de disposer d'une certaine souplesse dans la mise en oeuvre du Plan opérationnel quadriennal glissant afin de tenir compte des changements qui pourraient intervenir entre deux sessions du Conseil (voir: <http://www.itu.int/en/ITU-D/GeneralInformationDocuments/OperationalPlan2014-2017.pdf>),

décide

d'approuver le Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur du développement des télécommunications proposé pour la période 2014-2017 en vue de réaliser et de mettre en oeuvre les produits et activités du Secteur et de laisser au Directeur du Bureau de développement des télécommunications la souplesse nécessaire pour la mise en oeuvre de ce Plan.

Réf.: Documents C13/96 et C13/92.

R 1365 **Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur du développement
(C14) des télécommunications pour la période 2015-2018**

Le Conseil,

reconnaissant

les dispositions de l'article 18 de la Convention,

ayant examiné

le projet de Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur du développement des télécommunications pour la période 2015-2018 (voir: https://www.itu.int/en/ITU-D/TIES_Protected/OP2015-2018.pdf),

ayant également examiné

la nécessité pour le Directeur du Bureau de développement des télécommunications de disposer d'une certaine souplesse dans la mise en oeuvre du Plan opérationnel quadriennal glissant afin de tenir compte des changements qui pourraient intervenir entre deux sessions du Conseil,

décide

d'approuver le Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur du développement des télécommunications pour la période 2015-2018 tel qu'il figure à l'adresse suivante: https://www.itu.int/en/ITU-D/TIES_Protected/OP2015-2018.pdf, en vue de réaliser et de mettre en oeuvre les produits et activités du Secteur et de laisser au Directeur du Bureau de développement des télécommunications la souplesse nécessaire pour la mise en oeuvre de ce Plan.

Réf.: Documents C14/84 et C14/87.

6 RELATIONS EXTÉRIEURES

6.1 Membres de l'UIT

R 88 **Relations du Secrétariat Général de l'Union avec les Etats ou administrations non Membres**
(C-1948,
dernière
mod. C-1976)

Le Conseil,

considérant qu'il est opportun de donner au Secrétaire général des instructions précises concernant les décisions qu'il devra prendre lorsqu'il recevra des communications émanant d'Etats ou d'administrations non Membres et concernant l'envoi des documents de l'Union qui pourraient lui être demandés éventuellement par lesdits Etats ou administrations,

décide

1 que, sauf dans les cas mentionnés ci-après, le Secrétaire général ne pourra correspondre avec les Etats ou administrations et leur communiquer des documents, que s'il s'agit des Membres de l'Union;

2 que le Secrétaire général est autorisé à correspondre avec les Etats ou administrations non visés au paragraphe 1. ci-dessus, lorsqu'il s'agira de renseigner lesdits Etats ou administrations sur des questions concernant l'adhésion à l'Union ou l'exécution des dispositions de la Convention ou des Règlements, ou lorsqu'il s'agira de demandes formelles d'adhésion, transmises conformément à la procédure fixée par la Convention;

3 que, lorsqu'il recevra toute autre communication émanant d'un Etat ou d'une administration non Membre, le Secrétaire général prendra les mesures suivantes:

a) si la communication soulève une question de principe qui normalement devrait être examinée et tranchée par le Conseil, ou en cas de doute, il se bornera à en accuser réception, en indiquant à l'expéditeur que la communication est transmise au Conseil;

b) si la communication se rapporte à des faits précis du domaine des services de télécommunications, le Secrétaire général en accusera réception, en indiquant à l'expéditeur que copie en est transmise aux Membres de l'Union, à titre d'information, sans manquer par ailleurs d'effectuer la transmission annoncée;

4.1 que, dans les cas dont il est question au paragraphe 3. b) ci-dessus, le Secrétaire général publiera la communication reçue sous le titre de «Renseignements émanant de sources extérieures à l'Union», en l'accompagnant d'une note spécifiant que la publication en question n'implique aucune reconnaissance du statut de l'expéditeur par rapport à l'UIT;

4.2 que, toutefois, si la nature des renseignements reçus autorise leur insertion dans les documents officiels, ces renseignements ne seront pas publiés séparément, mais incorporés dans les documents appropriés, sous le titre et avec la note explicative mentionnés au paragraphe 4.1;

5.1 qu'il pourra être répondu favorablement à toute demande d'acquisition, contre paiement, des documents dont la vente au public est autorisée;

5.2 que, de même, le Secrétaire général fournira à tout organisme ou à toute personne privée qui lui en fera la demande, et contre paiement d'une somme dont il fixera lui-même le montant, toutes les Notifications, circulaires et lettres circulaires qu'il distribue gratuitement aux Membres de l'Union;

6 que, jusqu'à ce que l'Allemagne redevienne Membre de l'Union, le Secrétaire général est autorisé à correspondre avec la Commission de contrôle alliée en Allemagne; et, provisoirement, et en tant que mesure d'ordre pratique, qu'il est également autorisé à entretenir une correspondance avec les zones d'occupation d'Allemagne conformément à la pratique en vigueur jusqu'à présent.

Réf.: Documents 265/CA3 (1948), 549/CA4 (1949), 803/CA5 (1950), 1606/CA9 (1954), 4965/CA31 (1976).

R 177 Télégrammes circulaires destinés aux administrations

(C-1950)

Le Conseil,

considérant que la pratique consistant à transmettre par télégramme circulaire à toutes les administrations les communications provenant d'une administration entraîne pour toutes les administrations et exploitations privées une surcharge considérable, qui n'est justifiée qu'en cas d'urgence ou de nécessité réelle pour les services de l'Union,

recommande

1 aux administrations de l'Union de s'abstenir, dans la mesure du possible, de demander la transmission de leurs communications à l'Union par télégramme circulaire en limitant de telles demandes aux cas de nécessité absolue;

2 au Secrétaire général de ne donner suite à la demande de retransmission par télégramme circulaire à tous les Membres de l'Union d'une communication d'un Membre que si, à son avis, la nature et l'urgence de la question présentent un intérêt fondamental pour les services de l'Union, qui pourraient subir un préjudice au cas où la voie télégraphique ne serait pas utilisée;

3 que dans tous les autres cas, il devra être employé la poste, en avisant l'administration intéressée et en se référant à la présente Résolution. Si l'administration insiste sur l'envoi télégraphique, le Secrétaire général donnera suite à la demande.

Réf.: Document 806/CA5 (1950).

R 216 Demande d'admission comme Membre de l'Union

(C-1951,
dernière
mod.C-1984¹)

Le Conseil,

vu les dispositions des numéros 2 à 6 de la Convention de Nairobi (1982) concernant les demandes d'admission comme Membre de l'Union,

considérant

a) qu'il n'existe dans la Convention aucune disposition limitant le nombre des demandes d'admission qui peuvent être formulées par un pays;

¹ Voir aussi la Décision 185.

b) que le Secrétaire général n'a pas qualité pour exprimer un avis sur le statut du pays ou du Gouvernement de ce pays auteur de la demande,

décide

1 conformément au numéro 11 de la Convention de Nairobi (1982), sont admis à voter pour l'admission d'un nouveau Membre les Membres ayant signé et ratifié la Convention ou y ayant adhéré (voir aussi le numéro 178 de la Convention);

2 les demandes d'admission en qualité de Membre adressées au Secrétaire général ainsi que les résultats des consultations adressées par le Secrétaire général au gouvernement ayant formulé la demande d'admission doivent être transmis par la voie diplomatique et par l'intermédiaire du Gouvernement suisse;

3 tout pays dont la demande d'admission n'a pas été accueillie favorablement peut, à tout moment, formuler une nouvelle demande d'admission comme Membre;

4 la procédure à suivre à l'égard d'une demande, que celle-ci soit formulée pour la première fois ou fasse suite à une ou plusieurs demandes infructueuses, est la suivante:

- a) à la réception d'une demande, le Secrétaire général informe, dès que possible, par télégramme, tous les pays énumérés à l'Annexe 1 à la Convention et les pays ayant adhéré à cet Acte;
- b) le télégramme spécifiera que les pays appelés à se prononcer sur la demande d'admission sont ceux qui ont ratifié la Convention ou y ont adhéré, ainsi que ceux qui auront ratifié la Convention avant l'expiration de la période de consultation à la condition que, à ce moment, ils n'aient pas perdu leur droit de vote en vertu du numéro 117 de la Convention;
- c) le texte du télégramme sera confirmé par lettre;
- d) à l'expiration de la période de quatre mois, comptée à partir de la date d'envoi du télégramme, le Secrétaire général déterminera si les votes favorables atteignent la majorité requise, à savoir les deux tiers des pays indiqués à l'alinéa b);

5 le résultat de la consultation sera publié dans une Notification de l'Union qui indiquera les Membres s'étant prononcés en faveur de la demande et ceux ayant voté contre.

Réf.: Documents 917/CA6 (1951), 1606/CA9 (1954), 1832/CA11 (1956), 3713/CA22 (1967), 4857/CA30 (1975), 5703/CA36 (1981), 6197/CA39 (1984).

R 262 **Réclamations émanant de Membres de l'Union et dirigées contre d'autres Membres de l'Union**
(C-1952,
dernière
mod. C-1984)

Le Conseil,

considérant

a) que le Secrétaire général est sollicité de transmettre à tous les Membres de l'Union des réclamations formulées par certains Membres et ne visant qu'un nombre limité de Membres;

b) que le Secrétaire général n'a pas qualité pour intervenir dans les différends susceptibles de s'élever entre Membres de l'Union;

- c) que la solution de ces différends relève de deux procédures:
- a) tractations directes et amiables entre les Membres intéressés;
 - b) recours aux dispositions de l'article 50 de la Convention de Nairobi (1982),

invite les Membres de l'Union à s'abstenir de faire intervenir le Secrétaire général en vue de porter à la connaissance des autres Membres, soit par voie de Notification, soit par toute autre voie, l'objet de leur litige,

charge le Secrétaire général de rappeler aux Membres, auteurs de réclamations dirigées contre d'autres Membres, les termes de la présente Résolution et de les informer qu'en conséquence il ne peut donner aucune suite à leur réclamation.

Réf.: Documents 1212/CA7 (1952), 4965/CA31 (1976), 6197/CA39 (1984).

R 1008 **Commission ayant pour mission de recueillir les faits concernant les violations par Israël de la Convention internationale des télécommunications**
(C-1990)

Le Conseil,

conformément à la Résolution 64 (PLEN/2) de la Conférence de plénipotentiaires de Nice (1989),

considérant que la Résolution 64 (PLEN/2) de la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT de Nice (1989) charge le Conseil de former parmi ses Membres une Commission ayant pour mission de recueillir les faits concernant les violations par Israël de la Convention internationale des télécommunications de Nairobi (1982) et de faire rapport au Conseil sur ces violations,

tenant compte

- a) des résultats des consultations des Membres du Conseil pendant sa 45^e session;
- b) de la nécessité d'établir une Commission d'enquête constituée de Membres du Conseil en respectant une répartition équilibrée et en fonction de la volonté des Membres du Conseil de faire partie de cette Commission;
- c) du fait que le Conseil n'a pas été en mesure de constituer ladite Commission à sa 45^e session,

décide

1 que la Commission susmentionnée aura pour mandat de recueillir les faits concernant les violations par Israël de la Convention internationale des télécommunications de Nairobi, (1982)¹ qui empêchent à l'intérieur des territoires palestiniens et des autres territoires arabes occupés, le peuple palestinien et la population civile arabe d'utiliser librement les moyens de télécommunication;

2 de prier le Secrétaire général de constituer une Commission d'enquête composée de représentants d'au moins cinq administrations de différentes régions; cette Commission devrait être établie dans un délai de trois mois, et en tout état de cause le 31 décembre 1990 au plus tard;

3 que la Commission pourra choisir son Président,

¹ Cette référence se lira: «...de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications de Nice (1989) ...», dès que ces instruments entreront en vigueur.

charge le Secrétaire général de fournir, dans les limites des ressources disponibles, les services de secrétariat et toute assistance qui pourrait être requise par la Commission,

invite les Membres de l'Union à fournir toute autre assistance qui pourrait être requise pour faciliter les travaux de la Commission,

invite la Commission à achever sa tâche aussi rapidement que possible et à présenter son rapport à la 46^e session du Conseil.

Réf.: Documents 7074 et 7076/CA45 (1990).

R 1097 Droit de vote des Membres de l'Union

(C-1996)

Le Conseil,

notant

a) que, en vertu des dispositions du numéro 210 de la Constitution (Genève, 1992), les Membres signataires qui n'ont pas déposé d'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de la Constitution et de la Convention n'auront plus qualité pour voter, à partir du 1^{er} juillet 1996, à aucune conférence de l'Union, à aucune session du Conseil, à aucune réunion des secteurs de l'Union, ni lors d'aucune consultation par correspondance, et cela tant que ledit instrument n'aura pas été déposé;

b) que les Membres non-signataires qui n'ont pas encore déposé leur instrument d'adhésion à la Constitution et Convention (Genève, 1992) n'ont plus qualité pour voter depuis le 1^{er} juillet 1994, date de l'entrée en vigueur de ces deux instruments,

notant en outre la Recommandation 1 de la Conférence de plénipotentiaires (Kyoto, 1994) sur le dépôt des instruments ci-dessus mentionnés,

considérant qu'il est de la plus haute importance que les Membres de l'Union jouissent de tous leurs droits et, en particulier, puissent exercer leur droit de vote lors des conférences et réunions ou dans le cadre des consultations officielles de l'Union,

décide de prier instamment tous les Membres de l'Union qui n'ont pas encore déposé leur instrument unique d'accélérer leurs procédures nationales respectives de ratification, d'acceptation ou d'approbation (voir l'article 52 de la Constitution) ou d'adhésion (voir l'article 53 de la Constitution) à la Constitution et à la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992) et à déposer leur instrument unique auprès du Secrétaire général dès que possible,

charge le Secrétaire général

1 de porter la présente Résolution à la connaissance des Membres de l'Union et d'en rappeler périodiquement la teneur, selon qu'il le jugera opportun en fonction du nombre d'instruments déposés, à ceux des Membres de l'Union qui n'auraient pas encore déposé leur propre instrument;

2 d'attirer l'attention des Membres en question sur les numéros 231 de la Constitution et 527 de la Convention qui prévoient qu'après l'entrée en vigueur de tout instrument d'amendement à la Constitution et/ou à la Convention, la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion à la Constitution et à la Convention conformément aux articles 52 et 53 de la Constitution s'applique à la Constitution et à la Convention amendées.

Réf.: Documents C96/129 et C96/137.

R 1360 **Etude des méthodes existantes concernant la participation des Membres**
(C13) **de Secteur, des Associés et des établissements universitaires**

Le Conseil,

reconnaissant

a) la Résolution 158 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires intitulée "Questions financières que doit examiner le Conseil" aux termes de laquelle le Conseil est chargé d'étudier les méthodes existantes concernant la participation des Membres de Secteur, et des Associés, y compris, entre autres, la révision de la structure des droits, la possibilité de combiner la participation aux travaux des Secteurs, et d'autres facteurs susceptibles d'accroître les avantages que les Membres de Secteur et les Associés retirent de l'expérience acquise dans le cadre de leur participation";

b) la Résolution 169 (Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires intitulée "Admission d'établissements universitaires, d'universités et d'instituts de recherche associés à participer aux travaux des trois Secteurs de l'Union" aux termes de laquelle il a été décidé d'admettre les établissements universitaires, les universités et les instituts de recherche associés à participer aux travaux des trois Secteurs pendant une période d'essai allant jusqu'à la Conférence de plénipotentiaires de 2014,

rappelant

la Décision 563 du Conseil par laquelle ce dernier a approuvé le mandat modifié du Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines qui contient une attribution supplémentaire, à savoir régler tous les problèmes soumis par le Conseil et/ou la Conférence de plénipotentiaires sur un vaste éventail de questions, par exemple celles indiquées dans la partie *décide de charger le Conseil* de la Résolution 158 (Rév. Guadalajara, 2010),

notant

que, à ses réunions de 2012 et de 2013, le Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines a consacré du temps à l'examen des questions visées dans la Résolution 158, y compris la tenue d'un atelier spécial ouvert auquel les représentants des Etats Membres, des Membres de Secteur ainsi que les Associés et les établissements universitaires ont été encouragés à participer et lors duquel ils ont été invités à fournir des avis et des conseils,

notant en outre

que les rapports que le Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines a soumis au Conseil à ses sessions de 2012 et de 2013 donnent des informations sur les résultats de ces discussions, y compris des analyses par le Secrétariat général des tendances récentes et des options possibles, aux fins d'examen par le Conseil,

décide de charger le Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines

1 d'élaborer des recommandations détaillées, que le Conseil examinera à sa session ordinaire de 2014, sur l'ensemble des questions influençant et renforçant la participation future des Membres de Secteur, des Associés et des représentants des établissements universitaires aux travaux de l'Union, y compris d'autres catégories de membres et les options concernant des questions comme la structure des droits et les moyens d'attirer et de fidéliser les Membres de Secteur, les Associés et les représentants des établissements universitaires;

2 d'envisager et de déterminer les incidences financières de ces recommandations sur les recettes de l'Union.

Réf.: Documents C13/114 et C13/122.

D 185 **Interprétation du terme «majorité» à l'occasion des consultations par télégramme**

(C-1957,
dernière
mod. C-1981)

Le Conseil,

ayant examiné le Document 1940/CA12,

décide de considérer que la majorité nécessaire, lors d'une consultation par télégramme adressé aux Membres de l'Union, est la majorité du nombre total des Membres de l'Union qui ont ratifié la Convention ou y ont adhéré au moment du calcul du résultat de cette consultation, à la condition que, à ce moment, ils n'aient pas perdu leur droit de vote en vertu des dispositions de la Convention en vigueur.

Les consultations concernant l'admission de nouveaux Membres, auxquelles il est procédé en vertu des dispositions de l'article 1 de la Convention, continuent à être régies par les dispositions de la Résolution 216 (modifiée).

Réf.: Documents 2000/CA12 (1957), 4965/CA31 (1976), 5703/CA36 (1981).

6.2 Nations Unies et autres organisations

R 101 Echange de documents entre l'UIT et les Nations Unies

(C-1948)

Le Conseil,

vu les dispositions de l'Article V de l'Accord entre l'UIT et les Nations Unies,

considérant que, selon la communication du Secrétaire général, les Nations Unies lui envoient gratuitement de nombreux documents des Nations Unies et des institutions spécialisées,

décide d'autoriser le Secrétaire général à envoyer gratuitement à l'ONU les documents et publications de l'UIT et cela aussi longtemps que la réciprocité sera maintenue. Toutefois, pour éviter l'envoi de documents et publications qui pourraient ne pas intéresser l'ONU et les institutions spécialisées, le Secrétaire général prendra les mesures nécessaires pour faire parvenir au Secrétaire général de l'ONU les seuls documents et publications de l'UIT qu'il désire recevoir.

Réf.: Document 286/CA3 (1948).

R 102 Echange de données statistiques avec les Nations Unies

(C-1948)

Le Conseil,

vu les dispositions de l'article IX de l'Accord entre l'UIT et les Nations Unies,

décide que la charge d'échanger des données statistiques avec les Nations Unies est confiée au Secrétaire général, qui l'exécutera en tenant compte des dispositions de l'Accord, et spécialement de celles des articles IX et XII.

Réf.: Document 286/CA3 (1948).

R 126 Relation entre un mandat national et un mandat international

(C-1949,
dernière
mod. C-1976)

Le Conseil,

décide

1 que quiconque a été accrédité par une autorité qualifiée de l'Union pour représenter l'UIT à des conférences ou réunions internationales d'autres organisations ne peut, du fait qu'il représente l'Union, avoir aucun mandat national ou international de représentation à ces conférences ou réunions;

2 de prier les Membres de l'Union de faciliter l'application de cette décision.

Réf.: Documents 408/CA4 (1949), 1606/CA9 (1954), 1757/CA10 (1955), 4965/CA31 (1976).

R 193 **Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées**

(C-1950,
dernière
mod. C-1984)

Le Conseil,

considérant

- a) que l'Union a accepté la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées;
- b) que la question de la contradiction existant entre les dispositions de l'article IV, section 11, de la Convention susmentionnée, d'une part, et la définition des télégrammes et des conversations téléphoniques d'Etat figurant dans l'Annexe 2 à la Convention internationale des télécommunications, d'autre part, n'est toujours pas résolue,

reconnaissant que cette question de contradiction fait l'objet de la Résolution 40 de la Conférence de plénipotentiaires de Nairobi (1982),

charge le Secrétaire général

1 de tenir à jour et de communiquer régulièrement à tous les Etats parties à la Convention pour ce qui concerne l'Union, ainsi qu'au Secrétaire général des Nations Unies, les noms des fonctionnaires auxquels s'appliquent les privilèges énoncés dans les articles VI et VIII de ladite Convention;

2 lorsqu'une conférence ou réunion de l'Union se tient dans un Etat partie à la Convention pour ce qui concerne l'Union, de prendre les mesures nécessaires pour rappeler à tous les Membres de l'Union les dispositions de l'article V pour fournir aux délégués des Membres un document qui leur reconnaît le droit à ces privilèges et immunités.

Cette Résolution annule la Décision 51.

Réf.: Documents 807/CA5 (1950), 5703/CA36 (1981), 6197/CA39 (1984).

R 659¹ **Suite à donner aux Résolutions 2395, 2396, 2426 et 2465 (XXIII) de l'Assemblée Générale des Nations Unies**

(C-1969)

Le Conseil,

ayant examiné

- a) le Rapport du Secrétaire général contenu dans le Document 3864/CA24;
- b) les Résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies jointes en annexe au rapport précité, lesquelles, conformément aux dispositions de l'article IV de l'accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications, ont été transmises au Secrétaire général de l'Union afin qu'il les soumette à l'organe approprié de celle-ci,

¹ Voir également la Résolution 765/CA30 (1975).

rappelant la Résolution 14 de la Conférence de plénipotentiaires de Nairobi (1982), la Résolution 599² adoptée par le Conseil en 1966 et la Résolution 619² adoptée par le Conseil en 1967,

ayant présents à l'esprit l'objet de l'Union et les tâches du Secrétaire général, stipulés dans la Convention internationale des télécommunications,

charge le Secrétaire général

1 de collaborer pleinement avec le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), en particulier:

- en donnant des avis et éventuellement en prenant des mesures pour que des Membres mettent à disposition du matériel lorsque les représentants du Haut Commissariat ont mission d'établir d'urgence des circuits de télécommunication;
- en facilitant la participation aux cours de formation professionnelle en télécommunications, patronnés par l'UIT, de réfugiés titulaires de bourses d'études offertes par le PNUD et d'autres organisations;
- en faisant participer l'UIT à des projets de développement rural comportant l'établissement ou le développement d'un réseau de télécommunication;

2 d'examiner, de concert avec le Secrétaire général des Nations Unies, quelles autres mesures pourraient être prises par le Siège de l'Union, dans le cadre de la Convention internationale des télécommunications, aux fins de la mise en œuvre des Résolutions 2395, 2396, 2426 et 2465 (XXIII) de l'Assemblée générale, dont les textes sont joints en annexe à la présente Résolution,

invite les Membres de l'Union

1 à répondre, dans la plus grande mesure possible, aux appels contenus dans les Résolutions susmentionnées de l'Assemblée générale;

2 à aider le Secrétaire général s'il le leur demande, en fournissant le matériel dont il est question à l'alinéa 1 de la présente Résolution,

charge en outre le Secrétaire général de communiquer le texte de la présente Résolution au Secrétaire général des Nations Unies, aux Directeurs et Secrétaires généraux des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, au Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et aux Membres de l'Union.

Annexes: 4

Réf.: Documents 3977/CA24 (1969), 4402/CA27 (1972), 4965/CA31 (1976), 5703/CA36 (1981), 6197/CA39 (1984).

² Périmée.

ANNEXE 1

RÉSOLUTION 2395 (XXIII)³

QUESTION DES TERRITOIRES ADMINISTRÉS PAR LE PORTUGAL

ANNEXE 2

RÉSOLUTION 2396 (XXIII)

POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SUDAFRICAINNE

L'Assemblée générale,

rappelant ses résolutions sur cette question ainsi que les Résolutions 181 (1963), 182 (1963), 190 (1964) et 191 (1964) du Conseil de sécurité, en date des 7 août 1963, 4 décembre 1963, 9 juin 1964 et 18 juin 1964,

ayant examiné le rapport du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'*apartheid* du Gouvernement de la République sudafricaine et le rapport du Sous-Comité de l'information sur l'*apartheid* qui y est annexé,

tenant compte des décisions et recommandations contenues dans la Proclamation de Téhéran, adoptée par la Conférence internationale des droits de l'homme, qui a eu lieu à Téhéran du 22 avril au 13 mai 1968,

notant avec inquiétude que le Gouvernement sudafricain continue à intensifier et à étendre au-delà des frontières de l'Afrique du Sud sa politique inhumaine et agressive d'*apartheid* et que cette politique a abouti à un conflit violent, créant dans l'ensemble de l'Afrique australe une situation qui constitue une menace grave pour la paix et la sécurité internationales,

reconnaissant que la politique et les actes du Gouvernement sudafricain constituent un sérieux obstacle à l'exercice du droit à l'autodétermination des populations opprimées de l'Afrique australe,

convaincue que la campagne internationale contre l'*apartheid* doit être intensifiée d'urgence pour contribuer à faire cesser cette politique inhumaine,

considérant qu'une action efficace pour aboutir à une solution du problème qui se pose en Afrique du Sud est indispensable pour éliminer la grave menace à la paix dans l'ensemble de l'Afrique australe,

notant que le Conseil de sécurité n'a pas examiné le problème de l'*apartheid* depuis 1964,

³ Voir Résolution 765/CA30 (1975).

- 1 *réitère* sa condamnation de la politique d'*apartheid* pratiquée par le Gouvernement sudafricain comme un crime contre l'humanité,
- 2 *condamne* le Gouvernement sudafricain pour son occupation illégale de la Namibie et son intervention militaire, ainsi que son assistance au régime minoritaire raciste de Rhodésie du Sud en violation des résolutions de l'Organisation des Nations Unies,
- 3 *réaffirme* qu'il est nécessaire d'éliminer d'urgence la politique d'*apartheid* afin que la population de l'Afrique du Sud dans son ensemble puisse exercer son droit à l'autodétermination et parvenir au gouvernement par la majorité fondé sur le suffrage universel,
- 4 *appelle l'attention* du Conseil de sécurité sur la situation grave qui règne en Afrique du Sud et dans l'ensemble de l'Afrique australe, et prie le Conseil de reprendre d'urgence l'examen de la question de l'*apartheid* en vue d'adopter, en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, des mesures efficaces pour assurer la pleine application de sanctions globales obligatoires contre l'Afrique du Sud,
- 5 *condamne* l'action des Etats, notamment des principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud, et les activités des intérêts étrangers, financiers et autres, qui tous, par leur collaboration politique, économique et militaire avec le Gouvernement sudafricain et contrairement aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, encouragent ce gouvernement à persister dans sa politique raciale,
- 6 *réaffirme* sa reconnaissance de la légitimité du combat que mène la population de l'Afrique du Sud pour assurer la jouissance des droits de l'homme sans exception et, en particulier, des droits politiques et des libertés fondamentales, à tout le peuple sudafricain sans distinction de race, de couleur ou de croyance,
- 7 *fait appel* à tous les Etats et organisations pour qu'ils fournissent au mouvement de libération sudafricain une plus grande assistance morale, politique et matérielle dans son combat légitime,
- 8 *exprime* sa grave inquiétude devant la persécution impitoyable, en vertu de lois arbitraires, des adversaires de l'*apartheid* et devant les traitements infligés aux combattants de la liberté qui sont faits prisonniers au cours de la lutte légitime de libération, et:
 - a) condamne le Gouvernement sudafricain pour le traitement cruel, inhumain et avilissant qu'il inflige aux prisonniers politiques;
 - b) demande une fois de plus que toutes les personnes emprisonnées ou soumises à des restrictions en raison de leur opposition à l'*apartheid* soient libérées et fait appel à tous les gouvernements, organisations et particuliers pour qu'ils intensifient leurs efforts afin d'amener le Gouvernement sudafricain à libérer toutes ces personnes et à mettre fin à la persécution des adversaires de l'*apartheid* et aux mauvais traitements qui leur sont infligés;
 - c) déclare que ces combattants de la liberté doivent être traités comme des prisonniers de guerre aux termes du droit international, notamment aux termes de la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre du 12 août 1949;
 - d) prie le Secrétaire général de dresser, en leur donnant la plus grande publicité possible:
 - i) un registre où seront consignés les noms des personnes exécutées, emprisonnées, assignées à résidence, interdites de séjour ou déportées en raison de leur opposition à l'*apartheid*;
 - ii) un registre où seront consignés tous les renseignements disponibles sur les actes de brutalité commis par le Gouvernement sudafricain et par ses fonctionnaires contre des personnes emprisonnées pour leur opposition à l'*apartheid*,

9 *exprime sa satisfaction* au sujet des activités des mouvements de lutte contre l'*apartheid* et des autres organisations qui ont entrepris de fournir une assistance aux victimes de l'*apartheid* et de défendre leur cause, et invite tous les Etats, organisations et particuliers à leur faire des contributions généreuses pour soutenir leurs efforts,

10 *demande instamment* aux gouvernements de tous les Etats de décourager sur leur territoire, par des mesures législatives ou autres, toutes les activités et les organisations qui soutiennent la politique d'*apartheid*, aussi bien que toute propagande en faveur de la politique d'*apartheid* et de la discrimination raciale,

11 *demande* à tous les Etats de décourager l'immigration, notamment de personnel qualifié et de personnel technique, en Afrique du Sud,

12 *demande* à tous les Etats et organisations de suspendre les échanges culturels, éducatifs, sportifs et autres avec le régime raciste et avec les organisations ou institutions de l'Afrique du Sud qui pratiquent l'*apartheid*,

13 *invite* tous les Etats et organisations à commémorer en 1969, aussi largement que possible, la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale afin d'exprimer leur solidarité avec la population opprimée de l'Afrique du Sud,

14 *demande* au Comité spécial chargé d'étudier la politique d'*apartheid* du Gouvernement de la République sudafricaine d'étudier, en priorité, l'application des résolutions des Nations Unies sur la question de l'*apartheid*, les effets des mesures prises et les moyens d'assurer une action internationale plus efficace et de faire rapport à ce sujet,

15 *demande* au Comité spécial d'intensifier ses efforts afin de promouvoir la campagne internationale contre l'*apartheid* et, à cette fin, l'autorise:

- a) à se réunir en dehors du Siège ou à envoyer un sous-comité en mission pour consulter les institutions spécialisées, les organisations régionales, les Etats et les organisations non gouvernementales;
- b) à consulter des experts et, en consultation avec le Secrétaire général, dans le cadre des crédits budgétaires qui seront ouverts à cette fin, à faire des études spéciales sur différents aspects de l'*apartheid*,

16 *demande* à tous les Etats, institutions spécialisées et autres organisations d'intensifier la diffusion des renseignements sur les méfaits de l'*apartheid* compte tenu du rapport du Comité spécial et, à cet égard, invite à nouveau les Etats qui ne l'ont pas encore fait à encourager d'urgence la mise sur pied de comités nationaux, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 9 de la Résolution 2307 (XXII) de l'Assemblée générale, en date du 13 décembre 1967,

17 *prie* le Secrétaire général, compte tenu des propositions du Comité spécial en vue de diffuser le plus largement possible les renseignements sur l'*apartheid*:

- a) de faire en sorte que le Groupe de l'*apartheid*, créé en vertu de la Résolution 2144 A (XXI) de l'Assemblée générale, en date du 26 octobre 1966, s'acquitte du rôle élargi qui lui a été confié en s'inspirant des propositions contenues dans le paragraphe 146 du rapport du Comité spécial;
- b) de prendre d'autres mesures appropriées pour aider tous les Etats, institutions spécialisées et autres organisations à intensifier la diffusion des renseignements,

18 *prie* le Secrétaire général de continuer à fournir au Comité spécial tous les moyens nécessaires pour s'acquitter efficacement de sa tâche, y compris les moyens financiers adéquats,

19 *invite* les Etats, les institutions spécialisées, les organisations régionales et les organisations non gouvernementales à coopérer avec le Secrétaire général et le Comité spécial dans l'accomplissement des tâches qui leur sont dévolues par la présente Résolution.

ANNEXE 3

RÉSOLUTION 2426 (XXIII)⁴

APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES ET LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES ASSOCIÉES À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

L'Assemblée générale,

ayant examiné le point intitulé «Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les institutions internationales associées à l'Organisation des Nations Unies»,

rappelant la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux figurant dans la Résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960,

rappelant sa Résolution 2311 (XXII) du 14 décembre 1967 et les autres résolutions pertinentes de l'Assemblée générale,

tenant compte des rapports pertinents présentés par le Secrétaire général, le Conseil économique et social et le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatifs à l'application de la Déclaration par les institutions spécialisées et les institutions internationales associées à l'Organisation des Nations Unies,

ayant présent à l'esprit le fait que les mouvements de libération nationale dans plusieurs territoires coloniaux, en particulier en Afrique, ont besoin d'une assistance urgente de la part des institutions spécialisées, notamment en matière d'enseignement, de santé et d'alimentation, dans leur lutte pour la liberté et l'indépendance,

notant avec regret que certaines des institutions spécialisées et des institutions internationales associées à l'Organisation des Nations Unies, et en particulier la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et le Fonds monétaire international, n'ont pas encore appliqué la Résolution 2311 (XXII) de l'Assemblée générale ni d'autres résolutions pertinentes,

considérant qu'en vertu de la Charte des Nations Unies, en particulier des Chapitres IX et X, l'Organisation des Nations Unies fait des recommandations en vue de coordonner les politiques et activités des institutions spécialisées,

1 *renouvelle* son appel aux institutions spécialisées, à l'Agence internationale de l'énergie atomique et aux institutions internationales associées à l'Organisation des Nations Unies afin qu'elles accordent leur pleine coopération à l'Organisation des Nations Unies pour la réalisation des objectifs et des dispositions contenus dans la Résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et dans d'autres résolutions pertinentes,

2 *sait gré* au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ainsi qu'aux institutions spécialisées et institutions internationales qui ont coopéré avec l'Organisation des Nations Unies en vue d'appliquer les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale,

⁴ Voir également la Résolution 765/CA30 (1975).

3 *recommande* aux institutions spécialisées et aux institutions internationales intéressées d'aider les peuples qui luttent pour se libérer de la domination coloniale et, en particulier, d'élaborer, dans le cadre de leurs activités respectives et en coopération avec l'Organisation de l'Unité africaine et, à travers elle, avec les mouvements de libération nationale, des programmes concrets d'assistance aux peuples opprimés de la Rhodésie du Sud, de la Namibie et des territoires sous domination portugaise,

4 *fait de nouveau appel* à toutes les institutions spécialisées et à toutes les institutions internationales, et en particulier à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et au Fonds monétaire international, afin qu'elles prennent toutes les mesures nécessaires pour cesser toute assistance financière, économique, technique et autre aux Gouvernements du Portugal et de l'Afrique du Sud jusqu'à ce qu'ils renoncent à leur politique de discrimination raciale et de domination coloniale,

5 *recommande* à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement de retirer les prêts et les crédits qu'elle a consentis aux Gouvernements du Portugal et de l'Afrique du Sud et que ceux-ci utilisent pour écraser le mouvement de libération nationale dans les colonies portugaises et en Namibie, ainsi que contre la population africaine de l'Afrique du Sud,

6 *prie* tous les Etats de faciliter, par leur action dans les institutions spécialisées et les institutions internationales dont ils sont membres, l'application totale et rapide des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale,

7 *prie* le Conseil économique et social d'envisager, en consultation avec le Comité spécial chargé d'étudier l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, des mesures appropriées tendant à coordonner les politiques et activités des institutions spécialisées en vue de l'application des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale,

8 *invite le Secrétaire général:*

- a) à continuer d'aider les institutions spécialisées et les institutions internationales intéressées à mettre au point des mesures appropriées pour appliquer les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et à présenter un rapport à ce sujet à l'Assemblée lors de sa vingt-quatrième session;
- b) à obtenir auprès des institutions spécialisées et des institutions internationales intéressées et à transmettre au Comité spécial, pour examen, des suggestions concrètes quant aux meilleurs moyens d'assurer l'application complète et rapide des résolutions pertinentes,

9 *prie* le Comité spécial de poursuivre l'examen de cette question et de présenter un rapport à l'Assemblée générale lors de sa vingt-quatrième session.

ANNEXE 4

RÉSOLUTION 2465 (XXIII)⁵

APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

L'Assemblée générale,

rappelant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux contenue dans sa Résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960,

rappelant ses Résolutions 1654 (XVI) du 27 novembre 1961, 1810 (XVII) du 17 décembre 1962, 1956 (XVIII) du 11 décembre 1963, 1970 (XVIII) du 16 décembre 1963, 2105 (XX) du 20 décembre 1965, 2189 (XXI) du 13 décembre 1966 et 2326 (XXII) du 16 décembre 1967,

rappelant également ses Résolutions 2288 (XXII) du 7 décembre 1967 et 2425 (XXIII) du 18 décembre 1968 concernant le point de l'ordre du jour intitulé «Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Rhodésie du Sud, en Namibie et dans les territoires sous domination portugaise, ainsi que dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'*apartheid* et la discrimination raciale dans le sud de l'Afrique»,

rappelant en outre ses Résolutions 2311 (XXII) du 14 décembre 1967 et 2426 (XXIII) du 18 décembre 1968 concernant l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les institutions internationales associées à l'Organisation des Nations Unies,

tenant compte de l'Acte final de la Conférence internationale des droits de l'homme, qui s'est tenue à Téhéran du 22 avril au 13 mai 1968,

notant avec une grave inquiétude que huit ans après l'adoption de la Déclaration de nombreux territoires sont encore sous domination coloniale,

déplorant le manquement commis par les puissances coloniales, notamment par le Portugal et l'Afrique du Sud qui n'ont pas appliqué la Déclaration et les autres résolutions pertinentes sur la question de la décolonisation, en particulier celles qui concernent les territoires sous domination portugaise, la Rhodésie du Sud et la Namibie, et gravement préoccupée par l'attitude des Etats Membres qui n'ont pas pleinement coopéré à la mise en œuvre des résolutions susmentionnées,

considérant que la persistance du colonialisme et de ses manifestations, y compris le racisme et l'*apartheid* et les efforts déployés par certaines puissances coloniales pour éliminer les mouvements de libération nationale par des activités répressives contre les peuples coloniaux sont incompatibles avec la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

déplorant l'attitude de certains Etats qui, au mépris des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et du Comité spécial, chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, persistent à coopérer avec les Gouvernements portugais et sud-africain et avec le régime illégal de la minorité raciste en Rhodésie du Sud, qui continuent à opprimer les peuples africains,

⁵ Voir également la Résolution 765/CA30 (1975).

gravement préoccupée par la formation en Afrique australe d'une entente entre les Gouvernements portugais et sud-africain et le régime illégal de la minorité raciste en Rhodésie du Sud, dont les activités mettent en danger la paix et la sécurité internationales,

convaincue que tout nouveau retard dans l'application rapide et effective de la Déclaration constitue une source de différends et de conflits internationaux qui entravent sérieusement la coopération internationale et compromettent la paix et la sécurité mondiales,

soulignant une fois de plus la nécessité d'assurer la diffusion générale et suivie d'informations sur l'œuvre qu'accomplit l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la décolonisation, la situation dans les territoires coloniaux et la lutte constante menée par les peuples coloniaux pour leur libération,

rappelant que l'année 1970 marquera le dixième anniversaire de l'adoption de la Déclaration,

1 *réaffirme* sa Résolution 1514 (XV) et toutes ses autres résolutions relatives à la question de la décolonisation,

2 *prend note avec satisfaction* du travail accompli par le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et le félicite des efforts qu'il déploie pour assurer l'application intégrale et effective de la Déclaration,

3 *approuve* le rapport du Comité spécial pour ses travaux de 1968, et notamment le programme de travail envisagé par ledit Comité pour 1969, et prie instamment les puissances administrantes de donner suite aux recommandations qui figurent dans ce rapport en vue d'assurer l'application rapide de la Déclaration et des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies,

4 *déclare à nouveau* que la persistance du régime colonial met en danger la paix et la sécurité internationales et que la pratique de l'*apartheid* et toute forme de discrimination raciale constituent un crime contre l'humanité,

5 *réaffirme* qu'elle reconnaît la légitimité de la lutte que les peuples coloniaux mènent pour l'exercice de leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance, note avec satisfaction les progrès accomplis dans les territoires coloniaux par les mouvements de libération nationale, tant par la lutte qu'ils mènent que par la mise en œuvre de programmes de relèvement, et prie instamment tous les Etats de leur apporter une aide morale et matérielle,

6 *demande instamment* à tous les Etats d'observer strictement les dispositions des diverses résolutions de l'Assemblée générale et du coloniales de démanteler leurs bases et installations militaires dans les territoires coloniaux, ainsi que de s'abstenir d'en établir de nouvelles et d'utiliser celles qui existent encore pour entraver la libération des peuples des territoires coloniaux dans l'exercice de leurs droits légitimes à la liberté et à l'indépendance,

7 *prie* tous les Etats, ainsi que les institutions spécialisées et les institutions internationales, de s'abstenir de fournir une assistance quelconque aux Gouvernements portugais et sud-africain et au régime illégal de la minorité raciste en Rhodésie du Sud tant que ces gouvernements et ce régime n'auront pas renoncé à leur politique de domination coloniale et de discrimination raciale;

8 *déclare* que la pratique consistant à utiliser des mercenaires contre les mouvements de libération nationale et d'indépendance est un acte criminel et que les mercenaires eux-mêmes sont des criminels hors-la-loi, et demande aux gouvernements de tous les pays d'adopter des lois déclarant crimes punissables le recrutement, le financement et l'instruction de mercenaires sur leur territoire et interdisant à leurs ressortissants de s'engager comme mercenaires;

9 *prie* les puissances coloniales de démanteler leurs bases et installations militaires dans les territoires coloniaux, ainsi que de s'abstenir d'en établir de nouvelles et d'utiliser celles qui existent encore pour entraver la libérations des peuples des territoires coloniaux dans l'exercices de leurs droits légitimes à la liberté et à l'indépendance;

10 *condamne une fois de plus* la politique suivie par certaines puissances coloniales dans les territoires se trouvant sous leur domination, qui consiste à imposer des régimes non représentatifs et des constitutions, à renforcer la position d'intérêts étrangers, économiques et autres, à abuser l'opinion publique mondiale et à encourager l'afflux systématique d'immigrants étrangers tout en déplaçant, déportant et transférant les autochtones vers d'autres régions, et demande à ces puissances de renoncer à de telles manœuvres,

11 *prie* le Comité spécial de poursuivre sa tâche et de continuer à rechercher des moyens appropriés en vue d'assurer l'application immédiate et intégrale de la Déclaration dans tous les territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance,

12 *prie* le Comité spécial de formuler des suggestions concrètes susceptibles d'aider le Conseil de sécurité à étudier les mesures qu'il convient de prendre, conformément à la Charte des Nations Unies, à l'égard des faits nouveaux survenant dans les territoires coloniaux qui risquent de menacer la paix et la sécurité internationales, et recommande au Conseil de prendre ces suggestions pleinement en considération,

13 *prie* le Comité spécial de continuer à examiner l'observation, par les Etats Membres, de la Déclaration et des autres résolutions pertinentes relatives à la question de la décolonisation, en particulier celles qui concernent les territoires sous domination portugaise, la Rhodésie du Sud et la Namibie, et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa vingt-quatrième session,

14 *invite* le Comité spécial à accorder une attention particulière aux petits territoires et à recommander à l'Assemblée générale les méthodes les plus appropriées à appliquer ainsi que les mesures à prendre pour permettre aux populations de ces territoires d'exercer pleinement leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance,

15 *demande instamment* aux puissances administrantes de coopérer avec le Comité spécial en permettant à des missions de visite d'avoir accès aux territoires coloniaux conformément aux décisions prises antérieurement par l'Assemblée générale et par le Comité spécial,

16 *décide* de créer un Comité préparatoire pour le dixième anniversaire de la Déclaration sur l'octroi et l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, composé des membres du Comité spécial et de six autres membres nommés par le Président de l'Assemblée générale, en consultation avec le Président du Comité spécial, et prie le Comité préparatoire d'établir un programme spécial d'activités à l'occasion du dixième anniversaire de l'adoption de la Déclaration en vue de trouver de nouveaux moyens d'accélérer la réalisation des objectifs énoncés dans la Déclaration, et de faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa vingt-quatrième session,

17 *prie* le Secrétaire général, compte tenu des suggestions du Comité spécial, de prendre des mesures concrètes en usant de tous les moyens dont il dispose, notamment les publications, la radio et la télévision, pour assurer la diffusion générale et suivie d'informations sur l'œuvre qu'accomplit l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la décolonisation, la situation dans les territoires coloniaux et la lutte constante menée par les peuples coloniaux pour leur libération,

18 *prie* les puissances administrantes de coopérer avec le Secrétaire général en vue de faire largement connaître les travaux de l'Organisation des Nations Unies dans l'application de la Déclaration,

19 *prie* le Secrétaire général de fournir tous les moyens nécessaires à l'application de la présente Résolution.

R 708 Résolutions de l'Assemblée Générale des Nations Unies

(C-1972)

Le Conseil,

rappelant

a) la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la Résolution 1514 (XV) adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1960, ainsi que d'autres résolutions pertinentes de l'Assemblée générale;

b) la Résolution 659 adoptée par le Conseil au cours de sa 24^e session,

ayant pris note des résolutions de la vingt-sixième Session de l'Assemblée générale, annexées au Document 4303/CA27¹ et soumises au Conseil conformément à l'Article IV de l'Accord entre les Nations Unies et l'UIT,

invite les administrations, notamment celles des pays où se trouvent des réfugiés venant de territoires dépendants d'Afrique, à prendre les mesures nécessaires pour assurer la formation, dans leurs centres professionnels, d'un certain nombre de réfugiés recommandés, qui sont désireux de recevoir une formation en télécommunications,

prie le Secrétaire général

1 de maintenir des contacts avec le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, avec d'autres organismes du système des Nations Unies et avec l'Organisation de l'Unité africaine, afin d'aboutir à une coopération dans ce domaine;

2 de continuer à collaborer avec le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, conformément à la Résolution 659,

charge le Secrétaire général

1 de porter la présente Résolution à la connaissance des Membres de l'Union et d'en communiquer le texte au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, au Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, aux Directeurs des institutions spécialisées et à celui de l'Agence internationale de l'énergie atomique ainsi qu'au Secrétaire général de l'Organisation de l'Unité africaine;

2 de faire rapport à la 28^e session du Conseil et aux sessions suivantes sur les mesures qu'il aura prises en exécution de la présente Résolution.

Réf.: Document 4402/CA27 (1972).

¹ Résolutions 2775 A-H (XXVI), 2795 (XXVI), 2796 (XXVI), 2839 (XXVI), 2871 (XXVI), 2872 (XXVI), 2874 (XXVI), 2878 (XXVI) et 2879 (XXVI).

R 800 Les télécommunications, un facteur important du développement économique et social: rôle joué par l'UIT dans ce domaine

(C-1977,
dernière
mod. C-1984)

Le Conseil,

ayant examiné la note du Secrétaire général intitulée «Les télécommunications, un facteur important du développement économique et social: rôle joué par l'UIT dans ce domaine» (Document 5073/CA32),

notant

a) que, dans tous les pays, quel que soit leur niveau de développement, l'existence d'une infrastructure des télécommunications appropriée revêt une importance vitale pour le développement économique et social dans différentes branches et que, par conséquent, de nombreuses organisations internationales, en plus de l'UIT, s'intéressent à un ou plusieurs aspects du développement des télécommunications;

b) que les organisations internationales ne sont pas toutes suffisamment conscientes du rôle joué par l'UIT dans la réglementation et la normalisation des télécommunications, ni des activités de l'Union qui aboutissent à établir des rapports et des recommandations relatifs à la planification et à l'exploitation de l'infrastructure et des services de télécommunications;

c) que l'Assemblée générale des Nations Unies, dans sa Résolution A/RES/31/139, a demandé au Directeur général de l'UNESCO d'établir, de concert avec les institutions spécialisées concernées, un rapport sur les progrès réalisés dans le développement des systèmes de communications de masse, ce rapport devant être examiné lors de la 33^e Session (1978) de l'Assemblée générale,

considérant

a) que les Nations Unies reconnaissent l'Union internationale des télécommunications comme l'institution spécialisée chargée de prendre toutes les mesures appropriées conformes à son Acte constitutif pour atteindre les buts qu'elle s'est fixés dans cet Acte;

b) que l'article 4 de la Convention internationale des télécommunications de Nairobi (1982) spécifie que l'Union a pour objet:

- de maintenir et d'étendre la coopération internationale entre tous les Membres de l'Union pour l'amélioration et l'emploi rationnel des télécommunications de toutes sortes, ainsi que de promouvoir et d'offrir l'assistance technique aux pays en développement dans le domaine des télécommunications;
- de favoriser le développement de moyens techniques et leur exploitation la plus efficace, en vue d'augmenter le rendement des services de télécommunication, d'accroître leur emploi et de généraliser le plus possible leur utilisation par le public;
- d'harmoniser les efforts des nations vers ces fins,

c) que, par l'intermédiaire de ses organes, énumérés à l'article 5 de la Convention internationale des télécommunications, l'activité de l'Union dans le domaine des télécommunications va de la réglementation et de la normalisation à l'exécution d'études techniques qui conduisent à des accords intergouvernementaux sur la planification, l'exploitation et la maintenance des services de télécommunication de toutes sortes, y compris les systèmes de transmission de télécommunication et les tarifs destinés aux communications de masse;

d) que l'UIT participe pleinement au Programme des Nations Unies pour le Développement, à titre d'agent d'exécution pour les projets de télécommunication,

reconnaissant qu'en cherchant à harmoniser les efforts nationaux et internationaux qui visent à développer les télécommunications, l'Union est tenue de rester en contact avec d'autres organisations internationales qui traitent de communications pour s'informer de leurs activités et pour leur faire connaître les dispositions réglementaires et normatives existantes, ainsi que les travaux passés et présents de l'Union qui ont une incidence sur les travaux de ces organisations,

invite tous les Membres de l'Union

1 à munir les délégations nationales qui participent aux réunions des Nations Unies, des institutions spécialisées et des autres organisations internationales qui doivent discuter de questions relatives aux communications, de renseignements circonstanciés sur le rôle et sur les responsabilités de l'Union en matière de télécommunications;

2 de porter la présente Résolution à la connaissance des délégations nationales susmentionnées,

charge le Secrétaire général

1 de porter la présente Résolution à la connaissance du Secrétaire général des Nations Unies, des chefs des institutions spécialisées des Nations Unies et de toutes les autres organisations internationales qu'intéresse le développement des télécommunications;

2 de coopérer pleinement avec le Directeur général de l'UNESCO à la préparation du rapport demandé par l'Assemblée générale dans sa Résolution A/RES/31/139 et de présenter à la 33^e Session du Conseil un rapport sur les progrès réalisés;

3 de promouvoir l'objet de l'Union en continuant à participer aux travaux des Nations Unies et des autres organisations internationales dans les questions relatives aux télécommunications; dans ces forums, de souligner le rôle et les activités déployées par l'UIT pour développer les télécommunications.

Réf.: Documents 5148 (Rév.)/CA32 (1977), 6197/CA39 (1984).

R 1027 Fonds du Prix du Centenaire de l'UIT
(C-1992)

Le Conseil,

rappelant sa Résolution 816 (modifiée) intitulée «Prix du Centenaire de l'UIT»,

ayant pris connaissance du Rapport établi par le Secrétaire général, reproduit dans le Document 7238/CA47, intitulé «Utilisation du Fonds du Prix du Centenaire»,

notant que les membres du Conseil se déclarent favorables à l'utilisation des fonds disponibles, recueillis initialement pour la construction d'un monument du Centenaire de l'UIT, pour améliorer et moderniser la Bibliothèque centrale de l'UIT,

considérant que, dans le cadre des efforts déployés par l'Union pour rendre plus efficaces l'interaction et l'échange des informations dont dispose le siège, l'informatisation de la Bibliothèque entraînera certainement une amélioration quantitative et qualitative des services rendus aux Membres de l'UIT et en particulier aux pays les moins avancés,

décide d'affecter le Fonds du Prix du Centenaire à la modernisation de la Bibliothèque centrale de l'UIT, sous réserve de l'approbation des donateurs,

charge le Secrétaire général

- 1 d'obtenir le consentement des administrations qui ont contribué au Fonds;
- 2 de procéder à l'exécution du projet conformément à la proposition reproduite dans le Document 7238/CA47.

La présente Résolution annule et remplace la Résolution 816 (modifiée).

Réf.: Résolution 816 (modifiée) et Documents 7238, 7320 et 7321/CA47 (1992).

R 1353 **Rôle de l'UIT dans la mise en oeuvre des résultats de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) tenue en 2012**
(C12)

Le Conseil,

rappelant

- a)* la Résolution 35 (Kyoto, 1994) de la Conférence de plénipotentiaires sur la contribution des télécommunications à la protection de l'environnement;
- b)* la Résolution 135 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires sur le rôle de l'UIT dans le développement des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication, dans la fourniture d'une assistance technique et d'avis aux pays en développement et dans la mise en oeuvre de projets nationaux, régionaux et interrégionaux;
- c)* la Résolution 139 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires sur les télécommunications/TIC pour réduire la fracture numérique et édifier une société de l'information inclusive;
- d)* la Résolution 182 (Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires sur le rôle des télécommunications/TIC en ce qui concerne les changements climatiques et la protection de l'environnement;
- e)* la Résolution 184 (Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires intitulée "Faciliter les initiatives relatives à l'inclusion numérique en faveur des peuples autochtones",

rappelant en outre

- a)* les résultats des conférences et sommets des Nations Unies consacrés aux questions relatives au développement durable et à l'élimination de la pauvreté, notamment:
 - la Déclaration de Stockholm adoptée par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, tenue à Stockholm (Suède) en 1972;
 - la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement et l'Action 21 adoptées par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, tenue à Rio de Janeiro (Brésil) en 1992;
 - le Plan de mise en oeuvre de Johannesburg et la Déclaration de Johannesburg sur le développement durable adoptés par le Sommet mondial pour le développement durable à Johannesburg (République sudafricaine) en 2002;
 - le Programme d'action d'Istanbul adopté par la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés à Istanbul (Turquie) en 2011;

b) la Déclaration de principes de Genève et le Plan d'action de Genève, adoptés en 2003, ainsi que l'Engagement de Tunis et l'Agenda de Tunis pour la société de l'information, adoptés en 2005 par le Sommet mondial sur la société de l'information, tous instruments avalisés par l'Assemblée générale des Nations Unies et qui définissent plusieurs principes et mesures concernant l'utilisation des TIC pour promouvoir le développement durable,

considérant

que, par sa Résolution A/RES/66/197, l'Assemblée générale des Nations Unies a invité les organismes des Nations Unies à participer pleinement et efficacement à la Conférence Rio+20, et à présenter des idées et des propositions traduisant leur expérience et les enseignements qu'ils en ont tirés afin de contribuer à la préparation de la Conférence,

considérant en outre

a) la série de Colloques de l'UIT consacrés aux questions liées aux TIC, à l'environnement et aux changements climatiques;

b) les résultats du 7ème Colloque tenu du 29 au 31 mai 2012, présentés sous la forme de la "Déclaration de Montréal", qui ont été soumis aux participants à la Conférence Rio+20 afin de mettre en évidence et de définir d'un commun accord de grandes priorités et de donner des indications claires sur la façon de faire progresser la cause de l'écologie grâce à l'utilisation des TIC,

prenant note avec satisfaction

a) de la participation de l'UIT au processus préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) tenue en 2012, ainsi qu'à la Conférence proprement dite;

b) du document final adopté par la Conférence Rio+20, intitulé "L'avenir que nous voulons", qui témoigne de l'engagement politique renouvelé en faveur du développement durable et de l'élimination de la pauvreté;

c) du fait que, dans ce document final, la Conférence reconnaît que les TIC facilitent l'échange d'informations entre gouvernants et gouvernés, en soulignant la nécessité de continuer d'améliorer l'accès aux TIC, en particulier aux réseaux et aux services à haut débit, et de résorber la fracture numérique, en reconnaissant la contribution de la coopération internationale à cet égard;

d) du fait que la Conférence a appelé à une intégration plus complète des trois dimensions du développement durable dans l'ensemble du système des Nations Unies, en invitant les institutions spécialisées des Nations Unies à envisager des mesures appropriées pour intégrer les dimensions sociale, économique et environnementale dans l'ensemble des activités opérationnelles du système des Nations Unies et à aider les pays en développement qui en feront la demande à parvenir au développement durable,

décide

de prendre note du document final adopté par la Conférence Rio+20, intitulé "L'avenir que nous voulons", et d'engager un processus visant à poursuivre l'intégration des grands principes énoncés dans ce document dans les activités de l'UIT, en favorisant l'utilisation des TIC pour promouvoir l'intégration des dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable,

charge le Secrétaire général, en collaboration avec les Directeurs des Bureaux

1 de présenter les résultats de la Conférence Rio+20 aux prochaines réunions et conférences concernées de l'UIT;

2 de communiquer les résultats de la Conférence Rio+20 aux membres et aux autres parties prenantes concernées du secteur des télécommunications/TIC;

3 d'élaborer un rapport, assorti d'une analyse des résultats de la Conférence Rio+20, en mettant l'accent sur les incidences de ces résultats pour l'UIT, et notamment:

- a) d'une analyse générale des Résolutions de l'UIT liées aux résultats de la Conférence Rio+20 qu'il faudra peut-être revoir lors de prochaines conférences;
- b) d'une définition des mesures que l'UIT devra prendre, dans le cadre de son budget actuel, pour poursuivre l'intégration du développement durable dans ses programmes, activités, stratégies et processus de prise de décisions et améliorer l'empreinte de l'organisation sur l'environnement;
- c) d'une définition des activités nouvelles que l'UIT devra entreprendre pour aider les pays en développement à assurer un développement durable grâce aux télécommunications et aux TIC;

4 d'assurer, compte tenu du rôle de l'UIT dans l'examen d'ensemble du SMSI+10, l'intégration et à la mise en oeuvre des résultats de la Conférence Rio+20 dans le cadre du processus SMSI+10;

5 d'inviter les membres du Groupe des Nations Unies sur la société de l'information (UNGIS) à contribuer à la poursuite de l'intégration des trois dimensions du développement durable en coordonnant efficacement les questions politiques de fond ayant trait au développement de la société de l'information et à la mise en oeuvre des résultats du SMSI;

6 de prendre une part active dans les activités de suivi de la Conférence Rio+20, en fournissant des contributions et des services d'expert à toutes les instances extérieures et à tous les organismes intergouvernementaux concernés;

7 de présenter au Conseil de l'UIT un rapport annuel sur les progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la présente Résolution,

invite les membres de l'UIT

1 à améliorer encore l'intégration du développement durable au sein de leurs organisations et dans le secteur des télécommunications/TIC;

2 à contribuer aux activités décrites dans la présente Résolution.

Réf.: Documents C12/102 et C12/110.

D 43 **Résolution 411 (V) de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur les budgets administratifs des institutions spécialisées**

(C-1951,
dernière mod.
C-1954)

Le Secrétaire général ou son représentant devrait assister aux réunions du Comité consultatif pour les questions administratives.

Réf.: Documents 981/CA6 (1951), 1606/CA9 (1954).

D 45 **Coordination avec les Nations Unies en matière d'ordre du jour des réunions de**
(C-1951) **cette organisation**

Le Conseil,

prie le Secrétaire général d'entreprendre les démarches nécessaires auprès des Nations Unies afin d'obtenir qu'elles veuillent bien coordonner l'établissement de l'ordre du jour de leurs organes et commissions avec les autorités de l'UIT, de façon que les questions qui intéressent l'Union soient rassemblées et traitées autant que possible à des dates très rapprochées. Cette mesure permettrait d'éviter au représentant de l'Union de longues attentes et réduirait en conséquence les frais de mission correspondants.

Réf.: Document 970/CA6 (1951).

7 DIVERS

7.1 Bâtiments, locaux, matériel

7.2 Autres questions diverses

R 1238 Utilisation des six langues officielles et de travail de l'Union (C05)

Le Conseil,

considérant

- a) que la Résolution 115 (Marrakech, 2002) de la Conférence de plénipotentiaires est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2005;
- b) que, par sa Résolution 1213, le Conseil *charge le Secrétaire général* de présenter un plan régissant le passage à l'utilisation des six langues officielles et de travail sur un pied d'égalité dans tous les domaines d'activité de l'Union, ainsi qu'une évaluation concrète du financement qui sera nécessaire pour mettre en œuvre ce plan;
- c) que, par sa Résolution 1223, le Conseil donne au Secrétaire général, qui travaille en étroite coordination avec les Directeurs des Bureaux et le nouveau Groupe de contrôle du Conseil (NCOG), des instructions concernant les mesures à prendre en ce qui concerne l'utilisation des six langues officielles et de travail de l'Union sur la base des Recommandations à moyen terme 11 et 12 du Groupe de spécialistes,

notant

- a) que le rapport du Secrétaire général soumis au Conseil à sa session de 2005 (Document C05/15) sur la mise en œuvre de l'utilisation des six langues officielles et de travail de l'Union sur un pied d'égalité présente les études menées par le Secrétariat en coordination avec les Directeurs des Bureaux et le NCOG concernant l'incidence des Recommandations à moyen terme 11 et 12 du Groupe de spécialistes;
- b) que les Groupes consultatifs des trois Secteurs ont donné leur avis sur les modifications provisoires qu'il conviendrait d'apporter aux méthodes de travail et pratiques se rapportant à l'utilisation des langues, dans le but de réduire les dépenses correspondantes,

notant en outre

- a) que le NCOG indique que les Recommandations 11 et 12 du Groupe de spécialistes relatives aux services d'interprétation et de traduction fournis par l'UIT pourraient être considérées comme appliquées;
- b) le Document C05/14 contenant les conclusions des Groupes consultatifs des Secteurs relatives à la mise en œuvre de la Résolution 115 (Marrakech, 2002) de la Conférence de plénipotentiaires,

décide

de créer un Groupe de travail du Conseil ouvert à tous les Etats Membres, en particulier à ceux représentant les six langues officielles et de travail de l'Union, qui travaillera essentiellement par correspondance, et de lui confier le mandat suivant:

- 1 examiner les propositions soumises par les membres du Groupe de travail et le Secrétariat général, les Directeurs des Bureaux et les Groupes consultatifs des Secteurs dans les Documents C05/14 et C05/15 et évaluer leur mise en œuvre concrète;

2 évaluer la politique actuelle de l'Union en matière de publication pour ce qui est des six langues officielles et de travail de l'Union et proposer de nouveaux mécanismes de recouvrement des coûts et de financement conformément à la Résolution 66 (Rév.Minneapolis, 1998) de la Conférence de plénipotentiaires;

3 élaborer des recommandations relative à l'utilisation efficace et efficiente des six langues officielles et de travail de l'Union sur un pied d'égalité, prévoyant des mesures d'incitation particulières pour chaque groupe linguistique, sur la base de l'expérience pratique des Secteurs et du secrétariat;

4 établir un rapport à l'intention des Etats Membres et du Conseil à sa session de 2006, rapport qui sera soumis à la prochaine Conférence de plénipotentiaires, le cas échéant,

charge le Secrétaire général, en étroite coordination avec les Directeurs des Bureaux et avec les conseils du Groupe de travail sur l'utilisation des langues

1 de prendre toutes les mesures nécessaires pour achever la mise en œuvre de la Résolution 115 (Marrakech, 2002) de la Conférence de plénipotentiaires dans les limites financières de l'Union fixées dans le budget pour 2006-2007;

2 de mener à bien tous les changements structurels appropriés en vue de la rationalisation des services linguistiques et des activités de traitement des documents, et de faire rapport au Conseil à sa session de 2006;

3 de regrouper les bases de données linguistiques existantes dans un système centralisé afin de répondre aux besoins de l'Union, y compris à ceux de tous les Secteurs;

4 d'examiner et, selon le cas, de mettre en œuvre les solutions les plus efficaces et les plus économiques en vue de la fourniture des services linguistiques de l'UIT et, en particulier, l'utilisation de technologies nouvelles, de la traduction à distance, de l'interprétation à distance et de l'externalisation, et de faire rapport en conséquence au Conseil à sa session de 2006,

charge en outre le Secrétaire général et les Directeurs des Bureaux

1 de fournir toutes les informations pertinentes et toute l'assistance requise au Groupe de travail sur l'utilisation des langues;

2 de continuer à déterminer et à mettre en œuvre les mesures les plus efficaces pour faciliter l'application de la Résolution 115 (Marrakech, 2002) de la Conférence de plénipotentiaires dans les limites financières de l'Union.

Réf.: Documents C05/87 et C05/113.

R 1307 Les technologies de l'information et de la communication et le changement climatique

(C09)

Le Conseil,

reconnaisant

les Résolutions pertinentes de l'UIT en rapport avec le changement climatique et, en particulier, les Résolutions suivantes:

- la Résolution 35 (Kyoto, 1994) de la Conférence de plénipotentiaires «Contribution des télécommunications à la protection de l'environnement»;
- la Résolution 71 (Antalya, 2006) de la Conférence de plénipotentiaires «Plan stratégique de l'Union pour la période 2008-2011 (Annexe 1)»;

- la Résolution 671 (CMR-07) «Reconnaissance des systèmes du service des auxiliaires de la météorologie dans la gamme de fréquences au-dessous de 20 kHz»;
- la Résolution 672 (CMR-07) «Extension de l'attribution au service de météorologie par satellite dans la bande 7 750-7 850 MHz»;
- la Résolution 673 (CMR-07) «Utilisation des radiocommunications pour les applications liées à l'observation de la Terre»;
- la Résolution 750 (CMR-07) «Compatibilité entre le service d'exploration de la Terre par satellite (passive) et les services actifs concernés»;
- la Résolution 73 de l'AMNT (Johannesburg, 2008) «Les technologies de l'information et de la communication et le changement climatique»,

ainsi que:

- l'Avis 3 du Forum mondial 2009 des politiques de télécommunication (Les TIC et l'environnement);
- le Document C08/52 (L'UIT et les changements climatiques);
- le Rapport annuel institutionnel de l'UIT pour 2008;
- le Document C09/48 (L'UIT et les changements climatiques),

considérant

le rôle important joué par les télécommunications/TIC dans tous les aspects des stratégies visant à prévenir de nouvelles conséquences des changements climatiques,

décide

que, avant l'adoption par la PP-10 de la Résolution pertinente, il serait utile:

de reconnaître:

- 1) l'importance des télécommunications/TIC dans la lutte contre le changement climatique;
- 2) les efforts déployés par les Secteurs et le Secrétariat de l'UIT (Secrétariat général et les trois Bureaux) pour mieux faire connaître l'importance que revêtent les télécommunications/TIC dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre, ainsi que dans la prévision et la détection des catastrophes et l'atténuation de leurs effets, de même que dans l'atténuation des répercussions négatives des catastrophes naturelles dues aux changements climatiques,

d'approuver:

- 1) les activités de l'UIT concernant l'élaboration de normes de télécommunication (hertziennes et filaires) respectueuses de l'environnement;
- 2) les activités menées par le Secrétariat général et les Bureaux de l'UIT en vue de mieux faire connaître le rôle que jouent les TIC dans la lutte contre le changement climatique,

décide de charger le Secrétaire général et les Directeurs des Bureaux

1 de transmettre un message à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP/CMP) qui se réunira à Copenhague en décembre 2009, en soulignant la décision prise à l'unanimité par le Conseil de l'UIT à sa session de 2009 concernant l'importance du rôle des télécommunications/TIC dans la lutte contre le changement climatique;

2 de participer activement à la préparation de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP/CMP), qui se tiendra en 2009, ainsi qu'à la Conférence proprement dite et de fournir les informations nécessaires relatives au rôle et aux activités de l'UIT concernant l'atténuation des effets du changement climatique et l'adaptation à ces effets;

3 de contribuer à l'élaboration du Cadre mondial pour les services climatologiques, comme l'a demandé la troisième Conférence mondiale sur le climat (WCC-3), tenue à Genève du 30 août au 4 septembre 2009;

4 de faciliter l'accès aux publications, brochures et rapports de l'UIT sur les télécommunications/TIC relatifs aux changements climatiques,

invite les administrations

à collaborer, au niveau national, avec les organismes équivalents chargés des questions environnementales, afin de fournir des informations et d'élaborer des propositions communes sur le rôle des télécommunications/TIC dans l'atténuation des effets des changements climatiques et l'adaptation à ces effets, en vue de les intégrer dans un nouvel Accord des Nations Unies lors de la Conférence des Parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP), qui se tiendra à Copenhague du 7 au 18 décembre 2009.

Réf.: Documents C09/109 et C09/120.

R 1318 Rôle de l'UIT en matière de TIC et d'amélioration de la sécurité routière

(C10)

Le Conseil,

considérant

a) que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une Résolution (A/RES/64/255) sur une amélioration de la sécurité routière mondiale qui proclame la décennie 2011-2020 "Décennie d'action pour la sécurité routière";

b) qu'en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'ONU a précédemment créé le "Groupe des Nations Unies pour la collaboration en matière de sécurité routière" (UNRSC) pour examiner la question de l'augmentation dans le monde entier du nombre des victimes d'accidents de la circulation;

c) que le Secrétaire général de l'ONU a diffusé un rapport de l'UNRSC intitulé "Améliorer la sécurité routière mondiale" (A/64/266) dans lequel on peut lire que, chaque année, environ 1,3 million de personnes meurent et entre 20 et 50 millions sont blessées dans des accidents de la route et que les pertes mondiales résultant des accidents de la route se chiffrent à 518 milliards de dollars pour les Etats et les particuliers;

d) que l'UNRSC travaille actuellement à l'élaboration d'un projet de plan d'action pour la décennie qui portera notamment sur la gestion de la sécurité routière, le comportement des usagers et leur formation en matière de sécurité;

e) que la distraction des automobilistes et le comportement des usagers de la route (parmi de nombreux exemples, rédiger des SMS en conduisant ou utiliser au volant des systèmes de localisation ou de communication embarqués) sont parmi les principales causes du nombre de tués et de blessés dans les accidents de la route;

f) que la réussite de cette tâche, notamment le développement d'une architecture embarquée et d'une plate-forme de passerelles pour véhicules (VGP), exige une coopération intersectorielle au sein de l'UIT et entre les partenaires de la coopération en matière de normes mondiales (WSC),

notant

a) que des TIC, notamment les systèmes de transport intelligent (ITS), contribuent à la sécurité des véhicules et des passagers;

b) que la prolifération à bord des véhicules des dispositifs TIC embarqués et des appareils nomades, en particulier des équipements de communication de données électroniques et d'informations de localisation, peut contribuer à la distraction des automobilistes;

c) que l'UIT a des activités en cours dans ses différents secteurs, en particulier au sein du Groupe spécialisé de l'UIT-T sur les communications au volant (FG CarCom), qui a été identifié comme une instance appropriée pour examiner la question de la distraction des automobilistes,

décide

1 de faire figurer le thème "TIC et amélioration de la sécurité routière" au nombre de ceux qui seront traités lors du Forum du SMSI 2011 et d'envisager de choisir ce thème pour la "Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information 2012", en application de la Résolution 68 (Rév. Antalya, 2006) de la Conférence de plénipotentiaires;

2 d'inviter tous les Membres de l'Union à prendre des mesures d'ordre pratique pour promouvoir leurs politiques, programmes et/ou initiatives éducatives aux niveaux national et intérieur concernant l'utilisation des TIC afin d'améliorer la sécurité routière, compte également tenu des risques associés à l'utilisation déraisonnable des TIC et découlant de la distraction des automobilistes, ainsi qu'aux avantages des TIC et autres technologies de sécurité routière, afin d'améliorer la sécurité routière mondiale;

charge le Directeur du TSB

de porter la présente Résolution à l'attention des groupes concernés de l'UIT-T, en particulier à la Commission d'études 12 de l'UIT-T et son Groupe spécialisé sur les communications au volant.

Réf.: Documents C10/87 et C10/92. _____

R 1327 Rôle de l'UIT dans l'autonomisation des femmes et des jeunes filles grâce aux TIC

(C11)

Le Conseil,

considérant

a) la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adoptée le 18 décembre 1979 par l'Assemblée générale des Nations Unies, qui est souvent décrite comme une déclaration internationale des droits de la femme. Cette Convention, qui comprend un préambule et 30 articles, définit la discrimination à l'égard des femmes et établit un programme d'action national pour mettre fin à une telle discrimination;

b) la Résolution 70 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT intitulée: "Intégration du principe de l'égalité hommes/femmes à l'UIT, promotion de l'égalité hommes/femmes et autonomisation des femmes grâce aux technologies de l'information et de la communication";

c) la Résolution 64/289 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la cohérence du système des Nations Unies, adoptée le 21 juillet 2010, par laquelle a été créée l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme, appelée "ONU-Femmes" et qui a pour mandat de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes;

d) l'Objectif 3 du Millénaire pour le développement, "Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes", qui vise à éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005, si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard. La Déclaration du Millénaire et les Objectifs du Millénaire pour le développement ont été adoptés par tous les Etats Membres de l'ONU;

e) que le Secrétaire général de l'ONU a déclaré, à la soixante-quatrième Assemblée générale des Nations Unies, que "l'égalité des femmes et des jeunes filles est non seulement un droit humain fondamental, mais aussi un impératif social et économique. Là où les femmes recevront une éducation et seront autonomes, les économies seront plus fortes et plus productives. Ce sont les sociétés où les femmes sont pleinement représentées qui jouissent d'une meilleure stabilité et surtout de la paix",

considérant en outre

- a) les progrès réalisés par l'UIT et en particulier par le Bureau de développement des télécommunications (BDT), pour concevoir et mettre en œuvre des mesures et des projets d'utilisation des TIC en faveur de l'autonomisation économique et sociale des femmes et des jeunes filles, ainsi que pour mieux faire connaître les liens entre les questions de parité hommes/femmes et les TIC au sein de l'Union et parmi les Etats Membres et les Membres des Secteurs;
- b) les résultats obtenus par le groupe de travail sur les questions de genre pour promouvoir l'égalité hommes/femmes,

reconnaissant

- a) que l'ensemble de la société, particulièrement dans le cadre de la société de l'information et de la connaissance, bénéficiera de la participation égale des femmes et des hommes à l'élaboration des politiques et à la prise des décisions et d'un accès égal pour les femmes et les hommes aux services de télécommunication;
- b) que les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont des outils permettant de faire progresser l'égalité hommes/femmes et l'autonomisation des femmes et sont un élément indispensable à la création de sociétés auxquelles les femmes et les hommes puissent contribuer et participer de manière significative;
- c) que les résultats du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), à savoir la Déclaration de principes de Genève, le Plan d'action de Genève, l'Engagement de Tunis et l'Agenda de Tunis, ont défini la notion de société de l'information et que les efforts entrepris doivent se poursuivre dans ce contexte pour combler le fossé numérique qui sépare les femmes des hommes;
- d) qu'un nombre croissant de femmes ont un pouvoir décisionnel dans le secteur des TIC, notamment au sein des Ministères concernés, des autorités de régulation nationales et dans les entreprises, et qu'elles pourraient promouvoir les travaux de l'UIT afin d'encourager les jeunes filles à choisir une carrière dans le secteur des TIC et de favoriser l'utilisation des TIC en vue de l'autonomisation sociale et économique des femmes et des jeunes filles,

reconnaissant en outre

- a) les progrès réalisés dans le travail de sensibilisation, au sein tant de l'UIT que des Etats Membres, à l'importance de l'intégration du principe de l'égalité hommes/femmes dans tous les programmes de travail de l'UIT et l'augmentation à l'UIT du nombre de femmes occupant des emplois de la catégorie professionnelle, en particulier au niveau des cadres supérieurs, tout en œuvrant en faveur de l'égalité d'accès des hommes et des femmes aux emplois de la catégorie des services généraux;
- b) la reconnaissance considérable dont a fait l'objet le travail de l'UIT dans les domaines de la parité hommes/femmes et des TIC dans la famille des organisations des Nations Unies,

notant

- a) que la Résolution 70 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires charge le Conseil de l'UIT d'étudier la possibilité d'adopter le thème "Les femmes et les jeunes filles dans le secteur des TIC" pour la célébration de la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information de 2012;
- b) que l'UIT doit examiner, analyser et mieux comprendre l'incidence qu'ont les technologies des télécommunications/TIC sur les femmes et sur les hommes;
- c) que l'UIT devrait prendre l'initiative d'établir pour le secteur des télécommunications/TIC des indicateurs concernant la parité hommes/femmes;
- d) qu'il faut faire plus encore pour que le principe de l'égalité hommes/ femmes soit pris en compte dans l'ensemble des politiques, des programmes de travail, des activités de diffusion de l'information, des

publications, des travaux des commissions d'études, des séminaires, des ateliers et des conférences de l'UIT;

e) qu'il est nécessaire d'encourager les femmes à participer et de fournir des contributions en vue d'une évolution des politiques,

décide

1 de faire figurer le thème "Les femmes et les jeunes filles dans le secteur des TIC" au nombre de ceux qui seront traités lors du Forum du SMSI de 2012 et d'adopter ce thème pour la "Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information de 2012", en application de la Résolution 68 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires;

2 d'inviter tous les Etats Membres et les Membres de Secteur de l'Union à établir et à célébrer chaque année, le quatrième jeudi d'avril, une Journée internationale des "Jeunes filles dans le secteur des TIC", au cours de laquelle des entreprises des TIC, d'autres entreprises ayant un département des TIC, des instituts de formation aux TIC, des universités, des centres de recherche et toutes les institutions s'occupant de TIC seront invités à organiser une journée portes ouvertes pour les jeunes filles, afin que dans le monde entier, elles puissent avoir accès à l'enseignement des TIC ainsi qu'aux débouchés professionnels offerts par ces technologies.

Réf.: Documents C11/81 et C11/86.

R 1367 150ème anniversaire de la création de l'Union internationale des télécommunications

(C14)

Le Conseil,

rappelant

a) que la date du 17 mai 2015 marquera le 150ème anniversaire de la création de l'Union internationale des télécommunications;

b) les rapports présentés par le Secrétaire général aux sessions de 2012 et de 2013 du Conseil concernant le 150ème anniversaire de la création de l'UIT;

c) qu'aux termes de sa Décision 575, le Conseil, à sa session de 2013, a créé une Commission ouverte aux membres de l'UIT et chargée de préparer le 150ème anniversaire de la création de l'Union;

d) la Résolution 68 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires, sur la célébration annuelle de la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information,

reconnaissant

a) que le 150ème anniversaire de la création de l'Union internationale des télécommunications constitue une étape importante dans l'histoire de la plus ancienne des organisations intergouvernementales devenues institutions spécialisées des Nations Unies;

b) qu'il est souhaitable de faire connaître le travail d'innovation remarquable que l'UIT a accompli en 150 ans dans le domaine des télécommunications/TIC;

c) que la célébration du 150ème anniversaire en 2015 offre une excellente occasion d'attirer l'attention du public, de mettre en avant le rôle positif de l'Union et de susciter un écho positif dans la presse;

d) que l'anniversaire de la création de l'UIT témoigne de la longévité de l'Union, dans l'intérêt de toutes les parties prenantes et de la société dans son ensemble;

- e) que les célébrations du 150^{ème} anniversaire de la création de l'UIT renforcent et valident la mission et les buts stratégiques de l'UIT;
- f) que la célébration de l'anniversaire de la création de l'Union est l'occasion, pour l'UIT, de rendre hommage au passé et de lancer des activités pour l'avenir;
- g) que la célébration de la création de l'Union rend hommage à son personnel et constitue une source de motivation pour lui;
- h) que les 150 années d'histoire de l'Union illustrent la contribution qu'elle a apportée au secteur et à la société en général;
- i) que la participation des membres de l'UIT à la célébration du 150^{ème} anniversaire de la création de l'Union est essentielle;
- j) qu'il est possible d'obtenir l'appui des Membres de l'UIT ainsi que de la communauté des télécommunications/TIC pour les célébrations de l'anniversaire de la création de l'UIT grâce à un financement et à des dons et sous la forme d'un appui en nature,

notant

- a) le rôle et les travaux de la Commission du Conseil chargée de préparer la célébration du 150^{ème} anniversaire de la création de l'UIT;
- b) que, dans le rapport de la Commission du Conseil à l'intention du Conseil à sa session de 2014, il est notamment proposé:
 - d'harmoniser le thème de l'anniversaire avec celui de l'édition de 2015 de la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information;
 - d'établir le calendrier pour 2013, 2014 et 2015;
 - que, pendant l'année de la célébration, c'est-à-dire du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015, toutes les manifestations de l'UIT comportent une activité ou une manifestation parallèle liée à l'anniversaire de la création de l'Union;
 - de fixer le jour de la célébration au 17 mai 2015;
 - qu'une campagne mondiale de sensibilisation soit préparée par le secrétariat;
 - qu'un programme de mobilisation des ressources soit élaboré par le secrétariat;
 - qu'un fonds spécial soit créé pour les contributions volontaires versées par les Membres de l'UIT en vue de la célébration de l'anniversaire de la création de l'UIT,

décide

de commémorer le 150^{ème} anniversaire de l'UIT tout au long de l'année 2015,

invite les Etats Membres, les Membres de Secteur et les Associés de l'UIT ainsi que les établissements universitaires participant aux travaux de l'Union

- 1 à susciter et à accroître l'intérêt pour les célébrations du 150^{ème} anniversaire de la création de l'Union dans leur pays ou auprès de leurs mandants;
- 2 à organiser au niveau national des célébrations faisant intervenir toutes les parties prenantes;
- 3 à appuyer activement les manifestations pour célébrer la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information de 2015 et l'anniversaire de la création de l'Union et à prendre part à ces manifestations organisées au siège ou dans les bureaux régionaux de l'UIT;
- 4 à contribuer au Fonds créé pour l'anniversaire conformément au programme de mobilisation des ressources recommandé par la Commission du Conseil,

charge le Secrétaire général

d'assurer la liaison avec les organismes du système des Nations Unies et les programmes, les fonds et les autres institutions spécialisées des Nations Unies, et de leur faire mieux connaître les manifestations liées à l'anniversaire de l'UIT,

charge le Secrétaire général et les Directeurs des Bureaux, dans les limites des ressources disponibles

- 1 de lancer une campagne de mobilisation des ressources auprès des membres de l'UIT et des autres parties prenantes du secteur des télécommunications/TIC, afin d'obtenir des fonds et un appui en nature pour les activités relatives à l'anniversaire;
- 2 de lancer en 2014 une campagne mondiale de sensibilisation sur le 150^{ème} anniversaire de la création de l'Union, comprenant des manifestations parallèles et des séances d'information en marge de toutes les manifestations à venir de l'UIT;
- 3 de commencer à prendre des dispositions en vue des célébrations de 2015 notamment en organisant des activités lors de chaque manifestation de l'UIT;
- 4 de faire rapport au Conseil à sa session de 2015 sur la mise en oeuvre de la présente Résolution.
- 5 de transmettre la présente Résolution à la Conférence de plénipotentiaires.

Réf.: Documents C14/90 et C14/91.

D 500 Utilisation du terme «chairman»
(C-2000)

Le Conseil,

notant

- a) le Document C2000/50; et
- b) la Résolution 70 de la Conférence de plénipotentiaires (Minneapolis, 1998),

décide que le terme «chairman» en anglais est considéré comme neutre et sera utilisé dans toutes les versions anglaises des documents de l'UIT.

Réf.: Documents C2000/77 et C2000/98.

D 576 Examen du rôle possible de l'UIT en tant qu'Autorité de surveillance du système international d'inscription pour les biens spatiaux conformément au Protocole portant sur les biens spatiaux
(C13)

Le Conseil,

reconnaissant

- a) que l'article 1 de la Constitution de l'UIT définit l'objet de l'Union;
- b) qu'à la Conférence diplomatique tenue à Berlin en 2012 sous les auspices de l'Institut international pour l'unification du droit privé ("UNIDROIT"), les plénipotentiaires ont adopté le Protocole portant sur les

questions spécifiques aux biens spatiaux à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles ("Protocole portant sur les biens spatiaux");

c) que le Protocole portant sur les biens spatiaux n'entrera pas en vigueur tant qu'il n'aura pas été signé par au moins dix Etats Parties;

d) que la Conférence diplomatique a également adopté la Résolution 1, par laquelle il a été décidé d'établir, en attendant l'entrée en vigueur du Protocole, une Commission préparatoire investie de tous les pouvoirs nécessaires pour faire fonction d'Autorité provisoire de surveillance pour l'établissement du Registre international pour les biens spatiaux, sous la direction de l'Assemblée Générale d'UNIDROIT, ainsi que la Résolution 2, par laquelle les organes directeurs de l'UIT ont été invités à examiner la question de l'acceptation par l'UIT des fonctions d'Autorité de surveillance du système international d'inscription pour les biens spatiaux conformément au Protocole portant sur les biens spatiaux au moment de, ou après, l'entrée en vigueur du Protocole, et à informer UNIDROIT en conséquence,

considérant

a) que la question de savoir si l'UIT pourrait ou non être l'Autorité de surveillance sera examinée par une Conférence de plénipotentiaires de l'UIT;

b) que, nonobstant le point a) ci-dessus, le Conseil à sa session de 2012 a autorisé le Secrétaire général à participer en tant qu'observateur aux travaux de la Commission préparatoire, afin d'obtenir des renseignements destinés à aider la Conférence de plénipotentiaires dans ses délibérations;

c) que le Conseil de l'UIT à ses sessions de 2011, 2012 et 2013 a demandé au Secrétaire général de l'UIT de fournir des précisions sur les conséquences si l'UIT exerçait les fonctions d'Autorité de surveillance, notamment en ce qui concerne les droits des Etats Membres et des Membres de Secteur, et que le Secrétaire général de l'UIT a rendu compte de ses conclusions au Conseil,

décide

d'autoriser le Secrétaire général à continuer d'exprimer l'intérêt de l'Union pour que celle-ci devienne l'Autorité de surveillance, au moment de ou après l'entrée en vigueur du Protocole, et d'autoriser le Secrétaire général, ou son représentant, à continuer de participer aux travaux de la Commission préparatoire à titre d'observateur,

charge le Secrétaire général

1 de soumettre au Conseil à sa session de 2014 et à la prochaine Conférence de plénipotentiaires un rapport sur les résultats des travaux de la Commission préparatoire ainsi que sur les incidences financières, juridiques et techniques si l'UIT exerçait des fonctions d'Autorité de surveillance, en tenant compte de l'évolution des travaux de la Commission préparatoire et en apportant des éléments de réponse aux précisions demandées par le Conseil, telles que mentionnées au point c) du *considérant*;

2 de présenter un rapport sur les incidences financières de sa participation aux réunions de la Commission préparatoire ainsi que sur les conséquences financières éventuelles si l'UIT exerçait les fonctions d'Autorité de surveillance, au moment de ou après l'entrée en vigueur du Protocole;

3 de définir des mécanismes visant à permettre aux Etats Membres et aux Membres de Secteur d'examiner le rôle de l'UIT en tant qu'Autorité de surveillance ou de formuler des observations à cet égard.

Réf.: Documents C13/107 et C13/121.

APPENDICE A

Liste numérique des Résolutions du Conseil de l'UIT

En regard des titres figure le numéro de la section dans laquelle a été classé le texte dont il s'agit.

En ce qui concerne les textes qui ne présentent plus d'intérêt, ce numéro est remplacé par un renvoi à l'année où le Conseil a décidé de les supprimer du Recueil.

2^e session (février 1948)

R 1	Règlement intérieur du Conseil	1948
R 2	Participation des Membres du Conseil aux sessions	3.2
R 3	Droit des membres du Conseil d'assister aux réunions des organismes permanents	1964
R 4	Projet d'ordre du jour pour la session de septembre 1948	1948
R 5a	Classe de contributions des Groupes de territoires	1975
R 5b	Compétence du CPF (Modifications de détail aux décisions d'Atlantic City)	1949
R 6	1 ^{er} télégramme à la Commission des 8 pays à Bruxelles	1948
R 7	2 ^e télégramme à la Commission des 8 pays à Bruxelles	1948
R 8	Conférence administrative TT de Paris, 1949	1948
R 9	Conférence des radiocommunications de l'aéronautique, 1948	1948
R 10	Invitation de l'OMI à la Conférence de l'aéronautique	1948
R 11	Recommandation du CPF au Conseil	1949
R 12	Participation de l'OIR au CCIR de Stockholm	1948
R 13	Budget de 1948	1948
R 14	Approbation du budget de 1948	1948
R 15	Membres de l'Union en retard dans le paiement des cotisations	1952
R 16	Participation aux frais des Conférences d'Atlantic City	1948
R 17	Participations de certains Etats aux contributions de 1947	1948
R 18	Dettes de l'Allemagne et du Japon	1952
R 19	Imputation des dépenses du personnel détaché aux conférences	1949
R 20	Détachement de personnel permanent aux conférences régionales	1949
R 21	Dépenses du CCITT de Bruxelles et du CCIR de Stockholm	1948
R 22	Frais des réunions des commissions d'études des CCI	1949
R 23	Représentation de l'Union aux réunions des autres organisations internationales	1948
R 24	Frais résultant de l'emploi des langues officielles	1948
R 25	Personnel nécessaire pour le service linguistique	1948
R 26	Documents de service en cinq ou trois langues officielles	1948
R 27	Publications des documents d'Atlantic City	1948

R 28	Distribution gratuite des documents	1949
R 29	Publications des documents de service en 1948	1948
R 30	Recrutement du personnel en 1948	1948
R 31	Recrutement de personnel provisoire	1948
R 32	Régime de retraite du personnel de l'Union	1949
R 33	Transfert du Secrétariat général de Berne à Genève	1948
R 34	Transfert du Secrétariat du CCIF de Paris à Genève	1948
R 35	Laissez-passer des Nations Unies	1952
R 36	Privilèges et immunités des institutions spécialisées	1948
R 37	Traitement des télégrammes d'Etat à partir du 1 ^{er} janvier 1949	1948
R 38	Traitement des conversations téléphoniques d'Etat à partir du 1 ^{er} janvier 1949	1948
R 39	Télégramme à Moscou, du 20 janvier 1948	1948
R 40	Télégramme à Moscou, du 11 février 1948	1948
R 41	Communiqués de presse	1948

3^e session (septembre-octobre 1948)

R 42	Budget de l'Union pour l'année 1948	1948
R 43	Budget de l'Union pour l'année 1949	1948
R 44	Révision du budget de l'Union pour 1949	1948
R 45	Règlement financier de l'Union	1948
R 46	Contrôle des engagements de dépenses	1949
R 47	Organisation des services financiers du Secrétariat général	1951
R 48	Comité de Coordination	1964
R 49	Consolidation de toutes les dépenses de l'Union dans un budget unique et constitution d'un fonds de roulement	1952
R 50	Avance de fonds par le Gouvernement suisse	1951
R 51	Vérification des comptes de l'Union	1950
R 52	Liquidation des sommes arriérées à fin 1946	1952
R 53	Crédits pour frais de déménagement des membres de l'IFRB	1948
R 54	Budget unique 1949	
R 55	Dispositions relatives aux indemnités journalières	1948
R 56	Contrats de longue durée pour le personnel temporaire	1949
R 57	Convocation d'une conférence administrative spéciale pour l'Atlantique Nord-Est	1948
R 58	Réunion de la 2 ^e partie de la Conférence des radiocommunications de l'aéronautique	1948
R 59	Convocation d'une conférence administrative des radiocommunications pour la Région 1	1948
R 60	Convocation d'une conférence administrative des radiocommunications pour la Région 2	1948
R 61	Convocation d'une conférence administrative des radiocommunications pour la Région 3	1948
R 62	Travaux de la V ^e Réunion du CCIR, Stockholm, 1948	1952
R 63	Répartition des frais de la V ^e Réunion du CCIR	1948

R 64	Imputation des frais des commissions d'études du CCIR	1949
R 65	Publication des documents de la V ^e Réunion du CCIR	1948
R 66	Etablissement d'un vocabulaire spécial des termes, symboles et abréviations intéressant les techniques radioélectriques	1951
R 67	Vocabulaire et symboles techniques et classification décimale universelle	1952
R 68	Attribution du Vice-Directeur du CCIR	1948
R 69	Application des dispositions de l'Article 7 de la Convention d'Atlantic City aux membres de l'IFRB 1948	
R 70	Langues de l'IFRB	1964
R 71	Fixation des limites des bandes de radiodiffusion de 9 et 11 Mc/s	1948
R 72	Impression de la liste des besoins en circuits du CPF	1949
R 73	Envoi aux administrations du procès-verbal de la 12 ^e séance plénière du CPF	1948
R 74	Travaux du CPF	1948
R 75	Nomination du futur Directeur du CCIT	1948
R 76	Pays qui devraient être invités à participer à la Conférence télégraphique et téléphonique de Paris, 1949	1948
R 77	Convocation d'un Comité de révision du Règlement télégraphique	1948
R 78	Application des nouvelles dispositions de la Convention relative aux télégrammes d'Etat	1948
R 79	Application des nouvelles dispositions de la Convention relative aux conversations téléphoniques d'Etat	1948
R 80	Tarifs à appliquer aux télégrammes d'Etat et unification des tarifs télégraphiques	1948
R 81	Franchise télégraphique et téléphonique au Secrétariat général	1948
R 82	Location de circuits de télécommunications et constitution éventuelle de compagnies internationales de télécommunications spécialisées	1948
R 83	Organisation, financement et liquidation des comptes des conférences et réunions	3.1
R 84	Emploi de langues de travail orales supplémentaires dans les conférences et réunions	1952
R 85	Répartition des frais des conférences et réunions lorsqu'il est fait usage de langues de travail orales supplémentaires	1948
R 86	Conditions de fourniture des notifications et circulaires à partir du 1 ^{er} janvier 1949	1949
R 87	Envoi d'office à tous les Membres associés à partir du 1 ^{er} janvier 1949, d'un exemplaire de tous les documents publiés par le Secrétariat général	1949
R 88	Relations du Secrétariat général avec les Etats ou administrations non-Membres	6.1
R 89	Application des dispositions de l'Article 1 de la Convention d'Atlantic City	1948
R 90	Application des dispositions de l'Article 1, par. 2 c) de la Convention d'Atlantic City	1950
R 91	Candidatures aux postes de Secrétaire général et de Secrétaire général adjoint de l'Union	1964
R 92	Système de pensions du personnel de l'Union	1949
R 93	Système d'assurance pour les membres de l'IFRB	1951
R 94	Système de pensions du personnel ancien du CCIF	1948
R 95	Equipement pour système d'interprétation simultanée	1948
R 96	Participation de l'ONU aux sessions du Conseil	1954

R 97	Représentation de l'Union aux réunions de l'ONU, des institutions spécialisées et des autres organisations internationales	1949
R 98	Représentation de l'UIT aux conférences de l'ONU et des institutions spécialisées	1949
R 99	Représentation de l'UIT à la 3 ^e session ordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU	1948
R 100	Règlement de l'ONU pour la convocation des conférences	1948
R 101	Echange de documents entre l'UIT et l'ONU	6.2
R 102	Echange de données statistiques avec l'ONU	6.2
R 103	Transmission à l'ONU du budget et d'un rapport annuel sur l'activité de l'Union	1949
R 104	Application de l'Article IV de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées	1948
R 105	Délivrance aux fonctionnaires de l'UIT des laissez-passer de l'ONU	2.4
R 106	Privilèges et immunités aux représentants des Membres de l'UIT aux réunions convoquées par l'UIT	1949
R 107	Services de télécommunications de l'ONU	1964
R 108	Résolutions de la Conférence de l'ONU sur la liberté de l'information	1948
R 109	Participation des institutions spécialisées de l'ONU aux conférences et réunions de l'UIT	1948
R 110	Participation de l'OACI aux conférences et réunions de l'Union	1948
R 111	Reconnaissance de l'OACI comme organisation internationale spécialisée du service des radiocommunications de l'aéronautique	1964
R 112	Représentation du SCAP aux conférences de l'Union et relations entre le Secrétariat général et la SCAP	1948
R 113	Coopération de l'Union dans le domaine de la sécurité en mer et dans les airs	1964
R 114	Coordination des services aéronautique et maritime dans le domaine des télécommunications	1949
R 115	Relations avec l'Organisation Météorologique Internationale	1948
R 116	Arrangement éventuel avec l'UNESCO	1948
R 117	Echange de franchises entre l'UIT et l'UPU	1948
R 118	Conditions financières de participation de certaines organisations internationales aux réunions des CCI	1950

4^e session (août-septembre 1949)

R 119	Application des dispositions de l'Article 1 de la Convention d'Atlantic City	1949
R 120	Adhésion du Japon à la Convention d'Atlantic City	1952
R 121	Adhésions à la Convention d'Atlantic City	1950
R 122	Conditions de fonctionnement du CCIT	1949
R 123	Instructions pour la préparation du rapport annuel du Secrétaire général	1964
R 124	1 ^{re} modification à la Résolution N ^o 88	1949
R 125	2 ^e modification à la Résolution N ^o 88	1949
R 126	Relation entre un mandat national et un mandat international	6.2
R 127	Amendement à la Résolution N ^o 83	1949
R 128	Budgets de l'Union pour les années 1949 et 1950	1949
R 129	Rapport de gestion financière de l'Union pour l'année 1948	1949
R 130	Commission de contrôle budgétaire du CPF	1949

R 131	Participation des exploitations privées aux dépenses des conférences administratives	1952
R 132	Répartition des dépenses extraordinaires des CCI	1952
R 133	Répartition des frais des Commissions d'études du CCIR	1952
R 134	Directives pour la recherche d'économies	1949
R 135	Répartition des dépenses de la VI ^e Réunion de l'Assemblée du CCIT, Bruxelles, 1948	1949
R 136	Liquidation des arriérés de la R.F.P. de Yougoslavie	1952
R 137	Liquidation des comptes des R.S.S. d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie pour l'année 1947	1949
R 138	Editions des documents du CCIF	1949
R 139	Langues du CPF	1949
R 140	Langues de la 6 ^e session du Conseil	1950
R 141	Installation d'un système d'interprétation simultanée	1949
R 142	Application de l'Article IV de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées	1949
R 143	Divergences entre le projet de Convention de l'ONU sur la liberté de l'information et la Convention d'Atlantic City	1949
R 144	Participation aux conférences et réunions de l'UIT des institutions spécialisées reliées à l'ONU	1950
R 145	Conditions financières de participation de certaines organisations internationales aux réunions du CCIR	1950
R 146	Conditions financières de participation de certaines organisations internationales aux conférences et réunions de l'Union	1950
R 147	Accord avec l'UNESCO	1964
R 148	Coordination des études de télécommunications électriques effectuées par les organisations internationales	1999
R 149	Collaboration internationale dans le domaine des télécommunications	1952
R 150	Attribution d'indicatifs d'appel disponibles	1949
R 151	Attribution de séries d'indicatifs d'appel disponibles	1964
R 152	Franchise aux délégués et représentants aux conférences et réunions	1952
R 153	Vocabulaire des télécommunications	1951
R 154	Comité Provisoire des Fréquences	1952
R 155	Réunion d'une commission des pays de la Région 1 situés au-dehors de l'Europe	1949
R 156	Conférence administrative des radiocommunications pour la Région 2, Washington, 1949	1951
R 157	Réunion à Florence de la Conférence de radiodiffusion à hautes fréquences	1949
R 158	Mise en œuvre du Plan de radiodiffusion à hautes fréquences	1949
R 159	Pension de M. F. von Ernst, Secrétaire général de l'Union	1949
R 160	Pensions du Dr van der Pol, Directeur du CCIR, et de M. L.W. Hayes, Vice-Directeur du CCIR	1952
R 161	Pensions du personnel du CCIF	1952
R 162	Allocation de renchérissement aux fonctionnaires mis à la retraite avant fin 1948	1949
R 163	Emploi de personnes apatrides	1954
R 164	Congé dans les foyers des membres de l'IFRB	1949
R 165	Informations météorologiques concernant la répartition des orages dans le monde	1949

R 166	Besoins en fréquences de radiodiffusion à hautes fréquences de l'Etat d'Israël	1949
R 167	Brevets d'invention	1949
5^e session (septembre-octobre 1950)		
R 168	Elaboration par le Conseil de propositions de modifications à la Convention et au Règlement général	1952
R 169	Application de l'Article 1 de la Convention	1952
R 170	Convocation d'une conférence ou réunion de l'Union par un Gouvernement invitant	1952
R 171	Distribution des documents de travail des CCI	1999
R 172	Conditions de fonctionnement du CCIT	1954
R 173	Publication des documents par les CCI	1954
R 174	Mise à l'étude d'une Question nouvelle (N ^o 44) au CCIR	1952
R 175	Préparation du Vocabulaire international des télécommunications	1951
R 176	Organisation du Secrétariat général	1951
R 177	Télégrammes-circulaires destinés aux administrations	6.1
R 178	Procédure pour la convocation des conférences extraordinaires et pour le changement de la date ou du lieu d'une conférence	1952
R 179	Règlement intérieur des conférences administratives	1952
R 180	Budgets de l'Union pour les années 1950 et 1951	1950
R 181	Budget annexe des imprimés	1950
R 182	Vérification des comptes de l'Union pour la période du 1 ^{er} janvier 1949 au 31 juillet 1950	1950
R 183	Constitution de la Commission de contrôle financier	1950
R 184	Conditions financières de participation de certaines organisations internationales aux réunions des CCI	1950
R 185	Participation du CIRM aux dépenses occasionnées par la réunion du CCIR à Stockholm et par les conférences de Copenhague en 1948	1952
R 186	Participation de l'UIR (en liquidation) aux dépenses du CCIR de Stockholm (1948)	1950
R 187	Exonération de l'UER de toute contribution aux dépenses de la Conférence de radiodiffusion à hautes fréquences de Florence/Rapallo	1950
R 188	Participation aux dépenses de la Conférence de Florence/Rapallo	1950
R 189	Demande de l'Ethiopie visant à changer sa classe de contribution	1952
R 190	Edition des documents du CCIF dans d'autres langues que le français	1954
R 191	Distribution des documents de service, etc.	1999
R 192	Rapport de l'Union au Conseil économique et social	1951
R 193	Acceptation par l'UIT de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées	6.2
R 194	Représentation de l'Union aux conférences et réunions de l'ONU, etc.	1999
R 195	Assistance à la population civile de Corée	1952
R 196	Relations entre l'Union et les autres institutions spécialisées s'intéressant particulièrement aux services de télécommunication	1999
R 197	Vote et représentation par procuration ou mandat aux conférences et aux réunions de l'UIT	1952
R 198	Formes des pouvoirs des délégations aux conférences administratives	1952

(Appendice A – Liste numérique des Résolutions)

R 199	Convocation de la CAER à Genève, le 16 août 1951	1952
R 200	Préparation de la CAER	1952
R 201	Assignation de fréquences pendant la période transitoire	1951
R 202	Notifications de fréquences supérieures à 27 500 kc/s	1952
R 203	Participation aux dépenses du CPF	1952
R 204	Participation aux frais occasionnés par la Commission technique du Plan de la Conférence de radiodiffusion à hautes fréquences	1952
R 205	Mise en œuvre du Plan de radiodiffusion à hautes fréquences	1954
R 206	Recommandation aux pays de la Région 2 relative à la coordination de leurs listes nationales de fréquences en dessous de 4 000 kc/s	1951
R 207	Consentement préalable des Etats aux émissions étrangères de radiodiffusion	1964
R 208	Etude sur le système de pensions du personnel de l'Union	1952
R 209	Caisse d'assurance maladie	1952
R 210	Conditions d'emploi du personnel recruté localement	1964
R 211	Règlement du personnel	1950
R 212	Brevets d'invention	1954
R 213	Installations pour interprétation simultanée	1952
R 214	Construction éventuelle d'un immeuble de l'Union à Genève	1951
R 215	Participation aux frais résultant de l'abandon de La Haye comme siège de la CAER	1952

6^e session (avril-mai 1951)

R 216	Demandes d'admission comme Membre de l'Union	6.1
R 217	Compilation des documents relatifs au Conseil	1952
R 218	Budgets de l'Union pour les années 1951 et 1952	1951
R 219	Rapport de gestion financière pour l'année 1950	1951
R 220	Vérification des comptes de l'Union pour la période du 1 ^{er} août au 31 décembre 1950	1951
R 221	Budget annexe du Service des publications	1984
R 222	Conditions financières de participation des institutions spécialisées et des autres organisations internationales aux conférences et réunions de l'UIT	1967
R 223	Composition de la Commission de contrôle financier	1954
R 224	Rapport de la Commission de contrôle financier	1951
R 225	Assistance technique	1952
R 226	Télégrammes épidémiologiques internationaux de l'OMS	1952
R 227	Conversations téléphoniques internationales épidémiologiques de l'OMS	1952
R 228	Travaux préparatoires pour la CAER de 1951	1952
R 229	Préparation des travaux de la CAER	1951
R 230	Rapport de gestion de la Caisse d'assurance de l'Union pour l'année 1950	1952
R 231	Comparaison du Règlement du personnel de l'UIT avec celui de l'ONU	1952
R 232	Engagement, à titre temporaire, de fonctionnaires détachés par des administrations	1964
R 233	Conditions d'utilisation des automobiles privées	1951

R 234	Frais de représentation et de réception	1964
R 235	Congés pour service militaire	1951

7^e session (avril-juin 1952)

R 236	Réunion du Conseil en session pendant la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires	1952
R 237	Budget révisé pour l'année 1952	1952
R 238	Budget de l'Union pour l'année 1953	1952
R 239	Rapports de gestion financière	1981
R 240	Vérification des comptes de l'Union pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1951	1952
R 241	Intérêts à payer à la Confédération suisse pour les avances de fonds consenties à l'Union	1952
R 242	Utilisation de l'avoir du compte de provision pour la couverture des dépenses à engager pendant l'exercice 1952 comme conséquence des décisions de la CAER	1952
R 243	Rapport de l'Union au Conseil économique et social	1970
R 244	Participation de l'UIT au PEAT de l'ONU	1964
R 245	Trafic à acheminer sur le réseau de télécommunication du service aéronautique	1954
R 246	Etudes présentant un intérêt complémentaire pour le Secteur de la normalisation des télécommunications et le Secteur des radiocommunications	1999
R 247	Question nouvelle à étudier par les trois CCI sur l'interconnexion des réseaux de télécommunication	1952
R 248	Vocabulaire international des télécommunications	1954
R 249	Mise à l'étude d'une question nouvelle par le CCIT	1952
R 250	Tarif applicable à certains essais et mesures effectués par le Laboratoire du CCITT	1991
R 251	Organisation du Secrétariat général	1964
R 252	Communication de renseignements au Secrétariat général	1999
R 253	Convocation de la Conférence administrative ordinaire des radiocommunications	1952
R 254	Conditions de location de l'installation d'interprétation simultanée	1952
R 255	Bâtiment de l'Union à Genève	1952
R 256	Internationalisation du personnel de l'Union	1964
R 257	Système d'assurance pour les membres de l'IFRB	1964
R 258	Personnel travaillant sous la direction de l'IFRB	1952
R 259	Conditions de l'utilisation des automobiles privées	1964
R 260	Congés pour service militaire	2.1
R 261	Situation des familles des fonctionnaires de l'Union susceptibles de répondre à un ordre de mobilisation	2.1
R 262	Réclamations émanant de Membres de l'Union et dirigées contre d'autres Membres de l'Union	6.1

8^e session (mai-juin 1953)

R 263	Règlement intérieur du Conseil	1954
R 264	Pension de M. Léon Mulatier, Secrétaire de l'Union	1981
R 265	Nomination du Dr. M.A. Andrada au poste de Secrétaire général de l'Union	1954
R 266	Durée du mandat du Secrétaire général	1964

R 267	Convocation de la Conférence administrative ordinaire télégraphique et téléphonique	1953
R 268	Affiliation de l'UIT au Tribunal administratif de l'OIT	1954
R 269	Comptes arriérés	1954
R 270	Vérification des comptes de l'Union pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1952	1953
R 271	Rapport de gestion financière de l'Union pour l'année 1952	1953
R 272	Budgets révisés pour l'année 1953 et budgets pour l'année 1954	1954
R 273	Fixation de l'unité contributive aux dépenses ordinaires pour l'année 1954	1954
R 274	Solde à reporter à l'exercice 1955 et versement au compte de provision à la clôture des comptes de l'exercice 1953	1954
R 275	Budget de l'année 1955	1953
R 276	Indemnités de cherté de vie	1954
R 277	Rappel des membres de l'IFRB	1953
R 278	Recrutement du personnel de l'Union	1964
R 279	Reclassement de certains emplois	1954
R 280	Modifications à apporter au Règlement du personnel	1954
R 281	I. Modification aux Statuts de la Caisse d'assurance	1954
R 282	II. Modifications aux Statuts de la Caisse d'assurance	1954
R 283	Vocabulaire international des télécommunications	1975
R 284	Trafic à acheminer sur le réseau de télécommunications du service aéronautique	1954
R 285	Mise en service des bandes attribuées aux stations radiotélégraphiques de navire selon le Règlement des radiocommunications d'Atlantic City	1964
R 286	Etablissement par l'IFRB de projets de plans pour le service de radiodiffusion à hautes fréquences	1964
R 287	Locaux de l'UIT	1953
R 288	Conditions de location de l'installation d'interprétation simultanée	1964
R 289	Modification de certaines résolutions	1953

9^e session (mai 1954)

R 290	Convocation de la Conférence administrative ordinaire télégraphique et téléphonique	1954
R 291	Fusion éventuelle du CCIT et du CCIF	1954
R 292	Commission du CCIF pour le Programme général d'interconnexion	1964
R 293	Rappel des membres de l'IFRB	1964
R 294	Préparation par l'IFRB de projets de plans pour le service de radiodiffusion à hautes fréquences	1964
R 295	Publication de documents de l'IFRB et du CCIR	1954
R 296	Emploi du réseau de télécommunication de l'ONU pour le trafic télégraphique des institutions spécialisées	1964
R 297	Liberté de l'information	1954
R 298	Assistance technique	1964
R 299	Trafic à acheminer sur le réseau de télécommunication du service fixe aéronautique	1954
R 300	Affiliation de l'UIT au Tribunal administratif de l'OIT	1954
R 301	Modifications à apporter au Règlement financier de l'Union	1954
R 302	Structure du budget – Compte des intérêts – Compte de provision	1954

R 303	Comptes contestés	1954
R 304	Vérification des comptes de l'Union pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1953	1954
R 305	Rapport de gestion financière de l'Union pour l'année 1953	1954
R 306	Demande d'exonération d'intérêts moratoires formulée par le CIRM	1954
R 307	Budgets révisés pour l'année 1954 et budgets pour l'année 1955	1954
R 308	Prolongation du mandat de M. H. Townshend, Secrétaire général adjoint	1954
R 309	Révision éventuelle de l'échelle de base des traitements du personnel de l'UIT	1954
R 310	Modification à l'Article 30 du Règlement du personnel	1954
R 311	Limite d'âge pour les candidats à un poste permanent dans les classes 1 à 3	1954
R 312	Indemnité de cherté de vie	1954
R 313	Reclassement de deux emplois au Secrétariat général	1954
R 314	Nouveau bâtiment de l'UIT	1954
R 315	Modification de certaines Résolutions	1954

10^e session (avril-mai 1955)

R 316	Convocation de la Conférence administrative télégraphique et téléphonique	1955
R 317	Frais généraux du Conseil	1967
R 318	Fusion du CCIT et du CCIF	1964
R 319	Modalités de la fusion du CCIT et du CCIF	1964
R 320	Centralisation des services communs	1964
R 321	Liberté de l'information	1955
R 322	Assistance technique	1964
R 323	Trafic à acheminer sur le réseau du service fixe aéronautique	1955
R 324	Nouvelle structure des budgets de l'Union	1964
R 325	Centralisation des rubriques budgétaires concernant le mobilier, les machines et fournitures de bureau	1964
R 326	Centralisation des rubriques budgétaires concernant les frais de voyage	1993
R 327	Budgets pour 1956 – Prévisions de dépenses en 1956 pour le nouveau CCIT fusionné – Budget extraordinaire révisé du CCIF pour 1955	1955
R 328	Rapport de gestion financière de l'Union pour l'année 1954	1955
R 329	Comptes contestés	1955
R 330	Contributions arriérées	1955
R 331	Vérification des comptes de l'Union pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1954	1955
R 332	Dépenses occasionnées par la représentation d'un CCI à une réunion d'un autre CCI	1981
R 333	Révision éventuelle de l'échelle des traitements	1955
R 334	Situation financière de la Caisse d'assurance	1955
R 335	Caisse de pensions – Sommes d'admission	1955
R 336	Mise en application du Tableau de répartition des bandes de fréquences d'Atlantic City entre 3 950 kc/s et 27 500 kc/s	1964
R 337	Brevets d'invention	1955

11^e session (avril-mai 1956)

R 338	Construction d'un immeuble pour l'Union	1964
R 339	Procédure d'élection des Directeurs de CCI	1964
R 340	Budget pour 1957 – Budget extraordinaire révisé du CCIR pour 1956	1956
R 341	Rapport de gestion financière de l'Union pour l'année 1955	1956
R 342	Comptes contestés	1956
R 343	Comptes arriérés	1956
R 344	Vérification des comptes de l'Union pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1955	1956
R 345	Relations avec la CEAEO	1964
R 346	Assistance technique	1964
R 347	Mise en application du Tableau de répartition des bandes de fréquences d'Atlantic City entre 3 950 kc/s et 27 500 kc/s	1964
R 348	Etablissement de projets de plan pour le service de radiodiffusion à hautes fréquences	1964
R 349	Révision éventuelle de l'échelle de base des traitements du personnel de l'UIT	1956
R 350	Situation actuarielle de la Caisse d'assurance et adoption de nouvelles bases techniques	1964
R 351	Droits à pensions du Directeur du CCIF et de certains fonctionnaires du CCIF	1975
R 352	Brevets d'invention	1956
R 353	Systèmes des cartes perforées	1964

12^e session (avril-mai 1957)

R 354	Convocation de la Conférence administrative ordinaire télégraphique et téléphonique	1964
R 355	Budget ordinaire révisé pour l'année 1957	1957
R 356	Budgets de l'Union pour 1958 – Budget extraordinaire révisé du CCIR pour 1957	1964
R 357	Rapport de gestion financière de l'Union pour l'année 1956	1957
R 358	Comptes contestés	1964
R 359	Vérification des comptes de l'Union pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1956	1957
R 360	Engagement de dépenses imprévues et inévitables résultant de cas exceptionnels et de l'application des règlements administratifs de l'Union	1964
R 361	Modifications à apporter au Règlement financier de l'Union (édition 1955)	1964
R 362	Trafic à acheminer sur le réseau de télécommunication du service fixe aéronautique	1964
R 363	Coopération scientifique et technique dans le domaine des télécommunications	2002
R 364	Mise en application du Tableau de répartition des bandes de fréquences d'Atlantic City entre 3 950 kc/s et 27 500 kc/s	1964
R 365	Etablissement de projets de plan pour le service de radiodiffusion à hautes fréquences	1964
R 366	Traitements du personnel de l'Union	1964
R 367	Extension des prestations de la Caisse d'assurance maladie BIT-UIT aux familles des fonctionnaires	1964
R 368	Retrait de la nationalité tchécoslovaque à un membre de l'IFRB	1964
R 369	Requête de Mme Brunet	1957
R 370	Construction de l'immeuble de l'Union	1964
R 371	Brevets d'invention	1975

13^e session (avril-mai 1958)

R 372	Durée de la prochaine Conférence administrative des radiocommunications	1964
R 373	Rapport de gestion financière de l'Union pour l'année 1957	1964
R 374	Vérification des comptes de l'Union pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1957	1964
R 375	Budgets de l'Union pour 1958 (révisés)	1964
R 376	Budgets de l'Union pour 1959	1964
R 377	Plafond des dépenses ordinaires pour 1959	1964
R 378	Comptes arriérés	1964
R 379	Comptes contestés	1964
R 380	Mesures d'économies (Nominations à titre permanent)	1964
R 381	Mesures d'économies (Réorganisation des services de l'Union)	1964
R 382	Documentation en vue du développement des réseaux nationaux et internationaux	1966
R 383	Extension du plan général pour le développement du réseau international de télécommunication	1964
R 384	Participation de l'UIT à l'amélioration des télécommunications en Asie et en Extrême-Orient	1964
R 385	Assistance technique – Imputation des dépenses d'administration et d'exécution	1964
R 386	Mise en application du Tableau de répartition des bandes de fréquences d'Atlantic City entre 3 950 kc/s et 27 500 kc/s	1964
R 387	Etablissement de projets de plan pour le service de radiodiffusion à hautes fréquences	1964
R 388	Reclassement du personnel et modification du Règlement du personnel	1964
R 389	Amendements aux Articles 68 et 69 du Règlement du personnel	1964
R 390	Allocations et indemnités au personnel de l'Union	1964
R 391	Modifications aux Statuts de la Caisse d'assurance du personnel	1964
R 392	Affiliation éventuelle du personnel de l'Union à la Caisse des pensions de l'ONU	1964
R 393	Publication des Résolutions et Décisions du Conseil	1964
R 394	Publication de la 6 ^e édition du Répertoire des fréquences	1964

14^e session (mai-juin 1959)

R 395	Rapport de gestion financière de l'Union pour l'année 1958	1964
R 396	Vérification des comptes de l'Union pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1958	1964
R 397	Budgets de l'Union pour 1959 (révisés)	1964
R 398	Budgets de l'Union pour 1960	1964
R 399	Plafond des dépenses ordinaires pour 1959 (budget révisé)	1964
R 400	Comptes arriérés	1964
R 401	Comptes contestés	1964
R 402	Participation aux travaux des CCI	1999
R 403	Participation du CCITT à l'activité de la CMI	1964
R 404	Développement des télécommunications en Asie et en Extrême-Orient	1964
R 405	Efforts particuliers de certaines administrations en matière d'Assistance technique	1975
R 406	Mise en vigueur du Tableau de répartition des bandes de fréquences d'Atlantic City entre 3 950 kc/s et 27 500 kc/s	1964

R 407	Etablissement de projets de plan pour le service de radiodiffusion à hautes fréquences	1964
R 408	Amendements au Règlement du personnel	1964
R 409	Information du grand public sur l'UIT et sur ses activités	1964
15^e session (mai-juillet 1960)		
R 410	Rapport de gestion financière de l'Union pour l'année 1959	1964
R 411	Vérification des comptes de l'Union pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1959	1964
R 412	Budgets de l'Union pour 1960 (révisés)	1964
R 413	Budgets de l'Union pour 1961	1964
R 414	Contribution des Membres et Membres associés aux dépenses de l'Union	1966
R 415	Contribution des exploitations privées reconnues, etc., aux dépenses des conférences ou réunions de l'Union	1966
R 416	Conditions de participation à la II ^e Assemblée plénière du CCITT des pays qui n'ont pas jusqu'ici contribué aux dépenses extraordinaires de cet organisme	1964
R 417	Comptes arriérés mais non contestés	1964
R 418	Comptes arriérés mais non contestés (République de Saint-Marin)	1964
R 419	Contributions contestées	1964
R 420	Contributions diverses en suspens du fait des événements de la Deuxième Guerre mondiale	1964
R 421	Vérification externe des comptes de l'Union	1964
R 422	Règlement financier de l'Union (révisé)	1964
R 423	Expertises sur le fonctionnement des Secrétariats de l'Union	1964
R 424	Utilisation de calculatrices électroniques	1964
R 425	Système mécanique à cartes perforées utilisé par l'IFRB	1964
R 426	Financement du développement des télécommunications	1964
R 427	Activités de l'Assistance technique de l'UIT	1966
R 428	Collaboration de l'Union aux activités du Fonds spécial de l'ONU pour le développement économique	1966
R 429	Préparation d'un règlement pour les commandes du matériel destiné aux projets approuvés par le Fonds spécial de l'ONU	1964
R 430	Campagne contre la faim	1967
R 431	Conférence européenne de radiodiffusion, 1961	1964
R 432	Mesures à prendre en vue de réduire l'encombrement des bandes comprises entre 4 et 27,5 MHz	1964
R 433	Assimilation des conditions de service de l'Union à celles du régime commun de l'ONU	1964
R 434	Statut et Règlement du personnel	1964
R 435	Statut du personnel pour les fonctionnaires élus	1964
R 436	Echelle des traitements des fonctionnaires de la catégorie des Services généraux	1964
R 437	Normes de classement des emplois	1964
R 438	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1964
R 439	Statuts de la Caisse d'assurance de l'UIT	1964
R 440	Placement des fonds de la Caisse d'assurance de l'UIT	2.3
R 441	Calculs actuariels des sommes à conserver à la Caisse d'assurance de l'UIT	1966

R 442	Système d'assurance pour les membres de l'IFRB	1964
R 443	Règlement applicable au personnel engagé pour des conférences et autres périodes de courte durée	1964
R 444	Prolongation du mandat du Vice-Directeur du CCIR	1964
R 445	Service d'information à l'UIT	1964
16^e session (avril-mai 1961)		
R 446	Utilisation de calculatrices électroniques	1964
R 447	Mesures à prendre en vue de réduire l'encombrement des bandes comprises entre 4 et 27,5 MHz	1964
R 448	Commission mondiale du Plan	1993
R 449	Réunion des Commissions d'études des CCI	1993
R 450	Assistance technique en nature aux pays nouveaux et en voie de développement sous les auspices de l'UIT	1964
R 451	Budgets de l'UIT pour 1961 (révisés)	1964
R 452	Budgets de l'UIT pour 1962	1964
R 453	Rapport de gestion financière de l'UIT pour l'année 1960	1964
R 454	Vérification externe des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1960	1964
R 455	Comptes arriérés	1964
R 456	Règlement financier de l'UIT (révisé)	1964
R 457	Présentation du Rapport de gestion financière	1964
R 458	Indemnité pour frais d'études	1964
R 459	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1964
R 460	Statuts de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT	1964
R 461	Amendements apportés à la Caisse commune des pensions du personnel de l'ONU à compter du 1 ^{er} avril 1961	1964
R 462	Attribution d'une indemnité au personnel retraité de l'UIT	1964
R 463	Bases techniques pour la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT	2.3
R 464	Taux technique de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT	1974
R 465	Organisation des Secrétariats de l'UIT	1964
R 466	Répartition géographique du personnel de l'UIT	1964
R 467	Assimilation du personnel de l'UIT au régime commun de l'ONU	1966
R 468	Classe d'indemnité de poste applicable à Genève	1964
R 469	Statut et Règlement du personnel	1964
R 470	Modifications au régime commun des allocations et indemnités, notamment l'indemnité de poste, pour Genève	1969
R 471	Echelle des traitements des fonctionnaires de la catégorie des Services généraux	1964
R 472	Normes de classement des emplois	1968
R 473	Création d'emplois	1964
R 474	Avis de vacances d'emploi	1968
R 475	Règlement applicable au personnel engagé pour des conférences et autres périodes de courte durée	1981

17^e session (mai-juin 1962)

R 476	Traitements des fonctionnaires élus	1966
R 477	Echelles des traitements de base, etc., des fonctionnaires de la catégorie professionnelle et de la catégorie des conseillers supérieurs	1964
R 478	Classe de l'indemnité de poste applicable à Genève	1964
R 479	Indemnité pour frais d'études	1964
R 480	Conditions d'emploi des fonctionnaires appartenant à la catégorie des Services généraux	1964
R 481	Création d'emplois	1964
R 482	Grade du chef de la Section du Journal	1964
R 483	Experts des administrations auprès du siège de l'UIT	1993
R 484	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1964
R 485	Système d'assurance pour les membres de l'IFRB	1967
R 486	Rapport de gestion financière de l'Union pour l'année 1961	1964
R 487	Vérification externe des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1961	1964
R 488	Comptes arriérés	1964
R 489	Crédits additionnels pour l'année 1962	1964
R 490	Budgets de l'UIT pour l'année 1963	1964
R 491	Financement du développement des télécommunications	1999
R 492	Utilisation d'une calculatrice électronique	1964
R 493	Organisations des Secrétariats de l'UIT	1964
R 494	Révision éventuelle de la structure des conférences des radiocommunications et des Règlements des radiocommunications	1964
R 495	CAER chargée d'attribuer des bandes de fréquences pour les radiocommunications spatiales	1964
R 496	Les télécommunications et les utilisations pacifiques de l'espace	1964
R 497	Conférences africaines de radiodiffusion	1967
R 498	Développement des plans de télécommunication dans les diverses régions du monde	1970
R 499	Assistance technique aux pays nouveaux ou en voie de développement	1964
R 500	Assistance technique en nature aux pays nouveaux ou en voie de développement	1964
R 501	Célébration du Centenaire de l'UIT	1964

18^e session (avril-mai 1963)

R 502	Indemnité journalière des membres du Conseil	1966
R 503	Statut et Règlement du personnel applicables à titre provisoire aux fonctionnaires élus	1966
R 504	Classe de l'indemnité de poste applicable à Genève	1964
R 505	Ajustement des échelles de traitement du personnel de la catégorie des services généraux	1969
R 506	Majoration de l'indemnité de cherté de vie servie au personnel retraité de l'Union	1966
R 507	Répartition géographique du personnel de l'Union	1966
R 508	Recrutement sur le plan local	1964
R 509	Recrutement de personnel non technique des classes G.5, G.6 et G.7 en dehors de la région normale de recrutement	1964
R 510	Création d'emplois	1966

R 511	Transformation d'emplois	1964
R 512	Composition du Comité des pensions du personnel de l'Union	1964
R 513	Composition de la Commission de gestion de la Caisse d'assurance de l'Union	1964
R 514	Révision de l'article 18.1 du Règlement financier	1964
R 515	Rapport de gestion financière pour l'année 1962	1964
R 516	Vérification externe des comptes de l'Union pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1962	1964
R 517	Comptes arriérés	1964
R 518	Crédits additionnels pour l'année 1963	1964
R 519	Budgets de l'Union pour l'année 1964	1964
R 520	Utilisation d'une calculatrice électronique par l'Union	1964
R 521	Agrandissement du bâtiment du siège de l'Union	1964
R 522	Révision éventuelle de la structure des conférences des radiocommunications et des Règlements des radiocommunications	1967
R 523	Structure des conférences des radiocommunications et des Règlements des radiocommunications	1967
R 524	CAER chargée d'attribuer des bandes de fréquences pour les radiocommunications spatiales	1964
R 525	CAER chargée d'établir un plan d'allotissement révisé pour le service mobile aéronautique	1964
R 526	Conférence africaine de radiodiffusion sur ondes kilométriques et hectométriques	1967
R 527	Conférence africaine de radiodiffusion sur ondes kilométriques et hectométriques	1967
R 528	Assistance technique aux pays en développement – Cycles d'études de l'IFRB	1994
R 529	Assistance technique de l'Union fournie par les experts régionaux	1975
R 530	Enquête sur les télécommunications en Afrique	1970
R 531	Célébration du Centenaire de l'Union	1967
19^e session (avril-mai 1964)		
R 532	Limitation des dépenses relatives au personnel	1966
R 533	Classe de l'indemnité de poste applicable à Genève	1969
R 534	Transformation d'emplois	1964
R 535	Création et reconduction d'emplois	1966
R 536	Avis de vacance d'emploi	1968
R 537	Amendements aux Statut et Règlement du personnel	1964
R 538	Désignation d'un Directeur (faisant fonction) du CCIR	1967
R 539	Composition du Comité des pensions du personnel de l'Union	1966
R 540	Rapport de gestion financière de l'UIT pour l'année 1963	1964
R 541	Vérification externe des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1963	1964
R 542	Comptes arriérés	1964
R 543	Crédits additionnels pour l'année 1964 et révision du Budget de la Conférence africaine de radiodiffusion de 1964 (sur ondes kilométriques et hectométriques)	1966
R 544	Budgets de l'Union pour l'année 1965	1966
R 545	Conditions de location de l'installation d'interprétation simultanée	1977
R 546	Conditions de location des salles et bureaux du bâtiment de l'UIT	1975

(Appendice A – Liste numérique des Résolutions)

R 547	Conférence africaine de radiodiffusion sur ondes kilométriques et hectométriques	1967
R 548	Date de la seconde session de la CAER chargée d'élaborer un Plan d'allotissement révisé pour le service mobile aéronautique (R)	1964
R 549	Révision éventuelle de la structure des Règlements des radiocommunications	1967
R 550	Examen des progrès accomplis dans le domaine des radiocommunications spatiales	1981
R 551	Recommandations du groupe d'experts chargé d'étudier les mesures à prendre en vue de réduire l'encombrement des bandes de fréquences comprises entre 4 et 27,5 MHz	1986
R 552	Utilisation d'une calculatrice électronique par l'Union	1966

20^e session (avril-mai 1965)

R 553	Crédits additionnels pour l'année 1965	1966
R 554	Budgets de l'Union pour l'année 1966	1967
R 555	Vérification externe des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1964	1966
R 556	Rapport de gestion financière de l'UIT pour l'année 1964	1966
R 557	Comptes arriérés	1966
R 558	Allocations familiales pour enfants payables aux fonctionnaires de la catégorie des services généraux – Amendement à l'article 3.12 du Statut du personnel	1966
R 559	Indemnités de cherté de vie aux bénéficiaires de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT	2.3
R 560	Composition du Comité des pensions du personnel de l'Union	1966
R 561	Rémunération soumise à retenue pour pension	1966
R 562	Barème des contributions du personnel	1966
R 563	Seconde session de la CAER chargée d'élaborer un Plan d'allotissement révisé pour le service mobile aéronautique (R)	1966
R 564	Nécessité éventuelle de réunir une CAER chargée de traiter de questions concernant le service mobile maritime	1967
R 565	Conférence africaine de radiodiffusion sur ondes kilométriques et hectométriques	1967
R 566	Code international de signaux	1966
R 567	Appréciation des résultats de l'exécution des programmes de coopération technique	1966
R 568	Assistance technique en nature	1966
R 569	Publication des Résolutions et Décisions du Conseil	1976
R 570	Plan pour l'établissement d'un Manuel sur les techniques recommandées pour améliorer l'utilisation et réduire l'encombrement des ondes décamétriques	1975
R 571	Achat du bâtiment de l'Union	1966
R 572	Agrandissement du bâtiment de l'Union	1966

21^e session (mai-juin 1966)

R 573	Ajustement des échelles de traitement du personnel de la catégorie professionnelle et des catégories supérieures	1967
R 574	Conditions financières de participation des institutions spécialisées et autres organisations internationales aux conférences et réunions de l'UIT	1985
R 575	Budgets de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1966 – Crédits additionnels	1967
R 576	Budgets de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1967	1968

R 577	Vérification externe des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1965	1967
R 578	Rapport de gestion financière de l'UIT pour l'année 1965	1967
R 579	Comptes arriérés	1975
R 580	Répartition géographique du personnel de l'UIT	1984
R 581	Normes de classement	1968
R 582	Principes régissant la création ou la transformation d'emplois	1984
R 583	Création d'emplois	1970
R 584	Transformation d'emplois de durée déterminée en emplois permanents	1972
R 585	Grade du poste de chef du Département de la Coopération technique	1968
R 586	Amendements au Statut et au Règlement du personnel	1967
R 587	Statut et Règlement du personnel applicables à titre provisoire aux fonctionnaires élus de l'Union	1967
R 588	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1967
R 589	Indemnité de cherté de vie aux bénéficiaires de pensions et de rentes de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT	2.3
R 590	Conférence administrative mondiale des radiocommunications chargée de traiter de questions concernant le service mobile maritime	1968
R 591	Conférence régionale pour l'Amérique latine	1970
R 592	Etablissement d'un Manuel sur les techniques recommandées pour améliorer l'utilisation des ondes décimétriques et en réduire l'encombrement	1975
R 593	Utilisation de calculatrices électroniques pour résoudre les problèmes de télécommunication	1993
R 594	Calculatrice électronique	1967
R 595	Amélioration de la Coopération technique	1975
R 596	Mesures spéciales pour favoriser la plus large possible participation géographique aux cycles d'études	1969
R 597	Application de la science et de la technologie des télécommunications dans l'intérêt des pays en voie de développement	1975
R 598	Application de la science et de la technologie des télécommunications dans l'intérêt des pays en voie de développement	1975
R 599	Situation concernant la Rhodésie	1980
R 600	Statut juridique de l'Union internationale des télécommunications en Suisse	1971
R 601	Etablissement d'un projet de Charte constitutionnelle	1969

22^e session (mai 1967)

R 602	Coordination des activités d'ordre budgétaire et financier dans les organisations de la famille des Nations Unies 1969	
R 603	Crédits additionnels pour l'année 1967	1968
R 604	Budgets de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1968	1969
R 605	Vérification externe des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1966	1968
R 606	Règlement financier de l'Union (révisé)	1968
R 607	Rapport de gestion financière de l'UIT pour l'année 1966	1968
R 608	Normes de classement	1968
R 609	Situation découlant du décès du Dr. M.B. Sarwate	1968

R 610	Création et reconduction d'emplois	1973
R 611	Création d'emplois des grades G.1 à G.5	1970
R 612	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1968
R 613	Service mobile aéronautique (OR)	1992
R 614	Planification des fréquences pour la radiodiffusion à ondes kilométriques et hectométriques	1970
R 615	Conférence administrative régionale pour l'Amérique latine (CARAL)	1970
R 616	Coordination des travaux du Secrétariat spécialisé de l'IFRB	1969
R 617	Exploitation de l'ordinateur	1968
R 618	Organisation de la Coopération technique	1968
R 619	Question du Territoire de l'Afrique du Sud-Ouest	1984
R 620	Locaux au Siège de l'Union	1968

23^e session (mai 1968)

R 621	Crédits additionnels pour l'année 1968	1969
R 622	Budgets de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1969	1970
R 623	Vérification externe des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1967	1969
R 624	Rapport de gestion financière de l'UIT pour l'année 1967	1969
R 625	Normes de classement et descriptions d'emploi	1979
R 626	Avis de vacance d'emploi	2.1
R 627	Classement des emplois	1969
R 628	Suppression et création d'emplois	1970
R 629	Reconduction d'emplois de durée déterminée	1969
R 630	Compétence du tribunal administratif des Nations Unies	1971
R 631	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1969
R 632	Conférence administrative mondiale des radiocommunications spatiales	1969
R 633	Date et lieu de la XII ^e Assemblée plénière du CCIR	1970
R 634	Organisation du Secrétariat général	1969
R 635	Planification des fréquences pour la radiodiffusion à ondes kilométriques et hectométriques	1969
R 636	Activités de l'UIT en matière de télécommunications spatiales	1993
R 637	Le rôle de l'UIT dans les télécommunications spatiales	2002
R 638	Agrandissement du siège de l'UIT	1973

24^e session (mai 1969)

R 639	Coordination des activités budgétaires et financières des organisations des Nations Unies	1970
R 640	Crédits additionnels pour l'année 1969	1970
R 641	Budget de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1970	1971
R 642	Vérification externe des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1968	1970
R 643	Rapport de gestion financière de l'UIT pour l'année 1968	1970
R 644	Somme due par la Cuban Telephone Company	1971
R 645	Classement d'emplois	1970

R 646	Création d'emplois	1970
R 647	Modifications des conditions de rémunération prévues au régime commun des Nations Unies	2.1
R 648	Traitement et barème des indemnités de poste applicables aux fonctionnaires élus	1970
R 649	Echelles des traitements et barème des indemnités de poste applicables aux fonctionnaires des catégories professionnelle et des conseillers supérieurs	1970
R 650	Amendements aux Statut et Règlement du personnel	1970
R 651	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1970
R 652	Planification des fréquences pour la radiodiffusion à ondes kilométriques et hectométriques	1970
R 653	Conférence administrative mondiale des télécommunications spatiales	1972
R 654	Besoins en matière d'ordinateur	1970
R 655	Organisation du Secrétariat spécialisé du CCIR	1970
R 656	Groupe d'experts pour l'étude de l'organisation et des méthodes de travail du CCITT	1972
R 657	Emplois imputés sur le fonds du PNUD	1975
R 658	Distribution des publications de l'Union par des agences spécialisées	1999
R 659	Suite à donner aux Résolutions N ^{os} 2395, 2396, 2426 et 2465 (XXIII) de l'Assemblée générale des Nations Unies	6.2
R 660	Journée mondiale des télécommunications	1970
R 661	Projet de Constitution et de Règlement général	1970

25^e session (mai-juin 1970)

R 662	Vérification externe des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1969	1971
R 663	Rapport de gestion financière de l'UIT pour l'année 1969	1971
R 664	Règlement financier de l'Union	1971
R 665	Conférence administrative mondiale des télécommunications spatiales	1972
R 666	Emplois des grades G.1 à G.7	1971
R 667	Emploi éventuel de traducteurs-interprètes	1974
R 668	Amendement aux statuts de la caisse d'assurance du personnel de l'UIT	1971
R 669	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1971
R 670	Création, classement et suppression d'emplois	1973
R 671	Planification des fréquences pour la radiodiffusion régionale à ondes kilométriques et hectométriques	1975
R 672	Crédits additionnels pour l'année 1970	1971
R 673	Journée mondiale des télécommunications	1973
R 674	Cinémathèque de l'UIT	2002
R 675	Statistiques des télécommunications	1974
R 676	Situation de la Rhodésie du Sud vis-à-vis de l'UIT	1982
R 677	Budget de l'UIT pour l'année 1971	1972
R 678	Programme des prochaines conférences	1974
R 679	Ordinateur	1993

26^e session (mai 1971)

R 680	Vérification externe des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1970	1972
R 681	Rapport de gestion financière de l'UIT pour l'année 1970	1972
R 682	Création, reconduction et reclassement d'emplois	1975
R 683	Amendements aux statut et règlement du personnel	1972
R 684	Emplois des grades G.1 à G.7	1975
R 685	Procédure de recrutement sur le plan international	2.1
R 686	Traitements et barème des indemnités de poste applicables aux fonctionnaires élus	1974
R 687	Indemnité pour frais de voyage et indemnité de subsistance des représentants des Membres du Conseil d'Administration	3.2
R 688	Crédits additionnels pour l'année 1971	1972
R 689	Budget de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1972	1973
R 690	Statut juridique	1972
R 691	Agrandissement du Siège de l'UIT	1973
R 692	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1972

27^e session (mai-juin 1972)

R 693	Représentation de la Chine	1973
R 694	Rapport de gestion financière de l'UIT pour l'année 1971	1973
R 695	Création, reclassement et suppression d'emplois	1973
R 696	Recommandation N ^o 5 de la Conférence européenne de radiodiffusion sur ondes métriques et décimétriques (Stockholm, 1961)	1975
R 697	Création d'emplois	1973
R 698	Création et reclassement d'emplois imputés au budget de la Coopération technique	1975
R 699	Vérification externe des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1971	1973
R 700	Règlement financier de l'Union	1973
R 701	Création d'emplois	1973
R 702	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1973
R 703	Crédits additionnels pour l'année 1972	1973
R 704	Conférence administrative mondiale des radiocommunications maritimes	1974
R 705	Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique	1973
R 706	Conférence de plénipotentiaires 1973	1974
R 707	Budget de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1973	1974
R 708	Résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies	6.2
R 709	Concours «La Jeunesse à l'âge électronique»	1973
R 710	Agrandissement du bâtiment du Siège de l'Union	1973

28^e session (mai-juin 1973)

R 711	Commission de la Fonction publique internationale	1977
R 712	Reclassement d'emplois	1974
R 713	Création et reclassement d'emplois imputés au budget de la Coopération technique	1975
R 714	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1974
R 715	Rapport de gestion financière de l'UIT pour l'année 1972	1974
R 716	Vérification externe des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1972	1974
R 717	Règlement financier de l'Union	1975
R 718	Crédits additionnels pour l'année 1973	1974
R 719	Conférence administrative régionale de radiodiffusion à ondes kilométriques et hectométriques	1975
R 720	Budget 1974	1974
R 721	Révision du Règlement intérieur du Conseil	1974

29^e session (juin-juillet 1974)

R 722	Rapport de gestion financière de l'UIT pour l'année 1973	1975
R 723	Vérification externe des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1973	1975
R 724	Statut et Règlement du personnel applicables aux fonctionnaires élus	1975
R 725	Amendement aux Statut et Règlement du personnel	1975
R 726	Traitements des fonctionnaires élus	1976
R 727	Transformation d'emplois hors cadres en emplois des cadres	1975
R 728	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1975
R 729	Financement du Fonds de secours	1984
R 730	Amendements aux articles des Statuts de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT	1975
R 731	Taux technique de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT	1999
R 732	Compte spécial d'intérêts moratoires	1977
R 733	Transformation d'emplois hors cadres en emplois des cadres et création de nouveaux emplois imputés au budget annexe des publications	1978
R 734	Emplois de la Coopération technique – Prolongation et transformation d'emplois de durée déterminée en emplois permanents	1980
R 735	Création d'emplois	1976
R 736	Création d'emplois au Département de la Coopération technique à imputer au budget de la Coopération technique	1980
R 737	Révision de l'organisation des méthodes et du classement des emplois	1976
R 738	Budget de l'UIT pour 1975	1976
R 739	Règlement financier de l'Union	1975
R 740	Budget définitif de l'UIT pour 1974	1975
R 741	Conditions de participation des organisations de libération aux réunions de l'UIT	3.1
R 742	Mesures illégales prises par Israël	1992
R 743	Conférence de radiodiffusion (2 ^e session)	1976

30^e session (juin 1975)

R 744	Rapport de gestion financière de l'UIT pour l'année 1974	1976
R 745	Amendements au Statut du personnel	1976
R 746	Amendements au Statut du personnel	1976
R 747	Commission de la fonction publique internationale	2.4
R 748	Traitements, indemnités de poste et allocations familiales des fonctionnaires élus	1978
R 749	Vérification externe des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1974	1976
R 750	Contributions tardives aux travaux du CCITT	1977
R 751	Agrandissement du bâtiment du Siège de l'Union	1976
R 752	Conséquences des fluctuations du taux de change sur les conditions d'emplois	1981
R 753	Emplois des grades G.1 à G.7	1994
R 754	Conditions de location des salles et bureaux des bâtiments de l'UIT	1977
R 755	Règlement financier de l'Union (révisé)	1976
R 756	Somme due par US Underseas Cable Corporation	1976
R 757	Crédits additionnels pour l'année 1975	1976
R 758	Modifications au Statut du personnel	1976
R 759	Création, abolition, reconduction et reclassement d'emplois	1980
R 760	Budget de l'UIT pour 1976	1977
R 761	Préparation par le CCIR de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications chargée d'établir un plan pour le service de radiodiffusion par satellite dans la bande des 12 GHz	1977
R 762	Conférence administrative mondiale des radiocommunications chargée d'établir un plan pour le service de radiodiffusion par satellite dans les bandes de fréquences 11,7-12,2 GHz (dans les Régions 2 et 3) et 11,7-12,5 GHz (dans la Région 1)	1977
R 763	Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour le service mobile aéronautique (R)	1978
R 764	Préparation de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications du service mobile aéronautique (R) de 1977	1978
R 765	Résolution N ^o 30 de la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973)	1983
R 766	Préparation de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications de 1979	1976
R 767	Recommandation N ^o 5 de la Conférence européenne de radiodiffusion sur ondes métriques et décimétriques (Stockholm, 1961)	1980
R 768	Création d'un groupe d'experts des administrations pour l'étude d'un projet de remaniement éventuel du Règlement des radiocommunications et du Règlement additionnel des radiocommunications	1976
R 769	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1976

31^e session (juin 1976)

R 770	Rapport de gestion financière de l'UIT pour l'année 1975	1977
R 771	Amendement à l'article 3.9 des Statut et Règlement du personnel	1977
R 772	Vérification externe des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1975	1977
R 773	Suppression d'emplois des cadres	1977
R 774	Réorganisation du Secrétariat spécialisé du CCITT	1980

(Appendice A – Liste numérique des Résolutions)

R 775	Préparation de la Conférence administrative mondiale des Radiocommunications de 1979	1977
R 776	Préparation de la Conférence administrative mondiale des Radiocommunications de 1979	1980
R 777	Préparation de la Conférence administrative mondiale des Radiocommunications chargée d'établir un plan pour le Service de Radiodiffusion par Satellite dans la bande des 12 GHz	1977
R 778	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1977
R 779	Application de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième décennie des Nations Unies pour le Développement	1993
R 780	Budget de l'UIT pour 1977	1978
R 781	Règlement intérieur du Conseil	1977
R 782	Révision générale du Recueil des Résolutions et Décisions	1977
R 783	Conférence administrative mondiale des Radiocommunications (1979)	1977

32^e session (mai-juin 1977)

R 784	Rapport de gestion financière de l'UIT pour l'année 1976	1978
R 785	Vérification externe des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1976	1978
R 786	Somme due par ENTEL SA, Brasilia	1978
R 787	Somme due par NAVSAT Systems INC., Salt Lake City	1978
R 788	Traitements et indemnités des fonctionnaires élus	1979
R 789	Réorganisation du secrétariat spécialisé de l'IFRB et changements consécutifs dans le Département de l'ordinateur	1978
R 790	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1978
R 791	Classement des emplois	1978
R 792	Propositions d'amendements aux Statut et Règlement du personnel	2.2
R 793	Organisation du Département du personnel	1979
R 794	Organisation de la Division linguistique	1978
R 795	Répartition géographique du personnel de l'Union	1984
R 796	Conditions de location des salles et bureaux des bâtiments de l'UIT	1983
R 797	Révision du Règlement financier de l'Union	1978
R 798	Fonds d'intervention à la disposition du Conseil d'administration	1978
R 799	Budget de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1978	1979
R 800	Les télécommunications – un facteur important du développement économique et social: Rôle joué par l'UIT dans ce domaine	6.2
R 801	Conférence administrative mondiale des radiocommunications de 1979	1980
R 802	Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour le service mobile aéronautique (R)	1978
R 803	Services d'experts spécialisés pour le développement des télécommunications sur le plan régional	1981
R 804	Préparation de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (1979)	1979

33^e session (mai-juin 1978)

R 805	Rapport de gestion financière de l'UIT pour l'année 1977	1979
R 806	Classement des emplois	1979
R 807	Vérification externe des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1977	1979

R 808	Assainissement du Fonds de pensions de la caisse d'assurance du personnel de l'UIT	1981
R 809	Reclassement d'un emploi	1979
R 810	Transformation d'emplois de traducteur en emplois de traducteur/réviseur	1979
R 811	Fluctuations du taux de change	1993
R 812	Département des Relations extérieures	1979
R 813	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1979
R 814	Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour le service mobile	1979
R 815	Budget de l'Union internationale des télécommunications pour 1979	1980
R 816	Prix du Centenaire de l'UIT	1992
R 817	Méthodes de travail du Conseil d'administration	1979
R 818	Rémunération soumise à retenue pour pension et ajustement des pensions	1984
R 819	Révision du Règlement financier de l'Union	1979
R 820	Année mondiale des communications	1984

34^e session (juin 1979)

R 821	Rapport de gestion financière de l'UIT pour l'année 1978	1980
R 822	Crédits additionnels pour la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour l'année 1979	1980
R 823	Modifications aux Statut et Règlement du personnel	1981
R 824	Emplois de la Coopération technique – Prolongation d'emplois de la Coopération technique	1983
R 825	Amendements à l'article 2.1 du Règlement du personnel	1981
R 826	Création et reclassement d'emplois	1981
R 827	Somme due par Elektronska Industrija, Belgrade	1980
R 828	Somme due par CCA Electronics Corporation, USA	1980
R 829	Somme due par Sema Electronicas, Lisbonne	1980
R 830	Révision du Règlement financier de l'Union	1980
R 831	Financement du Fonds d'intervention de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT	1984
R 832	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1980
R 833	Révision du Règlement intérieur du Conseil d'administration	1980
R 834	Vérification extérieure des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1978	1980
R 835	Conférence administrative régionale de radiodiffusion à ondes hectométriques (Région 2)	1982
R 836	Préparation de la Conférence administrative régionale de radiodiffusion à ondes hectométriques (Région 2)	1982
R 837	Utilisation accrue de l'ordinateur par l'IFRB	1982
R 838	Budget de l'Union internationale des télécommunications pour 1980	1981
R 839	Mandat du Groupe de travail «Avenir des activités de coopération technique de l'UIT»	1983

35^e session (mai 1980)

R 840	Rapport de gestion financière de l'UIT pour l'année 1979	1981
R 841	Révision du Règlement financier de l'Union	1981
R 842	Assainissement du Fonds de pensions de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT	1983
R 843	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1981
R 844	Vérification extérieure des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1979	1981
R 845	Crédits additionnels pour l'année 1980	1981
R 846	Création d'emplois	1983
R 847	Documents destinés aux réunions des CCI –Contrôle du volume de la documentation et observation des délais fixés pour l'arrivée des documents au Siège de l'Union aux fins de leur traitement	1999
R 848	Conférence administrative régionale de radiodiffusion à ondes hectométriques (Région 2)	1982
R 849	Budget de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1981	1982
R 850	Recommandation N° 5 de la Conférence européenne de radiodiffusion sur ondes métriques et décimétriques (Stockholm, 1961)	1992
R 851	Préparation de la documentation destinée au Conseil d'administration	1996
R 852	Conférence administrative régionale de radiodiffusion sonore en modulation de fréquence dans la bande des ondes métriques (Région 1 et certains pays concernés de la Région 3)	1983
R 853	Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour les services mobiles	1983

36^e session (juin 1981)

R 854	Rapport de gestion financière de l'UIT pour l'année 1980	1982
R 855	Amendement aux articles II.1, II.3 et II.4 du Règlement du personnel applicable aux fonctionnaires élus et aux articles 3.1, 3.11 et 3.12 du Règlement du personnel applicable aux fonctionnaires nommés	1982
R 856	Traitements, indemnités de poste, indemnités pour frais d'études et barème des contributions du personnel des fonctionnaires élus	1982
R 857	Dépense d'appui pour les activités de Coopération technique	1984
R 858	Capital des publications	1982
R 859	Vérification extérieure des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1980	1982
R 860	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1982
R 861	Création et reclassement d'emplois	1983
R 862	Conférence de plénipotentiaires	1983
R 863	Recrutement et répartition géographique du personnel	1984
R 864	Conférence administrative régionale de radiodiffusion à ondes hectométriques (Région 2), 2 ^e session, Rio de Janeiro (Brésil)	1982
R 865	Conférence administrative régionale pour la planification du service de radiodiffusion par satellite dans la Région 2	1984
R 866	Budget de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1982	1983

37^e session (avril-mai 1982)

R 867	Rapport de gestion financière de l'UIT pour l'année 1981	1983
R 868	Vérification extérieure des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1981	1983
R 869	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1983
R 870	Création d'emplois de durée déterminée	1984
R 871	Création et reclassement d'emplois	1983
R 872	Année mondiale des communications 1983	1984
R 873	Budget provisoire de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1983	1983

38^e session (Nairobi, novembre 1982)

R 874	Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décimétriques attribuées au service de radiodiffusion	1985
-------	---	------

38^e session (Genève, mai 1983)

R 875	Suppression d'emplois	1984
R 876	Compte spécial d'intérêts	1984
R 877	Conditions de location des salles et bureaux des bâtiments de l'UIT	1991
R 878	Rapport de gestion financière de l'UIT pour l'année 1982	1984
R 879	Modification de l'article VIII.3 (Fonctionnaires élus) et des articles 4.7 et 9.4 (Fonctionnaires nommés) du Statut du personnel	1984
R 880	Subsides au logement	1984
R 881	Amendements aux articles XI.2 (Fonctionnaires élus) et 12.2 (Fonctionnaires nommés)	1984
R 882	Révision du Règlement financier de l'Union	1984
R 883	Vérification extérieure des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1982	1984
R 884	Contribution du Guatemala correspondant à l'année 1976	1984
R 885	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1984
R 886	Parts contributives aux dépenses de l'Union	1987
R 887	Utilisation accrue de l'ordinateur par l'IFRB – Groupe volontaire d'experts des administrations	1991
R 888	Budget définitif de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1983	1984
R 889	Prolongation d'emplois dans l'équipe de gestion du système intérimaire, création d'un emploi au Département de l'ordinateur et prolongation et création d'emplois à l'IFRB	1990
R 890	Régularisation de la situation des fonctionnaires employés au titre de contrats de courte durée ou de durée déterminée pour des emplois qui ne figurent pas au tableau des cadres	1984
R 891	Révision du Règlement intérieur du Conseil d'administration	1984
R 892	Coopération technique – Liste des emplois à créer/transférer en application de la Résolution N° 18 de la Conférence de plénipotentiaires (Nairobi, 1982)	1990
R 893	Méthodes de travail des conférences et réunions	2006
R 894	Budget de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1984	1985
R 895	Conférence administrative mondiale des radiocommunications sur l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires et la planification des services spatiaux utilisant cette orbite	1986
R 896	Conférence administrative régionale de radiodiffusion sonore à modulation de fréquence dans la bande des ondes métriques (Région 1 et certains pays concernés de la Région 3)	1985

R 897	Conférence administrative régionale des radiocommunications pour le service mobile maritime et le service de radionavigation aéronautique dans certaines parties de la bande des ondes hectométriques dans la Région 1	1985
R 898	Conférence administrative régionale des radiocommunications pour la planification des fréquences utilisées par les radiophares maritimes dans la Zone européenne maritime	1985
R 899	Limitation du volume de la documentation et des frais des réunions	1993
R 900	Commission internationale indépendante pour le développement des télécommunications mondiales	1988

39^e session (avril 1984)

R 901	Rapport de gestion financière de l'UIT pour l'année 1983	1985
R 902	Révision du Règlement financier de l'Union	1985
R 903	Vérification extérieure des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1983	1985
R 904	Amendement à l'article 3.11 du Règlement du personnel applicable aux fonctionnaires nommés	1985
R 905	Crédits additionnels pour l'année 1984	1985
R 906	Allocation de logement/indemnité de non-résident	1985
R 907	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1985
R 908	Budget de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1985	1986
R 909	Redistribution des emplois	1986
R 910	Travaux d'intersessions découlant des décisions prises par la première session de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications HFBC, janvier-février 1984	1985
R 911	Relations entre le CCITT et le CCEP de l'UPU	1985
R 912	Seconde session de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décimétriques attribuées au service de radiodiffusion – HFBC (2)	1987
R 913	Première session de la Conférence administrative régionale des radiocommunications chargée d'établir un plan pour le service de radiodiffusion dans la bande 1605-1705 kHz dans la Région 2 – BC-R2 (1)	1987
R 914	Première session de la Conférence administrative régionale des radiocommunications chargée de la planification de la radiodiffusion télévisuelle en ondes métriques et décimétriques dans la Zone africaine de radiodiffusion et pays voisins	1987
R 915	Prolongation, création et classement d'emplois	1990
R 916	Dépenses d'appui pour les activités de coopération technique	1988
R 917	Régime des pensions de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	1985

40^e session (juillet 1985)

R 918	Rapport de gestion financière de l'UIT pour l'année 1984	1986
R 919	Vérification extérieure des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1984	1986
R 920	Echelon d'ancienneté	1993
R 921	Amendement de l'article 3.12 applicable aux fonctionnaires nommés	1986
R 922	Traitements, barème des indemnités de poste et barème de contribution du personnel applicables aux fonctionnaires élus	1986
R 923	Emplois des grades P.1 à P.5	1994
R 924	Commission indépendante pour le développement des télécommunications mondiales	1990

R 925	Conditions financières de participation des Nations Unies, des institutions spécialisées et des autres organisations internationales aux conférences et réunions de l'UIT	1.2
R 926	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1986
R 927	Crédits additionnels pour l'année 1985 – Frais afférents aux travaux additionnels du CCIR en relation avec la Conférence administrative régionale de radiodiffusion sonore à modulation de fréquence dans la bande des ondes métriques (Seconde session), Genève, 1984	1986
R 928	Crédits additionnels pour l'année 1985 – Conférence administrative régionale des Membres de l'Union appartenant à la Zone européenne de radiodiffusion et Conférence administrative régionale des Membres de l'Union appartenant à la Zone africaine de radiodiffusion	1986
R 929	Centre pour le développement des télécommunications	1992
R 930	Analyse par le Corps commun d'inspection (CCI) de la gestion et de la direction générale des activités de l'Union en matière de coopération et d'assistance techniques	1988
R 931	Budget de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1986	1987
R 932	Régime des pensions de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	1995
R 933	Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour les services mobiles	1988
R 934	Prolongation de contrats, création et classement d'emplois	1990
R 935	Comité des nominations et des promotions	1986
R 936	Groupe d'experts constitué pour la mise en œuvre de la Résolution N° 62 de la Conférence de plénipotentiaires de Nairobi («Instrument fondamental de l'Union»)	1990
R 937	Conditions d'emploi dans le système commun	1991
R 938	Solution des difficultés subsistant après la CARR pour le service mobile maritime et le service de radionavigation aéronautique dans certaines parties de la bande des ondes hectométriques de la Région 1	1992

41^e session (juin 1986)

R 939	Rapport de gestion financière de l'UIT pour l'année 1985	1987
R 940	Somme due par East African External Telecommunications Co. Ltd	1987
R 941	Somme due par Rixon Inc., Silver Spring, Etats-Unis d'Amérique	1987
R 942	Vérification extérieure des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1985	1987
R 943	Groupe d'experts chargé d'aider à appliquer la Résolution N° 68 de la Conférence de plénipotentiaires de Nairobi (Réexamen pour tenir compte de l'évolution des circonstances pour l'avenir à long terme de l'IFRB)	1990
R 944	Provision spéciale pour comptes débiteurs	1993
R 945	Budget de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1986	1987
R 946	Révision du Règlement financier de l'Union	1987
R 947	Révision du Règlement financier de l'Union	1987
R 948	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1987
R 949	Barème des traitements du personnel de la catégorie des services généraux et barème des indemnités de fin de service	1988
R 950	Amendement à l'article II.3 du Règlement du personnel applicable aux fonctionnaires élus et à l'article 3.11 applicable aux fonctionnaires nommés	1987
R 951	Parts contributives aux dépenses de l'Union	1990
R 952	Seconde session de la Conférence administrative régionale des radiocommunications chargée d'établir un plan pour le service de radiodiffusion dans la bande 1605-1705 kHz dans la Région 2	1988

R 953	Conférence administrative mondiale des radiocommunications sur l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires et la planification des services spatiaux utilisant cette orbite (Seconde session, Genève, 1988)	1990
R 954	Récapitulation des décisions relatives aux besoins de personnel	1990
R 955	Budget de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1987	1988
R 956	Régime des pensions de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU) – Rapport sur les décisions qui pourront être prises par la 41 ^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies	1995

42^e session (juin 1987)

R 957	Vérification extérieure des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1986	1988
R 958	Rapport de gestion financière de l'UIT pour l'année 1986	1988
R 959	Parts contributives aux dépenses de l'Union	1991
R 960	Provision spéciale pour comptes débiteurs	1991
R 961	Budget de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1987 – Crédits additionnels CAR AFBC	1988
R 962	Récapitulation des décisions relatives aux besoins de personnel	1991
R 963	Régime des pensions de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU) – Etude des mesures à prendre pour l'ajustement des pensions	1991
R 964	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1988
R 965	Echelle des traitements, des indemnités de poste et des contributions des fonctionnaires élus	1988
R 966	Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique	1990
R 967	Conférence administrative régionale des Membres de l'Union appartenant à la Zone africaine de radiodiffusion pour abroger l'Accord régional pour la Zone africaine de radiodiffusion (Genève, 1963)	1990
R 968	Seconde session de la Conférence administrative régionale chargée de la planification de la radiodiffusion télévisuelle en ondes métriques et décimétriques dans la Zone africaine de radiodiffusion et les pays voisins	1990
R 969	Classe de contribution – Nicaragua	1990
R 970	Budget de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1988	1990
R 971	Conditions d'emploi	1991

43^e session (juin 1988)

R 972	Rapport de gestion financière de l'UIT pour l'année 1987	1990
R 973	Vérification extérieure des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1987	1990
R 974	Echelle des traitements, des indemnités de poste et des contributions des fonctionnaires élus	1990
R 975	Fonds pour l'installation et le rapatriement des fonctionnaires	1990
R 976	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1990
R 977	Conditions d'emploi du personnel de l'UIT à Genève	1995
R 978	Pensions	1995
R 979	Synthèse des besoins de personnel	1991
R 980	Budget de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1989	1990

44^e session (janvier-février et juin 1989)

R 981	Vérification extérieure des comptes des activités en relation avec TELECOM 87	1990
R 982	Synthèse des besoins de personnel	1992
R 983	Budget provisoire de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1990	1990
R 984	Décision concernant les besoins de personnel pour le système de gestion des fréquences	1992
R 985	Pensions	1993
R 986	Rapport de gestion financière de l'UIT pour l'année 1988	1990
R 987	Vérification extérieure des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1988	1990

45^e session (séance d'ouverture, Nice, 30 juin 1989)

R 988	Budget de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1990	1991
R 989	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1991

45^e session (session extraordinaire – novembre 1989)

R 990	Commission de haut niveau pour examiner la structure et le fonctionnement de l'Union	1992
R 991	Bureau de développement des télécommunications – Liste des emplois à créer en application des décisions de la Conférence de plénipotentiaires (Nice, 1989)	1992

45^e session ordinaire (juin 1990)

R 992	Rapport de gestion financière de l'UIT pour l'année 1989	1991
R 993	Parts contributives aux dépenses de l'Union	1993
R 994	Vérification extérieure des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1989	1991
R 995	Conférence administrative mondiale des radiocommunications chargée d'étudier les attributions de fréquences dans certaines parties du spectre (CAMR-92)	1992
R 996	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1992
R 997	Régime des pensions de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU) – Etude des mesures à prendre pour l'ajustement des pensions	1994
R 998	Echelle des traitements, des indemnités de poste et des contributions des fonctionnaires élus	1992
R 999	Récapitulation des décisions relatives aux besoins en personnel	1996
R 1000	Budget de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1991	1992
R 1001	Révision du Règlement financier de l'Union	1992
R 1002	Compte spécial d'intérêts	1991
R 1003	Dispositions spéciales applicables aux comptes débiteurs	1995
R 1004	Privilèges, immunités et facilités accordés au titre des activités de l'Union	2.1
R 1005	Révision du Règlement intérieur du Conseil d'administration	1996
R 1006	Dépôt des instruments requis pour l'entrée en vigueur de la Constitution et de la Convention de Nice	1993
R 1007	Parts contributives de la République argentine au titre des dépenses de l'Union et questions connexes	1995
R 1008	Commission ayant pour mission de recueillir les faits concernant les violations par Israël de la Convention internationale des télécommunications	6.1
R 1009	Etablissement d'un Groupe volontaire d'experts pour étudier l'attribution et l'utilisation améliorée du spectre des fréquences radioélectriques et la simplification du Règlement des radiocommunications	1995

46^e session (mai-juin 1991)

R 1010	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1993
R 1011	Traitements, taux d'indemnités de poste et taux de contribution du personnel applicables aux fonctionnaires élus	1993
R 1012	Rapport de gestion financière de l'UIT pour l'année 1990	1992
R 1013	Vérification extérieure des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1990	1993
R 1014	Intégration du CTD dans le BDT	1993
R 1015	Plan d'assurance pour la protection du pouvoir d'achat des pensions (APPAP)	1995
R 1016	Décisions relatives aux besoins de personnel	1994
R 1017	Statut analogue à celui des organisations régionales de télécommunication provisoirement accordé aux organisations intergouvernementales exploitant des systèmes à satellites	1994
R 1018	Crédits additionnels au budget de l'UIT pour l'année 1991	1992
R 1019	Budget de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1992	1993
R 1020	Conférence de plénipotentiaires additionnelle	1993
R 1021	Elaboration de projets de textes pour la Conférence de plénipotentiaires additionnelle et questions connexes	1993

47^e session (juin-juillet et décembre 1992)

R 1022	Traitements, taux d'indemnités de poste et taux de contribution du personnel applicables aux fonctionnaires élus	1994
R 1023	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1994
R 1024	Dispositions des Statut et Règlement du personnel relatives à l'indemnité spéciale de fonctions	1995
R 1025	Rapport de gestion financière de l'UIT pour l'année 1991	1993
R 1026	Vérification extérieure des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1991	1993
R 1027	Fonds du Prix du Centenaire de l'UIT	6.2
R 1028	Conditions d'emploi des fonctionnaires de la catégorie des services généraux	2002
R 1029	Conditions d'emploi des fonctionnaires des catégories professionnelle et supérieure	2002
R 1030	Parts contributives aux dépenses de l'Union	1993
R 1031	Budget de l'UIT pour l'année 1993	1994
R 1032	Conférence mondiale des radiocommunications, 1993	1994

Session 1993 (juin-juillet 1993)

R 1033	Parts contributives aux dépenses de l'Union	1994
R 1034	Parts contributives aux dépenses de l'Union	1994
R 1035	Parts contributives aux dépenses de l'Union	1994
R 1036	Parts contributives aux dépenses de l'Union	1994
R 1037	Parts contributives aux dépenses de l'Union	1994
R 1038	Composition du Comité des Pensions du personnel de l'UIT	1995
R 1039	Traitements, taux d'indemnités de poste et taux de contribution du personnel applicables aux fonctionnaires élus	1995
R 1040	Personnel à prévoir au Bureau de Développement des Télécommunications	1996
R 1041	Révision du Règlement financier	1995

R 1042	Rapport de gestion financière de l'UIT pour l'année 1992	1994
R 1043	Vérification extérieure des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1992	1994
R 1044	Parts contributives aux dépenses de l'Union	1999
R 1045	Parts contributives aux dépenses de l'Union	1998
R 1046	Emplois des grades G.1 à P.5	1997
R 1047	Vérification externe des comptes des activités relatives à TELECOM 91	1994
R 1048	Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT-94)	1994
R 1049	Décision concernant les besoins de personnel	1996
R 1050	Budget de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1994	1995
R 1051	Travaux futurs du Groupe volontaire d'experts chargé d'étudier l'attribution et l'utilisation améliorée du spectre des fréquences radioélectriques et la simplification du Règlement des radiocommunications (GVE) et programme associé des réunions d'information	1995

Session 1994 (mai 1994 et Kyoto, 18 septembre 1994)

R 1052	Echelle des traitements, des indemnités de poste et des contributions des fonctionnaires élus	1997
R 1053	Besoins en personnel au Bureau des radiocommunications	1999
R 1054	Vérification extérieure des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1993	1995
R 1055	Rétablissement du Gouvernement de l'Afrique du Sud dans la plénitude de ses droits dans l'Union	1995
R 1056	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1996
R 1057	Révision du Règlement financier de l'Union	1998
R 1058	Rapport de gestion financière pour l'exercice 1993	1995
R 1059	Parts contributives aux dépenses de l'Union (Erythrée)	1995
R 1060	Parts contributives aux dépenses de l'Union (République de Bosnie-Herzégovine)	1995
R 1061	Parts contributives aux dépenses de l'Union (L'ex-République yougoslave de Macédoine)	1995
R 1062	Amendements au Statut du personnel de l'Union internationale des télécommunications	1996
R 1063	Climatisation du bâtiment Varembe	1996
R 1064	Crédits additionnels au budget de l'UIT pour 1994	1995
R 1065	Conférence mondiale des radiocommunications (CMR-95), 1995	1996
R 1066	Assemblée des radiocommunications (AR-95), 1995	1996
R 1067	Budget provisoire de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1995	1994
R 1068	Bureau du Secrétaire général	1995
R 1069	(Non utilisée)	

Session 1995 (séance d'ouverture, Kyoto, 14 octobre 1994)

R 1070	Budget de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1995	1996
--------	---	------

Session 1995 (juin 1995)

R 1071	Budget biennal de l'UIT pour 1996-1997	1998
R 1072	Rapport de gestion financière pour l'exercice 1994	1996
R 1073	Vérification extérieure des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1994	1996
R 1074	Comptes spéciaux d'intérêts	1996

R 1075	Conditions d'emploi	1998
R 1076	Statut du personnel applicable aux fonctionnaires élus	2002
R 1077	Candidature et élection d'un fonctionnaire nommé de l'Union à un poste de fonctionnaire élu	2002
R 1078	Amendement aux Statuts de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT	2003
R 1079	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1997
R 1080	Contrats d'engagement renouvelables (MRT)	2002
R 1081	WorldTel	2014
R 1082	Conférence mondiale de normalisation des télécommunications (CMNT-96)	1997
R 1083	Forum mondial des politiques de télécommunication	1998
R 1084	Conférence régionale de développement des télécommunications pour la Région Afrique en 1996	1997
R 1085	Conférence régionale de développement des télécommunications pour la Région des Etats arabes en 1996	1997

Session 1996 (juin 1996)

R 1086	Conférence mondiale des radiocommunications (CMR-97), 1997	1998
R 1087	Assemblée des radiocommunications (AR-97), 1997	1998
R 1088	Crédits budgétaires additionnels pour le budget de 1996/1997	1998
R 1089	Rapport de gestion financière pour l'exercice 1995	1998
R 1090	Vérification extérieure des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1995	1998
R 1091	Parts contributives aux dépenses de l'Union	1999
R 1092	Locaux au siège de l'Union – Préfinancement de la construction du bâtiment Montbrillant	1999
R 1093	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	1998
R 1094	Besoins en personnel	2002
R 1095	Groupe consultatif tripartite sur la gestion des ressources humaines	1999
R 1096	Structure des emplois au Bureau de développement des télécommunications	2004
R 1097	Droit de vote des Membres de l'Union	6.1
R 1098	Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT-98)	1998
R 1099	Procédures d'appel alternatives utilisées sur les réseaux de télécommunication internationaux	2002

Session 1997 (juin 1997)

R 1100	Budget biennal de l'UIT pour 1998-1999	2001
R 1101	Rapport de gestion de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT pour 1996	1998
R 1102	Révision du Règlement financier de l'Union	1999
R 1103	Comptes de la septième Exposition mondiale des télécommunications et activités connexes (TELECOM 95)	1999
R 1104	Parts contributives aux dépenses de l'Union	1999
R 1105	Conditions d'emploi des fonctionnaires élus de l'UIT	2000
R 1106	Mise en œuvre des recommandations du Groupe tripartite consultatif sur la gestion des ressources humaines	2.2
R 1107	Classement des emplois	2.2
R 1108	Gestion des emplois	2.2

(Appendice A – Liste numérique des Résolutions)

R 1109	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	2001
R 1110	Rôle de l'UIT dans le cadre du Mémoire d'accord sur les GMPCS	4
R 1111	Excédents de recettes de TELECOM	1.2
R 1112	Recommandations du Groupe UIT-2000	1999
R 1113	Recouvrement des coûts pour le traitement par le Bureau des radiocommunications des fiches de notification pour les services spatiaux	2002
R 1114	Présence régionale	5.4
R 1115	Harmonisation internationale des prescriptions techniques pour l'interception licite de télécommunications	5.1

Session 1998 (mai 1998)

R 1116	Mise en œuvre des arrangements élaborés conformément au mémorandum d'accord sur les GMPCS	4
R 1117	Examen détaillé des possibilités de recettes, y compris de l'utilisation de la dénomination, du sigle, du drapeau et de l'emblème de l'UIT	2002
R 1118	Rapport de gestion financière pour l'exercice biennal 1996-1997	2001
R 1119	Vérification extérieure des comptes de l'UIT pour la période du 1 ^{er} janvier 1996 au 31 décembre 1997	2001
R 1120	Vérification extérieure des comptes des activités liées à AMERICAS TELECOM 96	2001
R 1121	Crédits additionnels pour le Secteur des radiocommunications	2003
R 1122	Parts contributives aux dépenses de l'Union – Malawi	2006
R 1123	Parts contributives aux dépenses de l'Union – Erythrée	2006
R 1124	Parts contributives aux dépenses de l'Union – Haïti	2006
R 1125	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	2002
R 1126	Amendements au Statut du personnel applicable aux fonctionnaires nommés de l'UIT	2002
R 1127	Conditions d'emploi des fonctionnaires élus de l'UIT	2000
R 1128	Taux technique de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT	2004
R 1129	Révision des Appendices 30 et 30A	2002
R 1130	Ordre du jour de la Conférence mondiale des radiocommunications (CMR-2000)	2001

Session 1999 (juin 1999)

R 1131	Dispositions générales concernant les conférences et assemblées de l'UIT	2004
R 1132	Groupe de travail sur la réforme de l'UIT	2002
R 1133	Budget biennal de l'UIT pour 2000-2001	2002
R 1134	Rapport de gestion financière pour l'exercice 1998	2001
R 1135	Comptes des activités liées à ASIA TELECOM 97	2001
R 1136	Comptes des activités liées à TELECOM Interactive 97	2001
R 1137	Transfert de crédits budgétaires au Secteur du développement des télécommunications	2002
R 1138	Intérêts moratoires selon la Résolution 93	2002
R 1139	Provision pour l'installation et le rapatriement des fonctionnaires	2002
R 1140	Locaux du siège de l'Union – Construction d'une cafétéria centrale	2005

R 1141	Réduction du volume et du coût de la documentation pour les conférences, les assemblées et le Conseil de l'UIT	3.1
R 1142	Maladies professionnelles	2.1
R 1143	Renforcement de la présence régionale	5.4
R 1144	Amendements au Statut du personnel applicable aux fonctionnaires nommés de l'Union	2002
R 1145	Conditions d'emploi des fonctionnaires élus de l'UIT	2001
R 1146	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	2003
R 1147	Assurer la viabilité du réseau GDCNet	2002
R 1148	Statut des membres du Comité du Règlement des radiocommunications	5.2
R 1149	Instauration à l'Union d'un régime d'assurance pour soins de longue durée	2.1

Session 2000 (juillet 2000)

R 1150	Comptes des activités liées à AFRICA TELECOM 98	2002
R 1151	Rapport de gestion financière pour l'exercice biennal 1998-1999 et l'exercice financier 1999	2002
R 1152	Vérification extérieure des comptes de l'UIT pour l'exercice biennal 1998-1999 et l'exercice financier 1999	2002
R 1153	Modification du Règlement financier de l'Union	2003
R 1154	Parts contributives aux dépenses de l'Union – République populaire démocratique de Corée	2006
R 1155	Mise en application du recouvrement des coûts pour les fonctions de l'autorité d'enregistrement des numéros UIPRN et UISCN.	5.3
R 1156	Ordre du jour de la Conférence mondiale des radiocommunications (CMR-03)	2004
R 1157	Parts contributives de la République des Seychelles aux dépenses de l'Union.	2006
R 1158	Sommet mondial sur la société de l'information	2006
R 1159	Réforme de l'UIT	2003
R 1160	Amendements apportés aux dispositions du statut du personnel applicables aux fonctionnaires nommés de l'Union	2002
R 1161	Conditions d'emploi des fonctionnaires élus de l'UIT	2002
R 1162	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	2004

Session 2001 (juin 2001)

R 1163	Annulation de créances irrécupérables	2003
R 1164	Parts contributives aux dépenses de l'Union – République du Libéria	2006
R 1165	Parts contributives aux dépenses de l'Union – République dominicaine	2006
R 1166	Compte des activités liées à TELECOM 99 + INTERACTIVE 99	2002
R 1167	Rapport de gestion financière pour l'exercice financier 2000	2003
R 1168	Mise en application du recouvrement des coûts pour les fonctions d'enregistrement des AESA	5.3
R 1169	Crédits additionnels pour la mise en œuvre des projets de coopération technique	2003
R 1170	Crédits additionnels pour le Secteur des radiocommunications	2003
R 1171	Révision du Règlement financier	2003
R 1172	Fonds d'entretien des bâtiments	2005
R 1173	Fonds de roulement pour les technologies de l'information et de la communication (TIC)	2006
R 1174	Budget biennal de l'Union internationale des télécommunications pour 2002-2003	2005

(Appendice A – Liste numérique des Résolutions)

R 1175	Amendements au Statut du personnel applicable aux fonctionnaires nommés de l'Union	2002
R 1176	Conditions d'emploi des fonctionnaires élus de l'UIT	2003
R 1177	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	2004
R 1178	Amendement au Statut du personnel applicable aux fonctionnaires nommés de l'Union	2002
R 1179	Activités de préparation de l'UIT pour le Sommet mondial sur la société de l'information	2006
R 1180	Consultation des Etats Membres sur la planification de la radiodiffusion de Terre dans les bandes des ondes métriques et décimétriques	2004
R 1181	Recommandations sur la réforme de l'UIT	2007
R 1182	Résorption du retard pris par le Bureau des radiocommunications dans le traitement des fiches de notification de réseaux à satellite	2006
R 1183	Présence régionale de l'UIT	5.4
R 1184	Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT-02)	2002
R 1185	Conférence régionale des radiocommunications chargée de réviser l'Accord pour la Zone européenne de radiodiffusion, Stockholm, 1961, dans les bandes de fréquences 174-230 MHz et 470-862 MHz	2004
R 1186	Groupe d'experts chargé de préparer le travail sur la réforme de l'UIT en vue de la PP-02	2003
R 1187	Principe de l'égalité des sexes dans la gestion, la politique et la pratique des ressources humaines à l'UIT	2.2

Session 2002 (avril-mai 2002)

R 1188	Rapport de gestion financière pour l'exercice biennal 2000-2001 et l'exercice financier 2001	2003
R 1189	Comptes des activités liées à ITU TELECOM AMERICAS 2000	2003
R 1190	Comptes des activités liées à ITU TELECOM ASIA 2002	2003
R 1191	Comptes des activités liées à ITU TELECOM Middle East & Arab States 2001	2003
R 1192	Conditions d'emploi des fonctionnaires nommés de l'Union	2003
R 1193	Conditions d'emploi des fonctionnaires élus de l'UIT	2003
R 1194	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	2004
R 1195	Gestion efficace des ressources humaines de l'Union	2010
R 1196	Préparatifs de l'UIT pour le SMSI	2006
R 1197	Etablissement du projet de Plan financier 2004-2007	2003

Session 2002 – Séance finale (septembre 2002)

R 1198	Règlement financier de l'Union	2006
R 1199	Rapport de gestion financière pour l'exercice biennal 2000-2001 et l'exercice financier 2001	2003
R 1200	Vérification extérieure des comptes de l'UIT pour l'exercice biennal 2000-2001 et l'exercice financier 2001	2003

Session extraordinaire (octobre 2002)

R 1201	Parts contributives aux dépenses de l'Union et remboursement des sommes dues par la République argentine sur une période de 10 ans	2014
--------	--	------

Session 2003 (mai 2003)

R 1202	Conditions d'emploi des fonctionnaires nommés de l'Union	2006
R 1203	Conditions d'emploi des fonctionnaires élus de l'UIT	2006
R 1204	Amendements au Statut du personnel applicable aux fonctionnaires nommés	2004
R 1205	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	2006
R 1206	Parts contributives aux dépenses de l'Union	2005
R 1207	Travaux préparatoires de l'UIT au SMSI	2006
R 1208	Organisation des Groupes de travail du Conseil	2007
R 1209	Excédents de recettes de Telecom	2006
R 1210	Mise en œuvre des recommandations du Groupe de spécialistes (Décision 7, Marrakech 2002)	2007

Session additionnelle de 2003 (octobre 2003)

R 1211	Taux technique de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT	2.3
R 1212	Recrutement d'un consultant extérieur chargé d'élaborer un plan de mise en œuvre des recommandations du Groupe de spécialistes	2007
R 1213	Budget biennal de l'UIT pour 2004-2005	2007
R 1214	Travaux préparatoires de l'UIT pour le SMSI	2006
R 1215	Modification du budget de l'Union pour 2004-2005	2007

Session 2004 (juin 2004)

R 1216	Poursuite de la mise en œuvre de certaines recommandations formulées par le Groupe de spécialistes	2007
R 1217	Plan opérationnel glissant de quatre ans du Secrétariat général pour la période 2004-2007	2006
R 1218	Plan opérationnel glissant de quatre ans du Secteur des radiocommunications pour la période 2004-2007	2006
R 1219	Plan opérationnel glissant de quatre ans du Secteur de la normalisation des télécommunications pour la période 2004-2007	2006
R 1220	Plan opérationnel glissant de quatre ans du Secteur du développement des télécommunications pour la période 2004-2007	2006
R 1221	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	2006
R 1222	Travaux de l'UIT relatifs au SMSI	2006
R 1223	Utilisation des six langues officielles et de travail de l'Union	2007
R 1224	Conférence régionale des radiocommunications chargée de planifier le service de radiodiffusion numérique de Terre dans certaines parties des Régions 1 et 3, dans les bandes de fréquences 174-230 MHz et 470-862 MHz	2007
R 1225	Conférence régionale des radiocommunications chargée de réviser l'Accord de Stockholm de 1961 dans les bandes de fréquences 174-230 MHz et 470-862 MHz	2007
R 1226	Conférence régionale des radiocommunications chargée de réviser l'Accord de Genève de 1989 dans les bandes de fréquences 174-230 MHz et 470-862 MHz	2007
R 1227	Ordre du jour de la Conférence mondiale des radiocommunications (CMR-07)	2008
R 1228	Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT-06)	2006
R 1229	Modifications à apporter au Règlement financier de l'Union	2006

(Appendice A – Liste numérique des Résolutions)

R 1230	Révision des crédits budgétaires affectés pour la période 2004-2005 aux activités liées à la Conférence régionale des radiocommunications chargée de planifier le service de radiodiffusion numérique de Terre dans certaines parties des Régions 1 et 3, dans les bandes de fréquences 174-230 MHz et 470-862 MHz	2007
R 1231	Rapport de gestion financière pour l'exercice financier 2002	2005
R 1232	Comptes des activités liées à ITU TELECOM AFRICA 2001	2005
R 1233	Comptes des activités liées à ITU TELECOM ASIA 2002	2005
R 1234	Comptes des activités liées à ITU TELECOM AMERICAS 2003	2005
R 1235	Fonds de roulement pour les technologies de l'information et de la communication (TIC)	2006
R 1236	Révision du budget pour 2004-2005 – Transfert de crédits – Secteur de la normalisation des télécommunications	2007
R 1237	Révision du budget pour 2004-2005 – Systèmes mobiles mondiaux de communications personnelles par satellite	2007

Session 2005 (juillet 2005)

R 1238	Utilisation des six langues officielles et de travail de l'Union	7.2
R 1239	Plan opérationnel glissant de quatre ans du Secteur des radiocommunications pour la période 2005-2008	2006
R 1240	Plan opérationnel glissant de quatre ans du Secteur de la normalisation des télécommunications pour la période 2005-2008	2006
R 1241	Plan opérationnel glissant de quatre ans du Secteur du développement des télécommunications pour la période 2005-2008	2006
R 1242	Plan opérationnel glissant de quatre ans du Secrétariat général pour la période 2005-2008	2006
R 1243	Poursuite de la mise en œuvre des Recommandations du Conseil (Résolution 1216)	2010
R 1244	Rôle de l'UIT dans la phase de Tunis de SMSI ainsi que dans la mise en œuvre et le suivi de cette phase	2008
R 1245	Conditions d'emploi des fonctionnaires élus de l'UIT	2088
R 1246	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	2006
R 1247	Parts contributives aux dépenses de l'Union	2012
R 1248	Modifications apportées au Règlement financier de l'Union et nouvelles Règles financières proposées	2008
R 1249	Rapport de gestion financière pour l'exercice biennal 2002-2003	2007
R 1250	Budget biennal de l'Union internationale des télécommunications pour 2006-2007	2008
R 1251	Rapport de gestion financière pour l'exercice 2004	2007
R 1252	Comptes des activités liées à ITU TELECOM WORLD 2003	2007

Session 2006 (19-28 avril 2006 et 4 novembre 2006)

R 1253	Groupe tripartite sur la gestion des ressources humaines	2011
R 1254	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	2007
R 1255	Projet d'amendements au Règlement financier	2009
R1256	Radiation de la liste des Membres des Secteurs de l'UIT	2008
R 1257	Calendrier de facturation au titre de la participation aux dépenses afférentes aux conférences régionales des radiocommunications et aux activités connexes	2009
R 1258	Poursuite de la mise en œuvre des recommandations du Conseil (Résolutions 1216 et 1243)	2010

(Appendice A – Liste numérique des Résolutions)

R 1259	Non attribuée	
R 1260	Poursuite des activités du groupe de travail chargé d'élaborer le projet de plan stratégique et le projet de plan financier pour la période 2008-2011	2007
R 1261	Plan opérationnel de l'UIT-R (2006-2009)	2007
R 1262	Plan opérationnel de l'UIT-T (2006-2009)	2007
R 1263	Plan opérationnel de l'UIT-D (2006-2009)	2007
R 1264	Plan opérationnel du Secrétariat général (2006-2009)	2007
R 1265	Rapport de gestion financière pour l'exercice biennal 2004-2005	2007
R 1266	Comptes des activités liées à ITU TELECOM ASIA 2004	2007
R 1267	Comptes des activités liées à ITU TELECOM AFRICA 2004	2007

Session extraordinaire 2006 (24 novembre 2006)

R 1253	Groupe tripartite sur la gestion des ressources humaines	2011
--------	--	------

Session 2007 (4-14 septembre 2007)

R 1268	Plan opérationnel glissant de quatre ans du Secteur des radiocommunications pour la période 2008-2011	2008
R 1269	Plan opérationnel glissant de quatre ans du Secteur de la normalisation des télécommunications pour la période 2008-2011	2008
R 1270	Plan opérationnel glissant de quatre ans du Secteur du développement des télécommunications pour la période 2008-2011	2008
R 1271	Plan opérationnel glissant de quatre ans du Secrétariat général pour la période 2008-2011	2008
R 1272	Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT-08)	2009
R 1273	Création d'un Groupe du Conseil chargé de la gestion et du budget (MBG)	2011
R 1274	Parts contributives aux dépenses de l'Union	2012
R 1275	Parts contributives aux dépenses de l'Union	2012
R 1276	Rapport de gestion financière pour l'exercice financier 2006	2009
R 1277	Comptes des activités liées à ITU Telecom Americas 2005	2008
R 1278	Révision du budget 2006-2007 – Transferts de crédits	2008
R 1279	Révision du budget 2006-2007 – Transferts de crédits	2008
R 1280	Budget biennal de l'Union pour 2008-2009	2011
R 1281	Initiative Connecter le monde	3.4
R 1282	Rôle de l'UIT dans la mise en œuvre des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information	2011
R 1283	Nouveaux arrangements contractuels	2011
R 1284	Conditions d'emploi des fonctionnaires élus de l'UIT	2009
R 1285	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	2008
R 1286	Fonds pour le développement des technologies de l'information et de la communication (FDTIC)	2010

Session 2008 (12-21 novembre 2008)

R 1282	Rôle de l'UIT dans la mise en œuvre des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information	2011
R 1287	Plan opérationnel glissant de quatre ans du Secteur de radiocommunications pour la période 2009-2012	2009
R 1288	Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur de la normalisation des télécommunications pour la période 2009-2012	2009
R 1289	Plan opérationnel glissant de quatre ans du Secteur du développement des télécommunications pour 2009-2012	2009
R 1290	Plan opérationnel glissant de quatre ans pour le Secrétariat général pour la période 2009-2012	2009
R 1291	Lieu, dates et ordre du jour de la Conférence mondiale des radiocommunications (CMR-11)	2012
R 1292	Expositions et forums mondiaux ou régionaux sur les télécommunications/technologies de l'information et de la communication	3.4
R 1293	Conditions d'emploi des fonctionnaires élus de l'UIT	2010
R 1294	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	2009
R 1295	Rapport de gestion financière pour l'exercice biennal 2006-2007	2009
R 1296	Comptes des activités liées à ITU TELECOM WORLD 2006	2009
R 1297	Comptes des activités liées à ITU TELECOM AMERICAS 2007	2009
R 1298	Comptes des activités liées à ITU TELECOM EUROPE 2007	2009
R 1299	Création d'un plan stratégique pour les ressources humaines	2.2

Session 2009 (20-30 octobre 2009)

R 1300	Etablissement d'un Groupe de travail du Conseil chargé d'élaborer le projet de Plan stratégique et le projet de Plan financier de l'Union pour la période 2012-2015	2011
R 1301	Plan opérationnel glissant de quatre ans du Secteur des radiocommunications pour la période 2010-2013	2010
R 1302	Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur de la normalisation des télécommunications pour la période 2010-2013	2010
R 1303	Plan opérationnel glissant de quatre ans du Secteur du développement des télécommunications pour 2010-2013	2010
R 1304	Plan opérationnel glissant de quatre ans pour le Secrétariat général pour la période 2010-2013	2010
R 1305	Rôle du Groupe spécialisé dans l'identification des questions de politiques publiques relatives à l'internet	3.2
R 1306	Rôle de l'UIT concernant les questions de politiques publiques internationales relatives à la création d'un environnement Internet plus sûr pour les enfants	3.2
R 1307	Les technologies de l'information et de la communication et le changement climatique	7.2
R 1308	Budget biennal de l'Union Internationale des Télécommunications pour 2010-2011	2012
R 1309	Rapport de gestion financière pour l'exercice 2008	2011
R 1310	Conditions d'emplois des fonctionnaires élus de l'UIT	2011
R 1311	Représentants du Conseil au Comité des pensions du personnel de l'UIT	2010
R 1312	Préparation de la Conférence mondiale des télécommunications internationales	2013

Session 2010 (13-22 avril et 2 octobre 2010)

R 1313	Comptes des activités liées à ITU TELECOM Africa 2008	2011
R 1314	Comptes des activités liées à ITU TELECOM Asia 2008	2011
R 1315	Conditions d'emploi des fonctionnaires élus de l'UIT	2011
R 1316	Poursuite des travaux du Groupe de travail du Conseil chargé d'élaborer le projet de Plan stratégique et le projet de Plan financier de l'Union pour la période 2012-2015	2011
R 1317	Dates et ordre du jour de la Conférence mondiale des télécommunications internationales de 2012	2013
R 1318	Rôle de l'UIT en matière de TIC et d'amélioration de la sécurité routière	7.2
R 1319	Rapport de gestion financière pour l'exercice 2008-2009	2011
R 1320	Plan opérationnel glissant de quatre ans pour le Secrétaire général pour la période 2011-2014	2011
R 1321	Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur des radiocommunications pour la période 2011-2014	2011
R 1322	Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur de la normalisation des télécommunications pour la période 2011-2014	2011
R 1323	Plan opérationnel glissant de quatre ans du Secteur du développement des télécommunications pour 2011-2014	2011
R 1324	Parts contributives aux dépenses de l'Union – République démocratique de Somalie	1.2
R 1325	Parts contributives aux dépenses de l'Union – République des Iles Marshall	1.2

Session Extraordinaire 2011 (22 octobre 2010)

R 1326	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	2.3
--------	--	-----

Session 2011 (11-21 octobre 2011)

R 1327	Rôle de l'UIT dans l'autonomisation des femmes et des jeunes filles grâce aux TIC	7.2
R 1328	Plan opérationnel glissant de quatre ans pour le Secrétariat général pour la période 2012-2015	2013
R 1329	Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur des radiocommunications pour la période 2012-2015	2013
R 1330	Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur de la normalisation des télécommunications pour la période 2012-2015	2013
R 1331	Plan opérationnel glissant de quatre ans du Secteur du développement des télécommunications pour 2012-2015	2013
R 1332	Rôle de l'UIT dans la mise en oeuvre des résultats du SMSI jusqu'en 2015 et les activités futures au-delà du SMSI+10	3.2
R 1333	Principes directeurs régissant la création, la gestion et la cessation des activités des groupes de travail du Conseil	3.2
R 1334	Rôle de l'UIT dans l'examen d'ensemble de la mise en oeuvre des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information	3.2
R 1335	Dates et lieu de l'AMNT-12 et de la CMTI-12	2013
R 1336	Groupe de travail du Conseil sur les questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet 3.2	
R 1337	Budget biennal de l'Union internationale des télécommunications pour 2012-2013	1.1
R 1338	Fonds pour le développement des technologies de l'information et de la communication (FDTIC)	1.2
R 1339	Parts contributives aux dépenses de l'Union	1.2
R 1340	Comptes des activités liées à ITU TELECOM World 2009	2012

(Appendice A – Liste numérique des Résolutions)

R 1341	Rapport de gestion financière pour l'exercice annuel 2010	1.2
R 1342	Conditions d'emploi des fonctionnaires élus de l'UIT	2012

Session 2012 (4-13 juillet 2012)

R 1343	Lieu, dates et ordre du jour de la Conférence mondiale des radiocommunications (CMR-15)	3.4
R 1344	Les modalités des consultations ouvertes du Groupe de travail du Conseil sur les politiques publiques internationales relatives à l'Internet (GTC-Internet)	3.2
R 1345	Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur des radiocommunications pour la période 2013-2016	2014
R 1346	Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur de la normalisation des télécommunications pour la période 2013-2016	2014
R 1347	Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur du développement des télécommunications pour la période 2013-2016	2014
R 1348	Plan opérationnel quadriennal glissant du Secrétariat général pour la période 2013-2016	2014
R 1349	Souplesse dans la mise en oeuvre du budget biennal de l'Union pour l'exercice 2012-2013	1.1
R 1350	Rapport de gestion financière pour l'exercice annuel 2011	1.2
R 1351	Comptes des activités liées à ITU TELECOM World 2011	1.2
R 1352	Conditions d'emploi des fonctionnaires élus de l'UIT	2.1
R 1353	Rôle de l'UIT dans la mise en oeuvre des résultats de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) tenue en 2012	6.2

Session 2013 (11-21 juin 2013)

R 1354	Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur des radiocommunications pour la période 2014-2017	5.2
R 1355	Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur de la normalisation des télécommunications pour la période 2014-2017	5.3
R.1356	Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur du développement des télécommunications pour la période 2014-2017	5.4
R 1357	Plan opérationnel quadriennal glissant du Secrétariat général pour la période 2014-2017	4
R 1358	Etablissement d'un Groupe de travail du Conseil chargé d'élaborer le projet de Plan stratégique et le projet de Plan financier de l'Union pour la période 2016-2019	3.2
R 1359	Budget biennal de l'Union internationale des télécommunications pour 2014-2015	1.1
R 1360	Etude des méthodes existantes concernant la participation des Membres de Secteur, des Associés et des établissements universitaires	6.1
R 1361	Rapport de gestion financière pour l'exercice annuel 2012	1.2
R 1362	Comptes des activités liées à ITU TELECOM World 2012	1.2

Session 2014 (6-15 mai et 18 octobre 2014)

R 1363	Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur des radiocommunications pour la période 2015-2018	5.2
R 1364	Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur de la normalisation des télécommunications pour la période 2015-2018	5.3
R 1365	Plan opérationnel quadriennal glissant du Secteur du développement des télécommunications pour la période 2015-2018	5.4

R 1366	Plan opérationnel quadriennal glissant du Secrétariat général pour la période 2015-2018	4
R 1367	150ème anniversaire de la création de l'Union internationale des télécommunications	7.2
R 1368	Conditions d'emploi des fonctionnaires élus de l'UIT	2.1
R 1369	Amendements au Statut du personnel applicable aux fonctionnaires nommés	2.1
R 1370	Rapport de gestion financière pour l'exercice annuel 2013	1.2

Session Extraordinaire 2015 (7 novembre 2014)

R 1371	Composition du Comité des pensions du personnel de l'UIT	2.3
--------	--	-----

APPENDICE B

Liste numérique des Décisions du Conseil de l'UIT

En regard des titres figure le numéro de la section dans laquelle a été classé le texte dont il s'agit.

En ce qui concerne les textes qui ne présentent plus d'intérêt, ce numéro est remplacé par un renvoi à l'année où le Conseil a décidé de les supprimer du Recueil.

3^e session (septembre-octobre 1948)

D 1	Comptes rendus du Conseil	2006
D 2	Liste des emplois des cadres permanents et temporaires, ainsi que de leur titulaire	2.4
D 3	Rapporteurs des Commissions aux conférences	1967

4^e session (août-septembre 1949)

D 4	Demande d'admission à l'Union en qualité de Membre ou de Membre associé	1952
D 5	Part contributive des exploitations privées aux dépenses des conférences administratives	1952
D 6	Changement de classe de contribution	1952
D 7	Caisse d'assurance de l'Union	1952

5^e session (septembre-octobre 1950)

D 8	Documentation à envoyer aux Membres de l'Union concernant les Décisions prises par le Conseil	
D 9	Participation aux travaux des CCI	1952
D 10	Refus de la part de certaines exploitations privées de participer aux dépenses des conférences et réunions tenues en 1948 et 1949	1952
D 11	Contributions arriérées	1952
D 12	Quotes-parts des organismes permanents aux frais communs	1954
D 13	Inventaire du mobilier	1952
D 14	Liquidation des comptes télégraphiques relatifs aux télégrammes échangés à l'occasion de la Conférence internationale de radiodiffusion à hautes fréquences de Mexico (1948-1949)	1954
D 15	Privilèges et immunités	1952
D 16	Convention de l'ONU sur la liberté de l'information	1952
D 17	Conférences et réunions de l'Union	1952
D 18	Conférence internationale de radiodiffusion à hautes fréquences de Florence/Rapallo (1950)	1954
D 19	Mise en application des plans de Copenhague (1948)	1981
D 20	Examen des résolutions et recommandations de la Conférence des radiocommunications aéronautiques 1964	
D 21	Service de contrôle international des émissions	1952
D 22	Indemnités pour vol	1952
D 23	Comptes téléphoniques	1952
D 24	Reçus pour dépenses exceptionnelles encourues par le personnel	1952
D 25	Nomination	1952

D 26	Possibilité de prêts hypothécaires de la Caisse d'assurance du personnel	1984
D 27	Comité de coordination de l'Union	1952
D 28	Recueil des Résolutions du Conseil	1952
6^e session (avril-mai 1951)		
D 29	Application de l'article 10, par. 7 du Règlement intérieur du Conseil	1954
D 30	Numérotation des documents du Conseil	1952
D 31	Budget de l'année 1952 et étude budgétaire à soumettre à la Conférence de plénipotentiaires de 1952	1952
D 32	Contributions arriérées	1952
D 33	Clôture des comptes fixée au 31 décembre	1954
D 34	Adaptation du Règlement financier de l'Union à celui de l'ONU	1952
D 35	Publication du Règlement financier	1952
D 36	Conservation des archives	1954
D 37	Commission de contrôle financier	1952
D 38	Frais de publication du projet de révision de certains chapitres du Règlement télégraphique	1964
D 39	Collaboration avec l'ONU	1952
D 40	Présentation du budget à transmettre à l'ONU	1952
D 41	Echange de documents avec l'ONU	1952
D 42	Restriction de l'envoi à l'UIT des documents de l'ONU	1952
D 43	Résolution N ^o 411 (V) de l'Assemblée générale de l'ONU sur les budgets administratifs des institutions spécialisées	6.2
D 44	Résolution de l'ECOSOC sur la concentration des efforts et des ressources	1952
D 45	Coordination avec l'ONU en matière d'ordre du jour des réunions de cette organisation	6.2
D 46	Liberté de l'information	1952
D 47	Comparaison du système d'assurance du personnel de l'UIT avec celui du personnel de l'ONU	1952
D 48	Mesures en vue d'aider à maintenir la paix et la sécurité internationales	1952
D 49	Activités de l'UNESCO	1952
D 50	Emission de timbres-poste par l'ONU	1952
D 51	Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées	1981
D 52	Organes subsidiaires de l'ONU	1964
D 53	Date de la prochaine réunion de la Conférence de plénipotentiaires	1952
D 54	Date de la Conférence administrative ordinaire des radiocommunications	1952
D 55	Conférence administrative extraordinaire des radiocommunications	1952
D 56	Publication du projet de rapport annuel du Secrétaire général pour 1951	1952
D 57	Organisations internationales susceptibles d'être intéressées par la CAER	1952
D 58	Réunion des pays de la Région 2 pour la coordination des listes de fréquences inférieures à 4 000 kHz	1952
D 59	Recommandation N ^o 7 de la Conférence des radiocommunications aéronautiques relatives à la coordination des télécommunications des services aéronautiques et maritimes pour les besoins de la sécurité en mer	1964

(Appendice B – Liste numérique des Décisions)

D 60	Tribunal administratif	1952
D 61	Indemnités journalières	1964
D 62	Remboursements au personnel féminin qui quitte l'Union pour se marier	1952
D 63	Dispositions relatives au personnel appelé sous les drapeaux avant la 7 ^e session du Conseil	1952
D 64	Suppléant au Directeur du CCI appelé à siéger à la Commission de gestion de la Caisse d'assurance	1952
D 65	Pensions de MM. van der Pol et Hayes	1952
D 66	Poste de rédacteur technique (classe 2) au Secrétariat du CCIR	1952
D 67	Impression de certains ouvrages hors de Suisse	1964
D 68	Inventaire du mobilier et matériel des organismes permanents de l'Union	1952
D 69	Application aux publications de l'Union de la réglementation internationale sur le copyright	1952
D 70	Intérêts à payer à la Confédération suisse pour les avances de fonds consenties à l'Union	1952
D 71	Conditions et modalités d'utilisation des installations d'interprétation simultanée	1952
D 72	Document d'information sur l'organisation du travail dans les organismes permanents	1952

7^e session (avril-juin 1952)

D 73	Date de la réunion du prochain Conseil	1952
D 74	Situation de la République Démocratique Allemande par rapport aux Actes de l'Union	1964
D 75	Intérêts à payer à la Confédération suisse pour les avances consenties à l'Union et intérêts moratoires à payer par les Membres et Membres associés (débiteurs)	1952
D 76	Possibilité d'augmenter les contributions en 1953	1952
D 77	Etude pour l'établissement d'un bilan	1952
D 78	Composition de la Commission de contrôle financier pour 1953	1952
D 79	Conservation des archives	1954
D 80	Prolongation du mandat du Secrétaire général	1952
D 81	Assistance technique – Utilisation des services de sociétés d'expertises	1964
D 82	Incompatibilité entre la Convention des télécommunications et la Convention concernant les privilèges et immunités des institutions spécialisées: facilités de communications	1952
D 83	Réserves aux conventions multilatérales	1952
D 84	Trafic écoulé sur le réseau de télécommunications de l'ONU	1952
D 85	Publication annuelle d'une brochure résumant les progrès dans le domaine des télécommunications	1952
D 86	Projet de brochure concernant l'organisation de l'Union et les tâches confiées aux organismes permanents	1952
D 87	Création d'un Centre international de calcul	1964
D 88	Publication en langue russe des propositions des Membres de l'Union pour la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires	1952
D 89	Proposition d'utiliser les cinq langues officielles au cours de la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires	1952
D 90	Remise gratuite aux délégués des Actes finals de la CAER	1952
D 91	Réunion de l'Assemblée plénière du CCIT aux Pays-Bas	1952

(Appendice B – Liste numérique des Décisions)

D 92	Situation comparative du personnel de l'UIT et du personnel de l'ONU et des autres institutions spécialisées	1952
D 93	Etude sur la variation des prix en Suisse de 1948 à 1952	1952
D 94	Rapport de gestion de la Caisse d'assurance de l'Union pour l'année 1951	1952
D 95	Désignation du Directeur d'un CCI et de son suppléant à la Commission de gestion de la Caisse d'assurance	1954
D 96	Affiliation de l'UIT au Tribunal administratif de l'OIT	1952
D 97	Utilisation du fonds de provision du CCIF	1954
D 98	Brevets d'invention	1952
D 99	Publication du Rapport du Conseil à la Conférence de plénipotentiaires	1952
D 100	Questions restées en suspens à la fin de la 7 ^e session	1952
D 101	Points de l'Accord de la CAER présentant un intérêt spécial pour le Conseil	1964
D 102	Abrogation des Résolutions N ^{os} 154, 156 (modifiée), 199, 200, 201, 202, 206, 228 et 229	1952

8^e session (mai-juin 1953)

D 103	Election du président et du vice-président du Conseil	1964
D 104	Révision du Règlement intérieur du Conseil	1954
D 105	Publication de la documentation de la Conférence de Buenos Aires	1954
D 106	Application des dispositions de l'alinéa 6 (2) de l'article 9 de la Convention d'Atlantic City	1954
D 107	Etablissement et publication de la 1 ^{ère} édition du Répertoire des fréquences	1954
D 108	Prochaine réunion de la Conférence administrative des radiocommunications	1953
D 109	Composition de la Commission de contrôle financier pour 1954	1953
D 110	Rapport de la Commission de gestion de la Caisse d'assurance de l'Union	1954
D 111	Participation à l'Assemblée plénière du CCIT (Laos)	1954
D 112	Versements de l'Union à la Caisse d'assurance de l'UIT	1954
D 113	Comptabilité des dépenses pour le PEAT	1975
D 114	Indemnité de cherté de vie au personnel pensionné	1953
D 115	Frais de mission du Prof. Dr. van der Pol, Directeur du CCIR	1954
D 116	Paiement des contributions uniques de M. Antonevitch	1954
D 117	Examen du système actuel de pensions	1954
D 118	Correspondance entre les emplois à l'UIT et à l'ONU	1953
D 119	«Opinions» et directives techniques de l'IFRB	1985
D 120	Brevets d'invention	1953
D 121	Fixation de la date de la 9 ^e session du Conseil	1953

9^e session (mai 1954)

D 122	Convocation de la prochaine Conférence de plénipotentiaires	1954
D 123	Date de la prochaine Conférence administrative des radiocommunications	1954
D 124	Brochure résumant les progrès effectués dans le domaine des télécommunications	1954
D 125	Publication d'une brochure concernant l'organisation de l'Union	1954
D 126	Révision de certains règlements de l'UIT	1954

D 127	Imputation des dépenses occasionnées par la participation de représentants d'un CCI à certaines réunions	1954
D 128	Budget unique et Fonds de roulement	1954
D 129	Système de pension de l'UIT – Etude comparative	1954
D 130	Révision éventuelle du système de pensions du personnel de l'Union	1954
D 131	Modification de dispositions des Statuts de la Caisse d'assurance	1954
D 132	Accords entre la Caisse d'assurance et certains membres de la Caisse de pensions	1954
D 133	Age de la retraite du personnel nommé avant 1948	1971
D 134	Indemnité de cherté de vie au personnel pensionné sous le régime de 1927	1954
D 135	Assurance des augmentations de traitement de M. G. Antonevitch	1954
D 136	Paiement des congés en suspens à un fonctionnaire qui quitte l'Union	1954
D 137	Brevets d'invention	1954
D 138	Fixation de la date de la 10e session du Conseil	1954

10^e session (avril-mai 1955)

D 139	Prochaine réunion de la Conférence de plénipotentiaires	1955
D 140	Date de la prochaine Conférence administrative des radiocommunications	1955
D 141	Date de la session annuelle de 1956 du Conseil	1955
D 142	Etude de la procédure pour l'élection des Directeurs des CCI	1955
D 143	Election du Directeur du CCIR et du Directeur du CCITT	1955
D 144	Construction éventuelle d'un immeuble pour l'UIT	1955
D 145	Budget unique	1964
D 146	Frais de représentation du CCIR à une réunion du CCIF	1955
D 147	Placement des capitaux constituant le Fonds de provision du CCIF	1964
D 148	Indemnité d'expatriation	1964
D 149	Indemnité de cherté de vie au personnel en activité	1955
D 150	Indemnité de cherté de vie au personnel pensionné sous le régime de 1927	1955
D 151	Durée du mandat du Directeur d'un CCI et de son suppléant à la Commission de gestion de la Caisse d'assurance	1955
D 152	Prix de vente des publications de l'UIT	1955
D 153	Impression de certains ouvrages hors de Suisse	1999
D 154	Documents de service de l'UIT	1964
D 155	Brochure résumant les progrès effectués dans le domaine des télécommunications	1955
D 156	Participation de l'UIT à l'Exposition de Bruxelles, 1958	1964
D 157	Publication des Résolutions et Décisions du Conseil	1964

11^e session (avril-mai 1956)

D 158	Programme des prochaines conférences de l'Union	1956
D 159	Date de la session annuelle de 1957 du Conseil	1956
D 160	Construction d'un immeuble destiné à abriter les services de l'UIT	1964
D 161	Activités de l'IFRB	1964

(Appendice B – Liste numérique des Décisions)

D 162	Election de nouveaux Directeurs du CCIR et du CCIT et, le cas échéant, d'un nouveau Vice-Directeur du CCIR	1956
D 163	Ouverture d'une vacance d'emploi de Secrétaire général adjoint le 1 ^{er} janvier 1958	1956
D 164	Budget unique	1964
D 165	Composition de la Commission de contrôle financier	1956
D 166	Placement des capitaux constituant le Fonds de provision du CCIF	1964
D 167	Indemnité de cherté de vie au personnel en activité	1956
D 168	Indemnité de cherté de vie aux bénéficiaires de pensions dont les droits sont acquis depuis le 1 ^{er} janvier 1949	1956
D 169	Indemnité de cherté de vie au personnel pensionné sous le régime de 1927	1956
D 170	Prix de vente des publications et structure du budget annexe des publications	1964
D 171	Imputation des frais de publication des circulaires hebdomadaires de l'IFRB	1964
D 172	Frais de premier établissement de la mécanisation à la Division des radiocommunications	1956
D 173	Financement des normes techniques de l'IFRB	1956
D 174	Financement de l'Atlas des courbes de propagation de l'onde de sol	1956
D 175	Trafic à acheminer sur le réseau de télécommunication du service fixe aéronautique	1956
D 176	1. Emploi supplémentaire de classe 8 au Secrétariat général 2. Emploi de classe 2 de l'IFRB à pourvoir à titre permanent	1964
D 177	Personnel supplémentaire pour l'IFRB	1964
D 178	Augmentation du personnel de l'IFRB	1964
D 179	Caisse de pensions – Sommes d'admission	1964
D 180	Assurance d'augmentation de traitements en 1956 pour les fonctionnaires ayant dépassé l'âge de 60 ans	1956
D 181	Désignation d'un Directeur de CCI et de son suppléant à la Commission de gestion de la Caisse d'assurance	1964
D 182	Publication des Résolutions et Décisions du Conseil	1956
12^e session (avril-mai 1957)		
D 183	Dates, lieux et durées des prochaines conférences et réunions de l'Union	1964
D 184	Date de la session annuelle de 1958 du Conseil	1957
D 185	Interprétation du terme «majorité» à l'occasion de consultations par télégramme	6.1
D 186	Présentation des propositions pour la Conférence administrative télégraphique et téléphonique	1964
D 187	Présentation des propositions de la Chambre de Commerce Internationale à la Conférence administrative télégraphique et téléphonique	1964
D 188	Composition de la Commission de contrôle financier	1964
D 189	Mesures d'économies	1957
D 190	Budget unique 1964	
D 191	Indemnité de cherté de vie au personnel pensionné sous le régime de 1927	1981
D 192	Indemnité de cherté de vie aux fonctionnaires retraités depuis le 1 ^{er} janvier 1949	1964
D 193	Assurance d'augmentation de traitement en 1956 et 1957 pour un fonctionnaire ayant dépassé l'âge de 60 ans	1957
D 194	Financement de la publication des normes techniques de l'IFRB	1957

D 195	Mise en application des modifications à l'échelle des traitements	1964
D 196	Vacance d'un emploi de Secrétaire général adjoint	1964
D 197	Effectif du Secrétariat général	1964
D 198	Application du paragraphe 4 de l'article 8 de la Convention de Buenos Aires	1957
D 199	Etude relative à l'éventuelle affiliation des fonctionnaires de l'Union à la Caisse commune des pensions du personnel de l'ONU	1964
D 200	Amendements à l'article 15 du Règlement du personnel	1957
D 201	Contrat temporaire au CCIR	1964
D 202	Création de nouveaux emplois	1964
D 203	Postes additionnels à l'IFRB	1964
D 204	Prolongation et transformation d'emplois existants	1964
D 205	Prolongation du contrat de deux fonctionnaires temporaires au CCITT	1964
D 206	Hommage au Grand Officier Giuseppe Gneme	1964

13^e session (avril-mai 1958)

D 207	Dates d'ouverture de la Conférence administrative des radiocommunications et de la Conférence de plénipotentiaires	1964
D 208	Invitations à la prochaine Conférence administrative des radiocommunications et à la prochaine Conférence de plénipotentiaires	1964
D 209	Participation d'organisations internationales à la Conférence administrative des radiocommunications	1964
D 210	Présentation de propositions à la Conférence administrative télégraphique et téléphonique par le Comité international de la Croix-Rouge	1964
D 211	Date de la II ^e Assemblée plénière du CCITT	1964
D 212	Date de la session annuelle de 1959 du Conseil	1964
D 213	Financement du développement économique	1964
D 214	Organisation éventuelle d'un cadre international d'administrateurs	1964
D 215	Jugement du Tribunal administratif de l'OIT	1964
D 216	Dépenses imprévues et inévitables	1964
D 217	Indemnité de cherté de vie au personnel en activité	1964
D 218	Indemnité de cherté de vie aux fonctionnaires retraités sous le régime de 1927	1964
D 219	Indemnité de cherté de vie aux fonctionnaires retraités entre le 1 ^{er} janvier 1949 et le 1 ^{er} janvier 1958	1964
D 220	Effectifs du Secrétariat général. Nomination d'un Conseiller temporaire de classe C	1964
D 221	Création de nouveaux emplois	1964
D 222	Dates d'avancement d'échelon pour les fonctionnaires qui ont passé plusieurs années à l'échelon VI de leur classe dans l'ancienne échelle	1964
D 223	Heures supplémentaires du personnel en mission	1964
D 224	Situation actuarielle de la Caisse d'assurance	1964
D 225	Assurance de l'augmentation de traitement en 1958 d'un fonctionnaire ayant dépassé l'âge de 60 ans	1964

14^e session (mai-juin 1959)

D 226	Conférence administrative des radiocommunications et Conférence de plénipotentiaires, Genève, 1959 1964	
D 227	Participation d'organisations internationales à la Conférence administrative des radiocommunications	1964
D 228	Date de la II ^e Assemblée plénière du CCITT	1964
D 229	Session spéciale du Conseil en 1959	1964
D 230	Vacance du poste de Secrétaire général de l'Union	1964
D 231	Fonds spécial de l'ONU	1964
D 232	Assistance technique – Imputation des dépenses d'administration et d'exécution du Programme élargi	1964
D 233	Composition de la Commission de gestion de la Caisse d'assurance du personnel de l'Union	1964
D 234	Procédure du Comité d'appel	1964
D 235	Imputation budgétaire des frais de publication des circulaires hebdomadaires de l'IFRB	1964
D 236	Prix de vente des publications et structure du budget annexe des publications	1964
D 237	Situation actuarielle de la Caisse d'assurance du personnel	1964
D 238	Indemnité de cherté de vie au personnel retraité	1964
D 239	Octroi d'une allocation de cherté de vie supplémentaire à un ancien fonctionnaire retraité du régime de 1927	1964
D 240	Recette exceptionnelle provenant de l'émission de timbres-poste de service de l'UIT par l'Administration suisse des PTT	1964
D 241	Assurance de l'augmentation des traitements de fonctionnaires ayant dépassé l'âge de 60 ans	1964
D 242	Heures supplémentaires en mission	1964
D 243	Compensation pour frais supplémentaires encourus pendant les conférences tenues à Genève en 1959	1964
D 244	Maintien provisoire d'emplois au Secrétariat de l'IFRB	1964
D 245	Définition des télégrammes et des appels et conversations téléphoniques d'Etat	1966

15^e session (mai-juillet 1960)

D 246	Voyages effectués par les fonctionnaires de l'UIT pour étudier des questions se rapportant à l'assistance technique	2001
D 247	Conditions financières de participation des institutions spécialisées et des autres organisations internationales aux conférences et réunions de l'Union (COSPAR)	1964
D 248	Composition de la Commission de contrôle financier	1967
D 249	Engagement de fonctionnaires pour l'IFRB en 1960	1964
D 250	Recette exceptionnelle provenant de l'émission de timbres-poste de service de l'UIT par l'Administration suisse des PTT	1964
D 251	Publication des circulaires hebdomadaires de l'IFRB	1964
D 252	Liste des missions effectuées par les fonctionnaires de l'Union et résumés des rapports établis à la suite de ces missions	1990
D 253	Classement du chef de la section du Journal	1964
D 254	Résultats des mises au concours d'emplois vacants	2002
D 255	Compte des abonnements téléphoniques privés	2002

(Appendice B – Liste numérique des Décisions)

D 256	Assurance de l'augmentation des traitements des fonctionnaires ayant dépassé l'âge de 60 ans	1964
D 257	Versement, après la retraite, de l'allocation de 15% du traitement au titre de l'assurance-survivants des membres du Fonds de pensions	1976
D 258	Date d'ouverture de la 16 ^e session du Conseil	1964

16^e session (avril-mai 1961)

D 259	Instructions pour la préparation du Rapport annuel sur les activités de l'UIT	1967
D 260	Bail de location du nouveau bâtiment de l'UIT	1964
D 261	Ressources financières attribuées à l'UIT au titre de sa participation au PEAT	1975
D 262	Recette exceptionnelle provenant de l'émission de timbres-poste de service de l'UIT, par l'Administration suisse des PTT	1964
D 263	Publication des circulaires hebdomadaires et des lettres-circulaires de l'IFRB	1994
D 264	Assurance des augmentations de traitement de deux fonctionnaires ayant dépassé l'âge de 60 ans	1954
D 265	Versement, après la retraite, de l'allocation de 15% du traitement au titre de l'«assurance-survivants», de fonctionnaires membres du Fonds de pensions	1981
D 266	Modifications au régime des pensions du personnel de l'ONU	1966
D 267	Organigramme des Secrétariats de l'UIT	1964
D 268	Statut et Règlement du personnel applicables à titre provisoire aux fonctionnaires élus	1964
D 269	Indemnité de licenciement	1964
D 270	Date d'ouverture de la 17 ^e session du Conseil	1964

17^e session (mai-juin 1962)

D 271	Statut et Règlement du personnel applicables à titre provisoire aux fonctionnaires élus	1964
D 272	Frais de représentation	1964
D 273	Création, suppression et reclassement de certains postes	1964
D 274	Personnel nouveau au Département de la Coopération technique	1964
D 275	Postes de l'IFRB	1964
D 276	Reclassement de l'emploi du Secrétaire des pensions	1964
D 277	Mandat de M. Hayes, Vice-Directeur du CCIR	1964
D 278	Versement, après la retraite, de l'allocation de 15% du traitement au titre de l'«assurance-survivants», de fonctionnaires membres du Fonds de pensions	1979
D 279	Création éventuelle d'un Fonds d'assurance	1964
D 280	Date de la III ^e Assemblée plénière du CCITT	1964
D 281	Date de la prochaine réunion de la Conférence administrative télégraphique et téléphonique	1973
D 282	Date de la CAER chargée d'élaborer des plans d'allotissement révisés pour le service mobile aéronautique	1964
D 283	CAER envisagée au numéro 457 du Règlement des radiocommunications pour la révision de l'Appendice 25 au Règlement des radiocommunications	1964
D 284	Participation des délégations des Membres et Membres associés de l'Union aux conférences et réunions de l'Union	1964
D 285	Conditions financières de participation des institutions spécialisées et des autres organisations internationales aux conférences et réunions de l'Union	1964

(Appendice B – Liste numérique des Décisions)

D 286	Refonte de la Convention internationale des télécommunications	1964
D 287	Situation des pays par rapport à la Convention et aux Règlements administratifs	1996
D 288	Accord avec la CEAEO	1964
D 289	Projet de Centre interorganisations pour le traitement en masse des données statistiques	1964
D 290	Mesures en vue de réduire l'encombrement des bandes comprises entre 4 et 27,5 MHz – 2 ^e session du Groupe d'experts	1964
D 291	Date d'ouverture de la 18 ^e session du Conseil	1964

18^e session (avril-mai 1963)

D 292	IFRB – Emplois de la catégorie professionnelle autorisés par la Conférence de plénipotentiaires	1964
D 293	Création de nouveaux emplois au Département de la Coopération technique	1964
D 294	Rapport sur le reclassement du personnel	1964
D 295	Normes de classement des emplois	1964
D 296	Création éventuelle d'un Fonds d'assurance	1964
D 297	Versement, après la retraite, au titre de l'«assurance-survivants» de l'allocation de 15% du traitement des fonctionnaires	1981
D 298	Jugement rendu par le Tribunal administratif de l'OIT	1964
D 299	Projet de Centre interorganisations pour le traitement en masse des données statistiques	1964
D 300	Organisation des Secrétariats de l'Union	1992
D 301	Cycle d'études trilingue	1964
D 302	Projet de refonte de la Convention internationale des télécommunications	1966
D 303	Union africaine et malgache des postes et télécommunications (UAMPT)	1964
D 304	Participation des délégations des Membres de l'Union aux conférences et réunions de l'Union	3.1
D 305	Conditions financières de participation des institutions spécialisées et des autres organisations internationales aux conférences et réunions de l'Union	1964
D 306	Conditions financières de participation des institutions spécialisées et des autres organisations internationales aux conférences et réunions de l'Union	1964
D 307	Conférences régionales	3.1
D 308	CAER envisagée au numéro 457 du Règlement des radiocommunications pour la révision de l'Appendice 25 au Règlement des radiocommunications	1971
D 309	Date et durée de la III ^e Assemblée plénière du CCITT, Moscou 1964	1964
D 310	Commission mondiale du Plan	1993
D 311	Révision du Recueil des Résolutions et Décisions	1964
D 312	Date d'ouverture de la 19 ^e session du Conseil	1964

19^e session (avril-mai 1964)

D 313	Barème des contributions du personnel	1964
D 314	Péréquation des pensions et des rentes de survivants	1966
D 315	Désignation d'un Directeur intérimaire du CCIR	1967
D 316	Rémunération de M. L.W. Hayes, Directeur intérimaire du CCIR	1967
D 317	Contribution des organisations internationales aux dépenses des conférences	1967
D 318	Prêt de l'installation d'interprétation simultanée à la Croix-Rouge internationale	1964

(Appendice B – Liste numérique des Décisions)

D 319	Insertion d'annonces publicitaires payantes dans les documents de service	1964
D 320	Date et lieu de la Conférence de plénipotentiaires de 1965	1966
D 321	Propositions relatives aux travaux de la Conférence de plénipotentiaires de 1965	1966
D 322	Date de la prochaine Conférence administrative ordinaire des radiocommunications	1966
D 323	Date d'ouverture et durée de la 20 ^e session du Conseil	1964

20^e session (avril-mai 1965)

D 324	Utilisation, au profit du personnel, des bénéfices réalisés par le service de restauration au titre de son chiffre d'affaires annuel	1981
D 325	Limitation des dépenses relatives au personnel	1966
D 326	Contrats de durée déterminée	1967
D 327	Paie de dépens	1966
D 328	Versement, après la retraite, au titre de l'«assurance-survivants», de l'allocation de 15% du traitement des fonctionnaires membres du Fonds de pensions	1981
D 329	Révision de la Convention européenne de radiodiffusion (Copenhague, 1948)	1966
D 330	Révision de la Convention régionale européenne du service mobile maritime (Copenhague, 1948)	1966
D 331	Tenue d'un inventaire unique pour le mobilier, les machines et les installations diverses de l'Union	1967

21^e session (mai-juin 1966)

D 332	Conférence africaine de radiodiffusion sur ondes kilométriques et hectométriques	1967
D 333	Date de la 21 ^e session annuelle du Conseil	1967
D 334	Procédure pour l'élection du Directeur du CCIR	1968
D 335	Versement, après la retraite, au titre de l'«assurance-survivants», de l'allocation de 15% du traitement des fonctionnaires membres du Fonds de pensions	1981
D 336	Date et durée de la 22 ^e session du Conseil	1967
D 337	Révision de la Convention régionale européenne du service mobile maritime (Copenhague, 1948)	1967
D 338	Révision de la Convention européenne de radiodiffusion (Copenhague, 1948)	1967
D 339	Etablissement du Rapport sur les activités de l'Union	1970
D 340	Personnel nécessaire pour les travaux du Groupe d'étude chargé d'établir un projet de Charte	1968

22^e session (mai 1967)

D 341	Utilisation de crédits alloués par le Conseil pour l'installation de rayonnages mobiles	1968
D 342	Rémunération du Secrétaire général par intérim	1974
D 343	Emploi de Chef du Département de la Coopération technique	1968
D 344	Date et durée de la 23 ^e session du Conseil d'administration	1968
D 345	IV ^e Assemblée plénière du CCITT	1969
D 346	Révision éventuelle de la structure des Règlements des radiocommunications	1976

23^e session (mai 1968)

D 347	Répartition géographique	1984
D 348	Classement des emplois supérieurs et de certains emplois du Département de la Coopération technique	1969
D 349	Procédure pour l'élection du Directeur du CCITT	1969

D 350	Date et durée de la 24 ^e session du Conseil d'administration	1969
D 351	Transfert de l'ordinateur	1969
D 352	Coordination des travaux du Secrétariat spécialisé de l'IFRB	1969
24^e session (mai 1969)		
D 353	Classement de l'emploi de chef du Département de l'ordinateur	1970
D 354	Date et durée de la 25 ^e session du Conseil d'administration	1970
D 355	Dons pour l'agrandissement du bâtiment de l'UIT	1973
D 356	Langues de travail de l'Union	1974
25^e session (mai-juin 1970)		
D 357	Versement annuel en faveur du fonds de pensions	1978
D 358	Date et durée de la 26 ^e session du Conseil d'administration	1971
D 359	Publication des Actes finals des conférences et réunions	1999
D 360	Examen des procédures administratives et budgétaires relatives au programme et au budget de l'UIT par le CCQAB	1971
26^e session (mai 1971)		
D 361	Date et durée de la 27 ^e session du Conseil d'administration	1972
27^e session (mai-juin 1972)		
D 362	Date et durée de la 28 ^e session du Conseil d'administration	1973
D 363	Emploi de traducteurs-interprètes	1974
D 364	Agrandissement du bâtiment du siège de l'Union	1973
D 365	Procédure pour l'élection du Directeur du CCITT	1973
28^e session (mai-juin 1973)		
D 366	Places de stationnement	1974
D 367	Election du Directeur du CCIR	1975
29^e session (juin-juillet 1974)		
D 368	Recettes provenant de l'émission de timbres-poste de service de l'UIT	1975
D 369	Dépenses consécutives à l'élection d'un nouveau Directeur du CCIR	1975
D 370	Normes de classement et classement des emplois	1976
D 371	Mesures provisoires concernant certains recrutements	1975
D 372	Service d'interprétation aux conférences et réunions	1984
D 373	Date et durée de la 30 ^e session du Conseil d'administration	1975
30^e session (juin 1975)		
D 374	Date et durée de la 31 ^e session du Conseil d'administration	1976
D 375	Frais de voyage des membres du Conseil d'administration	3.2
31^e session (juin 1976)		
D 376	Date et durée de la 32 ^e session du Conseil d'administration	1977
D 377	Procédure pour l'élection du Directeur du CCITT	1977

32^e session (mai-juin 1977)

D 378	Travaux futurs du spécialiste en classement des emplois	1979
D 379	Budget de l'Union pour 1977	1978
D 380	Compte des paiements sur exercice clos 1976	1978
D 381	Fonds d'intervention à la disposition du Conseil d'administration	2001
D 382	Date et durée de la 33 ^e session du Conseil d'administration	1978

33^e session (mai-juin 1978)

D 383	Budget de l'Union internationale des télécommunications pour 1978	1979
D 384	Date et durée de la 34 ^e session du Conseil d'administration	1979
D 385	Remise du premier prix du Centenaire	1980

34^e session (juin 1979)

D 386	Date et durée de la 35 ^e session du Conseil d'administration	1980
-------	---	------

35^e session (mai 1980)

D 387	Paiement des publications éditées par l'Union	1.2
D 388	Virement de crédits de chapitre à chapitre	1981
D 389	Augmentation temporaire du personnel de l'IFRB	1984
D 390	Durée de la Conférence de plénipotentiaires	1983
D 391	Date et durée de la 36 ^e session du Conseil d'administration	1981

36^e session (juin 1981)

D 392	Rhodésie	1982
D 393	Rhodésie	1982
D 394	Crédits additionnels pour le budget de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1981	1982
D 395	Date et durée de la 37 ^e session du Conseil d'administration	1982
D 396	Procédure pour l'élection des Directeurs des CCI	1991

37^e session (avril-mai 1982)

D 397	Crédits additionnels pour le budget de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1982	1983
D 398	Date et durée de la 38 ^e session du Conseil d'administration	1983

38^e session (mai 1983)

D 399	Représentation du personnel	2.4
D 400	Date et durée de la 39 ^e session du Conseil d'administration	1984

39^e session (avril 1984)

D 401	Fonds de provision du CCITT	1985
D 402	Date et durée de la 40 ^e session du Conseil d'administration	1985
D 403	Capital des publications	1985

40^e session (juillet 1985)

D 404 Date et durée de la 41^e session du Conseil d'administration 1986

41^e session (juin 1986)

D 405 Compte capital des publications 1987

D 406 Compte capital de l'économat, reprographie, services techniques 1987

D 407 Date et durée de la 42^e session du Conseil d'administration 1987

42^e session (juin 1987)

D 408 Somme due par la Société LEA à Rueil-Malmaison, France 1988

D 409 Somme due par Rixon Inc., Silver Spring, Etats-Unis d'Amérique 1988

D 410 Compte de provision de l'Union 1988

D 411 Compte capital des publications 1988

D 412 Compte capital de l'économat, reprographie, services techniques 1988

D 413 Convocation de la prochaine Conférence de plénipotentiaires 1990

D 414 Date et durée de la 43^e session du Conseil d'administration 1988

43^e session (juin 1988)

D 415 Somme due par Micom Systems Inc., Simi Valley, Etats-Unis d'Amérique 1990

D 416 Compte de provision de l'Union 1990

D 417 Compte capital des publications 1990

D 418 Compte capital de l'économat, de la reprographie et des services techniques 1990

D 419 Présentation de propositions concernant l'Instrument fondamental de l'Union 1991

D 420 Mesures destinées à réduire le coût d'expédition des documents des réunions des Comités consultatifs 1993

D 421 Date et durée de la 44^e session du Conseil d'administration 1990

D 422 Convocation d'une séance finale de la 44^e session du Conseil d'administration 1990

44^e session (janvier-février et juin 1989)

D 423 Fonds d'intervention à la disposition du Conseil d'administration 1990

D 424 Compte de provision de l'Union 1990

D 425 Compte capital de l'économat, de la reprographie et des services techniques 1990

45^e session (session extraordinaire – novembre 1989)

D 426 Date et durée de la 45^e session ordinaire du Conseil d'administration 1990

45^e session ordinaire (juin 1990)

D 427 Conclusion, à titre provisoire, de l'Accord de base type avec les agences d'exécution entre le PNUD et l'UIT 1996

D 428 Compte de provision de l'Union 1991

D 429 Compte capital de l'économat, de la reprographie et des services techniques 1991

D 430 Compte capital des publications 1991

D 431 Fonds d'intervention à la disposition du Conseil d'administration 1991

D 432 Somme due par IBC Corp. Hauppauge (Etats-Unis d'Amérique) 1991

D 433	Somme due par GTE ATEA S.A., Herentals (Belgique)	1991
D 434	Date et durée de la 46 ^e session du Conseil d'administration	1991

46^e session (mai-juin 1991)

D 435	Compte de provision de l'Union	1992
D 436	Somme due par Ininet Inc., Andover (Etats-Unis d'Amérique)	1992
D 437	Somme due par Plantronics Inc., Frederick (Etats-Unis d'Amérique)	1992
D 438	Date et durée de la 47 ^e session du Conseil d'administration	1992
D 439	Application des Recommandations de la C.H.N.	1995

47^e session (juin-juillet et décembre 1992)

D 440	Somme due par Canadian Association Broadcasters, Ottawa (Canada)	1993
D 441	Somme due par Telex Chile, Santiago (Chili)	1993
D 442	Somme due par Standard Radio and Telefon AB, Vallingby (Suède)	1993
D 443	Compte de provision de l'UIT	1993
D 444	Compte capital des publications	1993
D 445	Date et durée de la 48 ^e session du Conseil d'administration	1993
D 446	Conclusion, à titre provisoire, de l'accord de coopération entre l'UNESCO et l'UIT	1996
D 447	Tenue de la prochaine Conférence de plénipotentiaires ordinaire	1995

Session 1993 (juin-juillet 1993)

D 448	Date et durée de la Session de 1994 du Conseil	1994
D 449	Compte capital de l'économat, de la reprographie et des services techniques	1994
D 450	Fonds de roulement des expositions	1994

Session 1994 (mai 1994 et Kyoto, 18 septembre 1994)

D 451	Somme due par New Valley Corporation, Upper Saddle River (Etats-Unis)	1995
D 452	Fonds de roulement des expositions	1995
D 453	Organisation, tenue, financement et liquidation des comptes des conférences et réunions	2002
D 454	Convocation d'une séance finale de la session du Conseil de 1994	1995
D 455	Compte capital des publications	1995

Session 1995 (séance d'ouverture, Kyoto, 14 octobre 1994)

D 456	Date et durée de la session du Conseil de 1995	1995
-------	--	------

Session 1995 (juin 1995)

D 457	Fonds de roulement des expositions	1996
D 458	Somme due par IRIS-ETT, Sarajevo, Bosnie-Herzégovine	1996
D 459	Somme due par Elocorp Int., Brunswick, Etats-Unis	1996
D 460	Besoins en personnel	1999
D 461	Groupe de travail sur l'utilisation des langues à l'UIT	1999
D 462	Date et durée de la Session du Conseil de 1996	1996

Session 1996 (juin 1996)

D 463	Tenue de la prochaine Conférence de plénipotentiaires ordinaire	1999
D 464	Compte spécial «Enregistrement des UIFN»	2001
D 465	Compte spécial «Services d'échange d'informations sur les télécommunications (TIES)»	1997
D 466	Compte spécial «Cycles d'études de l'UIT»	1997
D 467	Provision pour comptes débiteurs	1997
D 468	Somme due par Intelligent Modem Corporation, Etats-Unis	1997
D 469	Somme due par Net Express Inc., Etats-Unis	1997
D 470	Provision pour l'installation et le rapatriement des fonctionnaires	1997
D 471	Création d'un groupe de travail	1999
D 472	Date et durée de la session de 1997 du Conseil	1997

Session 1997 (juin 1997)

D 473	Somme due par Cornel Electronics Ltd	1998
D 474	Date et durée de la session du Conseil de 1998	1998
D 475	Deuxième Forum mondial des politiques de télécommunications	1998
D 476	Création d'un groupe de travail sur la planification stratégique	1999
D 477	Annnonce de la classe de contribution	2002

Session 1998 (mai 1998)

D 478	Mise en œuvre de la Résolution 49 (Kyoto, 1994)	2001
D 479	Date et durée de la session de 1999 du Conseil	2001
D 480	Mise en œuvre des droits à acquitter pour le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite ainsi que des procédures administratives	2002

Session 1999 (session extraordinaire – novembre 1998)

D 481	Création d'un groupe de travail chargé de la mise en œuvre des droits à acquitter pour le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite ainsi que des procédures administratives	2002
-------	--	------

Session 1999 (juin 1999)

D 482	Mise en œuvre du recouvrement des coûts pour le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite	1.2
D 483	Amélioration du processus de notifications des réseaux à satellite	2001
D 484	Annulation de créances irrécupérables pour un montant de 449 001,35 CHF	2002
D 485	Provision pour comptes débiteurs	2003
D 486	Contribution aux dépenses de la CMR-2000	2002
D 487	Conclusion, à titre provisoire, de l'Accord de coopération entre l'Unesco et l'UIT	2004
D 488	Date et durée de la session de 2000 du Conseil	2001

Session 2000 (juillet 2000)

D 489	Remboursement des sommes dues par la République du Congo sur une période de dix ans	2006
D 490	Remboursement des sommes dues par la République de Bolivie sur une période de dix ans	2006
D 491	Annulation de créances irrécupérables d'un montant de 754 520,75 francs suisses	2003
D 492	Remboursement des sommes dues par la République du Kazakhstan sur une période de dix ans	2006
D 493	Compte spécial «Projet GDCnet»	2006
D 494	Conclusion, à titre provisoire, de l'Accord de coopération entre l'UIT et l'OMC	2004
D 495	Publication des documents du Conseil	3.2
D 496	Lignes directrices concernant les ateliers de planification stratégique	4
D 497	Convocation de la prochaine Conférence de plénipotentiaires ordinaire	2003
D 498	Troisième Forum mondial des politiques de télécommunication	2002
D 499	Date et durée de la session de 2001 du Conseil	2002
D 500	Utilisation du terme «Chairman»	7.2

Session 2001 (juin 2001)

D 501	Provision pour comptes débiteurs	2003
D 502	Remboursement des sommes dues par la République de Guinée-Bissau sur une période de dix ans	2006
D 503	Remboursement des sommes dues par la République dominicaine sur une période de dix ans	2011
D 504	Création d'un groupe pour le Plan stratégique	2004
D 505	Date et durée de la session de 2002 du Conseil	2003

Session 2002 (avril-mai 2002 et septembre 2002)

D 506	Suppression de créances irrécupérables des comptes de l'Union pour un montant de CHF 1 853 5489,75	2005
D 507	Remboursement des sommes dues par la République d'Ouzbékistan sur une période de cinq ans	2010
D 508	Date et durée de la Session de 2003 du Conseil	2003
D 509	Dispositions financières prises par l'UIT en vue du SMSI	2010
D 510	Recouvrement des coûts appliqué en traitement des fiches de notification des réseaux à satellite	2003
D 511	Recouvrement des coûts appliqué en traitement des fiches de notification des réseaux à satellite	2006

Session 2003 (mai 2003)

D 512	Annulation d'intérêts moratoires	2006
D 513	Recouvrement des coûts appliqué en traitement des fiches de notification des réseaux à satellite	2006
D 514	Date et durée de la Session additionnelle de 2003 du Conseil	2004

Session additionnelle de 2003 (octobre 2003)

D 515	Date et durée de la Session de 2004 du Conseil	2004
D 516	Mécanisme d'examen d'un programme de compression de personnel pour l'UIT	2006

Session 2004 (juin 2004)

D 517	Renforcement du dialogue entre le Secrétaire général et le Conseil du personnel de l'UIT	2.2
D 518	Date et durée de la session de 2005 du Conseil	2005
D 519	Prorogation du mandat du Groupe de travail sur les observateurs et admission à titre provisoire d'observateurs représentant des Membres des Secteurs à la session de 2005 du Conseil	3.2
D 520	Passation par pertes et profits d'intérêts moratoires	2010
D 521	Mandat révisé du Groupe du Conseil sur le Règlement financier et questions de gestion financière associées	2008
D 522	Retard de paiement sur les fiches de notification des réseaux à satellites	2008
D 523	Processus de comptabilisation du temps	2006

Session 2005 (juillet 2005)

D 524	Participation au Conseil d'observateurs représentant des Etats Membres	3.2
D 525	Dates et durée de la session de 2006 du Conseil	2006
D 526	Convocation de la prochaine Conférence de plénipotentiaires ordinaire	2007
D 527	Etablissement d'un groupe de travail chargé d'élaborer le projet de Plan stratégique et le projet de Plan financier pour la période 2008-2011	2007
D 528	Favoriser le débat sur des questions mises en évidence lors d'un complément d'examen d'une décision de l'AMNT	2008
D 529	Passation par pertes et profits d'intérêts moratoires	2010
D 530	Elargissement du mandat du Groupe du Conseil sur le Règlement financier et questions de gestion financière associées	2008
D 531	Mesures correctives supplémentaires concernant le recouvrement des coûts pour le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite visés par la Décision 513	2008
D 532	Recouvrement des coûts appliqué aux fiches de notification des réseaux à satellite: catégories 7 et 8	2008
D 533	Mesures correctives relatives au recouvrement des coûts pour le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite géostationnaire fonctionnant dans la bande 11,7-12,2 GHz, pour lesquels le numéro 9.14 est directement cité dans le Règlement des radiocommunications	2008
D 534	Recouvrement des coûts pour le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite – Demandes de publication dans la Partie B supposant l'application de l'Article 4 des Appendices 30/30A pour lesquelles la Partie A associée a été reçue avant le 8 novembre 1998	2008
D 535	Méthode d'imputation des coûts	5.2

Session 2006 (19-28 avril 2006 et 4 novembre 2006)

D 536	Nouvel élargissement du mandat du Groupe du Conseil sur le Règlement financier et sur les questions de gestion financière associées	2008
D 537	Passation par pertes et profits d'intérêts moratoires et des créances irrécupérables	2010
D 538	Capital du Surplus de TELECOM	2008
D 539	Mise en œuvre de mesures correctives concernant le recouvrement des coûts pour le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite	2008

(Appendice B – Liste numérique des Décisions)

D 540	Création d'une seule Commission permanente de l'administration et de la gestion	3.2
D 541	Date et durée de la séance du Conseil 2007	2007
D 542	Accès en ligne aux Recommandations de l'UIT-T	2010

Session 2007 (4-14 septembre 2007)

D 543	Convocation de la prochaine Conférence de plénipotentiaires ordinaire	2011
D 544	Passation par pertes et profits d'intérêts moratoires et de créances irrécupérables	2008
D 545	Non-paiement des droits perçus au titre du recouvrement des coûts pour le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite	1.2
D 546	Modification du mandat du Groupe du Conseil sur le Règlement financier et sur les questions de gestion financière associées	2011
D 547	Dates et durée de la session de 2008 du Conseil	2008
D 548	Conditions d'emploi des fonctionnaires élus – Indemnité spéciale de logement	2.1

Session 2008 (12-21 novembre 2008)

D 482	Mise en œuvre du recouvrement des coûts pour le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite	1.2
D 549	Dates et durée de la session de 2009 du Conseil	2009
D 550	Adoption par l'UIT des normes comptables pour le secteur public international (normes IPSAS)	2012
D 551	Passation par pertes et profits d'intérêts moratoires et de créances irrécupérables	2009

Session 2009 (20-30 octobre 2009)

D 552	Date et durée de la session de 2010 du Conseil	2010
D 553	Passation par pertes et profits d'intérêts moratoires et de créances irrécupérables	2011
D 554	Description d'emploi du poste ST3/D2/583 (Adjoint au Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications et Chef du Département de la politique de normalisation des télécommunications)	2011

Session 2010 (13-22 avril et 2 octobre 2010)

D 555	Passation par pertes et profits d'intérêts moratoires et de créances irrécupérables	2011
D 556	Soumission de documents aux sessions du Conseil	3.2
D 557	Conclusion, à titre provisoire, de l'Accord de coopération entre l'UIT et le CERN	2011

Session Extraordinaire 2011 (22 octobre 2010)

D 558	Programme de départ volontaire et de départ à la retraite anticipée	2.2
D 559	Dates et durée de la session de 2011 du Conseil	2011

Session 2011 (11-21 octobre 2011)

D 560	Convocation de la prochaine Conférence de plénipotentiaires ordinaire	3.3
D 561	Date et durée de la Session 2012 du Conseil	2012
D 562	Cinquième Forum mondial des politiques de télécommunication/des technologies de l'information et de la communication	2013
D 563	Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines – Mandat	3.2
D 564	Passation par pertes et profits d'intérêts moratoires et de créances irrécupérables	2013
D 565	Nomination des membres du Comité consultatif indépendant pour les questions de gestion (CCIG)	1.2

(Appendice B – Liste numérique des Décisions)

D 566	Vérification des comptes de l'Union	1.2
D 567	Création du poste de grade D1 de Chef du Département de la gestion des ressources financières	2012
D 568	Gestion des postes au Bureau de développement des télécommunications	2012

Session 2012 (4-13 juillet 2012)

D 569	Date et durée de la session de 2013 du Conseil	2013
D 570	Passation par pertes et profits d'intérêts moratoires et de créances irrécupérables	2013
D 571	Accès en ligne gratuit aux Règlements administratifs, aux Résolutions et aux Décisions du Conseil ainsi qu'à d'autres publications de l'UIT	1.2
D 572	Dates du cinquième Forum mondial des politiques de télécommunication/des technologies de l'information et de la communication (FMPT-13)	2013
D 573	Délai de présentation des contributions à la Conférence mondiale des télécommunications internationales de 2012 (CMTI-12)	2013

Session 2013 (11-21 juin 2013)

D 574	Accès en ligne gratuit aux rapports finals des Conférences mondiales de développement des télécommunications	1.2
D 575	Création d'une Commission chargée de préparer la célébration du 150ème anniversaire de la création de l'Union	3.2
D 576	Examen du rôle possible de l'UIT en tant qu'Autorité de surveillance du système international d'inscription pour les biens spatiaux conformément au Protocole portant sur les biens spatiaux	7.2
D 577	Date et durée de la session de 2014 du Conseil	2014
D 578	Passation par pertes et profits d'intérêts moratoires, de créances irrécupérables et d'une créance d'un membre bénéficiant d'une exonération	1.2
D 579	Âge obligatoire de départ à la retraite à l'UIT	2.1

Session 2014 (6-15 mai et 18 octobre 2014)

D 580	Dates et durée de la session de 2015 du Conseil	3.2
D 581	Passation par pertes et profits d'intérêts moratoires et de créances irrécupérables	1.2

Session Extraordinaire 2015 (7 novembre 2014)

D 582	Programme de départ volontaire et de départ à la retraite anticipé	2.2
-------	--	-----

APPENDICE C

Table analytique

(arrêtée à la fin de la session 2014 du Conseil)

	<i>R ou D</i>	<i>Section</i>		<i>R ou D</i>	<i>Section</i>
Assurance			– Participation	D 304	3.1
– Instauration à l'Union d'un régime d'assurance pour soins de longue durée	R 1149	2.1	– Réduction du volume et du coût de la documentation pour les conférences, les assemblées et le Conseil de l'UIT	R 1141	3.1
Budget			– Utilisation des six langues officielles et de travail de l'Union	R 1238	7.2
– Budget biennal pour 2012-2013	R 1337	1.1			
	R 1349	1.1	Conseil		
– Budget biennal pour 2014-2015	R 1359	1.1	– Commission chargée de préparer la célébration du 150ème anniversaire de la création de l'Union	D 575	3.2
– Centenaire de l'UIT, fonds du prix	R 1027	6.2	– Commission permanente de l'administration et de la gestion	D 540	3.2
– Changement climatique	R 1307	7.2	– Date et durée	D 580	3.2
– Télégrammes-circulaires destinés aux administrations	R 177	6.1	– Documentation à envoyer aux Membres de l'Union	D 8	3.2
Comité des pensions			– Groupes du Conseil		
– Composition	R 1326	2.3	– Groupe tripartite sur la gestion des ressources humaines	R 1106	2.2
Conférence de plénipotentiaires			– Identification des questions de politiques générales publiques relatives à l'Internet	R 1336	3.2
– Convocation de la prochaine Conférence de plénipotentiaires ordinaire	D 560	3.3		R 1305	3.2
Conférence mondiale des radiocommunications (CMR-15)	R 1343	3.4		R 1344	3.2
Conférences et réunions (voir aussi Conférences et réunions (généralités))			– Observateurs	D 519	3.2
– Conférence de plénipotentiaires	D 560	3.3	– Projet de plan stratégique et projet de Plan financier	R 1358	3.2
– Conférence mondiale des radiocommunications (CMR-15) – Ordre du jour	R 1343	3.4	– Principes directeurs régissant la création, la gestion et la cessation des activités des groupes de travail du Conseil	R 1333	3.2
– Conseil	D 580	3.2	– Questions de politiques publiques internationales relatives à la création d'un environnement Internet plus sûr pour les enfants	R 1306	3.2
– Initiative Connecter le monde	R 1281	3.4	– Ressources financières et ressources humaines	D 563	3.2
Conférences et réunions (généralités)			– Utilisation des langues	R 1238	7.2
– Conditions de participation des organisations de libération aux réunions de l'UIT	R 741	3.1	– Indemnité pour frais de voyage, etc., des conseillers	R 687	3.2
– Conférences régionales, notifications des invitations à tous les Membres	D 307	3.1		D 375	3.2
– Expositions et forums mondiaux ou régionaux sur les télécommunications/ technologies de l'information et de la communication	R 1292	3.4	– Participation aux sessions	R 2	3.2
– Institutions spécialisées et organisations internationales, conditions de participation	R 925	1.2		D 524	3.2
– Lignes directrices concernant les ateliers de planification stratégiques	D 496	4	– Publication des documents du Conseil	D 495	3.2
– Organisation, tenue, financement et liquidation des comptes	R 83	3.1		D 556	3.2
			Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, acceptation par l'UIT	R 193	6.2

	<i>R ou D</i>	<i>Section</i>		<i>R ou D</i>	<i>Section</i>
Documentation			GMPCS		
– A envoyer aux Membres de l'Union (Conseil)	D 8	3.2	– Mise en œuvre des arrangements élaborés conformément au mémorandum d'accord	R 1116	4
– Publication des documents du Conseil	D 495	3.2	– Rôle de l'UIT dans le cadre du Mémorandum d'accord sur les GMPCS	R 1110	4
– Réduction du volume et du coût de la documentation pour les conférences, les assemblées et le Conseil de l'UIT	R 1141	3.1	Groupe tripartite consultatif sur la gestion des ressources humaines	R 1106	2.2
– Soumission de documents aux sessions du Conseil	D 556	3.2	Harmonisation internationale des prescriptions techniques pour l'interception licite de télécommunications	R 1115	5.1
Droit de vote des Membres de l'Union	R 1097	6.1	Indemnités (voir sous Personnel)		
Egalité des sexes	R 1187	2.2	Israël (Etat d')		
Expositions et forums mondiaux ou régionaux sur les télécommunications/ technologies de l'information et de la communication	R 1292	3.4	– Commission pour recueillir les faits concernant les violations de la Convention par Israël	R 1008	6.1
Finances			ITU TELECOM		
– Annulation d'intérêts moratoires	D 578	1.2	– Excédents de recettes	R 1111	1.2
	D 581	1.2	Langues		
– Budget biennal pour 2012-2013	R 1337	1.1	– Utilisation des six langues officielles et de travail de l'Union	R 1238	7.2
	R 1349	1.1	– Utilisation du terme «chairman»	D 500	7.2
– Budget biennal pour 2014-2015	R 1359	1.1	Lignes directrices		
– Comité consultatif indépendant pour les questions de gestion	D 565	1.2	– concernant les ateliers de planification stratégiques	D 496	4
– Comptes de ITU TELECOM	R 1351	1.2	Maladies professionnelles	R 1142	2.1
	R 1362	1.2	Majorité		
– Créances irrécupérables	D 578	1.2	– Interprétation du terme «majorité» à l'occasion des consultations par télégramme	D 185	6.1
	D 581	1.2	Membres de l'Union		
– Excédents de recettes de ITU TELECOM	R 1111	1.2	– Demande d'admission	R 216	6.1
– Fonds pour le développement des technologies de l'information et de la communication (FDTIC)	R 1338	1.2	– Droit de vote	R 1097	6.1
– Institutions spécialisées et autres organisations internationales, conditions financières de participation	R 925	1.2	– Etude des méthodes existantes concernant la participation	R 1360	6.1
– Mise en application du recouvrement des coûts pour:			– Réclamations émanant de Membres et dirigées contre d'autres Membres	R 262	6.1
les fonctions de l'autorité d'enregistrement des numéros UIPRN et UISCN	R 1155	5.3	Nations Unies et institutions spécialisées		
les fonctions d'enregistrement des AESA	R 1168	5.3	– Budgets administratifs des institutions spécialisées	D 43	6.2
– Mise en œuvre du recouvrement des coûts pour le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite	D 482	1.2	– Commission de la Fonction publique internationale	R 747	2.4
– Parts contributives aux dépenses de l'Union	R 1324	1.2	– Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées	R 193	6.2
	R 1325	1.2	– Echange de documents	R 101	6.2
	R 1339	1.2	– Echange de données statistiques	R 102	6.2
– Rapport de gestion financière	R 1341	1.2	– Laissez-passer	R 105	2.4
	R 1350	1.2	– Ordre du jour des réunions, coordination	D 45	6.2
	R 1361	1.2	– Relation entre un mandat national et un mandat international	R 126	6.2
	R 1370	1.2			
– Vérification des comptes	D 566	1.2			
Fonctionnaires élus (voir aussi Personnel)					
– Conditions de service	R 1352	2.1			
	R 1368	2.1			
	D 548	2.1			

(Appendice C – Table analytique)

	<i>R ou D</i>	<i>Section</i>		<i>R ou D</i>	<i>Section</i>
– Résolutions de l'Assemblée générale	R 659	6.2		R 1363	5.2
	R 708	6.2		R 1364	5.3
Pensions (voir aussi Personnel)				R 1365	5.4
				R 1366	4
– Caisse d'assurance du personnel			Plans stratégiques		
• Bases techniques	R 463	2.3	– Ateliers stratégiques	D 496	4
• Taux technique	R 1211	2.3	– Groupe de travail du Conseil	R 1358	3.2
– Comité des pensions, composition	R 1326	2.3	– Plan stratégique pour les ressources humaines	R 1299	2.2
	R 1371	2.3	Publications		
– Indemnité de cherté de vie	R 559	2.3	– Accès en ligne	D 571	1.2
	R 589	2.3		D 574	1.2
– Placement des fonds	R 440	2.3	– Paiement des publications éditées par l'Union	D 387	1.2
Personnel (voir aussi Pensions)			– Publication des documents du Conseil	D 495	3.2
– Âge obligatoire de départ à la retraite	D 579	2.1		D 556	3.2
– Avis de vacance d'emploi, normes minimale d'aptitudes	R 626	2.1	Rapport de gestion financière	R 1341	1.2
– Classement des emplois	R 1107	2.2		R 1350	1.2
– Conditions d'emploi fonctionnaires élus	R 1352	2.1		R 1361	1.2
	R 1368	2.1	Recouvrement des coûts	R 1168	5.3
	D 548	2.1		D 482	1.2
– Description d'emploi	D 554	2.2		D 535	5.2
– Gestion des emplois	R 1108	2.2		D 545	1.2
– Gestion des ressources humaines, mise en œuvre des recommandations du Groupe tripartite sur la	R 1106	2.2	Relations du Secrétariat général avec les Etats ou administrations non-Membres de l'Union	R 88	6.1
– Instauration à l'Union d'un régime d'assurance pour soins de longue durée	R 1149	2.1	Résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies	R 659	6.2
– Liste des emplois	D 2	2.2		R 708	6.2
– Maladies professionnelles	R 1142	2.1	Rôle de l'UIT dans l'autonomisation des femmes et des jeunes filles grâce aux TIC	R 1327	7.2
– Mobilisation, situation des familles	R 261	2.1	Rôle de l'UIT en matière de TIC	R 1318	7.2
– Plan stratégique pour les ressources humaines	R 1299	2.2	Salaires (voir sous Personnel)		
– Privilèges, immunités et facilités accordés au titre des activités de l'Union	R 1004	2.1	Secrétariat général		
– Programme de départ volontaire et de départ à la retraite anticipée	D 558	2.2	– Plan opérationnel	R 1357	4
	D 582	2.2		R 1366	4
– Recrutement sur le plan international, procédure	R 685	2.1	Secteur de la normalisation des télécommunications (UIT-T)		
– Régime commun des Nations Unies, modification des conditions de rémunération	R 647	2.1	– Harmonisation internationale des prescriptions techniques pour l'interception licite de télécommunications	R 1115	5.1
– Renforcement du dialogue entre le Secrétaire général et le conseil du personnel	D 517	2.2	– Mise en application du recouvrement des coûts pour les fonctions d'enregistrement des AESA	R 1168	5.3
– Représentation du personnel	D 399	2.4	– Plan opérationnel	R 1355	5.3
– Service militaire, congés	R 260	2.1		R 1364	5.3
– Statut et Règlement du personnel, amendements	R 792	2.1	Secteur des radiocommunications (UIT-R)		
	R 1369	2.1	– Plan opérationnel	R 1354	5.2
– Taux technique de la Caisse d'assurance de personnel de l'UIT	R 1211	2.3		R 1363	5.2
			– Recouvrement des coûts pour le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite	D 482	1.2
Plans opérationnels	R 1354	5.2		D 535	5.2
	R 1355	5.3	– Statut des Membres du Comité du Règlement des radiocommunications	R 1148	5.2
	R 1356	5.4			
	R 1357	4			

	<i>R ou D</i>	<i>Section</i>		<i>R ou D</i>	<i>Section</i>
Secteur du développement des télécommunications (UIT-D)			Télécommunications		
– Gestion des postes	D 568	2.2	– Facteur important du développement économique et social	R 800	6.2
– Plan opérationnel	R 1356	5.4	150ème Anniversaire de l'Union	R 1367	7.2
	R 1365	5.4			
– Présence régionale	R 1114	5.4			
	R 1183	5.4			
– Renforcement de la présence régionale	R 1143	5.4			
Sommet mondial sur la société de l'information	R 1332	3.2			
	R 1334	3.2			
	R 1336	3.2			
Système international d'inscription pour les biens spatiaux conformément au Protocole portant sur les biens spatiaux	D 576	7.2			

Union
internationale des
télécommunications
Place des Nations
1211 Genève 20
Suisse

ISBN: 978-92-61-14702-0



Prix: 126 CHF

Imprimé en Suisse
Genève

Crédits photo: Shutterstock